

# ***LA VÉRITÉ***

ORGANE DU COMITE CENTRAL DE  
L'ORGANISATION

COMMUNISTE

INTERNATIONALISTE  
pour la reconstruction  
de la 4<sup>e</sup> Internationale



N° 551 - MARS 1971 - 168 pages - 5 F.

## ***REVOLUTION CULTURELLE EN CHINE***

### **Lutte de classes au Québec**

**NOTRE PERE A.D.N. QUI ETES AUX CIEUX  
DU J. MONOD CONTRE MARX**

# EDITORIAL

Pendant des décennies, les révisionnistes, notamment les austro-marxistes (1) Hilferding et Bauer, ont prétendu contester l'existence, chez Marx, d'une théorie de l'effondrement, de la « catastrophe » finale du capitalisme. S'appuyant notamment sur les schémas de la reproduction élargie que comporte le livre II du *Capital*, et reprenant, sans s'en rendre compte, les thèses des économistes bourgeois les plus vulgaires, ils prétendaient ouvrir la perspective d'un fonctionnement harmonieux et d'une expansion indéfinie du capitalisme.

C'est précisément la volonté de les combattre qui a amené Rosa Luxembourg, dont cette année 1971 marquera le 150<sup>e</sup> anniversaire de la naissance, à, dans son *Accumulation du Capital*, critiquer les schémas de reproduction de Marx. Il n'y avait pas, à cette critique, d'autres mobiles. Et que cette critique ait reposé sur un malentendu, sur une incompréhension, commune à toute l'époque de la II<sup>e</sup> Internationale, de la méthode de Marx, de son emploi de l'abstraction, de ce que, comme devait l'écrire Trotsky dans *la Révolution permanente*, ces schémas ne représentaient « qu'une étape de l'analyse » (2), et non la description concrète de l'évolution du capitalisme, est aujourd'hui important sans doute, mais secondaire. L'essentiel est que, défendant la théorie de la « catastrophe » de Marx contre, non seulement la droite, mais le centre social-démocrate, avec sa théorie révisionniste, sa pratique réformiste et sa phraséologie « marxiste » — et cela au moment même où, au début de ce siècle, le passage au stade de l'impérialisme permettait au capitalisme de développer pour la dernière fois les forces productives de l'humanité — elle avait mille fois raison.

- (1) Les austro-marxistes (marxistes autrichiens) se caractérisent par une séparation complète, d'ailleurs professée par eux, de la théorie et de la pratique. C'était, si l'on peut dire, des marxistes de bibliothèque, en même temps que des social-réformistes en pratique.
- (2) « L'évolution du capitalisme — non au sens des formules abstraites du livre II du *Capital*, qui conservent leur pleine signification comme une étape de l'analyse, mais au sens de la réalité historique — s'accomplit par l'élargissement systématique de sa base, et ne peut s'accomplir autrement. Dans le processus de cette évolution, donc dans la lutte avec ses contradictions internes, chaque capitalisme national s'adresse toujours davantage aux réserves du « marché extérieur », c'est-à-dire de l'économie mondiale. L'expansion incessante qui résulte des crises internes du capitalisme constitue une force de progrès, avant de devenir mortelle pour le capitalisme. »

L'étude de l'évolution historique concrète du capitalisme n'a pu être abordée directement par Marx — elle ne devait l'être que dans des études projetées par lui comme ultérieures au *Capital* proprement dit. Les livres I et II du *Capital* restent dans le cadre de l'étude du « *capital en général* » ; le livre III inachevé par Marx aborde un stade intermédiaire de l'analyse, où la loi de la tendance à la baisse du taux de profit occupe déjà le centre de la scène. Mais c'est peut-être dans la première tentative de rédaction d'ensemble de son œuvre de critique de l'économie, celle de 1857, que Marx s'est exprimé le plus catégoriquement.

La loi de la baisse tendancielle du taux de profit, écrit-il en conclusion de la section III de son *Rohentwurf*, est « *à tout égard la loi la plus importante de l'économie politique moderne... qui, malgré sa simplicité, n'a pas encore été comprise jusqu'à présent et moins encore exprimée consciemment... C'est, du point de vue historique, aussi la plus importante* ».

Elle signifie notamment que

« les forces productives matérielles déjà présentes, déjà élaborées sous la forme du capital fixe, comme le pouvoir de la science, comme la population, etc., en bref toutes les conditions... de la reproduction de la richesse, c'est-à-dire l'enrichissement de l'individu social — que le développement des forces productives suscité par le capital lui-même dans son développement historique arrivé à un certain point bloquent la mise en valeur du capital par lui-même, au lieu de la fonder. Au-delà d'un certain point, le développement des forces productives impose des bornes au capital ; donc les rapports capitalistes imposent des bornes au développement des forces productives. Arrivé à ce point, le capital, c'est-à-dire le travail salarié, entre dans le même rapport avec le développement de la richesse sociale et des forces productives que les corporations, le servage, l'esclavage, et est nécessairement arraché comme une chaîne. La dernière forme de servage que prene l'activité humaine, celle du travail salarié d'un côté, du capital de l'autre, est alors dépouillée et c'est là le résultat même du mode de production correspondant au capital ; les conditions matérielles et intellectuelles de la négation du travail salarié et du capital, qui sont eux-mêmes déjà la négation de formes antérieures serviles de la production sociale, sont le résultat de son processus même de production. Dans des contradictions acérées, des crises, des crampes s'exprime l'inadaptation croissante du développement productif de la société à ses conditions présentes de production. L'anéantissement violent du capital, non par des rapports qui lui seraient extérieurs, mais comme condition de son propre maintien, est la forme la plus frappante sous laquelle avis lui est donné d'avoir à s'en aller et à céder la place à un stade supérieur de la production sociale. »

Contre ce pronostic de Marx, l'attaque a été menée, au cours des vingt dernières années, par les théoriciens du « *néo-capitalisme* », de Mandel au P.S.U., ou du « *capitalisme monopoliste d'Etat* » chez les staliniens. Confondant délibérément la notion marxiste de forces productives — que le texte que nous venons de citer éclaire d'ailleurs en les définissant comme la capacité d'« *enrichissement de l'individu social* » — avec celle du montant de la production, ou du taux d'accumulation du capital ; annonçant à sons de trompe que nous vivions une nouvelle phase de « *croissance impétueuse* » des forces productives, ignorant, comme un élément négligeable, le rôle titanesque nouveau du militarisme, qu'avait déjà mis en lumière Rosa Luxembour, dans l'absence de crises majeures de l'économie capitaliste depuis trente ans, accablant de sarcasmes les marxistes qui s'efforçaient d'attirer leur attention sur le développement gigantesque, à notre époque,

de la tendance inhérente au capitalisme à transformer les forces productives en forces destructives, annoncée par Marx dès 1845 — comme si les stocks de bombes thermonucléaires et la destruction croissante du fondement naturel de toute production faisaient partie de l'« *enrichissement de l'individu social* », de l'accroissement de sa capacité d'utiliser la nature pour la satisfaction de ses besoins ! — ils n'avaient d'autre but, comme leurs prédécesseurs, que de fonder leur pratique de réformisme sans réforme en prônant les « *voies parlementaires vers le socialisme* » et la « *démocratie avancée* » chez les staliniens, les « *réformes de structures anticapitalistes* » (3) et l'impossibilité de la révolution prolétarienne en Europe chez ce parangon de l'austro-trotskysme qu'est Mandel ; le tout, bien entendu, accompagné de grands salamalecs devant la doctrine de Marx et de Lénine — et de Trotsky pour le dernier nommé.

Or voici que les signes d'une crise majeure de l'économie mondiale s'accroissent. Arthur Bliss les relevait déjà dans le précédent numéro de *La Vérité* ; ils se sont considérablement aggravés depuis. Ce ne sont plus seulement les forces productives qui stagnent, c'est la production elle-même, notamment aux Etats-Unis. « *Maintenant, les officiels estiment qu'il n'y a probablement eu aucune croissance pour la première fois depuis 1958* », écrit mélancoliquement le *Wall Street Journal* du 4 janvier 1971. En fait, le produit national brut des Etats-Unis est stagnant depuis décembre 1968 au moins, et a même commencé à régresser. Par tête d'habitant, cela signifie une baisse de 2 % par an, ou pas loin, depuis 2 ans.

Cependant, le chômage s'accroît rapidement, passant de 3,5 % de la main-d'œuvre à 6 % en décembre 1970. Une appréciation correcte de ce chiffre exige que l'on n'oublie pas qu'il ne tient que très partiellement compte des jeunes n'ayant jamais travaillé, et pas du tout des millions d'hommes appartenant à l'armée et aussi à diverses forces de répression.

Cependant le commerce se contracte. Des chiffres publiés par *Business Week* il résulte que, entre janvier 1970 et janvier 1971, les ventes de détail, compte tenu de la hausse des prix, ont diminué de 3 % ; et que les importations et exportations régressent légèrement. Il n'y a qu'un indice qui croisse rapidement (de près de 20 % entre novembre 1968 et novembre 1969) : c'est celui des faillites. Après celle de la *Pennsylvania Central*, le cinquième trust du monde, il y a huit mois, voici maintenant que s'annonce, comme conséquence de celle de *Rolls Royce*, celle de *Lockheed* — ce qui aggravera encore la situation dans l'Etat de Californie, toujours à l'avant-garde avec plus de 7 % de chômeurs. Le *Wall Street Journal* du 26 janvier, qui constate qu'« *un nombre plus grand d'Etats se qualifient pour une extension des primes de chômage* » ne trouve qu'une maigre consolation à relever que, « *du fait du chômage croissant, la pénurie de gardiens de prison diminue* » dans de nombreux Etats.

(3) Cela s'appelle aujourd'hui « *contrôle ouvrier* ». Nous aurons l'occasion d'y revenir dans le prochain numéro de *La Vérité*.

Mais le plus frappant sans doute, car c'est la première fois que ce phénomène se produit, tout au moins à l'échelle mondiale, et sur une telle ampleur, c'est que *chômage* et *inflation*, ces deux symptômes majeurs de la catastrophe imminente du capitalisme — le chômage exprimant la « *destruction violente* », l'expulsion hors de la production, d'un nombre croissant de producteurs, l'inflation une accumulation de capitaux fictifs, l'aggravation du caractère parasitaire du régime — croissent simultanément. La hausse des prix a atteint au moins 6 % pour l'année 1970 aux Etats-Unis ; ces chiffres sont dépassés par de nombreux pays capitalistes, et la hausse s'accélère (officiellement un taux annuel de 8 % aux Etats-Unis et en France). La concomitance des deux phénomènes a d'ailleurs frappé l'ancien économiste en chef de Johnson, M. Okun, qui, nous dit le même *Wall Street Journal* du 4 janvier, a construit un « *indice de malaise* » de l'économie, « *dont il est peu probable qu'aucune administration le fasse sien* » et qui est d'au moins 10 % pour 1970, et selon les prévisions toujours optimistes des experts — les mêmes qui prévoient il y a un an le plafonnement du taux de chômage à 3,5 ou 4 % et la régression de la hausse des prix à tout au plus 2 ou 3 % — serait encore d'environ 10 % l'an prochain.

L'histoire de l'évolution du capitalisme pourrait être schématisée comme l'histoire des efforts multiformes de la bourgeoisie pour combattre la tendance à la baisse du taux de profit, aux difficultés de plus en plus grandes que rencontre la « *mise en valeur* » du capital. Depuis que, les forces productives ayant cessé de croître, les prémisses objectives de la révolution socialiste sont mûres et que le régime capitaliste ne se maintient plus que par le passage des directions ouvrières réformiste et stalinienne du côté de l'ordre bourgeois, la forme principale des efforts de la bourgeoisie pour retarder l'effet des contradictions croissantes de son régime, c'est ce que Trotsky a défini comme « *l'intervention de l'Etat sur la base de la propriété privée et pour sauver celle-ci* » — intervention qui a atteint aujourd'hui une importance telle que, aux Etats-Unis par exemple, les dépenses de l'Etat ont atteint le chiffre record de 22 % du produit national brut en 1970. Mais, comme ses difficultés croissent, la bourgeoisie se retourne vers son Etat, pour lui demander d'intervenir davantage. Et voici que les conservateurs anglais nationalisent *Rolls Royce*. Nixon, lui, se prépare à dépenser 125 millions de dollars pour empêcher la *Pennsylvania Central* de cesser ses paiements — mais *Business Week* du 9 janvier 1971 avertit déjà ses lecteurs que cela ne suffira pas. Il faudrait 250 millions de dollars pour lui tenir la tête tout juste hors de l'eau en 1971...

Et voici que, partout, les bourgeois conjurent l'ombre de John Maynard Keynes. Celui-ci, si l'on dépouille son enseignement de toutes les fleurs « *théoriques* » destinées à en masquer l'essence — préconisait la réalisation du plein emploi par l'accroissement des dépenses de l'Etat, financées par le déficit budgétaire, c'est-à-dire par l'inflation. Et Nixon lui-même, qui avait annoncé l'an dernier un budget en bénéfice d'un milliard de dollars (il sera en fait, quand l'année fiscale se terminera le 30 juin prochain, en déficit d'au moins 12 milliards), présente cette fois un budget en déficit, contrairement à ses promesses électorales les plus solennelles. Cependant que tous

les gouvernements capitalistes réduisent les taux d'intérêt pour accroître les facilités des trusts d'emprunter, accélérant ainsi l'inflation sur toutes ses formes.

Et malgré cela le chômage s'accroît !

Et c'est ce moment précis que choisit l'ineffable Henri Weber, le faussaire bien connu (4), pour dénoncer, dans l'organe de cette Ligue qui mérite aussi bien que le P.C.F., ni plus ni moins, le qualificatif « communiste » qu'elle s'attribue, ce qu'il veut bien appeler le « catastrophisme de l'A.J.S. » !

C'est cette catastrophe imminente menaçant l'économie capitaliste mondiale qui est la base de toute la situation mondiale nouvelle qui se développe aujourd'hui, sous le signe de l'imminence de la révolution prolétarienne. Bien entendu — il est à peine besoin de le dire ! — la théorie marxiste de la « catastrophe », de l'« effondrement » du capitalisme ne signifie pas qu'un beau jour on entendra un formidable coup de tonnerre et que le capitalisme tombera en poussière. Elle désigne et caractérise une époque dans laquelle nous sommes entrés, une époque où la victoire de la révolution prolétarienne est possible à tout moment, mais où l'incapacité prolongée de la classe ouvrière, chloroformée par les appareils, à saisir l'occasion ouvrirait la voie à la chute dans la barbarie. L'époque de l'effondrement imminent

(4) Pour plus de renseignements sur la manière dont ledit Weber, pour les besoins de sa mauvaise cause, n'hésite pas à faire dire à un texte de Lénine exactement le contraire de ce qu'il dit, on consultera l'article de Bloch dans *Nouvelles Etudes Marxistes* n<sup>os</sup> 3/4. Il faut d'ailleurs relever que la technique de Weber se perfectionne. Il a maintenant retrouvé cet art — il faut le dire, très traditionnel — qui consiste à falsifier un texte en en citant quelques mots. C'est ainsi qu'il a découvert dans le *Manifeste de l'O.C.I.* « la croissance des forces productives dans les pays où le capitalisme a été aboli » — ce qui lui permet de nous prêter la thèse selon laquelle « l'économie de l'U.R.S.S. » n'étant « pas moins, par la force des choses, orientée vers la production massive des armements les plus modernes », « la croissance des forces productives » y annule « également la croissance des forces productives ! C'est pourquoi celles-ci stagnent autant que dans le monde capitaliste ! »

Or, outre que les armements massifs qui pèsent sur l'économie de l'U.R.S.S. ne sont pas le fruit de la « force des choses », mais bien de la politique de coexistence pacifique de la bureaucratie du Kremlin, c'est vraiment très aimable de la part de Weber, prenant l'économie de l'U.R.S.S. comme celle d'un monde à part, de nous prêter ainsi la théorie pablo-mandélienne qui sépare le monde en « régime capitaliste », « monde stalinien » (et « tiers-monde ») — alors que la phrase du *Manifeste de l'O.C.I.* que « cite » Weber est la suivante : « La croissance même des forces productives des pays où le capitalisme a été aboli pousse à leur intégration dans la division internationale du travail, à l'adaptation et à la subordination de l'économie planifiée aux lois de la concurrence sur le marché capitaliste mondial » et que c'est ainsi que s'explique la stagnation actuelle des forces productives de l'U.R.S.S. — et diverses autres choses. M. Weber, on le voit, peut se flatter de contribuer efficacement à la croissance des forces productives de faux littéraires.

Précisons-le bien : nous considérons le stalinisme et son ombre portée pabliste comme des tendances réactionnaires du mouvement ouvrier qui, comme telles, sont entièrement habilitées, dans le cadre de la démocratie ouvrière indispensable, à développer leurs vues réactionnaires. Nous ne considérons pas, par contre, le faux ni les faussaires comme faisant partie du mouvement ouvrier. Même s'il convient aux militants de la Ligue communiste d'avoir parmi leurs dirigeants un faussaire patenté, ce n'est pas seulement leur affaire...

du capitalisme est l'époque de l'imminence de la révolution — elle peut devenir aussi celle de l'imminence de la contre-révolution.

C'est cette situation qui incite M. Heath — salué pour cette raison par *France-Soir* comme un nouveau Churchill — à prêcher la guerre civile. Mais la volonté de guerre civile de M. Heath, que nous ne mettons pas en cause, et que symbolise la grève des postiers délibérément provoquée par lui, et la loi « *Ferme ta gueule et travaille* », comme l'appellent les ouvriers anglais, la loi antisyndicale qu'il a soumise au parlement, se heurte à la résistance massive des travailleurs anglais, dont la volonté de combat, dans un pays où l'effondrement du capitalisme a déjà commencé, ne cesse de croître. Mais les velléités d'offensive antiouvrières de Nixon se sont brisées sur la grève des 350 000 travailleurs de la *General Motors*, et s'il récidive aujourd'hui en suspendant, pour la première fois depuis 1933 (où Roosevelt l'avait fait, mais pour 25 jours seulement) le *Davis Bacon Act*, qui imposait un minimum au salaire dans le bâtiment, le très conservateur G. Meany, président de l'A.F.L.-C.I.O., se voit obligé de stigmatiser cette « *mesure punitive contre les ouvriers* ». Aux États-Unis aussi, un immense affrontement entre les classes se prépare.

En Europe, il fait plus que se préparer. Depuis le dernier numéro de *La Vérité*, l'Espagne et la Pologne sont venues vérifier la thèse de l'unité de la lutte de classe contre le capitalisme et son alliée, la bureaucratie du Kremlin, en même temps que démontrer, ce qui est renforcé par la maturation des combats ouvriers en Angleterre et en France, que, si les prémisses objectives de la révolution connaissent une nouvelle phase de maturation, les prémisses subjectives commencent à les suivre.

## **ESPAGNE, POLOGNE...**

Léon Trotsky, il y a maintenant trente-cinq ans, concluait *La Révolution trahie* en ces termes :

« Plus que jamais, les destinées de la révolution d'Octobre sont aujourd'hui liées à celles de l'Europe et du monde. Les problèmes de l'U.R.S.S. se résolvent dans la péninsule ibérique, en France, en Belgique. Au moment où ce livre paraîtra, la situation sera beaucoup plus claire qu'en ces jours de guerre civile sous Madrid. Si la bureaucratie soviétique réussit, avec sa perfide politique des « *fronts populaires* », à assurer la victoire de la réaction en France et en Espagne, et l'Internationale communiste fait tout ce qu'elle peut dans ce sens, l'U.R.S.S. se trouvera au bord de l'abîme et la contre-révolution bourgeoise y sera à l'ordre du jour plutôt que le soulèvement des ouvriers contre la bureaucratie. Si, au contraire, malgré le sabotage des réformistes et des chefs « *communistes* », le prolétariat d'Occident se fraie la route vers le pouvoir un nouveau chapitre s'ouvrira dans l'histoire de l'U.R.S.S. »

Les résultats de la « *perfide politique des fronts populaires* » sont connus :  
EN ESPAGNE : Répression sanglante de la révolution (juin 1937 à Barcelone ; la destruction des conquêtes de la révolution ; dissolution du conseil des milices d'Aragon au nom de l'union contre le fascisme restaurateur de

l'Etat bourgeois ; le ressort révolutionnaire cassé, la victoire des hordes franquistes était assurée. Le prolétariat et le peuple espagnol payaient d'un million de morts.

EN FRANCE : Le prolétariat, après juin 36, livré à la revanche bourgeoise au nom de « la défense des démocraties ». Dès septembre 36, le P.C.F. propose, comme prolongation du « front populaire », « le front des Français : de Thorez à Paul Raynaud ». Et, en 1938, la grève générale du 30 novembre une fois défaite, le Français Paul Raynaud, ministre des Finances du front populaire Daladier, proclame : « Finie la semaine des deux dimanches ! »

Au bout, il y avait la seconde guerre impérialiste, la nuit hitlérienne sur l'Europe, la ruée sur l'U.R.S.S., la défense de l'U.R.S.S. payée par le prolétariat de l'U.R.S.S. de 20 millions de morts, les 50 millions de morts de la guerre mondiale.

L'U.R.S.S. au bord de l'abîme était sauvée par le prolétariat et la paysannerie soviétiques ; leur héroïsme fut le point de départ de la remontée du prolétariat européen et mondial, de la vague révolutionnaire de la fin de la seconde guerre mondiale.

Mais comme une survivance des années d'écrasement et de défaites, comme l'incarnation de la plus noire réaction qui menace le prolétariat tant que se survit le régime capitaliste, le régime franquiste se maintenait, soutenu par l'impérialisme et la politique de la bureaucratie du Kremlin. Il écrase toujours, depuis 30 ans, le prolétariat d'Espagne.

Qui ne comprend pas quel contenu, quelle signification profonde ont eus pour le prolétariat d'Europe, pour le prolétariat français en particulier, juin 36 en France et juillet 36 en Espagne, ne peut appréhender toute la signification révolutionnaire que revêtent les signes indiscutables de la renaissance politique du prolétariat espagnol et de la dislocation du régime franquiste.

La mobilisation du prolétariat espagnol pour la défense des seize de Burgos et, en particulier des six d'entre eux, Izko et ses camarades, menacés de mort, le procès de Burgos tournant à la confusion, à la mise en accusation du franquisme, le huis clos, la longue hésitation avant que ne soient prononcées les six condamnations à mort, la « grâce » faisant suite aux condamnations, expriment tout à la fois la renaissance politique du prolétariat espagnol et les fissures qui s'ouvrent à l'intérieur de l'Etat et du système politique franquiste.

Mais la mobilisation politique du prolétariat espagnol, les fissures du régime franquiste ne sont pas plus séparables de la lutte des classes dans le monde, et en Europe en particulier, que la révolution en Espagne et sa défaite ne l'étaient il y a 35 ans. Elles font suite à la grève générale française de mai-juin 68 ; au processus de révolution politique de l'été 68 en Tchécoslovaquie ; à la chute de De Gaulle en avril 69 ; à tous les grands mouvements, toutes les grandes grèves qui, en Italie, en Allemagne, en Suède, en Angleterre, ont secoué le capitalisme européen ; aux combats de classe qui, du Mexique à l'Angleterre, se développent en Amérique latine et mettent, au

Pérou, au Chili, en Bolivie, la révolution prolétarienne à l'ordre du jour ; à la grève de la *General Motors* comme au combat des ouvriers et paysans du Vietnam ; sans oublier ceux qui, en septembre, en Jordanie, édifièrent à Irbid (5) leur soviet, pour résister à la réaction sanglante des féodaux bourgeois arabes soutenue par l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin. Il ne s'agit pas d'une succession de grandes luttes du prolétariat, dont chacune serait pour elle-même et par elle-même son aboutissant. C'est la montée inéluctable de la révolution prolétarienne mondiale qui a pris un nouveau départ avec mai-juin 68, et la révolution politique émergeant en Tchécoslovaquie, dans laquelle s'inscrit le prolétariat espagnol et qui, en particulier en Europe, dresse la classe ouvrière conjointement contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin.

Comme pour en témoigner de façon éclatante, à l'instant même où le prolétariat d'Espagne engage la lutte politique contre le franquisme, le prolétariat polonais, à l'autre bout de l'Europe, se dresse contre cette même bureaucratie polonaise satellite et dépendante de la bureaucratie du Kremlin qui, il y a un an à peine, fournissait à Franco le charbon nécessaire pour briser la grève des mineurs des Asturies.

Oui, c'est avec raison que, il y a 35 ans, Trotsky écrivait :

« Si, malgré le sabotage des réformistes et des chefs *« communistes »*, le prolétariat d'Occident se fraie la route vers le pouvoir, un nouveau chapitre s'ouvrira dans l'histoire de l'U.R.S.S. »

## **ESPAGNE : SIGNIFICATION DU PROCES DE BURGOS**

Il est vrai qu'aucun prolétariat d'Occident n'a pris le pouvoir. Nous ne répandons pas d'illusions. Mais le réalisme c'est aussi, c'est surtout, pour les révolutionnaires, de discerner la marche en avant de la révolution.

Nous admirons le prodigieux courage des seize de Burgos, leur foi révolutionnaire. Mais, depuis la fin de la guerre civile, combien de procès ont eu lieu ? Combien de milliers de militants furent jetés en prison, torturés, dans des conditions aussi atroces que celles que subirent les seize de Burgos ?

Et pourtant, aucune arrestation, aucune exécution, aucune répression n'ont vu se dresser avec tant de force le prolétariat de l'Espagne entière, appuyé par le prolétariat d'Europe.

Depuis des années, le prolétariat espagnol s'est ouvert, malgré la sanglante dictature, au cours d'innombrables mouvements, la voie du combat. Les grèves et manifestations ne se comptent plus, qui préparaient les combats

(5) Voir, dans *Nouvelles Etudes Marxistes*, n<sup>os</sup> 3-4, le compte rendu de la séance du C.E.M. du 30 octobre 1970.

d'aujourd'hui, en dépit de ceux qui affirmaient alors que ces actions correspondaient à un nouveau stade du développement capitaliste en Espagne : celui du néo-capitalisme — le prolétariat réclamant sa part de la « prospérité » qui allait sans aucun doute transformer insensiblement le fascisme espagnol en néo-démocratie, grâce à une néo-bourgeoisie.

Par ces combats, le prolétariat espagnol se reconstituait comme classe, ayant conscience d'elle-même. Il ouvrait les premières brèches dans le système franquiste. Il se préparait à reprendre sa place au premier rang de la lutte des classes mondiale.

Déjà, la grève des mineurs des Asturies, en janvier-février de l'année dernière, prenait une signification toute particulière : elle n'était pas la première grève des mineurs des Asturies, mais, pour la première fois, les organisations politiques et syndicales ouvrières d'Espagne réalisaient le Front unique de classe en constituant, deux mois avant la grève, LE COMITÉ DE SOLIDARITÉ DES ASTURIES dont s'excluait le P.C.E., rivé à sa politique de réconciliation nationale, tandis que la bureaucratie polonaise livrait à Franco le charbon destiné à briser la grève. C'était là un événement d'une importance majeure qui donnait son sens politique profond à la lutte de classe du prolétariat espagnol. Il allait sans aucun doute impulser vigoureusement les grandes grèves et manifestations qui ne cessent de se développer au cours de l'année 70 : en Andalousie, à Barcelone, à Madrid avec la grève générale du métro.

Et, lorsque, le 21 juillet, la police assassina, au cours d'une manifestation à Grenade, trois travailleurs, la réplique du prolétariat espagnol à Gijón, à Madrid, à Pampelune, dans le pays Basque, à Barcelone, bien qu'encore partielle et limitée, préfigura ce qu'elle serait à propos du procès de Burgos, où le cri de Mario Onaindia, à la fin du procès : « *Vive le prolétariat espagnol* », faisait écho aux combats engagés par ses frères de classe d'Espagne dans cette lutte politique ouverte, pour les libertés démocratiques et contre le pouvoir franquiste, dont la manifestation de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs, de jeunes, unis dans le même combat contre le franquisme : La première de ce genre et de cette importance depuis que, il y a trente-deux ans, la capitale de la révolution prolétarienne espagnole de juillet 1936, *Barcelone la Rouge*, était écrasée par les hordes franquistes.

Non, Franco n'a pas fait « grâce », c'est le prolétariat d'Espagne qui a arraché au bourreau *Izko, Onaindia, Dorronsoro, Gorostidi, Larena, Uriarte !*

Franco et sa camarilla militaire, ses phalangistes, depuis des semaines, en particulier pendant les 19 jours qui ont séparé la clôture du simulacre de procès et l'annonce des sentences de mort, ont tenté de rameuter leurs troupes, de rassembler toutes les forces de la bourgeoisie apeurée, pour, une fois encore, tenter de terroriser le prolétariat espagnol. Ils ont eu recours aux grands moyens : ceux du plébiscite de la foule, rassemblée par les moyens qu'utilisent en ce cas les dictatures sanglantes, la « *manifestation spontanée* ». A Madrid par exemple, les ministères, qui, d'ordinaire, ferment à 13 heures, ont été fermés à midi, afin que le personnel assiste à la « *mani-*

*festation spontanée* ». Alors que le régime fasciste parvenait, lors des dernières démonstrations de ce genre, à rassembler en 1946 un million de personnes à Madrid, c'est moins de 100.000 qu'il rassembla le 18 décembre 1970, et ainsi dans les principales villes d'Espagne.

Mais, lorsque fut connue la sentence, dès le 30 décembre, comme une traînée, de poudre la grève générale se développa en pays Basque. Tout laissait prévoir qu'elle allait gagner l'Espagne entière. Au cas où aurait eu lieu l'exécution, l'explosion de classe se serait-elle produite ? Nul et personne ne pouvait le prévoir. La bourgeoisie du monde entier a eu peur, la bourgeoisie espagnole a tremblé, y compris cette grande force spirituelle : l'Église apostolique et romaine et son pape. Alors que son prédécesseur Pie IX, il y a un siècle, intervenait pour inviter la Suisse à livrer les communards à Thiers et à « *prier pour eux* », Paul VI, lui, a incité le caudillo à faire grâce. Voilà bien l'« *aggiornamento* » !

Franco dut lâcher prise. Izko et ses compagnons qui, apprenant leurs condamnations, faisaient tenir un communiqué à la presse, qui se terminait ainsi : « *La révolution ou la mort* », furent sauvés par la révolution montante.

## **POLOGNE : NOUVEAU STADE DE LA RÉVOLUTION POLITIQUE**

La révolution prolétarienne, après la grève générale de mai-juin 68, après la lutte du prolétariat et des peuples tchécoslovaques en août 68, et alors qu'elle s'annonçait en Espagne, déferlait en Pologne.

Une première remarque s'impose : quelle ne fut pas, quelle n'est pas la discrétion de la bourgeoisie à propos de la Pologne, alors qu'elle menait grand tapage au sujet du procès et des condamnations de Leningrad !

Dans les deux cas, une même méthode : *l'utilisation de l'anticommunisme de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites.*

En Pologne, nous le savons maintenant, c'est le pouvoir des soviets, des conseils ouvriers que, à Gdansk, Szczecin et Gdynia, la classe ouvrière constituait. C'est le pouvoir des soviets naissants qui se dressait contre celui de la bureaucratie parasitaire, spoliatrice et faillie. C'est la classe ouvrière qui, organisée par ses conseils centralisés, ayant institué ses milices, protégeait les machines et les installations, sa propriété, et mettait le feu au siège du parti de la bureaucratie parasitaire, de la contre-révolution, des agents de l'impérialisme, aux accents du chant de la révolution prolétarienne mondiale : *l'Internationale.*

Il n'est pas possible de relater ici dans le détail le déroulement des événements (6). Sachons cependant que, si ce fut sur la côte de la Baltique que

(6) Voir pour plus de détails la brochure : *Bas les pattes devant la révolution en Pologne !* (S.E.L.I.O.).

la lutte parvint à son sommet, elle s'était engagée il y a plusieurs mois en Silésie.

La grève s'est étendue aux principales entreprises de Pologne, en réaction contre l'augmentation de 20 à 30 % des prix et contre les mesures de rationalisation. La bureaucratie en témoigne à sa manière lorsqu'elle énumère la dizaine d'entreprises qui, selon elle, « *ont envoyé des motions de soutien à la politique du parti, condamnant les trublions anarchistes et provocateurs* ». Parmi cette dizaine d'entreprises ne figurait aucune des usines de Silésie, des chantiers et entreprises de la Baltique, ni de Poznan, ni de Lodz, ni, non plus, la célèbre usine Zeran de Varsovie. C'est dire que, dans toutes les usines de Pologne, les travailleurs soutenaient la lutte engagée par les travailleurs de la Baltique, quand ils n'y participaient pas eux-mêmes. Et, partout, se sont constitués ou reconstitués les conseils ouvriers, puisque, pour la première fois depuis 1956, « *le secrétariat du C.C. a envoyé une circulaire aux conseils ouvriers, afin de leur expliquer — dit la dépêche qui annonce la nouvelle — les problèmes sociaux qui se posent au pays* ».

La classe polonaise exige :

- 30 % d'augmentation des salaires,
- libération des emprisonnés,
- châtimement des coupables des fusillades qui, à Gdansk, Szczecin, Gdynia firent des centaines de morts.

Après avoir décrété la hausse des prix, ordonné de faire tirer sur la foule, tenté de briser les conseils ouvriers, la bureaucratie dut battre en retraite devant la classe ouvrière organisée en conseils, dont celui de Szczecin exerçait pratiquement le pouvoir :

- retrait de l'armée et des tanks,
- Gomulka sacrifié comme bouc émissaire.
- discussion avec les conseils ouvriers,
- mesures limitées pour atténuer l'effet de la hausse des prix.

Depuis, les grèves se sont succédé sans interruption. En dernier lieu, la grève des ouvrières du textile de Lodz a amené le gouvernement de Gierek à capituler complètement, de crainte d'une nouvelle vague de grèves, et à annuler toutes les hausses de prix qui avaient été le facteur immédiat de déclenchement du mouvement. Aussitôt après, Gierek se rendait à Bruxelles pour y conférer secrètement avec les représentants du Kremlin. Devant la montée de la révolution politique, ces derniers savent qu'il n'y a, en dernier ressort — face à l'intolérable perspective de la constitution d'une démocratie socialiste des conseils ouvriers aux frontières même de l'U.R.S.S., devant cette menace mortelle directe pour le pouvoir et les privilèges de la bureaucratie de l'U.R.S.S. — nul autre recours que l'invasion, l'occupation de la Pologne ; mais elle sait aussi combien cette occupation aggravera, non seulement la crise de son appareil international (ce qui ne compte que fort peu à ses yeux), mais la crise de son régime en U.R.S.S. même ; l'appareil hésite, et les tendances s'y affrontent ; mais la perspective est sans équivoque.

Le mouvement connaîtra des moments de pause apparente. Loin d'être terminé, il est le début d'une nouvelle phase à un niveau plus élevé de la révolution politique qui, de juin 1953 en Allemagne de l'Est, en passant par l'Octobre polonais de 1956, la révolution hongroise des conseils, la lutte du prolétariat et des peuples tchécoslovaques, dresse le prolétariat de l'Est contre les bureaucraties satellites et la bureaucratie du Kremlin. Il y a continuité entre tous ces combats, comme il y a continuité et unité entre la lutte des étudiants de Varsovie de mars 1968, des étudiants et travailleurs yougoslaves, au cours de ces dernières années, et celle des Grigorenko, Martchenko, Guinzbourg, Iakimovitch, Piotr Iakir, Litvinov, Larissa Daniel et de leurs camarades en U.R.S.S.

Mais continuité ne signifie pas identité.

Nourri de tout le processus antérieur, le prolétariat tchécoslovaque n'est pas brisé.

Les illusions sur la possibilité d'une réforme de la bureaucratie en Pologne en 1956 — qui permirent à Gomulka de canaliser le mouvement et d'isoler la révolution hongroise des conseils — se sont dissipées aujourd'hui.

A ce propos, voici en quels termes le « *Secrétariat unifié* » des renégats de la IV<sup>e</sup> Internationale parlait du fusilleur de Szczecin, de Gdansk et de Gdynia :

« En Pologne, grâce au rôle de direction qu'a pu jouer le parti ouvrier [*il s'agit, ne l'oublions pas, du parti de la bureaucratie stalinienne !*] conquis, transmuté par la tendance Gomulka, expression elle-même, certes déformée, de la vraie tendance des masses, mais tendance centriste évoluant tout de même à gauche, la révolution politique des masses contre le régime bureaucratique a pu faire l'économie d'un errement dans l'incertitude et la confusion et éviter les dangers inhérents à une telle situation. » (1)

L'« *errement dans la certitude et la confusion* », c'était la révolution hongroise des conseils ouvriers, qui détruisait de fond en comble l'appareil bureaucratique !

Il faut sommer les jeunes militants de la Ligue dite « *communiste* » de prendre connaissance de ce texte et leur demander : qu'avez-vous à dire pour la défense des coauteurs de ce texte ? de Mandel et de Frank, ces chiens de garde de l'appareil du Kremlin ?

Le pouvoir ouvrier instauré à Szczecin sur les décombres du siège du parti, incendié, symbolise parfaitement la révolution politique et ses objectifs. L'appareil ne se réforme pas, il faut le détruire, il faut arracher jusqu'aux racines la bureaucratie parasitaire ; le seul pouvoir qui puisse y parvenir, c'est le pouvoir des travailleurs organisés en conseils.

(1) *Quatrième Internationale*, vol. 14, n<sup>os</sup> 10-12, décembre 1956, p. 6.

## **LA REVOLUTION POLITIQUE A COMMENCÉ EN POLOGNE**

Bien sûr, le prolétariat polonais n'a pas pris le pouvoir. Peut-être devra-t-il reculer, accepter des compromis avant de nouveaux affrontements avec la bureaucratie ? Bien sûr, il faut au prolétariat polonais, pour vaincre, un parti, un drapeau, un programme. Mais un drapeau sans tache. Certainement pas celui des thuriféraires de leur sanglant bourreau, Gomulka.

Ce parti, ce drapeau, ce programme, ce sont ceux de la révolution politique, partie constituante de la révolution mondiale, ceux de la IV<sup>e</sup> Internationale à reconstruire.

## **LA RÉVOLUTION POLITIQUE, PARTIE INTÉGRANTE DE LA RÉVOLUTION MONDIALE**

Ce n'est pas le moindre aspect de ce nouveau développement de la révolution politique qu'il s'inscrive comme une partie de la révolution prolétarienne mondiale qui fusionne en Europe révolution sociale et révolution politique.

La volonté d'en finir avec la bureaucratie polonaise, satellite de la bureaucratie du Kremlin, s'est cristallisée dans la lutte contre la hausse des prix, la réforme économique, la faillite de la gestion de l'économie par la bureaucratie, qui se traduit par un déséquilibre fantastique de la balance du commerce extérieur, par l'absence des produits de première nécessité, par le manque de 5 millions de quintaux de blé pour assurer la soudure, par la menace de liquidation de nombreuses entreprises, le chômage massif comme en Yougoslavie.

Si nous étions pablistes ou staliniens nous dirions : « *C'est le résultat d'une mauvaise gestion, d'erreurs économiques. Tout cela c'est de l'économie.* » Non, la faillite de la gestion bureaucratique de l'économie planifiée n'est pas autre chose que l'expression du rapport antagonique entre le prolétariat de l'U.R.S.S., des pays de l'Europe de l'Est, le prolétariat mondial et la bureaucratie du Kremlin.

L'économie planifiée, c'est, dans son essence, le développement des forces productives, leur harmonisation, en fonction des besoins des hommes, consciemment déterminés et contrôlés.

C'est la fin du développement aveugle de l'économie. C'est l'affirmation de la maîtrise de l'homme sur la nature et, pour ce faire, sur son propre développement social.

La gestion par la bureaucratie de l'économie planifiée est fondamentalement contradictoire avec le sens profond de l'économie planifiée, elle ne peut

mener, à plus ou moins long terme, qu'à la destruction, après des distorsions croissantes, de l'économie planifiée. La seule force sociale qui puisse gérer et développer harmonieusement l'économie planifiée, c'est le prolétariat. Mais, pour cela, il faut qu'il détienne le pouvoir politique, qu'il instaure sa dictature dans le cadre de la démocratie soviétique. Et non seulement à l'échelle de quelques pays, car l'affirmation de la maîtrise de l'homme sur la nature et sur son propre développement social nécessite qu'il se rende maître de l'ensemble des moyens de production du monde et se les soumette. Elle passe par la révolution prolétarienne mondiale et d'abord par les Etats socialistes d'Europe.

La crise de la planification n'est au fond rien d'autre que la conséquence de la lutte à mort que mènent la bureaucratie du Kremlin et ses bureaucraties satellites contre le prolétariat de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est, contre le prolétariat mondial.

Tout cela ne se passe pas hors du temps et de l'espace. L'édifice de l'impérialisme mondial, péniblement reconstitué à la fin de la seconde guerre mondiale par la coopération de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, menace de nouveau de s'effondrer. L'économie capitaliste menace de se disloquer si, rapidement, des débouchés ne s'ouvrent pas par l'économie d'armement, la pénétration du capital en U.R.S.S., en Chine, en Europe de l'Est, si les coups les plus durs ne sont pas portés au prolétariat des pays capitalistes avancés. Mais le prolétariat se met en mouvement, après mai-juin 1968, les grandes grèves en Europe, aux U.S.A., l'Amérique latine, le prolétariat d'Espagne s'avance, tandis que la révolution politique se fraie son chemin en Europe de l'Est et en U.R.S.S.

C'est pourquoi la contre-révolution mondiale resserre les liens qui unissent ses diverses composantes. L'accord Bonn-Moscou, suivi de l'accord Bonn-Varsovie, la coopération entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin voulant imposer le plan Rogers au Moyen-Orient, ne sont rien d'autre qu'un nouveau pacte contre-révolutionnaire.

Mais dans un rapport politique différent des années de l'immédiat après-guerre, redoutant la révolution sociale qui s'annonce, pris à la gorge par la révolution politique, craignant leur conjonction, aux prises avec leur propre prolétariat, les bureaucraties parasitaires, et au premier chef celle du Kremlin, pour combattre le prolétariat, se font l'agent direct de l'impérialisme en U.R.S.S. comme dans les pays de l'Europe de l'Est.

Les réformes économiques sont une composante de leur politique d'agression contre leurs propres prolétariats qui les menacent. Les accords Bonn-Moscou, Bonn-Varsovie, scellent l'alliance contre-révolutionnaire de la bureaucratie et de l'impérialisme contre le prolétariat d'Europe de l'Ouest comme de l'Est. La conséquence — le prolétariat de Pologne vient de l'éprouver — c'est la marche à la destruction de ses conquêtes socialistes par la hausse des prix, l'opération « *vérité des prix* », la rentabilité, l'augmentation de la productivité, le démantèlement de la planification, la pénétration du capital, le chômage qui menace.

La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites veulent plus encore : au nom de la paix, un accord général avec l'impérialisme en Europe pour organiser, pour figoler leur coopération contre-révolutionnaire ; tel serait l'objet de la conférence européenne. Les discours du nouveau promu Gierak sont sans équivoque : appuyé par Moscou, il appelait désespérément l'impérialisme allemand à l'aider à surmonter la crise actuelle, pour reprendre ultérieurement l'offensive contre le prolétariat polonais. Du même coup, le mouvement révolutionnaire du prolétariat polonais prend une nouvelle dimension.

Il est la réponse révolutionnaire, au nom du prolétariat européen dans son ensemble, à la politique contre-révolutionnaire conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin.

La révolution politique en Pologne, en Tchécoslovaquie, en U.R.S.S., est *notre* révolution, à nous, prolétaires, militants communistes de l'Europe de l'Ouest, au même titre que la révolution espagnole est *notre* révolution.

## ANGLETERRE

Dimanche 14 février, à l'appel de la *Socialist Labour League* (organisation trotskyste britannique, affiliée au Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale) et des *Young Socialists*, s'est tenu à Londres un large rassemblement contre le gouvernement Heath, étape d'une campagne nationale pour imposer la chute du gouvernement conservateur.

Plus de 4.500 travailleurs et jeunes y ont participé dans un climat d'enthousiasme combatif. Il s'agissait là d'un moment extrêmement important dans le regroupement de l'avant-garde nécessaire à une riposte victorieuse contre le gouvernement de Heath, dont les objectifs sont aujourd'hui la destruction des droits et des conquêtes de la classe ouvrière.

A la tribune, aux côtés de Gerry Healy, secrétaire général de la *Socialist Labour League*, et d'Aileen Jennings, qui parlait au nom des *Young Socialists*, on remarquait la présence de délégués ouvriers (*shop-stewards*) de grandes usines de la métallurgie, comme *Morris Motors* et la *Yorkshire Imperial Metals*, et de représentants syndicaux.

Dans la salle, mêlés aux jeunes et aux travailleurs de toutes les corporations, les groupes de postiers en grève et de travailleurs de chez Ford, où la grève est aussi totale, n'étaient pas les derniers à reprendre le mot d'ordre : « *Throw the Tories out!* » (jetez les conservateurs à la porte !).

A l'issue du rassemblement, une résolution — que nous reproduisons ci-dessous — fut présentée au nom du comité central de la *Socialist Labour League* et adoptée à l'unanimité.

Cette résolution met au centre des problèmes auxquels la classe ouvrière britannique est confrontée la lutte pour un gouvernement du *Labour Party* élu sur un programme de défense des droits ouvriers :

« Toutes les expériences faites depuis les élections générales du 18 juin de l'année dernière ont montré que le gouvernement conservateur poursuit une politique consciente d'offensive globale contre la classe ouvrière. En imposant un chômage massif et en œuvrant à la destruction des droits fondamentaux de la classe ouvrière, ils veulent faire payer à la classe ouvrière le coût de la crise provoquée par le système capitaliste lui-même.

Ce rassemblement déclare que le gouvernement conservateur utilise la lâcheté des dirigeants des trade-unions et du *Labour Party*, secondés par les stalinien et par les révisionnistes, pour développer sa stratégie de destruction du mouvement syndical et de réduction de la classe ouvrière à la misère et au chômage.

La tâche centrale qui confronte aujourd'hui le mouvement ouvrier, c'est d'imposer la chute de ce gouvernement conservateur. Toute la puissance du mouvement ouvrier doit être mobilisée à cette fin.

Le *Labour Party* est un parti différent du parti conservateur. Les conservateurs représentent directement les intérêts du grand capital ; le *Labour Party* repose sur la classe ouvrière. Ses dirigeants peuvent être contraints à reculer devant le mouvement de masse de la classe ouvrière : cela a été démontré par le mouvement qui contraint le gouvernement travailliste à retirer les lois antisyndicales de juin 1969.

La question la plus importante aujourd'hui est donc de mobiliser le mouvement de masse de la classe ouvrière ; dans le cours de la lutte pour imposer la démission du gouvernement conservateur, la bureaucratie dirigeante des syndicats et du *Labour Party* peut être évincée, et une direction révolutionnaire construite.

Nous appelons donc au remplacement du gouvernement conservateur par l'élection d'un gouvernement du *Labour Party* qui s'engagerait à rétablir tous les acquis attaqués par les conservateurs, à rétablir le plein emploi et à rejeter les lois antisyndicales. La base de l'action législative du gouvernement doit être la charte des droits ouvriers qui seule peut protéger la classe ouvrière dans cette période d'écroulement du système capitaliste.

Ce rassemblement est convaincu que la question la plus urgente à résoudre pour qu'une solution soit apportée à ces tâches politiques est la préparation des conditions pour la fondation du parti révolutionnaire de la classe ouvrière de Grande-Bretagne et s'engage à mener ce combat en commun avec la *Socialist Labour League* et les *Young Socialists* en défendant cet objectif dans les luttes qui s'annoncent. »

Que cette perspective soit celle même qu'ouvre tout le développement de la lutte des classes en Grande-Bretagne, il suffit, pour s'en convaincre, de revenir brièvement sur quelques-uns des événements qui se sont déroulés dans la dernière quinzaine.

Le dimanche 21 février, le mouvement ouvrier organisé de Grande-Bretagne a montré sa force. A l'appel du conseil général des trade-unions, c'est-à-dire de la direction confédérale des syndicats britanniques, une manifestation centrale avait été organisée à Londres contre la loi antigreve qui doit prochainement passer en troisième lecture devant le Parlement. Rappelons que cette loi intitulée « *loi sur les relations industrielles* », et que les ouvriers appellent loi « *ferme ta gueule et travaille* », prévoit l'instauration d'un préavis obligatoire, et, d'autre part, des poursuites judiciaires contre les grèves « *non reconnues* » par la direction confédérale, ainsi que l'obligation des syndicats de se soumettre à des règles « *contractuelles* » limitant leur droit à revendiquer.

C'est près de cent cinquante mille travailleurs qui ont défilé dans Londres et c'était sans aucun doute l'une des manifestations ouvrières les plus impressionnantes qu'ait jamais connues la vieille capitale du capitalisme. Aux

côtés des milliers et des milliers de travailleurs londoniens — parmi lesquels se trouvaient en bonne place les postiers toujours unanimes dans une grève menée depuis sept semaines dans l'unité — des délégations importantes étaient venues (certaines par trains spéciaux) de tous les centres industriels du pays.

Vic Feather, le secrétaire général des trade-unions, se félicitant du succès de la manifestation, déclara que c'était là une réponse sans équivoque à ceux des conservateurs qui prétendent que les dirigeants syndicaux soumettent la loi. « *Par cette loi — dit-il — le gouvernement divise la nation, mais il ne divisera pas les syndicats.* »

Dans une conférence de presse, il devait également rappeler que la plupart des travailleurs qui avaient participé à la manifestation étaient en fait des délégués, à raison d'un pour cinquante travailleurs ; c'était en fait sept millions de travailleurs syndiqués qui avaient affirmé leur opposition à la loi antiouvrière de Heath.

La vigueur de cette manifestation venait, bien entendu, du fait qu'elle était nourrie par les luttes des travailleurs, et d'abord par la puissante grève des postiers qui se poursuit depuis sept semaines. Les propositions du gouvernement ont été repoussées (il se refusait à une augmentation de salaires dépassant 9 % et prétendait lier toute augmentation à des clauses du type « *contrat de progrès* »), alors que les postiers revendiquent des augmentations de l'ordre de 18 %. Le gouvernement, de son côté, a refusé jusqu'à présent la mise en place d'une « *commission d'enquête* », proposition de conciliation mise en avant par certains responsables syndicaux. Il semble qu'il veuille faire de la grève des postiers un « *point d'arrêt* ».

Mais la combativité des travailleurs reste intacte. Plus encore, alors qu'avec l'accord de la direction syndicale certains services téléphoniques étaient encore assurés, ils sont aujourd'hui bloqués. Et le dirigeant du syndicat des postiers, Tom Jackson, a pu justement dire, lors de la manifestation du 21 février, s'adressant aux travailleurs dont il réclamait une solidarité financière accrue : « *Notre défaite serait votre défaite, notre victoire sera votre victoire.* »

Vérité, certes, mais qui doit trouver son illustration, au-delà de la simple solidarité financière, dans une stratégie qui unisse le combat de tous les travailleurs anglais contre leur ennemi commun : le gouvernement Heath. En même temps, les travailleurs de Ford sont en grève totale depuis un mois et il semble que la direction s'oriente vers d'importantes concessions, proposant 14 % d'augmentation des salaires (alors que le gouvernement a fixé une limite idéale à 10 %).

Ainsi, la classe ouvrière anglaise manifeste sa force. Mais cette force ne sera invincible que si elle est rassemblée, unifiée, au compte d'une bataille politique d'ensemble contre le gouvernement antiouvrier de Heath. En dépit des déclarations martiales du 21 février, la majorité du conseil général des trade-unions a décidé que la direction des syndicats n'appellerait pas à la lutte contre la loi antigève par « *des actions dans l'industrie* », c'est-à-dire par

des grèves, bien que d'importants syndicats, comme celui de la métallurgie, aient déjà décidé d'organiser une série de grèves de vingt-quatre heures contre le projet de loi. (La première de ces grèves, touchant trois millions d'ouvriers, s'est déroulée avec succès le 1<sup>er</sup> mars.)

Cela signifie — compte tenu de la majorité conservatrice dans l'actuel parlement — que la direction confédérale se résigne. Elle ouvre ainsi la voie à la défaite.

Mais, tout l'indique, rien n'est réglé. La presse capitaliste, comme par exemple *l'Usine nouvelle*, parle de la Grande-Bretagne comme « *île malade de l'Europe* ». Il est vrai que bien des maux ravagent l'Angleterre : l'inflation (les prix ont monté de près de 10 % d'après les indices officiels), le chômage (on compte 800.000 sans-travail). Et le krach de *Rolls-Royce* est venu rappeler à quel point l'impérialisme britannique était vulnérable.

Cette « *maladie* », c'est tout bonnement celle du capitalisme, qui y prend des formes de plus en plus aiguës. Le remède est dans la suppression de la cause du mal. Il faut en finir avec la propriété privée, il faut en finir avec le gouvernement de Heath.

C'est la voie qu'ouvre par son combat constant, par le développement de son journal quotidien, par l'organisation d'une avant-garde se développant dans le cours même des luttes des travailleurs et des jeunes à travers les *Young Socialists* et l'*All Trade-Unions Alliance*, la *Socialist Labour League*. C'est la voie qu'ouvre la S.L.L. par sa lutte pour un gouvernement du *Labour Party* sur la base d'un programme de défense des droits ouvriers.

## FRANCE

En France, à travers les divers mouvements et les diverses luttes, les signes s'accumulent de la préparation d'un affrontement majeur entre les classes ; à travers ces luttes, les ouvriers, de plus en plus méfiants à l'égard des appareils, de plus en plus persuadés de la nécessité de contrôler leurs propres luttes jusqu'au bout, passent au crible l'expérience de la grève générale et des deux années écoulées.

C'est ainsi que, le 17 janvier, 70 postiers, représentant de nombreux bureaux parisiens et onze villes de province, après discussion des moyens de lever les obstacles qui s'opposent à une lutte unie et efficace, s'adressent à toutes les fédérations syndicales pour leur dire :

« RÉALISEZ L'UNITÉ,  
MOBILISEZ TOUTS LES POSTIERS,  
PRÉPAREZ LA GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE JUSQU'À SATISFACTION DES REVENDICATIONS.

Tous peuvent constater que :

- les grèves tournantes par catégorie n'ont pas abouti,
- la grève par branches fin octobre n'a pas abouti,
- les négociations n'ont pas abouti.

Tous peuvent constater que :

- le gouvernement continue sa politique,
- le démantèlement des P.T.T. se poursuit,
- la suppression de 18 000 emplois aux télécoms, de 25 % des employés des chèques, de milliers de bureaux de poste ruraux devient effective.
- le déroulement des carrières de tous les grades et les droits aux mutations sont remis en cause.

Tous peuvent constater que la vie chère s'accroît, que les prix augmentent d'une façon scandaleuse, que les salaires stagnent.

Tous peuvent constater que sur les revendications les fédérations sont d'accord.

Tous peuvent constater qu'en octobre la convergence s'est réalisée entre les fédérations pour que les postiers soient appelés à débrayer les uns après les autres par branches pendant une semaine.

**LE GOUVERNEMENT DOIT RECULER,**

**IL EST NÉCESSAIRE QUE L'UNITÉ SE RÉALISE POUR LA GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE DE LA CORPORATION JUSQU'À SATISFACTION DE TOUTES LES REVENDICATIONS.**

**Il vous appartient à vous, dirigeants C.G.T., F.O., C.F.D.T., de répondre à ce qu'attendent des milliers et des milliers de postiers de tous grades et de tous services :**

**PRÉPAREZ, ORGANISEZ DANS L'UNITÉ LA GRÈVE JUSQU'À SATISFACTION DES REVENDICATIONS.**

**OUI, FACE À LA MOBILISATION DE TOUS LES POSTIERS, À L'APPEL DE TOUTES LES FÉDÉRATIONS, LE GOUVERNEMENT RECULERA.**

**Il est possible d'imposer :**

- la garantie de l'emploi,
- la garantie du déroulement des carrières.

**Il est possible de lutter contre la vie chère.**

**Il est possible d'imposer le paiement immédiat d'une indemnité mensuelle de 200 F pour tous (retraités compris) contre la vie chère.**

**Nous, postiers, nous sommes réunis à Paris, ce 17 janvier 1971, pour tout mettre en œuvre afin que les organisations syndicales responsables convoquent les travailleurs des P.T.T. dans des ASSISES NATIONALES D'UNITÉ D'ACTION DE LA CORPORATION pour la préparation de la grève générale jusqu'à satisfaction de nos revendications.**

**AINSI DANS LA PRÉPARATION DES ASSISES NATIONALES D'UNITÉ D'ACTION, AVEC LEURS SYNDICATS, LES POSTIERS FORCERONT LA GRÈVE ILLIMITÉE, ILS FORCERONT LES CONDITIONS DE LEUR VICTOIRE.**

**SOUTENEZ LE COMITÉ DE COORDINATION POUR DES ASSISES NATIONALES D'UNITÉ D'ACTION POUR LA GRÈVE JUSQU'À SATISFACTION DES REVENDICATIONS ».**

## **VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE DE TOUS LES POSTIERS**

C'est alors que, rompant avec les grèves tournantes, Force ouvrière appelait tous les postiers à la grève franche, les 4 et 5 février ; de leur côté, la C.G.T. et la C.F.D.T. appelaient à la grève les mêmes jours, mais en réintroduisant la disparité et la division par services ou par bureaux. Le comité de coordination désigné le 17 janvier diffusait la convocation suivante :

« Force Ouvrière, la C.G.T., la C.F.D.T. appellent les postiers de tous grades, de toutes catégories, de toutes branches, à se mettre en grève les 4 et 5 février 1971.

Tous se félicitent que F.O. rompe avec les grèves tournantes, tous se félicitent que la C.G.T. et la C.F.D.T. appellent à la grève en même temps que Force Ouvrière.

Pourtant rien n'est résolu.

Certains dirigeants refusent l'unité.

D'autres veulent réintroduire les grèves tournantes par la disparité des mots d'ordre et de la durée.

Dans tous les bureaux des postiers s'interrogent : pourquoi pas la grève illimitée ?

Des sections syndicales sont très positives : c'est la grève jusqu'à satisfaction des revendications qui seule peut répondre à l'attente des travailleurs.

Partout les positions votées par l'Assemblée nationale des postiers le 17 janvier 1971 sont reprises. Partout les travailleurs des P.T.T. veulent la victoire, veulent la satisfaction des revendications.

#### LA LUTTE UNIE EST POSSIBLE

La grève jusqu'à satisfaction des revendications est possible ».

Et si les conditions créées par les appareils ne permettaient pas à la grève des 4 et 5 février d'imposer l'octroi des revendications, le meeting du 4 février à la Bourse du Travail, où, au moment précis où le secrétaire de la fédération C.G.T., Frischmann, exposait devant 400 militants C.G.T. et C.F.D.T. que tout le mal venait des diviseurs de F.O., 150 militants F.O., responsable régional en tête, entrèrent dans la salle, accueillis au cri unanime : « *Unité !* », ce meeting, donc, montrait que cette volonté d'unité des postiers, à laquelle le comité d'initiative constitué le 15 janvier a ouvert une perspective claire, saura imposer la victoire.

Cependant, le 2 mars, les ouvriers de Batignolles, à Nantes, après six semaines de grève imposée aux directions syndicales, notamment à la C.G.T., toujours prête à vanter les avantages qu'il y a à « *continuer la lutte dans l'unité* », après la grève de solidarité de 24 heures suivie à 90 % de la métallurgie nantaise, le 26 février, reprenaient le travail après avoir imposé la réintégration de deux ouvriers licenciés, le paiement des trois jours de lock-out patronal, le rétablissement intégral des primes de vacances et une augmentation d'environ 12 %. C'est alors que le chœur de la presse, au sein duquel se distinguait naturellement *Le Monde* où l'on ment, et de la radio répète sur tous les tons que les travailleurs des Batignolles ont finalement fait grève pour pas grand-chose ! Tant il importe à la bourgeoisie et aux appareils de tenter de cacher aux ouvriers, qui avaient les yeux fixés sur Nantes, que l'action unie sous le contrôle des travailleurs conduit à la victoire !

La perspective des luttes ouvrières actuelles, c'est le tract diffusé par l'O.C.I. au début de février, chez Renault, où un processus de maturation politique est en cours chez les 35.000 ouvriers de la R.N.U.R., qui la définit :

L'O.C.I. définit devant les travailleurs de chez *Renault* les propositions d'action unie que les trotskystes soumettent à la discussion.

## IL FAUT LE DIRE NETTEMENT

Si les organisations syndicales doivent rechercher la négociation, et la négociation entre dans les prérogatives nécessaires des syndicats :

— Quand le ministre des P.T.T. refuse de négocier, c'est-à-dire de donner satisfaction aux justes revendications des travailleurs !

— Quand la direction de *Creusot-Batignolles* décide que la « négociation » signifie que les travailleurs et les syndicats doivent accepter le diktat patronal ;

— Quand les *Houillères de Lorraine* n'acceptent de négocier que sur la base de la fermeture du puits de Faulquemont qui voue des milliers de mineurs au chômage.

LORSQUE DREYFUS REFUSE DE NÉGOCIER

C'est-à-dire de donner satisfaction aux justes revendications des travailleurs, nous O.C.I., pensons que :

LES ORGANISATIONS SYNDICALES DOIVENT DIRE :

« LE TEMPS DE LA NÉGOCIATION EST TERMINÉ, NOUS PROPOSONS QUE LES 35 000 TRAVAILLEURS DE CHEZ RENAULT DÉFILENT EN CORTÈGE DE BILLANCOURT AU SIÈGE SOCIAL DE LA R.N.U.R. AUX CHAMPS-ÉLYSÉES. POUR ALLER CHERCHER LES REVENDICATIONS, POUR DIRE A DREYFUS ET AU GOUVERNEMENT :

NOUS VOULONS UNE RÉGIE QUI DONNE SATISFACTION A NOS REVENDICATIONS !

NOUS VOULONS UNE NATIONALISATION QUI NE SOIT PLUS GÉRÉE AU PROFIT DES CAPITALISTES !

NOUS VOULONS UNE NATIONALISATION AU SERVICE EXCLUSIF DES TRAVAILLEURS ! »

Vendredi 29 janvier, nous avons débrayé massivement pour 4 heures.

Dreyfus, le 3 février, dit *non* aux revendications.

Toutes les organisations avancent des propositions, les unes, la « grève illimitée », les autres, les « luttes de masses répétées », etc. Parmi toutes ces propositions, nous avançons celle-ci :

MANIFESTATION UNIE DES 35 000 OUVRIERS DE RENAULT  
AU SIÈGE SOCIAL DE LA R.N.U.R. AUX CHAMPS-ÉLYSÉES

Toutes ces propositions doivent être démocratiquement discutées.

Le devoir des organisations syndicales unies est de donner aux 35 000 travailleurs de chez *Renault* les moyens de décider, tous ensemble, comment ils pourront engager la lutte unie.

Le devoir des organisations syndicales unies est de rassembler les

35 000 TRAVAILLEURS DE CHEZ RENAULT EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

de permettre à tout travailleur ou militant qui le demandera, de prendre la parole pour proposer les solutions d'action qu'il estime devoir soumettre à l'Assemblée générale.

Le devoir des organisations syndicales unies est, ensuite, d'appeler les travailleurs, par un vote clair, à la majorité, de décider de la forme d'action sur laquelle le combat uni s'engagera.

L'O.C.I. dit :

« Il est facile de promettre la satisfaction des revendications, et d'ajourner sans cesse les mesures concrètes qui, seules, peuvent les faire aboutir. Il est facile de promettre la satisfaction des revendications et de ne rien proposer d'autre pour les faire aboutir, que des actions disloquées, tournantes, impuissantes. »

L'O.C.I. dit :

« Sur les centaines de revendications particulières d'hygiène et de sécurité, sur l'amélioration des conditions de travail et la lutte contre l'accélération des cadences, les travailleurs d'un atelier ou d'un département peuvent, par la lutte unie, faire reculer la direction. »

Mais l'O.C.I. dit :

« Sur les revendications communes à tous les travailleurs de chez Renault : tels les 0,50 F, la suppression des bas coefficients, la grille unique de l'O.S. au cadre, il est peu probable, l'expérience le démontre, de faire reculer Dreyfus avec les actions tournantes, échelonnées, disloquées. C'est tous ensemble, tous les travailleurs de chez Renault,

*dans une action commune, par exemple comme nous le prônons, par une marche des 35 000 travailleurs de chez Renault, de Billancourt aux Champs-Élysées, que nous pourrions faire céder Dreyfus.*

C'est leurrer les travailleurs de chez Renault que de tenter de leur faire croire qu'ils pourraient arracher une échelle mobile véritable, la préretraite à 60 ans, l'abrogation des ordonnances contre la Sécurité Sociale, une amélioration des prestations sociales, des logements en plus grand nombre et moins chers, des conditions de transport décentes, des équipements sociaux et culturels en quantité et qualité suffisantes, une retraite décente, égale au S.M.I.C., pour les vieux travailleurs, par des grèves tournantes et disloquées.

C'est leurrer les travailleurs que de tenter de leur faire croire que par une tactique de harcèlement qui conduit à engager les ouvriers à agir n'importe comment, dans n'importe quelles conditions : un jour dans un atelier, un autre jour dans un autre atelier, on pourra lutter contre la hausse des prix, des loyers, des transports, contre le chômage et la déqualification.

C'est leurrer les travailleurs de chez Renault que de tenter de leur faire croire qu'ils arracheront les revendications communes sans une lutte commune, sur un mot d'ordre clair rassemblant les 35 000 ouvriers au même moment.

.....  
Toutes les organisations ouvrières se prononcent contre la politique du gouvernement capitaliste dirigé par Pompidou-Chaban. C'est là un point positif.

Mais par quel gouvernement remplacer ce gouvernement de vie chère et de chômage qui bavarde sur la négociation mais aide les patrons à dire *non* à nos revendications légitimes ?

Nous, O.C.I., disons :

*« Il est impossible que les revendications de pouvoir d'achat et de conditions de travail soient durablement satisfaites par un pouvoir où siègent les représentants d'un parti capitaliste. »*

On nous dit que le pouvoir de Pompidou-Chaban est l'ennemi des travailleurs. Cela est exact. Chaque ouvrier conscient dira : alors, comment pouvons-nous obtenir satisfaction à nos revendications générales si ce gouvernement reste en place ? Même si nous pouvons faire reculer ce gouvernement, et nous le pouvons, Pompidou-Chaban reprendront par la hausse des prix plus que ce que nous aurons arraché.

On nous dit : le gouvernement Pompidou-Chaban c'est le pouvoir des monopoles. Cela est exact, mais il ne s'agit pas des monopoles en général. Il s'agit d'une classe, la classe capitaliste qui a créé l'impérialisme et les monopoles. Il s'agit de la classe des capitalistes à la tête de laquelle se trouvent les monopoles. Et tant que cette classe, avec à sa tête les monopoles, conservera une place dans le gouvernement, les travailleurs continueront à être exploités, les revendications substantielles ne seront pas satisfaites.

## **POUR LE GOUVERNEMENT DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES UNIES**

Nous, O.C.I., disons :

*« Ce que peut faire un gouvernement, pour ou contre les intérêts de la classe ouvrière, est déterminé par la présence ou l'absence de ministres représentant une fraction du Capital. Aussi longtemps que la classe des capitalistes contrôlera le gouvernement, aussi longtemps que l'on acceptera que des représentants capitalistes siègent à un gouvernement, il sera inutile de parler d'un régime de bien-être et de liberté. Pour atteindre cet objectif, il faut donc, en premier lieu, renverser le pouvoir Pompidou-Chaban. Tout militant sera d'accord là-dessus. Mais, ensuite, se pose un problème. Par quel gouvernement remplacer Pompidou-Chaban ? »*

Les événements, l'expérience apprennent cette leçon toute simple : puisque nos reven-

dications générales, dont la satisfaction changerait durablement notre vie, sont incompatibles avec le maintien d'un gouvernement capitaliste, alors il nous faut un gouvernement à nous !

UN GOUVERNEMENT DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES UNIES  
UN GOUVERNEMENT OUVRIER SANS REPRÉSENTANTS DES PARTIS BOURGEOIS

Un gouvernement qui ne sera plus le résultat d'un compromis avec le Capital ou une fraction du Capital, tel le gouvernement de *front populaire* où les dirigeants du parti socialiste collaboraient avec le parti radical, tel le gouvernement de Gaulle en 1944 où siégeaient des ministres socialistes et du P.C.F.

Nous disons, nous O.C.I., aux travailleurs :

*« En refusant d'expliquer nettement qu'ils luttent pour le gouvernement des organisations ouvrières unies, les dirigeants du P.C.F., du P.S. et les syndicats se sont empêtrés dans une politique qui ne correspond pas à la réalité. »*

*Ils disent qu'il faut un autre gouvernement que le gouvernement Pompidou mais en même temps, ils disent : « Un gouvernement ouvrier. le gouvernement des organisations ouvrières unies qui prendrait l'engagement de défendre un programme ouvrier, ce serait l'aventure. »*

Alors, il faut leur répondre :

Si cela est exact, nous devons faire notre deuil de nos revendications légitimes parce que nous savons que les patrons restent aux leviers de commande dans les entreprises et dans le pays ; si Dreyfus continue à gérer la R.N.U.R. dans le cadre de nationalisations qui n'ont qu'un but : accroître le profit des patrons, ce sera le deuil de nos aspirations légitimes. Si lutter pour le gouvernement ouvrier, c'est aller à l'aventure, il faudrait en conclure que nous n'obtiendrons jamais satisfaction à nos justes revendications, car il est ridicule de penser qu'un gouvernement où siègeraient des représentants des patrons pourrait nous accorder la démocratie véritable. le bien-être et la liberté. »

On nous dit que les 35 000 travailleurs de chez Renault ne peuvent seuls renverser le pouvoir. Certes, mais les 35 000 ouvriers de chez Renault ne sont pas seuls.

Il y a en même temps la grève totale des travailleurs des P.T.T. qui luttent pour leurs revendications. Il y a les métallos de Nantes, les mineurs de Lorraine, et des centaines de milliers de travailleurs qui se heurtent au refus patronal et gouvernemental de satisfaire leurs revendications. Il y a les 10 millions de travailleurs et de jeunes qui, en mai-juin 1968, ont montré qu'ils étaient prêts à combattre pour un gouvernement à eux, pour le gouvernement des organisations ouvrières unies.

Nous, O.C.I., disons :

*« C'est une calomnie que de dire que les travailleurs, qui sont le nombre, la masse, s'engageraient dans l'aventure si les organisations ouvrières unies décidaient de lutter pour un gouvernement ouvrier. Tous les partis bourgeois comprennent fort bien qu'il s'agit là d'un problème politique qui consiste pour eux à empêcher l'unité des travailleurs, l'unité des organisations en lutte pour imposer le gouvernement des organisations ouvrières unies » (8).*

Cette même perspective d'un affrontement gigantesque entre les classes aboutissant à renverser le gouvernement Chaban-Delmas - Marcellin - Kaspereit. à imposer le gouvernement du Front unique ouvrier. le mouvement des lycéens l'a ouverte : ayant su s'unir au mouvement ouvrier qui pouvait seul assurer leur succès contre l'État policier, en participant au meeting unitaire organisé par la F.E.N., le 18 février, à la Bourse du Travail, il a remporté la victoire, il a imposé la libération du lycéen Gilles Guiot, victime de la chasse aux jeunes organisée par Marcellin - Kaspereit - Pleven.

(8) Voir *Informations ouvrières*, n° 507.

## LE 59<sup>e</sup> CONGRÈS DE L'U.N.E.F., UN POINT DE DÉPART

Au cours de ce mouvement est apparue l'importance du rôle unificateur et centralisateur joué par la délégation permanente de l'U.N.E.F. Depuis le collectif du 10 janvier — dont la légitimité avait été mise en lumière par la participation de la minorité U.E.C. à tous les votes, notamment au vote unanime d'une résolution commençant en ces termes : « *Le collectif national, réuni le 10 janvier, instance régulière et statutaire de l'U.N.E.F...* » — la délégation permanente qui en était sortie, avec le mandat de préparer démocratiquement le 59<sup>e</sup> congrès de l'U.N.E.F. afin d'en faire le point de départ de la mobilisation organisée des étudiants contre la réforme Faure-Guichard, poursuivait contre vent et marée l'accomplissement de son mandat. Le déchaînement peut-être sans précédent de mensonges et de calomnies dont elle a fait l'objet : grosses caisses de la « *grande presse* » et de la radio ; hurlements des hyènes stalinienne dénonçant le martyr des douces agnelles stalinienne de l'U.E.C. victimes des brutes sanguinaires du groupuscule trotskyste, jappements des chacals de la Ligue pabliste, décidément jalouse de passer du rang de flanc-garde à celui d'avant-garde des appareils contre-révolutionnaires, suffit à montrer que l'Etat, les bourgeois et les appareils étaient conscients de l'importance de l'enjeu.

Cette cacophonie n'a pas empêché la préparation du congrès de se poursuivre avec succès, les bastions de l'U.E.C. tombant les uns après les autres, ébranlés par la volonté de combat uni et organisé des étudiants, qui, par leur abstention aux élections de participation, avaient déjà désavoué à près de 90 % la politique préconisée par cet appendice de l'appareil du Kremlin baptisé par antiphrase « *tendance du renouveau de l'U.N.E.F.* ».

A Dijon, les 21, 22 et 23 février, en présence des représentants de 16.000 étudiants, dont les mandats furent validés publiquement pour la première fois dans l'histoire de l'U.N.E.F., la tenue du congrès, auquel intervinrent les représentants de la F.E.N., de la C.G.T.-F.O. et de la C.F.D.T., et de plusieurs syndicats (et auquel fut adressé un message de salutations fraternelles de la « *Fédération des étudiants de la république populaire de Chine* »), et la teneur des résolutions adoptées montrent que les congressistes de Dijon ont été à la hauteur de la responsabilité historique qui pesait sur leurs épaules. La résolution générale, dont nous ne pouvons malheureusement reproduire que des extraits (9), le démontre largement :

1. Le 59<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F. qui vient de tenir ses assises nationales a, durant les 3 journées des 21, 22, 23 février 1971, effectué au cours d'un large débat démocratique, le constat de la situation catastrophique qui affecte l'Université démantelée et dégradée par les conséquences de la réforme Faure-Guichard.

(9) *Informations ouvrières* a publié un numéro spécial ronéoté contenant le compte rendu du congrès et le texte complet de la résolution générale par lequel il s'est conclu. On peut se le procurer pour 3 F au siège de *Informations ouvrières* ou en versant 3 F au C.C.P. *Informations ouvrières* PARIS 21831-73 (indiquer le motif du versement).

2. Le 59<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F., refusant d'accepter une politique universitaire qui ferme toutes les portes de l'avenir aux 600.000 étudiants, déclare solennellement : si le ministre ne prend pas, dans l'immédiat, les mesures pour abroger les dispositions de la réforme qui conduisent à bloquer l'accès aux études et à l'emploi des étudiants, l'U.N.E.F., consciente de ses responsabilités, engagera un combat dans toutes les facultés, universités, et établissements de l'enseignement supérieur, dont les conséquences retomberont entièrement sur le gouvernement.

3. La détermination résolue du 59<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F. de mener ce combat contre la réforme Faure-Guichard jusqu'à son terme, c'est-à-dire son abrogation, est fondée sur les résolutions qu'il a adoptées et qui établissent le bilan de l'offensive gouvernementale contre les étudiants visant à les exclure de l'université par la sélection.

Il affirme que c'est la situation immédiatement ressentie par chaque étudiant en particulier, et par tous les étudiants dans leur ensemble, qui explique l'échec total de la participation par laquelle M. Edgar Faure entendait imposer que les étudiants « participent » eux-mêmes à leur propre déchéance.

5. Le 59<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F. a conscience que le syndicat étudiant ne saurait être identifié aux syndicats ouvriers.

Trois éléments permettent au mouvement étudiant de s'unir dans un syndicat de type particulier.

Le premier : le contenu, la forme, les moyens de l'enseignement sont imposés par l'Etat qui impose aux étudiants et aux enseignants la dégradation de leurs conditions d'études et des conditions d'enseignement en même temps qu'il cherche à expulser de l'université, étudiants, enseignants et chercheurs.

L'U.N.E.F. s'élève contre les fumeuses théories de l'« enseignant-flic », propagées en particulier par des enseignants qui, s'ils avaient le simple souci de leur dignité, devraient démissionner de l'Education Nationale pour ne pas être les « flics » qu'ils affirment être. La relation des travailleurs avec le patronat n'est pas identique à celle de l'étudiant et de l'enseignant.

Le deuxième : les travailleurs, dans leur ensemble, et chacune des catégories de travailleurs, pour résister à l'exploitation capitaliste et arracher des conquêtes sociales, des droits, des garanties, des libertés, ont constitué des syndicats. A leur suite, et comme conséquence de la lutte ouvrière, les étudiants, qui ont également obtenu droits, garanties, libertés, ont été conduits à créer leur syndicat.

Le troisième : la vocation du syndicat ouvrier est d'organiser les travailleurs, quelles que soient leurs opinions politiques, religieuses, philosophiques. De même, l'U.N.E.F. ne peut qu'être ouverte aux étudiants de toute tendance. Le fondement de la démocratie syndicale réside dans le respect de l'indépendance à l'égard de tout parti, Etat et gouvernement.

Vouloir transformer l'U.N.E.F. en « mouvement politique de masse » c'est, d'une part, exclure les étudiants qui ne partagent pas les opinions politiques des dirigeants de ce prétendu « mouvement politique de masse ». C'est, d'autre part, scinder le mouvement étudiant en autant de mouvements politiques, c'est atomiser le milieu pour le plus grand profit de ceux qui, avec la participation Faure-Guichard, tentent d'atomiser le mouvement étudiant.

6. A l'autre pôle du mouvement étudiant, les dirigeants de l'U.N.E.F. Renouveau, tout en prétendant « rénover » le syndicat, ont démontré qu'ils aboutissaient au même résultat que ceux qui entendent construire un « mouvement politique de masse » : la division. En effet, alors que, dans le mouvement syndical ouvrier, les militants de l'U.E.C.-P.C.F. condamnent les tendances, ce n'est pas une tendance qu'ils ont constituée, mais un véritable syndicat scissionniste qui, en violation des décisions du 58<sup>e</sup> Congrès d'Orléans, a présenté ses candidats aux élections - trahison des Conseils d'U.E.R. dans le cadre de la participation - Guichard, condamnée par plus de 80 % des étudiants. Par là même, les

dirigeants de l'U.N.E.F. Renouveau ont démontré qu'ils ne cherchaient qu'à constituer « un syndicat » politique chargé d'appliquer la politique participative présentée par Edgar Faure, votée au Parlement par les dirigeants du P.C.F. et ceux du parti gouvernemental U.D.R.

Le 59<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F., conscient :

- que les intérêts spécifiques des étudiants ne sauraient être séparés de ceux de la jeunesse et de la classe ouvrière dans son ensemble,
- que le succès des combats étudiants est étroitement relié aux luttes ouvrières, mais que le mouvement étudiant peut et doit mener ses propres combats,

confirme, comme préalable pour que soient menées des actions victorieuses, la condamnation de la participation votée par le 58<sup>e</sup> Congrès d'Orléans, approuvée par le refus de voter de l'écrasante majorité des étudiants.

En conséquence, le 59<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F., tout en manifestant sa volonté de maintenir son caractère spécifique et son indépendance, affirme que le rétablissement des liens de solidarité du syndicat étudiant avec les centrales ouvrières et les syndicats ouvriers est une tâche nécessaire. Il se félicite des contacts pris par la délégation permanente de l'U.N.E.F. depuis le Collectif National du 10 janvier 1971 pour que soient renouées les relations entre l'U.N.E.F., la F.E.N. et les syndicats enseignants.

11. Le 59<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F. s'affirme solidaire de la lutte des opprimés du monde entier et de tous les combattants emprisonnés dans les bagnes et les prisons de l'impérialisme ; en particulier, il s'associe à toute action unie et efficace pour la libération immédiate d'Angela Davis, qui risque la peine de mort dans l'Etat de Californie, et des prisonniers de Burgos.

L'U.N.E.F., qui a participé à toutes les manifestations pour sauver la vie des militants de Burgos, estime que le combat uni et solidaire des travailleurs, des jeunes et des étudiants doit être poursuivi contre le régime corporatiste-fasciste de Franco, comme il doit être mené pour la libération de tous les antifascistes grecs. La lutte contre l'impérialisme, contre le fascisme et la dictature au Portugal et dans le monde est inséparable du combat du peuple français contre la bourgeoisie française qui soutient le régime des colonels grecs et la sanglante dictature au Cameroun.

12. Le 59<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F. approuve les résolutions adoptées par le Collectif National du 10 janvier demandant la constitution d'une Commission Ouvrière d'Enquête Internationale sur les emprisonnements en Tchécoslovaquie. Il condamne la répression engagée par Husak qui, appuyé sur les chars russes, entend engager des procès contre les militants du « Printemps de Prague » et, en particulier, le Congrès condamne le dernier procès annoncé, puis retardé, contre des militants « trotskystes ». Il exige la libération immédiate de tous les emprisonnés politiques et affirme sa solidarité avec la résistance du peuple tchécoslovaque pour la défense du socialisme contre la bureaucratie.

Le 59<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F. condamne avec la dernière énergie les massacres perpétrés à Gdansk, Gdynia, Szezecin contre les ouvriers polonais en lutte pour la défense des conquêtes socialistes contre la bureaucratie.

Il salue la voie sur laquelle s'engagent les travailleurs, par laquelle ils affirment leur volonté de contrôler les conquêtes socialistes, qui, à travers toute la Pologne, s'affirment dans les Conseils ouvriers et dans l'exigence que soient reconnus les syndicats indépendants de l'Etat.

Contre la menace d'une intervention des chars de la bureaucratie qui, comme celle perpétrée en Tchécoslovaquie contre le « Printemps de Prague », représenterait un nouveau coup porté contre le socialisme dans tous les pays, le Congrès de l'U.N.E.F. en appelle à tout le mouvement ouvrier international pour protéger les travailleurs polonais.

Le 59<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F. condamne l'infâme comédie que mènent les

dirigeants de Moscou emprisonnant dans de prétendus hôpitaux psychiatriques les courageux combattants révolutionnaires soviétiques. Il exige la libération immédiate de toutes les victimes de la répression bureaucratique : Grigorenko, Youri et Larissa Daniel, Pavel Litvinov et des centaines de jeunes, d'intellectuels, de kolkhosiens et d'ouvriers combattants du socialisme.

Mouvement étudiant, l'U.N.E.F. estime qu'il est de son devoir, comme il est du devoir de tous les syndicats d'enseignants et de tous les intellectuels progressistes, d'engager une campagne continue pour le soutien des écrivains et artistes soviétiques qui luttent pour la liberté d'expression tels l'écrivain Soljenitsyne, gloire des lettres soviétiques, et le musicien Rostropovitch.

18. Les délégués des C.A., réunis en Congrès régulier de l'U.N.E.F. à Dijon, ne sous-estiment pas les conditions difficiles dans lesquelles le mouvement étudiant va engager le combat contre les conséquences de la réforme Faure-Guichard.

Le 59<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F. sait quelle est l'hostilité qu'il rencontre de ceux qui, directement ou indirectement, participent à la politique de sélection et, en premier lieu, l'hostilité du gouvernement et de son ministre de l'Education Nationale.

Pour les tenants du pouvoir, sont ennemis de « l'ordre » les étudiants en langues, privés de débouchés dans l'enseignement par le décret Guichard sur les langues vivantes, les étudiants en médecine que Guichard-Boullin veulent sélectionner aux 4/5 et à qui des arrêtés viennent interdire l'externat, les étudiants orientés vers les I.T.F.P. qui assureront la présélection en deuxième année des candidats à l'enseignement, excluant tout particulièrement dans les facultés de lettres 8 à 9/10 des étudiants de la « filière » enseignement, les étudiants qui protestent contre le décret sélectif du 19 mars 1970.

Pour le gouvernement, sont ennemis de l'ordre les 4/5 des étudiants qui ont refusé de voter Guichard, qui ont refusé la liquidation des diplômes nationaux qui, comme les étudiants des I.U.T. exigent des diplômes reconnaissant une qualification que leur refusent le C.N.P.F. et les ministères.

Le 59<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F., au nom des 600.000 étudiants menacés dans leur avenir immédiat, déclare solennellement rejeter « l'ordre » de M. Guichard qui, appuyé par les C.R.S. de M. Marcellin, entend leur imposer une réforme qui les excluent de l'université et les voue au chômage, à la déqualification et à la déchéance.

Le 59<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F. sait qu'il rencontre l'hostilité des diviseurs qui, pour faire appliquer la participation Guichard, tentent de briser l'unité de lutte des étudiants.

Il sait également qu'il ne peut s'attendre qu'à de la haine de la part de ceux qui, sous une forme ou sous une autre, participent à l'œuvre de destruction de l'U.N.E.F.

Mais le 59<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F. sait également que, dans son combat, il peut et doit être appuyé par la classe ouvrière unie, parce que la réforme Faure-Guichard — qui entend rejeter les étudiants de l'université — s'insère dans le VI<sup>e</sup> Plan qui rejette du droit au travail et à l'existence l'ensemble des mineurs de Lorraine, les ouvrières des textiles du Nord, les viticulteurs du Midi, les petits paysans fermiers de Bretagne, les maîtres auxiliaires de l'enseignement secondaire, qui rejette les travailleurs du travail qualifié par la mise en place de l'automatisation sous le contrôle des capitalistes et de leur Etat.

Mais le 59<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F. sait que le combat des étudiants contre la participation est le combat même des élèves de C.E.T. et de leurs professeurs contre l'accord sur la formation professionnelle qui, par le transfert de l'apprentissage et de la formation professionnelle, du contrôle de l'Education Nationale au contrôle des patrons, vise à créer une masse de main-d'œuvre sous-qualifiée, rendue mobile, sous-payée pour assurer les profits capitalistes grandissants.

19. Il sait que ce combat est aussi celui des enseignants, parents et élèves contre la loi Debré d'aide à l'enseignement privé.

Il sait que son combat pour l'augmentation des bourses, en rapport avec le coût de la vie et l'annulation des augmentations des prix des œuvres universitaires, est le même combat que celui des travailleurs et de leurs organisations contre la vie chère et pour l'augmentation des salaires.

Il sait que, d'ores et déjà, la grève générale des I.U.T. rejoint la résistance acharnée des métallos de Nantes-Batignolles en grève depuis 7 semaines.

Il sait que la volonté de combat uni de l'immense majorité des étudiants rejoint la volonté des postiers de toutes catégories, du préposé au cadre, d'arracher, par la grève totale unie et illimitée, les revendications et les garanties que le ministre refuse de négocier.

C'est pourquoi :

Nous, délégués des C.A. statutairement réunis en 59<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F., adressons au ministre Guichard un solennel avertissement.

Nous exigeons la satisfaction immédiate de nos principales revendications :

- abrogation du décret du 19 mars sur la « pondération » entre contrôle continu et examens ;
- non à l'élimination massive en premier cycle par le contrôle continu sélectif ;
- abrogation du décret Fouchet interdisant aux étudiants de prendre plus de 3 inscriptions dans le premier cycle :
- maintien des I.P.E.S. ;
- retrait du projet des I.T.F.P. ; augmentation des postes au C.A.P.E.S. et fin du scandale du chômage imposé aux candidats à des postes d'auxiliaires d'enseignement et des M.I.-S.E. ;
- abrogation du décret sur les langues vivantes ;
- enseignement d'une seule et unique langue française, la même pour tous, orale et écrite, à tous les élèves ;
- non aux contrôles d'assiduité ;
- non à la suppression des bourses en cas de redoublement ;
- augmentation des bourses en rapport avec le coût de la vie ; annulation des augmentations des œuvres universitaires et des droits d'inscription ;
- non à la pénurie : des T.P., des locaux, des enseignants pour tous ;
- non à l'orientation « en filières » selon les besoins du plan ;
- non à la mise en place dans les universités de diplômes non nationaux et concurrentiels ;
- non à la mainmise du patronat sur l'université ;
- non à la réforme hospitalière ;
- retrait de la circulaire du 16 mai liquidant l'enseignement artistique dans les écoles d'art appliqué ;
- abrogation du décret Comiti ;
- abrogation du décret du 5 juin 1969 qui supprime l'E.N.S. éducation physique et préfigure la politique de destruction des autres E.N.S.

Le 59<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F. propose aux étudiants de se rassembler dans et autour de l'U.N.E.F. pour mener le combat total et illimité jusqu'à ce que nos droits soient reconnus et nos revendications arrachées.

Il avertit que la responsabilité de la situation qui s'ensuivrait au cas où les légitimes demandes des étudiants ne seraient pas satisfaites retomberait entièrement sur le ministre et les forces de répression du gouvernement.

Etudiantes, Etudiants de France, l'heure est venue d'en finir avec les conséquences désastreuses des dispositions que veut imposer le ministre pour imposer sa réforme.

Etudiantes, Etudiants de France, le 59<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F. mandate son Collectif National pour se réunir le dimanche 14 mars 1971 afin de faire le point de la situation et prendre les décisions d'action unie qui s'imposent.

La volonté, affirmée par le 59<sup>e</sup> congrès de l'U.N.E.F., de mobiliser les étudiants contre le sort indigne auquel le gouvernement, par l'application de la réforme Faure-Guichard et par la participation, veut les réduire, le recul imposé au patronat par les ouvriers de Nantes-Batignolles, engagés dans un combat uni, en dépit des menaces de division des bureaucrates, la préparation d'une lutte unie d'ensemble dans la corporation postale, la montée des grèves ouvrières de tous les points de l'horizon de la lutte des classes, le combat pour le Front unique de défense des libertés démocratiques, pour le châtement des agresseurs de Jean-Pierre Speller et de Richard Deshayes, des tueurs de Puteaux et de leurs protecteurs du gouvernement, du chef de gang Kaspereit et de son ami Marcellin — alors que, au même moment, le prolétariat d'Espagne a fait de nouveau entendre sa voix puissante, la révolution politique entre en Pologne dans une nouvelle forme, les ouvriers et la jeunesse tchécoslovaques poursuivent indéfectiblement leur résistance à la « normalisation », les ouvriers et les paysans d'Indochine, par leur résistance héroïque, ébranlent le fondement même de l'impérialisme américain, menacé, dans sa propre forteresse, d'une aggravation de la crise sociale, les travailleurs anglais se dressent contre le gouvernement Heath de guerre civile, tout cela sur le fond d'une situation économique mondiale où s'accumulent les signes précurseurs d'une ampleur et d'une profondeur sans précédent — tout cela annonce un affrontement gigantesque entre les classes, qui mettra à l'ordre du jour la lutte pour un gouvernement ouvrier, un gouvernement uni des organisations ouvrières, imposé par la volonté des travailleurs et de la jeunesse en lutte aux appareils de division, de diversion, de trahison, parce que seul susceptible de satisfaire toutes les revendications.



Dans cette situation, la construction du parti révolutionnaire en France et la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, au centre de tous les problèmes du mouvement ouvrier, sont non seulement une nécessité historique, mais la plus immédiate des tâches.

*Le 5 mars 1971*  
*LA VERITE.*

Pour aider le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale,

**SOUSCRIVEZ AU FOND INTERNATIONAL  
LENINE-TROTSKY**

C.C.P. BLOCH 30 500-79 — La Source-45

# La révolution culturelle en Chine

[Première partie]

par Pierre BROUÉ

## LA CRISE DE LA BUREAUCRATIE ET LA MONTÉE DE LA RÉVOLUTION POLITIQUE DANS LE MONDE

La « grande révolution culturelle prolétarienne » — ou du moins sa phase de « critique » et de « destruction » comme disent ses apologistes, sa phase de « crise », si l'on préfère — est pratiquement terminée depuis le 9<sup>e</sup> congrès du parti communiste chinois (le neuvième seulement, soit dit en passant, en quarante-neuf années d'existence de ce parti). Pendant presque trois années on a vu, de façon pratiquement ininterrompue, se succéder ou se dérouler simultanément, d'une part, une âpre lutte d'appareil déployant manœuvres et contre-manœuvres, coups fourrés et autocritiques, utilisation de l'armée au service d'un clan ou de l'autre ; et, d'autre part, des formes plus spécifiques des périodes de crise en pays contrôlé par la bureaucratie : manifestations de rues d'étudiants ou de lycéens, puis d'ouvriers, grèves, émeutes ouvrières et paysannes, et même combats armés dans quelques-unes des plus grandes villes, un affrontement incessant, fertile en

rebondissements, entre des organisations aux noms flamboyants se réclamant toutes du communisme et de la « pensée de Mao Tsé-toung », mais dont les historiographes officiels ou officieux nous informent que les unes étaient « conservatrices », voire « monarchistes », et les autres « de gauche » et « révolutionnaires ». En bref, une crise véritable, d'une ampleur exceptionnelle, dont la compréhension est d'autant moins facile, au premier abord, que la confusion est systématiquement entretenue à son sujet, tant par les anticommunistes de tout bord — rédacteurs de *l'Humanité* compris — que par une propagande maoïste à usage externe dont le style très particulier rend peu accessible l'appréhension des très réels problèmes soulevés (1).

(1) Le premier historiographe officieux du point de vue maoïste dont le langage soit compréhensible pour le lecteur non initié est incontestablement le Français Jean Daubier, dont il faut saluer sans réserves l'effort de transposition.

Un premier bilan est possible aujourd'hui, grâce à la masse de documents largement diffusés par les agences chinoises et à la parution de « *précis* » d'inspiration, certes, différente, mais dont le mérite commun est d'avoir été rédigés par des témoins oculaires (1). Il ne saurait, certes, être question ici de se livrer à une exégèse des principaux textes de la « *G.R.C.P.* » dans l'ignorance où nous sommes encore très largement de la partie bureaucratique au moins de leur contexte, et il est également préférable de se tenir à l'écart de cette « *tienanménologie* » calquée sur la « *kremmlinologie* » et qui n'est finalement qu'une pseudo-science à l'usage des lecteurs de *France-Soir*. Il est en revanche nécessaire de faire aujourd'hui le point sur le sens et la place de la « *révolution culturelle* » dont l'importance et l'impact ont été

considérables — et pas seulement en Chine — ces dernières années. Nous pensons que cette tâche peut être menée à bien jusqu'à une première esquisse pour qui envisage cette question dans le cadre de la révolution chinoise elle-même, en fonction de sa place passée et présente dans le processus de la révolution mondiale ouvert en Octobre 1917, et, par conséquent, en fonction de sa lutte actuelle contre la menace que font peser sur elle, à l'intérieur comme à l'extérieur, l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin. Il n'est cependant pas douteux que les événements qui se produiront en Chine dans les prochaines années remettront en question, sinon l'ensemble de notre analyse, du moins telle ou telle interprétation, tel accent mis sur tel événement ou le rôle de tel militant ou dirigeant.

## LA RÉVOLUTION CHINOISE DE 1919 A 1949

Au cours de la première étude sérieuse consacrée au conflit sino-soviétique le dirigeant trotskyste François Forgue écrivait en 1964 :

« Aujourd'hui, en Chine, le problème alimentaire n'est pas réglé : la famine est encore une menace. Mais elle n'est qu'une menace, et non plus un fléau régulier et inévitable pour l'ensemble de la population. Les campagnes chinoises ont été arrachées à la domination des seigneurs et des usuriers, les vieilles structures familiales ont été brisées. L'industrialisation amorce une transformation radicale de cette Chine, hier encore proie de tous les impérialismes, aujourd'hui nation souveraine. Mais, pour aboutir à cela, il a fallu une révolution sociale. Il a fallu rom-

pre avec l'impérialisme et non pactiser avec lui, en finir avec la bourgeoisie nationale, son agent, et non lui confier le pouvoir "pour une étape". Il a fallu détruire l'Etat capitaliste, mettre fin à la propriété privée des moyens de production et instaurer, sur la base de leur nationalisation, la planification. En d'autres termes, pour accomplir les tâches démocratiques bourgeoises (la

(1) Les meilleurs de ces « *précis* » sont : Joan Robinson, *The Cultural Revolution in China* (Londres, Penguin Books), Jean Daubier, *Histoire de la révolution culturelle prolétarienne en Chine* (Paris, Maspero) sorte de « *vulgate* » maoïste, et surtout le livre de Jean Esmein, *la Révolution culturelle* (Paris, Le Seuil). La seule tentative cohérente et sérieuse d'une interprétation globale de la révolution culturelle a paru dans la revue *Politique* de mai et juin 1970 : il s'agit de l'article de Lucien Bianco, « *la Page blanche* ».

solution de la question de la terre, celle de l'indépendance nationale), la révolution chinoise n'a pu vaincre que comme révolution prolétarienne, c'est-à-dire en détruisant jusque dans ses fondements la domination économique et politique du capitalisme.

Cela suffit à donner à la révolution chinoise sa "légitimité historique", au sens où Trotsky employait cette expression à propos de la révolution russe, et à justifier la nécessité de sa défense contre l'impérialisme et contre la bureaucratie russe » (1).

Cette analyse fournit le cadre à travers lequel les révolutionnaires ont, selon nous, à aborder l'étude de la révolution chinoise. Comme la révolution russe, en effet, elle constitue un élément important de la révolution mondiale ; elle en diffère pourtant profondément, dans son rythme comme dans sa forme. En Russie, l'Octobre 1917 a vu se réaliser, pour la première fois dans l'histoire du monde, une *révolution prolétarienne* conduite par un parti révolutionnaire, le parti bolchevique de Lénine et de Trotsky, et la construction — sur le modèle de la Commune de Paris, sur la base des *soviets* (conseils) d'ouvriers, de paysans et de soldats — du premier *Etat ouvrier*. La coalition des forces impérialistes, la trahison des directions social-démocrates du mouvement ouvrier traditionnel, l'incapacité des éléments révolutionnaires dans les pays avancés à construire à temps des partis communistes capables de suivre l'exemple bolchevique ont abouti à l'isolement de la révolution russe, l'isolement de la victoire prolétarienne dans un pays arriéré. Sur cette base, le parti bolchevique et l'Etat ouvrier ont connu la dégénérescence qui a donné naissance à l'autorité absolue d'une *bureaucratie*, caste sociale parasitaire qui a confisqué à son profit le pouvoir politique arraché

au tsarisme par le prolétariat. Cette bureaucratie — qui se targue d'avoir réalisé le « *socialisme dans un seul pays* » — est en réalité, au sein de l'Etat ouvrier, la courroie de transmission de l'impérialisme et de sa pression. Contre elle, contre l'*appareil* du parti et sa police politique qui constituent à la fois le cœur et l'instrument privilégié de sa domination sur le prolétariat, ce dernier devra accomplir une *révolution politique* afin de ressaisir le pouvoir qui lui a été arraché, à partir de 1924, au cours d'une lutte féroce menée avec acharnement par Staline et les siens contre le bolchevisme incarné par Trotsky et l'Opposition de gauche, et contre les masses soviétiques (2). C'est cette révolution politique — partie intégrante de la révolution mondiale — qui est à l'ordre du jour depuis 1953 dans les pays dominés par la bureaucratie du Kremlin, et qui s'est exprimée à travers l'insurrection ouvrière de juin 1953 à Berlin-Est, le « *printemps en Octobre* » de Varsovie en 1956, la révolution des conseils ouvriers hongrois de la même année (3), et, plus récemment, « *le printemps de Prague* » (4).

La révolution chinoise, elle, a pris son élan initial au lendemain de la révolution d'Octobre. Parti en mai 1919 des étudiants et de l'intelligentsia petite-bourgeoise, le mouvement des masses y a, en quelques années, entraîné les couches les plus profon-

(1) F. Forgue, « *Le conflit sino-soviétique* », *La Vérité* n° 528, octobre-décembre 1964, p. 13.

(2) Voir P. Broué, *le Parti bolchevique*, (3) Voir P. Broué, J.-J. Marie, B. Nagy, *Pologne-Hongrie 1956* (Paris, E.D.I.).

(4) Voir P. Broué, *Le printemps des peuples commence à Prague* (Essai sur la révolution politique en Europe de l'Est), *La Vérité* n° 542 (supplément).

des de la population, le jeune prolétariat chinois, concentré avant tout dans les ports — ces pied-à-terre de l'impérialisme — puis les masses paysannes affamées, livrées à la féroce oppression des usuriers et des « *seigneurs de la guerre* ». Mais c'est seulement en 1921 qu'était fondé le parti communiste chinois qui devait pourtant très rapidement se développer dans toutes les couches de la population, et particulièrement dans la classe ouvrière dont il était le premier organisateur (1), mais qui, à partir de 1924, subit l'influence et les pressions d'une Internationale communiste directement contrôlée par Staline qui menait au même moment en Union soviétique le combat pour assurer contre les masses le pouvoir sans partage de la bureaucratie. La politique de la « *révolution par étapes* » dictée par Staline au parti chinois l'engageait dans une subordination au parti bourgeois, le Kouo-min-tang de Chang Kai-chek, qui n'attendait, lui, que le moment de frapper le prolétariat afin de négocier avec l'impérialisme dans une position d'interlocuteur valable (2). Cette politique désastreuse, dénoncée comme telle en U.R.S.S. par Trotsky et l'Opposition de gauche, aboutit à l'effroyable défaite de 1927, au triomphe de la contre-révolution en Chine, à l'affermissement de l'impérialisme par l'intermédiaire de Chang Kai-chek, à la destruction physique de l'avant-garde prolétarienne chinoise, à la soumission, pour des décennies encore, de la Chine, de sa paysannerie et de son prolétariat à la plus terrible des dictatures réactionnaires (3).

C'est à partir de cette terrible défaite que le parti communiste chinois allait être reconstruit, dans des conditions qui pèsent encore lourdement aujourd'hui

et lui confèrent en tout cas, au sein des différents P.C., une physiologie particulière. D'abord, et pour des décennies, il va transporter le centre de gravité de son action dans les campagnes, avec ceux de ses cadres qu'il a pu sauver. F. Forgue écrit :

« A partir de 1928, le parti communiste chinois s'est reconstruit dans les campagnes comme un appareil militaire, administratif et politique, s'appuyant sur l'irrédentisme de zones paysannes demeurées en rébellion ouverte contre le pouvoir central. Rejetés des villes par la répression, les dirigeants communistes chinois, notamment Mao Tsé-toung et Chou Teh, renoncèrent à organiser le prolétariat et se fixèrent comme objectif la constitution d'une armée révolutionnaire paysanne » (4).

Mais il ne se transforme pas pour autant en parti « *paysan* », contrairement à ce qui a été souvent affirmé, et demeure pour l'essentiel un *appareil politico-militaire* chevauchant les luttes des masses paysannes, mais ne renonçant jamais à ses propres objectifs, se présentant lui-même, selon l'heureuse formule de F. Forgue, comme une « *délégation du prolétariat* » à la tête de la paysannerie. De cette situation contradictoire découlent des aspects profondément contradictoires quant à la nature, au rôle, aux objectifs de ce parti communiste, et qui le différencient fortement des autres partis adhérant à l'Internationale communiste et contrôlés par la bureaucratie du Kremlin, les *partis staliniens*. Le P.C. chinois s'efforce, certes, de calquer sa politique sur celle de la bureaucratie

(1) Jean Chesneaux, *Le Mouvement ouvrier chinois* (1919-1927).

(2) P. Broué, *la Question chinoise dans l'I.C.* (E.D.I.).

(3) H. Isaacs, *La tragédie de la révolution chinoise* (Paris, N.R.F.).

(4) F. Forgue, *op. cit.*, p. 19.

russe : il lance le mot d'ordre des « *soviets paysans* » pendant la période « *ultra-gauchiste* » de l'Internationale, se prononce de nouveau pour l'alliance avec le Kouo-min-tang et la « *révolution par étapes* » afin de préparer la lutte « *nationale* » contre l'impérialisme japonais dans la période, dite de « *Front populaire* », de préparation à la deuxième guerre mondiale. Pendant cette dernière, il suit la politique définie par Mao Tsé-toung, d'alliance contre l'envahisseur impérialiste, sa perspective intérieure étant celle que trace son dirigeant dans son livre *la Démocratie nouvelle*. Il se prononce pour la réalisation d'une phase « *démocratique-bourgeoise* » de la révolution, à conduire en commun avec la bourgeoisie nationale et le Kouo-min-tang de Chang Kai-chek, refuse de mettre en avant le mot d'ordre de « *réforme agraire* » qui signifierait la rupture avec la bourgeoisie nationale, et se prononce même, après la défaite du Japon, par la bouche de Mao Tsé-toung, pour le développement d'« *un capitalisme à caractère progressiste* » qui pourrait contribuer à l'« *amélioration des conditions de vie du peuple* » (1). En ce sens, et parce que, sur les points essentiels, le parti communiste chinois dirigé par Mao se conforme à la ligne de Staline et de la bureaucratie du Kremlin, il est un parti stalinien.

Par bien d'autres aspects, il apparaît pourtant comme relativement indépendant de la bureaucratie stalinienne : parce qu'il tire — à la différence des autres partis, mais comme, par exemple, le P.C. yougoslave — l'essentiel de sa force, non de sa subordination à Moscou, mais de l'appui des masses paysannes qu'il organise et dont il change profondément la situation ; parce que sa liai-

son avec Moscou est extrêmement lâche pendant des décennies, et qu'il évitera ainsi les sanglantes épurations qui frappent les autres partis à l'époque des procès de Moscou ; parce qu'enfin les « *bandes paysannes* » qu'il encadre paraissent à Staline un facteur relativement secondaire dans sa stratégie mondiale. Et c'est ce qui explique que le P.C. chinois, sous la direction de Mao, ruse très souvent avec la ligne stalinienne et prenne avec elle de notables libertés, qu'il n'aille pas, dans sa recherche de l'union sacrée en 1937, jusqu'à dissoudre ses forces armées, comme Staline le lui demande, qu'il ne cesse pratiquement jamais, même pendant la « *guerre patriotique* », la lutte armée contre une bourgeoisie qui, d'ailleurs, ne désarme pas non plus. Pourtant la situation en Chine à la fin de la guerre ne laisse aucune place aux ruses et aux faux semblants. Aucun compromis n'est possible avec le régime de Chang Kai-chek, lié aux propriétaires fonciers et à l'impérialisme, pour les dizaines de millions de paysans dont la vie est devenue intolérable et qui exigent la terre. Menacé également dans les villes par la renaissance du mouvement démocratique et bientôt du mouvement ouvrier, le régime de Chang, monument de corruption et de brutalité, ne peut lui non plus concevoir de compromis et se cramponne à son unique planche de salut, la lutte militaire à outrance avec l'aide américaine. Les Russes — Staline le dit et le répète nettement (2) — attendent du P.C. chinois qu'il collabore « *loyalement* » avec Chang Kai-chek à éta-

(1) Interview par G. Stein, cité par F. Forgue, *op. cit.*, p. 20.

(2) Voir notamment les révélations de V. Dedijer, dans *Tito parle*.

blir un régime « *démocratique* ». Mais, pour appliquer une telle politique, les dirigeants communistes chinois devraient en réalité capituler sans conditions. Aussi, refusant un tel suicide, vont-ils de l'avant et, en 1947, adoptent la réforme agraire qu'ils mettent immédiatement en application dans les régions qu'ils contrôlent. Après cette double rupture — avec l'impérialisme comme avec la bureaucratie stalinienne — le parti communiste chinois cesse d'être un parti stalinien. Le flot de la révolution qu'il contrôle par son appareil politico-militaire le porte irrésistiblement vers le pouvoir. En juillet 1948, au moment où la désintégration du régime de Chang — où triomphe la plus abjecte corruption — la désertion de ses meilleures troupes, la désintégration de son économie sous l'impact d'une inflation galopante, la décomposition de ses organes de pouvoir, le dégoût enfin d'une population tout entière ouvrent aux communistes la perspective d'une victoire totale, et alors que le vide créé par l'effondrement du régime « *nationaliste* » aspire en quelque sorte une armée communiste que portent tous les refus et les espoirs d'une population écœurée, Staline fait une ultime tentative. Lors d'une conférence qui se tient en juillet 1948, il suggère, par la bouche de Liu Shao-chi, que le parti fasse « *durer* » la guérilla et ne cherche pas à prendre ce pouvoir qui pourrait lui échoir (1). Les dirigeants du P.C. refusent cette solution absurde et inconcevable : la révolution l'emporte donc en Chine, malgré Staline.

Il ne s'agit pourtant pas d'une nouvelle révolution d'Octobre, et, d'une certaine façon, les conditions dans lesquelles le parti communiste a été détruit en 1927 se manifestent dans la façon dont, reconstruit, il s'empare du pouvoir. Une armée paysanne qu'il contrôle et dirige occupe un territoire qui lui est livré par la désintégration de l'adversaire plus encore que sa propre « *conquête* » : ce n'est pas le soulèvement victorieux des milices des conseils ouvriers, des marins et de la garde rouge. Plus significatif encore, les chefs communistes de cette armée paysanne éprouvent la plus grande méfiance vis-à-vis du prolétariat urbain, qui tente pourtant de se soulever à son approche ; partout où se sont formés spontanément des « *comités ouvriers* », les chefs militaires communistes les suppriment, et ils assurent le passage de l'ordre ancien à l'ordre nouveau sans hésiter à utiliser pour cela les fonctionnaires du Kouo-min-tang. Ce n'est pas un Etat ouvrier qui naît de l'explosion victorieuse de la classe ouvrière érigeant partout ses conseils et prenant tout le pouvoir. C'est un transfert qui s'opère au travers d'opérations militaires. Un appareil bureaucratico-militaire se réclamant du communisme et dirigeant une armée disciplinée de paysans pauvres met peu à peu en place un *Etat ouvrier déformé* qui se substitue, sur la base de sa force armée, à l'Etat bourgeois décomposé.

(1) C. P. Fitzgerald, *Revolution in China*, pp. 102-105.

## TRAITS ORIGINAUX DE LA BUREAUCRATIE CHINOISE

Aux premiers temps de leur pouvoir, les dirigeants du parti communiste chinois ont réellement tenté d'appliquer leur programme de « *développement capitaliste* » et de « *collaboration avec la bourgeoisie nationale* » pour une « *première étape* » de « *démocratie nouvelle* » qui aurait constitué en réalité une véritable « *coexistence pacifique interne* ». C'est cette volonté qui les a conduits pendant toute une période à combattre les travailleurs et leurs syndicats, leurs « *revendications excessives* » qui mettaient en question « *l'union des classes* ». Cette politique de répression de la classe ouvrière ne fut pas acceptée sans difficultés et des campagnes et des épurations — tant du parti lui-même que des syndicats — furent nécessaires pour venir à bout de la résistance ouvrière baptisée « *déviaton gauchiste* ». Jean-Jacques Brieux, historien des premières années du régime communiste chinois, écrit à ce sujet :

« Un certain nombre de cadres du parti et des syndicats ont opposé quelque résistance à la politique de la « *nouvelle économie* ». Certains préconisent l'établissement immédiat d'une dictature du prolétariat qui « *tyranniserait* » les employeurs. D'autres réclament une politique d'industrialisation à outrance qui négligerait quelque peu les paysans. En plusieurs occasions, par des adresses, des circulaires, des discours, les dirigeants du parti communiste ont essayé de démontrer les inconvénients de ces tendances « *ultra-gauchistes* » (1).

Mais les lois de l'Histoire sont plus fortes que les combinaisons politiques, et elles allaient très rapidement entraîner les dirigeants chinois dans une voie qu'ils auraient pourtant voulu éviter et qu'ils avaient expres-

(1) J.-J. Brieux, *La Chine du nationalisme au communisme*, p. 365.

sément condamnée. D'abord parce que l'offensive de l'impérialisme américain à travers la guerre de Corée ne leur laissait même pas le temps de mener à bien leur « première étape », celle de la réalisation des tâches démocratiques-bourgeoises qu'ils s'étaient fixées, et les contraignait à un effort militaire qui ne pouvait être réalisé que par une mobilisation interne passant par l'approfondissement de la révolution; ensuite, parce que ce même programme, à commencer par la libération de l'agriculture de l'emprise féodale, n'était réalisable que par une lutte acharnée contre la bourgeoisie, même étiquetée « nationale ». L'appui donné aux propriétaires terriens par la bourgeoisie marchande et industrielle — parfois les mêmes individus ou les mêmes familles — la fuite des capitaux, l'organisation d'une résistance active de la bourgeoisie à partir de la base de Formose (T'ai-wan) occupée par Chang Kai-chek, bénéficiant de l'aide massive de l'impérialisme américain, les obligèrent à des incursions de plus en plus profondes dans le domaine de la propriété privée, l'extension de la réforme agraire par la mobilisation totale de la paysannerie pauvre, l'étatisation des moyens de production, l'établissement du monopole du commerce extérieur et la destruction des résidus de l'appareil d'Etat bourgeois, primitivement en partie préservés, sous le contrôle de l'armée.

Abandonnant finalement la théorie et la politique de « démocratie nouvelle », la direction du P.C. chinois fut ainsi conduite, pour justifier sa politique, dictée par des nécessités pressantes, à affirmer à la fois le caractère socialiste de la révolution chinoise et son caractère « perma-

nent » — tout en continuant d'ailleurs à condamner avec la plus grande énergie la « théorie trotskyste » de la « révolution permanente » ! La réalité de la lutte des classes lui imposait d'énoncer, à travers sa formule de « révolution ininterrompue », cette vérité exposée un demi-siècle plus tôt par Trotsky et illustrée par l'expérience de la révolution russe, à savoir que seul le prolétariat est en mesure de mener à bien, à l'époque de l'impérialisme, la révolution démocratique-bourgeoise, et, pour être menée à bien, « la révolution démocratique bourgeoise doit se transformer en révolution socialiste par la révolution permanente » (1).

Ce qu'il est capital de comprendre pour pouvoir saisir l'originalité du parti communiste chinois et la nature de la bureaucratie qu'il a engendrée, c'est la façon dont fut réalisée cette transformation sociale qui alignait les structures économiques de la Chine sur celles de la Russie soviétique. F. Forgue écrit à ce sujet :

« Ce bouleversement fut accompli "à froid", chaque pas en avant étant étroitement contrôlé par le parti communiste chinois qui encadrait rigidement le mouvement des masses. Aussi, au cours de ce processus, l'appareil d'Etat achevait-il de se constituer comme un appareil élevé au-dessus des masses, absolument soustrait à son contrôle, fonctionnant sous le contrôle d'une couche séparée » (2).

Plus de trente années après l'Octobre russe, la révolution chinoise aboutissait ainsi à la constitution d'une couche bureaucratique privilégiée monopolisant le pouvoir politique sur la base de la collectivisation des

(1) Lu Ting-yi, le *Quotidien du Peuple*, 23 avril 1960.

(2) F. Forgue, *op. cit.*, p. 25.

moyens de production. Là s'arrête la ressemblance avec ce qui s'est passé en Union soviétique. La bureaucratie chinoise en effet — et la différence, ici, est capitale — n'avait pas eu, contrairement à la bureaucratie stalinienne, à soutenir une longue lutte et déclencher une répression générale contre les masses ouvrières pour établir sa domination : l'avant-garde chinoise, née des luttes révolutionnaires, considère en effet le P.C. chinois, et en particulier son principal dirigeant Mao Tsé-toung, comme sa direction révolutionnaire légitime ; et c'est avec la participation des masses, non contre elles, que se sont établis les organismes de pouvoir à travers lesquels la bureaucratie exerce son contrôle.

François Forgue écrit sur cette question capitale :

« Les tâches "démocratiques bourgeoises" n'ont été résolues en Chine que par la révolution prolétarienne, par la destruction de l'Etat bourgeois, par l'abolition de la propriété privée des moyens de production. L'Etat né de ce processus et qui défend ces nouveaux rapports de propriété contre la bourgeoisie nationale comme contre l'impérialisme est incontestablement un Etat "ouvrier". Mais il faut ajouter l'épithète "déformé", et il ne s'agit pas là d'une épithète pour marquer qu'il existe en Chine quelques traits déplaisants. Dire que l'Etat chinois est un *Etat ouvrier déformé*, c'est définir sa structure politique, affirmer que la classe ouvrière est évincée du pouvoir politique, car elle n'a aucun moyen de l'exercer, et que, partant, elle est privée de tout contrôle sur les décisions de ce pouvoir. En d'autres termes, il n'y a pas en Chine de démocratie prolétarienne, démocratie qui ne peut exister sans un réseau d'organismes de pouvoir émanant directement de la classe ouvrière (les comités, les soviets) » (1).

Il existe donc en Chine une *bureaucratie*, définie non pas tant par ses privilèges — incontestablement moins

scandaleux que ceux de la bureaucratie du Kremlin ou de ses pays satellites, mais très réels (2) — que, comme le souligne F. Forgue, « *par son existence comme couche séparée, soustraite à tout contrôle des travailleurs et exerçant seule le pouvoir politique, c'est-à-dire assurant seule la direction de l'Etat, le « possédant » en quelque sorte* » (3). A la différence des bureaucraties polonaise, hongroise, tchécoslovaque, etc., qui ne sont que des sous-produits de la bureaucratie soviétique, élevés sur les baïonnettes d'une armée d'occupation, la bureaucratie chinoise plonge directement ses racines dans l'arrîération de la Chine et l'isolement de sa révolution dans un système mondial qui continue à être dominé par l'impérialisme. A la différence de la bureaucratie soviétique, elle n'est pas le résultat d'une dégénérescence qui se serait produite après la prise du pouvoir ; l'appareil du P.C. chinois est arrivé au pouvoir avec le soutien des masses, et Mao Tsé-toung n'a pas eu, contrairement à Staline, à mener une véritable contre-révolution politique pour venir à bout de la démocratie prolétarienne. A la veille de la « *révolution culturelle* », le trotskyste François Forgue pouvait écrire :

« Son affrontement avec les masses est encore au-devant d'elle, et l'on ne peut préjuger des ruptures qu'elle connaîtrait alors » (4).

Se refusant à la fois à « *oublier la réalité de cette bureaucratie et croire*

(1) F. Forgue, *op. cit.*, pp. 34-35.

(2) Voir à ce sujet l'étude de A. Doak Barnett, « *Aspects of the Chinese communist bureaucracy* », *China Quarterly* n° 28, 1966, qui situe de un à dix l'échelle des salaires des cadres (p. 12). Daubier (*op. cit.*, pp. 41-42) ne nie pas le phénomène, mais s'emploie à le minimiser.

(3) Forgue, *op. cit.*, p. 35.

(4) Forgue, *op. cit.*, p. 36.

qu'elle pourra se dissoudre », et à « l'assimiler purement et simplement à la bureaucratie russe, organiquement et irrévocablement contre-révolutionnaire » (1), il jugeait impossible d'affirmer, comme Trotsky l'avait fait, en 1933, pour la bureaucratie du Kremlin, qu'elle était « définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois » (2).

Les développements de la révolution chinoise depuis cette date — au premier chef, l'épouvantable désastre auquel la politique d'Aïdit et des staliniens indonésiens cautionnée par la direction maoïste du P.C. chinois ont conduit les ouvriers et paysans d'Indonésie — apportaient peu de temps après un premier élément de réponse à la question posée par François Forgeue. Et la période de la « grande révolution culturelle prolétarienne » donnera la donnée manquante : l'affrontement de cette bureaucratie avec les masses, les ouvriers et la jeunesse de Chine.

C'est évidemment par rapport aux problèmes posés par la lutte de classes à l'échelle mondiale qu'il faut apprécier le rôle de la révolution chinoise, et, du même coup, par la direction Mao Tsé-toung du P.C. chinois. La révolution constitue par elle-même en effet un énorme danger, tant pour l'impérialisme, qui n'a jamais cessé d'envisager et même de préparer la « reconquête » de la Chine, que pour la bureaucratie russe dont elle a sapé les fondements de l'équilibre mondial sur lequel elle repose. C'est ce qu'exprime François Forgeue quand il écrit :

« C'est là le contenu profond du conflit sino-soviétique, mais il ne s'est révélé dans toute sa profondeur, à un point tel que dirigeants chinois et russes ne peuvent plus feindre de l'ignorer, que dans une conjoncture particulière : celle marquée par la politique de "coexistence pacifique", c'est-à-dire par la recherche à tout prix, par Moscou, d'un accord à long terme avec l'impérialisme américain. Quel prix la bureaucratie russe peut-elle payer pour pareil accord ? Laisser les mains libres à l'impérialisme face à la Chine est sans aucun doute la contrepartie la plus favorable que puisse espérer l'impérialisme... » (3).

Mais c'est également sous cet angle qu'il faut comprendre ce qui va constituer le centre de cette étude, la politique générale de la bureaucratie chinoise, ses tournants brutaux et les violentes contradictions internes qui l'ont conduite jusqu'à la crise aiguë dont la période dite de la « grande révolution culturelle prolétarienne » a constitué l'apogée : à la fois le règlement d'un conflit violent entre secteurs opposés de l'appareil, et le début de la révolution politique dans des conditions dont le caractère spécifique s'explique à la lumière de l'histoire dont nous venons d'essayer de retracer les grandes lignes.

(1) *Ibidem*.

(2) C'est-à-dire après que la politique imposée par Staline au P.C. allemand eut rendu possible la victoire hitlérienne et la défaite sans combat du prolétariat allemand.

(3) F. Forgeue, *op. cit.*, p. 39. Nous renvoyons le lecteur à cet article fondamental pour tout ce qui concerne le conflit sino-soviétique dont nous n'envisagerons ici que les conséquences et certaines implications.

## LES CONTRADICTIONS DE LA « CONSTRUCTION DU SOCIALISME » DANS LA SEULE CHINE

La politique de « *démocratie nouvelle* » abandonnée sous la pression de toutes les conditions objectives mentionnées plus haut, le parti communiste chinois, sous la direction de Mao Tsé-toung, s'engageait, à la tête du pays, dans une politique d'« *édification du socialisme* » définie dès 1954 et précisée en 1956 lors du congrès du parti en septembre :

« A l'heure actuelle, le parti et le peuple du pays entier ont pour tâche principale de concentrer toutes les forces pour résoudre cette contradiction, pour transformer au plus vite notre pays de pays agricole arriéré en un pays industriel avancé » (1).

L'objectif était donc le même que celui que Staline avait assigné à l'Union soviétique au début des années trente, mais dans des conditions infiniment plus difficiles puisque l'arriération économique de la Chine était incomparablement plus profonde dans les années 50 que ne l'était celle de l'U.R.S.S. en 1929. « *Rattraper et dépasser les pays capitalistes avancés* » à partir d'une production d'acier trois cents fois inférieure à celle des Etats-Unis et d'une production agricole par tête d'habitant vingt-cinq fois moindre relevait de l'aventure (2). La prétendue « *aide* » de l'U.R.S.S. en échanges, envoi de techniciens, matériel, ou sous forme de prêts — déjà limitée par les possibilités de l'Union soviétique elle-même — devait être payée au prix du marché mondial, et ce alors que l'impérialisme organisait autour de la Chine un véritable blocus. 97 % des investissements durent être fournis par le peuple chinois (3), l'homme étant finalement en Chine le facteur

(1) Cité par Forgue, *op. cit.*, p. 26.

(2) *Ibidem*, p. 27.

(3) *Ibidem*, p. 28.

de production à la fois le plus abondant et le moins coûteux. L'investissement dans les industries de base ne put être obtenu que par une limitation draconienne de la consommation et une augmentation fantastique de l'intensité du travail.

Le premier volet de cette politique fut la collectivisation des campagnes, engagée dès la fin de la réforme agraire en 1953, brutalement accélérée en 1955 : en une seule année, 96 % des paysans chinois furent regroupés dans des coopératives sans que pour autant ait été développée la base technique qui eût permis la modernisation de la production agricole à travers une mécanisation. Le second volet est celui de l'industrialisation à outrance : investissements extraits de l'agriculture et de l'industrie sept fois plus importants pour l'industrie, stagnation ou faible augmentation du niveau de vie en constituèrent les principaux aspects. F. Forgue résume :

« La logique de cette course à l'industrialisation dans le cadre de la seule Chine est impitoyable. Pour le paysan, des livraisons accrues, payées à bas prix ; pour l'ouvrier, une hausse constante des normes sans que sa condition de consommateur s'améliore. En d'autres termes, le pouvoir doit gouverner en s'opposant en permanence à la satisfaction des revendications les plus élémentaires des masses. A travers le processus de la marche forcée vers l'industrialisation, la bureaucratie s'affirme encore plus comme une couche distincte, l'Etat comme un appareil s'élevant au-dessus des masses et se soustrayant totalement à leur contrôle » (1).

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions — et compte tenu de ce que nous savons des traits originaux de la bureaucratie chinoise — que cette dernière ait ressenti comme un signal d'alarme les événements de 1956 en

Pologne et en Hongrie, le soulèvement révolutionnaire des étudiants et des ouvriers, leur combat pour la démocratie ouvrière des conseils retrouvant celui des bolcheviks et de la révolution soviétique de 1917, d'autant que plusieurs grèves éclatèrent, la même année, en Chine même (2). Elle y réagit en tout cas par une tentative d'explication qui dépasse de très loin les interprétations « psychologiques » du type « culte de la personnalité » ou l'interprétation policière classique des bureaucrates (Khrouchtchev compris), en s'efforçant de poser ouvertement le problème des conflits sociaux dans la période de transition vers le socialisme (3). Telle est la signification de deux textes capitaux, celui du bureau politique du P.C.C. sur « l'expérience historique de la dictature du prolétariat » et celui de Mao Tsé-toung lui-même sur « la juste manière de résoudre les contradictions au sein du peuple » (4). Dans ce dernier texte, Mao admet l'exis-

(1) *Ibidem*, p. 30.

(2) Mao Tsé-toung y fait allusion, de manière très précise, dans son célèbre discours sur les « contradictions ».

(3) Très significative à cet égard est la relation faite par le *Quotidien du Peuple* du 26 avril 1957 des propos tenus la veille par Chou En-lai au ministre russe Rachidov et à l'ambassadeur soviétique Youdine : les « murs » ne suffiraient pas à protéger les bureaucrates de la colère des masses, et l'on peut être sûr que, si les méthodes bureaucratiques ne disparaissent pas, les enfants d'aujourd'hui abattront les murailles dans une dizaine d'années.

(4) Il existe plusieurs variantes de ce texte divulgué d'abord par une agence polonaise. Il a été fréquemment reproduit au cours de la période de la G.R.C.P. Voir notamment « *De la juste solution des contradictions au sein du peuple* », « *Pékin-Information* n° 26, 26 juin 1967, pp. 9-28, qui reproduit la version révisée publiée pour la première fois dans le *Quotidien du Peuple* du 19 juin 1957.

tence, au sein de ce qu'il appelle la « *société socialiste* », de « *contradictions non antagonistes* » pouvant être résorbées par de meilleures méthodes de direction, en somme par des voies pacifiques et pas forcément répressives, en tout cas dans le cadre existant. Cette analyse ne s'étend cependant pas jusqu'à la révolution hongroise dans laquelle la propagande du parti continue de dénoncer la main de la « *contre-révolution* », excluant ainsi l'hypothèse, pourtant implicitement contenue dans l'analyse de Mao, selon laquelle les contradictions « *non antagonistes* » entre le parti ou le gouvernement et « *le peuple* » peuvent devenir antagonistes et ne pouvoir être résolues alors que par la violence, la répression ou la révolution politique.

C'est à la suite de cette analyse faite par la direction du P.C. que s'ouvrit, en Chine, la période dite des « *Cent Fleurs* », où intellectuels et étudiants furent officiellement appelés à discuter librement, à formuler toutes leurs critiques (1) afin de corriger les défauts les plus courants, « *sectarisme* » et « *bureaucratisme* ». Les « *Cent Fleurs* » fleurirent donc et révélèrent de profondes et réelles contradictions. D'une part, il était évident que les racines de la division en classes n'avaient nullement été extirpées et que subsistaient en Chine des points d'appui solides — dans le cadre de cette économie de pénurie et de cette société dominée par une bureaucratie toute-puissante — pour une contre-offensive bourgeoise : c'est ainsi que les représentants des partis dits « *démocratiques* » de la petite bourgeoisie relevaient la tête et démontraient qu'ils avaient une audience réelle et des revendications inquiétantes. D'autre part — et c'est là sans doute le fait le plus important dans

l'histoire de la révolution chinoise depuis 1949 — des étudiants, des enseignants, des journalistes, des militants, dont la plupart étaient membres du parti communiste depuis des années, entreprenaient la critique du régime et de ses « *abus* » sur la base de la méthode communiste, mettaient en question la couche de nouveaux privilégiés issus de l'appareil, dénonçaient la caste bureaucratique et la transformation du parti en un appareil répressif, réclamaient l'instauration d'une véritable démocratie ouvrière.

Quelques détails sont ici nécessaires, qui permettront de mieux comprendre la situation réelle en Chine communiste, de retrouver également des accents et des thèmes connus, entendus auparavant à Budapest et Varsovie, et, depuis, à Prague. C'est le journaliste Liu Pun-yen, membre du P.C. depuis 1944, qui critique les cadres du parti, « *classe privilégiée* », dit-il, dans laquelle ne règne aucune démocratie, où l'élection est « *pure formalité* », et qui précise :

« Ces dernières années, le parti s'est considérablement éloigné des masses. La plupart de ceux qui l'ont rejoint étaient des opportunistes et des bien-ouï-ouï » (2).

C'est un autre journaliste, également membre du P.C., Tai Huang, qui voit dans la bureaucratie l'embryon d'une « *classe nouvelle* » « *en train de se former et de se développer* » et qui est prête, selon lui, à tendre les mains à Formose pour une réconciliation. Après le XX<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S., il pose la question de la responsabilité

(1) Voir Roderick MacFarqhar, *The Hundred Flowers*, 1960. Le discours de Mao « *Que cent fleurs fleurissent !* » prononcé le 2 mai 1956, n'a pas été publié, quoique fréquemment cité ou résumé.

(2) *Quotidien du Peuple*, 20 juillet 1957.

encourue, dans les crimes de Staline, par Mao Tsé-toung et les dirigeants du parti chinois, et dénonce comme une aide objective à l'impérialisme l'intervention russe en Hongrie (1). Un vétéran communiste, maître de conférence à l'université Peita de Pékin, Ko Pei-chi, s'adresse aux dirigeants en un avertissement qu'il veut solennel :

« Les rapports entre le parti et les masses diffèrent sensiblement de ce qu'ils étaient à la Libération... Aujourd'hui, le peuple traite les communistes comme les esprits des morts : il les respecte, mais il s'en éloigne... Si vous agissez mal, il se peut que les masses populaires vous renversent et massacreraient les communistes. Si elles vous renversent, on ne pourra les accuser de manquer de patriotisme : si elles agissent ainsi, c'est parce que les communistes ne servent pas le peuple ! » (2).

En 1968, nombre de communistes tchécoslovaques tiendront le même langage qu'à Chenyang, en décembre 1956, ces deux responsables du P.C.C., Chang Po-cheng et Huang Chen-lou :

« Le problème central est de se débarrasser de la direction absolue et totalitaire du P.C., pour que le parti puisse renforcer sa direction, exercer son rôle d'avant-garde. C'est seulement quand les privilèges du parti auront été abolis que d'authentiques et véritables communistes entreront dans le parti, que son organisation pourra être préservée de toute impureté, et qu'il pourra correctement diriger l'État. Mais si les privilèges du parti ne sont pas supprimés, le parti et le socialisme seront un jour enterrés » (3).

Les mêmes militants, afin de mettre fin aux privilèges du P.C., n'hésitent pas à se prononcer, comme d'autres communistes avant et après eux en Europe orientale, pour la « *liberté des partis* », pourvu qu'« *ils ne soient pas opposés au peuple et au socialisme* » (4).

Il appartiendra à des étudiants, dont certains sont malgré leur âge des vétérans de la guerre de libération, de poser les véritables problèmes politiques : Lin Hsi-ling, étudiante de 21 ans de l'université Peita de Pékin, et ses camarades Chen Feng-hsiao, Tan Tien-jun, Wu Kai-piu, de Wuhan, Fu Lin-hui, de Nanchang, le dirigeant des J.C. Tung Hsueh-lun tentent de créer une organisation à l'échelle nationale et ébauchent dans leur presse un programme qui est proprement révolutionnaire, celui de la révolution politique (5). Lin Hsi-ling dénonce dans le système existant en U.R.S.S. comme en Chine l'absence de démocratie, alors que le « *vrai socialisme* » est « *très démocratique* », et elle qualifie le régime social d'U.R.S.S. et de Chine de « *socialisme construit sur la base du féodalisme* ». Elle condamne comme « *insuffisants* » les mouvements de « *rectification* » du parti, les « *méthodes réformistes et les légères concessions faites au peuple* ». Elle affirme — et l'écho de ces paroles ne s'éteindra pas :

« Les masses populaires ne sont pas stupides. Il faut résoudre les problèmes, vaincre effectivement les difficultés, et, pour ce faire, il n'existe qu'un moyen : la mobilisation et le soulèvement des masses » (6).

Analysant la situation existante, elle affirme que les maux dénoncés par Mao, le « *bureaucratisme* », le « *subjectivisme* » et le « *sectarisme* », ont

(1) *New China News Agency*, 7 août 1957.

(2) *Quotidien du Peuple*, 31 mai 1957. La ressemblance est frappante avec la lettre adressée aux dirigeants soviétiques au début de 1968 par Ivan Iakhimovitch. (Voir *Samizdat I* : « *La voix de l'opposition communiste en U.R.S.S.* »).

(3) *Quotidien de Chenyang*, 11 juin 1957.

(4) *Ibidem*.

(5) R. MacFarqhar, *The Hundred Flowers*, pp. 137-140.

(6) *Quotidien du Peuple*, 30 juin 1957.

leurs racines dans le système lui-même :

« Les couches supérieures de la société chinoise ne correspondent pas à la base économique de la propriété sociale ; le parti et l'Etat sont devenus un appareil bureaucratique qui gouverne le peuple sans démocratie. La base économique de propriété sociale de notre pays est progressive ; aussi est-ce la superstructure qu'il s'agit de changer fondamentalement » (1).

Le moyen de ce « *changement de superstructure* » ne peut être qu'une révolution dans la superstructure, la « *révolution politique* » qu'elle qualifie simplement de « *nouvelle révolution* ». S'appuyant sur les écrits d'Engels et de Lénine pour démontrer l'impossibilité de la construction du socialisme dans un seul pays, elle trace la perspective de la « *nouvelle révolution* » nécessaire aussi bien en U.R.S.S. qu'en Chine :

« Nous devons chercher à réaliser le socialisme véritable. Les contradictions entre le peuple et les gouvernants bureaucratiques sont irréconciliables. Je n'approuve pas le réformisme. Il faut un changement total, une transformation radicale » (2).

Après quelques semaines, les dirigeants s'épouvantent du double mouvement d'opposition, de droite et de gauche, ainsi révéilé. Ils l'interrompent brutalement par une féroce campagne contre les « *droitiers* » dans laquelle ils englobent les critiques de gauche et les partisans de la « *nouvelle révolution* ». Une énergique chasse aux sorcières fait disparaître les opposants des universités et des villes : seuls quelques « *droitiers* » éminents surnagent, leur auto-critique faite. On n'entendra plus parler de la militante communiste Lin Hsi-ling, même dix années plus tard, quand Mao prônera « *mobilisation et soulèvement des masses* » pour « *changer la superstructure* »...

C'est dans la foulée de la répression qui suit les « *Cent Fleurs* » qu'est entrepris le « *Grand Bond en Avant* », alors célébré comme « *la voie chinoise vers le socialisme* ». Il constitue, en fait, la reprise — à certains égards même, la caricature — de la politique de la période précédant celle des « *Cent Fleurs* » et de la politique stalinienne des années trente. On compte produire massivement l'acier grâce à la construction de milliers de petits hauts fourneaux ruraux pour lesquels on mobilise la main-d'œuvre paysanne en expliquant qu'on surmonte ainsi la division « *entre villes et campagnes* », entre travail industriel et agriculture. Plus de cent millions de paysans chinois participent pendant l'hiver 1957-58 à la construction de centaines et même de milliers de barrages hydrauliques. Soixante-sept millions de paysannes auraient été employées ainsi à des travaux de reboisement pendant la seule année 1958. Le regroupement d'un grand nombre de communautés paysannes dans de gigantesques « *communes* » permet l'organisation de services communautaires de cuisine et garde d'enfants : la mesure, présentée comme l'« *émancipation de la femme* », libère pour ces travaux une masse énorme de main-d'œuvre supplémentaire.

Comme l'écrivit Lucien Bianco :

« Le labeur des masses (et leur désintéressement escompté) doit compenser le retard technique et l'insuffisance des capitaux. La Chine entreprend dans l'enthousiasme de construire le socialisme du pauvre » (3).

Or, en dépit de succès initiaux et de communiqués de triomphe, le « *Grand*

(1) *Ibidem*.

(2) *Ibidem*.

(3) L. Bianco, « *la Page blanche* », *Politique*, mai 1970, p. 99.

*Bond* est un échec. La Chine connaît en 1960 et 1961 sa plus grave crise agricole depuis 1949, à la suite de deux mauvaises récoltes consécutives.

Lucien Bianco écrit :

« Au printemps 1961, la ration quotidienne par tête est vraisemblablement tombée au-dessous de 1.800 calories et l'on meurt de nouveau de faim en Chine » (1).

Une année plus tard, c'est la récession industrielle : les hauts fourneaux ruraux, mal construits et mal conçus, sont abandonnés, de nombreuses usines ferment, la production de charbon, d'électricité, de ciment et d'acier tombe à une proportion inférieure de 63 à 75 % à celle de 1959. La Chine est contrainte d'importer du blé du Canada et d'Australie pour conjurer la famine, au moment où les autorités prennent la décision de chasser des villes les ouvriers de fraîche extraction paysanne devenus, comme l'écrit Bianco, des « *chômeurs affamés* » (2).

Lucien Bianco tire sans indulgence le bilan de cet échec :

« Régulièrement invoquées, les calamités naturelles et le brusque retrait des techniciens soviétiques (qui rapatrient avec eux plans et instructions techniques indispensables) ont joué un rôle beaucoup moins déterminant que les erreurs proprement politiques (celles qui, tenant à l'application de la nouvelle stratégie économique, mettent directement en cause la superstructure) et par-dessus tout l'irréalisme

né d'un volontarisme excessif qui fait fi de la résistance des choses et des êtres. Soumis à une pression intense pour atteindre ou dépasser des normes extravagantes, les cadres les dépassent sur le papier : c'est ainsi que l'on peut annoncer une production de 350 millions de tonnes de céréales en 1958, quitte à rectifier plus tard en ne revendiquant plus que 250 millions de tonnes (pour une récolte effective de 200 millions). Les objectifs pour 1959, établis sur la foi des premiers résultats et sur la foi tout court, on les ramènera à 275 millions, et la récolte ne dépassera pas 180 millions de tonnes » (3).

Ce bilan d'échec impose en 1961 ce qu'on appellera le « *réajustement* », une retraite tactique qui permet de retrouver d'abord un relatif équilibre, puis de redémarrer, pour retrouver en 1965 à peu près le niveau de production de 1958. Dans l'intervalle, pourtant, un essor démographique continu explique la diminution de la consommation par tête et l'accroissement du retard dans le développement, puisque le taux de croissance passe, de 6 ou 7 % en 1952-1957, à 3 % seulement pour la période de 1957 à 1965 (4). Tels sont le contexte, le « *point* » de la situation économique, la toile de fond sur laquelle vont se produire les conflits qui mènent à la période de la « *révolution culturelle* ».

(1) *Ibidem*, p. 100.

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*.

(4) *Ibidem*, p. 101.

## LA CRISE AU SOMMET DE L'APPAREIL

La nature bureaucratique de la direction du parti communiste chinois interdit d'appréhender dans le détail les détours et les épisodes des luttes d'influence entre les différents clans de la bureaucratie, les désaccords qui recouvrent vraisemblablement l'ensemble des problèmes et qui expliqueraient, s'ils étaient connus, les tournants de la politique de la direction.

Il est pourtant incontestable — et de nombreuses « révélations » sont venues ultérieurement l'attester — qu'une opposition s'est manifestée dans les sommets de l'appareil dès les premières difficultés rencontrées par la politique du « *Grand Bond en Avant* », et qu'elle était inévitablement dirigée contre Mao Tsé-toung dont la responsabilité personnelle était totale dans le tournant qu'il avait décidé, ainsi qu'il l'a lui-même souligné dans son intervention au comité central en septembre 1959 (1). L'un des plus hauts dignitaires du parti et du régime, le maréchal Peng Teh-huai, est même allé, en 1959, jusqu'à exprimer — quoique sur un ton de grande humilité — des critiques contre certains aspects de la politique économique dans une lettre adressée au président Mao, puis devant le comité central, qui, sur proposition de Mao, le condamne et le révoque de ses responsabilités comme chef des « *opportunistes de droite* » (2). Et l'on sait depuis peu que Peng Teh-huai avait trouvé un défenseur dans la personne de Liu Shao-Chi, président de la république et second personnage du régime (3).

(1) *The Case of Peng Teh-huai*, p. 25.

(2) Extraits de la résolution du 16 août 1959 dans *Pékin-Information*, n° 34, 21 août 1967, pp. 7-10.

(3) Esmein, *op. cit.*, p. 83.

En fait, l'opposition au sein de la bureaucratie revêt des aspects sans doute plus pernicious que ces manifestations dans des débats à huis clos. L'historiographie maoïste s'est attachée à démontrer depuis 1967 qu'elle était animée par deux des plus importants personnages du régime, le président Liu Shao-chi et le secrétaire du parti, Teng Hsiao-ping : l'hypothèse peut être retenue dans la mesure où c'est précisément à ces deux personnages comme aux couches supérieures de l'appareil que Mao s'en est pris pendant la période de la « révolution culturelle ». Sur le moment, pendant les années de 1959 à 1965, il ne filtre pas grand-chose sur ces conflits internes, et il est prudent de considérer comme une fabrication *a posteriori* la thèse suivant laquelle Mao Tsé-toung aurait été en réalité écarté pendant tout ce temps de la direction des affaires au profit de Liu Shao-chi.

Ce qui est certain — visible dès cette époque pour l'observateur attentif — c'est que tout un secteur de la bureaucratie, à commencer par le secrétariat du parti lui-même, avec Teng Hsiao-ping et le deuxième secrétaire Peng Chen, le comité du parti et la municipalité de Pékin avec le même Peng Chen, les responsables du département de la propagande du parti, enfin, avec Chou Yang et Lu Ting-yi, ont au moins toléré, sinon encouragé, une véritable « fronde » menée dans la presse pékinoise contre Mao (1). Ce qui est également certain, c'est que les contradictions au sommet, dans l'état-major du parti, ont été considérablement aggravées par le contexte international, la rupture avec l'Union soviétique, l'escalade de la guerre au Vietnam, la perspective d'une guerre de reconquête de la Chine par l'impérialisme américain,

et que, sur ce terrain, deux conceptions de la défense de la Chine et de sa politique militaire se sont affrontées : la stratégie plus classique et traditionnelle, reposant nécessairement sur une étroite collaboration avec l'Union soviétique et la fourniture à l'armée d'équipements et d'armes modernes — que soutenait Peng Teh-huai, et, après lui, Lo Jui-ching — a été rejetée au profit de la stratégie de « guerre révolutionnaire » fondée sur la décentralisation et la préparation à la guérilla, prônée par Mao Tsé-toung et son fidèle Lin Piao, successeur de Peng au ministère de la Défense et à la tête de l'Armée populaire de libération (A.P.L.) (2). Il est également évident qu'à partir de 1962 Mao multiplie les initiatives qui peuvent être considérées comme autant de préparatifs d'une attaque contre ceux de ses adversaires qui le critiquent au sommet de l'appareil. La 10<sup>e</sup> session du comité central, tenue en septembre de cette année-là, marque un notable durcissement avec un redoublement des attaques contre Khrouchtchev et le « révisionnisme », d'une part, et le célèbre appel de Mao à « ne pas oublier la lutte des classes » à l'intérieur, de l'autre. Jean Daubier écrit à ce propos, non sans raison :

« Mao Tsé-toung dut estimer que ce durcissement de l'opposition, ces manifestations de dissidence qui s'étaient multipliées n'étaient pas sans rapport avec l'offensive contre son régime que Khrouchtchev avait lancée publiquement à la fin de l'année 1961. Il vit probablement présente à ses côtés, à la direction du parti, l'ombre du révisionnisme khrouchtchévien exécré » (3).

(1) Voir plus loin, ch. V « Polémique publique dans la presse ».

(2) Esmein, *op. cit.*, pp. 79-87.

(3) Daubier, *op. cit.*, p. 44.

La contre-attaque de Mao se poursuit donc vraisemblablement en 1963 avec la décision d'entamer un « mouvement d'éducation socialiste ». Dans un document rédigé par lui, le 9 mai, sur la « participation des cadres au travail manuel », les trois mots d'ordre retenus sont « la lutte des classes », la « lutte pour la production », la « lutte pour l'expérimentation scientifique », dont il affirme que, au cas où elles ne seraient pas menées correctement,

« il ne faudrait pas longtemps pour qu'une restauration contre-révolutionnaire à l'échelle nationale se produise immanquablement... La Chine entière changerait de couleur » (1).

Il faudra pourtant attendre trois ans — et trois versions successives des *Dix Directives* sur le travail à la campagne — pour que celles-ci soient officiellement adoptées.

Des thèmes nouveaux apparaissent en 1964, qui préfigurent ceux qui prévaudront à partir de 1966. Le *Drapeau rouge* dont le rédacteur en chef est Chen Po-ta, bras droit de Mao, souligne que le pays tout entier doit prendre modèle sur l'armée dans laquelle se poursuit, depuis 1958, le mouvement pour « la pensée de Mao Tsé-toung » et l'établissement de son « autorité absolue », et à l'intérieur de laquelle le « petit livre rouge » est distribué. Une épuration des milieux artistiques commence sous l'impulsion de Chiang Ching, une ancienne danseuse qui est aussi l'épouse du président Mao. Une première épuration a lieu à la fédération des lettres et des arts, à propos de laquelle Mao va jusqu'à évoquer le cercle Petöfi, qui fut à l'origine de la révolution hongroise, mais qu'il assimile à un agent de la « contre-révolution ».

Au mois de juillet, au congrès de la Ligue de la jeunesse communiste — que dirigent d'ailleurs des hommes ayant dépassé la soixantaine —, apparaît le thème des « héritiers de la révolution », autrement dit celui de la relève nécessaire. Un éditorial du *Drapeau rouge* et du *Quotidien du Peuple* du 14 juillet donne en quinze points les directives du président pour la lutte contre les révisionnistes à l'intérieur comme à l'extérieur. Il s'agit de « s'appuyer sur les masses », de les « mobiliser » et de les « organiser », et, pour cela, de « se rapprocher du peuple » en abolissant les privilèges et les abus de pouvoir.

C'est Chou En-lai qui, en décembre 1964, devant l'assemblée nationale, reprend pour la première fois le terme — inemployé depuis Lénine, — de « révolution culturelle » : il souligne l'intensification de la lutte des classes, y compris sous un « pouvoir socialiste » dans lequel la société de transition ne cesse d'engendrer de « nouveaux bourgeois ». Les *Vingt-Trois Articles*, adoptés le 1<sup>er</sup> janvier 1965 par la conférence élargie du bureau politique, reprennent les *Dix Directives*, remaniées entre-temps par le secrétariat, et y réintroduisent les idées — apparemment supprimées par lui — de contradictions entre socialisme et capitalisme au sein du parti et des masses.

On peut supposer qu'à cette date la bataille est déjà engagée au sommet de l'appareil entre ce qu'on peut appeler pour simplifier le « clan Mao » et le « clan Liu » : depuis la 9<sup>e</sup> session du C.C. en effet, les initiatives de Mao se heurtent à une inertie bureaucratique dans laquelle les services du secrétariat du parti jouent à l'évi-

(1) Cité par *Le Monde*, 28 janvier 1967.

dence un rôle capital. Il est pourtant bien difficile de conclure, comme le font, *a posteriori*, bien des commentateurs, que « deux lignes » et même « deux centres » s'affrontaient au sommet. Ce qui paraît en revanche infiniment probable, c'est que Mao Tsé-toung ne dispose plus au sein des organismes dirigeants (bureau politique et comité central) que d'une majorité fragile, sinon précaire, et, en tout cas, pas inconditionnelle, et qu'il éprouve de réelles difficultés à faire appliquer sa ligne par l'appareil, même quand elle a été formellement adoptée. A-t-il à ce moment perçu l'opposition déterminée de quelques hommes ? A-t-il réalisé que l'appareil échappait par la « force des choses » à sa volonté ? Comme il demeure de toute façon le dirigeant incontesté, déjà déifié, symbole de la révolution et de la libération du joug des exploiters aux yeux des larges masses du peuple chinois, on peut imaginer que, dans cette situation difficile où il voit son autorité quotidiennement soumise à l'érosion des cadres de l'appareil, il ait songé à exploiter à la fois ce capital de confiance et l'immense mécontente-

ment amassé dans le peuple chinois en se faisant passer pour l'adversaire et la cible des « nouveaux mandarins » afin d'engager la lutte contre eux et de lever les obstacles qui se dressent contre sa politique.

C'est en tout cas à quoi semblent viser ses premières initiatives, celles qu'il dicte au petit groupe de ses proches et qui vont constituer la première phase de la « révolution culturelle » proprement dite : des coulisses de l'appareil où il avait été jusque-là cantonné, le conflit passe dorénavant dans les colonnes de la presse du parti communiste, avant que Mao se donne le dernier mot. Sans doute était-il temps pour lui, puisque c'est en février 1966, si l'on en croit les sources officielles et des révélations d'ailleurs bien postérieures, que se serait produite à Pékin une tentative de coup d'Etat militaire dans laquelle auraient été impliqués non seulement le chef d'état-major Lo Jui-ching, mais le commissaire de la garnison de Pékin, Liu Jen, et d'importants dirigeants du parti (1).

(1) Esmein, *op. cit.*, pp. 88-92.

## L I S E Z

**les nouvelles études marxistes**  
**(revue de l'Alliance des Etudiants révolutionnaires)**

### AU SOMMAIRE :

*Entretien avec le professeur Godement.*

*Guerre civile au Moyen-Orient.*

*VI<sup>e</sup> Plan et université.*

### ABONNEZ-VOUS

5 NUMEROS : 17 FRANCS

LE NUMERO : 5 FRANCS

C.C.P. Claire RIVOAL.

La Source 31.272.23

## POLEMIQUE PUBLIQUE DANS LA PRESSE

Nous avons déjà indiqué que la décision d'opérer le « réajustement » — un échec personnel de Mao — avait ouvert la voie à une sorte de fronde menée contre le président dans certains milieux de la bureaucratie. C'est d'ailleurs au moment même où se tenait, en 1961, la 9<sup>e</sup> session du comité central que l'historien Wu Han, maire-adjoint de Pékin, avait fait paraître une pièce de théâtre intitulée *la Destitution de Hai Jui*, traitant l'histoire d'un mandarin révoqué, à l'époque des Ming, pour avoir pris la défense des mandarins opprimés : le rapprochement s'imposait avec le cas de Peng Teh-huai, destitué lui aussi pour avoir critiqué la collectivisation et les charges qu'elle imposait aux paysans (1). C'est également à partir de 1961 que le même Wu Han commence, avec deux autres fonctionnaires du comité municipal du parti de Pékin, Teng Tuo et Liao Mo-sha, la publication irrégulière, dans *Pékin-Soir*, d'essais signés de pseudonymes et intitulés « *Chronique du village des trois* » : à travers la fiction d'historiettes villageoises, il s'agit en réalité de véritables satires politiques dirigées contre Mao Tsé-toung et tournant même en ridicule certaines de ses attitudes et de ses formules (2). Mao Tsé-toung ne pouvait pas ne pas se préoccuper de telles attaques, non seulement parce qu'elles constituaient une tentative visiblement concertée de porter atteinte à son prestige et à son autorité politique, mais aussi parce qu'elles émanaient d'hommes qui étaient les plus proches collaborateurs d'un des premiers personnages du régime, le tout-puissant Peng Chen, membre du comité permanent du bu-

(1) Daubier, *op. cit.*, pp. 51-52, Esmein, *op. cit.*, pp. 56-57.

(2) Extraits, *ibidem*, pp. 59-61 et Daubier, *op. cit.*, pp. 263-271.

reau politique, deuxième secrétaire du parti après Teng Hsiao-ping, maire de Pékin et secrétaire du comité municipal de la capitale. On peut tenir pour vraisemblable la version rapportée de Chine par Joan Robinson selon laquelle Mao aurait dès 1965 réclamé des sanctions contre Wu Han, sans pouvoir les obtenir du fait de l'opposition de Peng Chen (1). Ainsi contré au sein de l'appareil, Mao Tsé-toung va s'employer, dès ce moment, à porter en public la contre-attaque, seul moyen de contraindre les opposants à capituler ou à jeter le masque. L'actuelle version officielle de l'histoire de cette période attribue dans la préparation de cette riposte un rôle capital à son épouse Chiang Ching (2). C'est elle en effet qui se serait rendue à Chang-hai — où l'influence des adversaires de Mao était incontestablement moindre — et y aurait trouvé les deux hommes qui étaient prêts à lancer la contre-attaque en la personne de Yao Wen-yuan — qui est ou deviendra son gendre — et de Chang Chiun-chao, deux jeunes « cadres » intellectuels qui occupent des fonctions responsables dans l'appareil local et la presse du parti (3). C'est en tout cas incontestablement à l'instigation de Mao que Yao Wen-yuan publie, le 10 novembre 1965, dans le *Journal littéraire* de Chang-hai l'article dont on s'apercevra après coup qu'il donnait le coup d'envoi de la « révolution culturelle ». Cet article, *A propos de la pièce historique* : « la Destitution de Hai Jui », dénonce l'attaque politique faite par Wu Han contre Mao Tsé-toung par le biais de l'assimilation à Peng Teh-huai de son personnage sympathique, lui aussi destitué par un mauvais empereur, le mandarin Hai Jui (4).

Or les semaines qui suivent la publi-

cation de cette « bombe » démontrent combien est grande la résistance au président et de quelles protections bénéficient ceux qui ont ainsi tenté de le narguer. Plus de trois semaines s'écoulent entre la publication de l'article de Yao à Chang-hai et sa reproduction — ordinairement presque automatique — dans la presse de Pékin. Encore, en le publiant, le *Quotidien de Pékin* l'accompagne-t-il d'une note le présentant comme un élément dans une polémique d'ordre historique (5). Dans le même temps, Peng Chen et Lu Ting-yi interdisent la publication dans la presse pékinoise d'un article allant dans le même sens, rédigé par l'historien Chi Pen-yü (6), intitulé *la Nature réactionnaire de « la Destitution de Hai Jui »*.

En fait, c'est une simple bataille à retardements que peuvent livrer les protecteurs de Wu Han à partir du moment où Mao est passé à la contre-attaque et où il a montré qu'il était prêt à porter le conflit hors de l'appareil. Aussi s'efforcent-ils en même temps de désamorcer l'attaque de Yao. Teng Tuo puis Wu Han lui-même publient en décembre d'abondantes autocritiques dans lesquelles ils s'efforcent de cantonner la discussion sur un terrain purement historique et académique. Peng Chen expédie Wu Han dans une commune rurale, mais, en même temps, le blanchit de l'accusation selon laquelle il aurait cherché à établir un lien entre Peng Teh-huai et Hai Jui, ce qui est après tout l'accusation majeure (7).

(1) Joan Robinson, *op. cit.*, pp. 50-51.

(2) Chi Pen-yü, cité par Esmein, p. 66.

(3) Robinson, *op. cit.*, p. 51.

(4) Voir *La Révolution culturelle socialiste en Chine*, Pékin 1966.

(5) Daubier, *op. cit.*, p. 54.

(6) *Ibidem*, p. 55.

(7) Daubier, *op. cit.*, pp. 54-55.

Surtout, le « *groupe des cinq chargé de la révolution culturelle* », une commission du comité central qu'il préside, adopte à son instigation un « *rapport sur le débat académique actuel* » qui entérine sa version de l'affaire et réduit le débat à une simple polémique entre intellectuels (1).

Mais Mao Tsé-toung ne lâche pas prise parce que l'adversaire bat en retraite, et il ne se satisfait pas de cette reculade. Au cours d'une réunion du secrétariat, il critique vigoureusement le « *rapport des cinq* », reproche à Peng Chen d'avoir censuré l'article de Chi Pen-yü, s'en prend avec beaucoup de violence aux responsables du département de la propagande, en particulier Chou Yang et Lu Ting-yi, dénonce « *les éléments intellectuels anticommunistes* », appelle à « *libérer la jeunesse* » et menace même :

« J'appellerai à la rébellion dans les provinces, j'appellerai à l'attaque du centre » (2).

Il intervient à plusieurs reprises, à la même époque, dans le rassemblement des artistes et littérateurs des forces armées qui se tient à Chang-hai en février sous la direction de Chiang Ching (3). Dès le mois de mars, il fait diffuser dans l'armée et le parti le « *procès-verbal des causeries* » tenues lors de ce rassemblement, dans lequel il affirme vigoureusement la primauté de la politique, dénonce la « *bande noire* » qui, selon lui, sévit dans le domaine littéraire et artistique et empêche le développement de la « *ligne prolétarienne* » (4).

Libérés de la censure par son intervention personnelle, plusieurs journalistes lui apportent le renfort de leur plume dans la polémique contre Wu Han et les siens : Kuan Feng dans le *Quotidien du Peuple* du 19 mars,

Chi Pen-yü dans un article également signé de Lin Piao, dans le *Drapeau rouge* du 24 mars (5). Wu Han, Teng Tuo, Liao Mo-sha ont beau faire dans le *Quotidien de Pékin* de nouvelles autocritiques, notamment pour la « *Chronique du village des trois* », c'est une offensive de grand style qui se développe désormais au grand jour pour affirmer que l'affaire Wu Han est une affaire politique, l'expression d'une opposition à la ligne prolétarienne de Mao Tsé-toung. Le 18 avril, le *Quotidien de l'Armée*, dont Kuan Feng est rédacteur en chef adjoint, affirme que ce débat n'est qu'un aspect de la lutte qui est en train de se dérouler à l'intérieur même du parti (6). Le 10 mai, toujours dans le *Journal littéraire* de Chang-hai, Yao Wen-yuan revient à la charge sous le titre « *A propos du village des trois* » (7). Désignant Wu Han, Teng Tuo et Liao Mo-sha comme des opposants masqués, il affirme que ces trois hommes sont, depuis 1959, les alliés de fait des « *révisionnistes soviétiques* », et, allant plus loin, s'en prend au *Quotidien de Pékin* qu'il accuse d'avoir fait une « *fausse autocritique* ». Le lendemain, c'est Chi Pen-yü qui, dans le *Drapeau rouge*, pousse l'attaque avec plus de précision encore en qualifiant de « *bourgeoise* » la position de *Front* et du *Quotidien de Pékin* (8), les deux principaux organes de presse contrôlés par l'appareil de Peng Chen.

(1) Les « cinq » étaient Peng Chen, Lu Ting-yi, Chou Yang, Wou Leng-si et Kang Sheng. Il est peu vraisemblable, contrairement à ce qui sera affirmé plus tard, que le « *rapport* » en question ait été diffusé à l'insu de Mao.

(2) Esmein, *op. cit.*, p. 71.

(3) Daubier, p. 59.

(4) Esmein, *op. cit.*, p. 72.

(5) *Ibidem*, p. 73.

(6) Daubier, *op. cit.*, p. 59.

(7) *Pékin-Information*, n° 22, 30 mai 1966.

(8) Daubier, *op. cit.*, p. 60.

Ainsi, en quelques mois, l'initiative de Yao Wen-yuan, patronnée par Mao, de porter la polémique dans la presse, a finalement retourné la situation. Les hommes de Peng Chen sont en pleine déroute, et ce dernier sur la défensive. En revanche, autour de Mao Tsé-toung, qui pousse son avantage, des noms nouveaux sont apparus, non seulement celui de son épouse Chiang Ching, jusqu'alors à l'ar-

rière-plan, mais ceux de Yao Wen-yuan, Kuan Feng, Chi Pen-yü, hommes jeunes, journalistes de talent, qui seront bientôt au premier plan de la vie politique chinoise et qui sont pour le moment les porte-parole du président contre ses trop audacieux critiques en même temps — très vraisemblablement — que ses collaborateurs directs dans sa nouvelle entreprise.

## **MISE EN SCÈNE ET RÉBELLION A L'UNIVERSITÉ DE PÉKIN**

Bientôt, le conflit d'appareil qui est apparu au grand jour dans la presse va rejaillir de façon plus spectaculaire encore en explosant dans l'université la plus célèbre de la capitale, Peita, où enseignants et étudiants subissent depuis plusieurs années le joug pesant du recteur Lu Ping, l'un des hommes de confiance de Peng Chen (1). C'est sous sa pression et celle du comité municipal du parti de Pékin qu'un « *groupe de travail* » du « *mouvement pour l'éducation socialiste* », arrivé en octobre 1964, a dû quitter Peita en avril 1965 (2). Depuis juillet 1965, un certain nombre d'enseignants membres du parti, accusés, pour avoir émis des critiques au cours de cette campagne, d'être des éléments « *carriéristes* », « *droitiers* », voire « *antiparti* », sont soumis, à l'Hôtel international de Pékin, à une interminable « *session de rectification* ». Peu à peu, la majorité d'entre eux cède et accepte de prononcer son

(1) Rappelons que c'est à Peita qu'avait commencé en mai 1957 le mouvement des « *Cent Fleurs* ».

(2) V. Nee et D. Layman, « *The Cultural Revolution at Peking University* », *Monthly Review*, vol. 21, n° 3, juillet-août 1969, p. 42.

autocritique, mais un noyau dur résiste sous l'impulsion d'une assistante de philosophie, secrétaire du parti communiste de ce département, Nieh Yuan-tzu, qui critique le « *lourd appareil bureaucratique* » qui a « *divorcé d'avec le peuple* » (1). L'atmosphère, déjà pénible à Peita, devient franchement tendue après les attaques de Yao Wen-yuan contre Wu Han qui semblent rejoindre les critiques jusqu'alors étouffées de Nieh Yuan-tzu et de ses camarades contre cet autre protégé de Peng Chen qu'est Lu Ping : au début de 1966, plusieurs centaines d'étudiants et d'enseignants sont à leur tour envoyés dans des communes rurales parfois très éloignées de la capitale, aux fins de « *rectification* » (2).

Or les « *rebelles* » de Peita vont recevoir — pour eux, c'est inopiné — un encouragement qu'ils prennent pour la consécration de leur lutte. C'est en effet le 16 mai 1966 que le bureau politique, ayant, sous la pression de Mao, condamné le « *rapport des cinq* », adresse à toutes les organisations du parti une « *circulaire en dix points* ». Le texte en a peut-être été rédigé par Mao lui-même : il consacre en tout cas sa première victoire dans le combat engagé à l'autonomie précédent puisqu'il condamne expressément non seulement Wu Han, Teng Tuo et les écrivains « *frondeurs* », mais encore leurs protecteurs, et au premier chef Peng Chen lui-même. Le « *rapport des cinq* » — dont la circulaire dit qu'il a été rédigé par le seul Peng Chen, sans consultation des autres membres de la commission — est annulé et condamné pour avoir tenté de transformer un débat politique d'une importance capitale en un débat formel : ce dont il s'agit en Chine, selon le texte de la circulaire, c'est

de lutter contre Wu Han et ses semblables qu'elle définit comme « *les représentants de la bourgeoisie infiltrés dans le parti, le gouvernement, l'armée et les milieux culturels* » (3). Des décisions accompagnent en outre cette circulaire : le « *groupe des cinq* » est dissous — ce qui constitue évidemment un coup très grave pour Peng Chen — et, à sa place, est créé auprès du comité central un « *groupe central de la révolution culturelle* » que conseillent deux membres du bureau politique, Tao Chu et Kang Sheng. Le « *groupe central* » a comme président Chen Po-ta, le fidèle collaborateur personnel du président, et comme vice-président Chiang Ching elle-même. Parmi ses membres figurent notamment les deux cadres de Chang-hai déjà mentionnés, Chang chiun-chiao et Yao Wen-yuan, déjà célèbre, mais aussi l'historien Chi Pen-yü, les journalistes Kuan Feng, Lin Chieh, Wang Li, collaborateurs du *Drapeau rouge* ou du *Quotidien de l'Armée*, des hommes qui se sont déjà distingués dans la lutte contre la « *bande noire* » et qui vont tous jouer les premiers rôles dans les événements qui s'annoncent (4).

La première conséquence de la circulaire du 16 mai est un spectaculaire rebondissement de la crise à l'université Peita. Les « *hôtés* » de l'Hôtel international en ont en effet connaissance le 18 mai (5) et en tirent la conclusion que la direction du

(1) *Ibidem*, pp. 43 et 71.

(2) *Ibidem*, p. 51.

(3) Esmein, *op. cit.*, p. 75 ; Daubier, *op. cit.* p. 61 et texte pp. 271-278.

(4) Esmein, *op. cit.*, p. 161, n° 1, donne la composition officielle du G.C.R.C. quelques mois plus tard ; elle ne devait avoir guère varié depuis sa création.

(5) Nee, *op. cit.*, p. 53, dit que Nieh en a eu connaissance par ses fonctions dans le parti : on peut penser aussi à une communication directe !

parti est avec eux contre les bureaucrates qui les persécutent depuis deux ans. Nieh Yuan-tzu et six de ses camarades décident alors de rédiger — comme leurs prédécesseurs à l'époque des « *Cent Fleurs* » — une affiche « *en gros caractères* » (un *dazibao*) qui critique violemment les responsables du parti et de l'université — tous trois proches collaborateurs de Peng Chen — les accuse d'avoir tenté d'étouffer le débat politique et appelle les étudiants et les enseignants à la discussion franche et ouverte, la libre critique des responsables, la « *mobilisation de masse* » pour combattre les révisionnistes au sein du parti. Elle est placardée le 25 mai (1). La première réaction des étudiants est « *la stupeur et un silence total* » (2). Le recteur Lu Ping se déchaîne aussitôt, accuse les sept signataires d'être des « *renégats* », « *antiparti* », complices de Teng Tuo, membres de la « *bande noire* » ; plusieurs d'entre eux sont maltraités, dont Nieh, accusée d'être « *le chef des droitiers* » (3). Les sept bénéficient-ils réellement, comme ils l'affirmeront plus tard, de la sympathie de l'écrasante majorité des étudiants ? Pour le moment, en tout cas, ils apparaissent comme complètement isolés, et les manifestations de solidarité avec eux sont plus que rares, si grande est la peur qu'inspirent à tous Lu Ping et ses gens (4).

Rien pourtant n'a été laissé au hasard. Nieh et ses compagnons n'ont pas agi seuls, et il semble bien qu'ils aient été depuis quelques jours au moins en liaison avec Chen Po-ta (5). Après un bref intervalle, peut-être ménagé par Mao pour faire se découvrir ceux qu'il veut abattre, il téléphone le 1<sup>er</sup> juin à Kang Sheng pour lui demander de faire radiodiffuser le *dazibao* de Nieh sur-le-champ et

de le communiquer à toute la presse. Depuis la circulaire du 16 mai, les événements ont marché vite dans l'appareil, et le plus important, encore inconnu du public, a été la révocation des responsables de la propagande, Chou Yang et Lu Ting-yü. A Peita, tout va très vite : le soir même se tient un meeting où Nieh Yuan-tzu prend la parole et « *rallie* » cette fois l'écrasante majorité des étudiants présents (6). Dès le lendemain, le mouvement de critique qui s'exprime dans les *dazibao*, désormais placé sous la protection du président Mao, s'étend dans les autres universités. C'est le 2 juin enfin que parvient à Peita la grande nouvelle. Peng Chen — dont le nom n'est toujours pas prononcé — et ses proches collaborateurs sont éliminés du comité municipal du parti de Pékin dont Li Hsueh-feng et Wu Teh deviennent respectivement premier et deuxième secrétaire, et Lu Ping est révoqué. Les comités de rédaction de *Pékin-Soir* et du *Quotidien de Pékin* sont entièrement remaniés, la publication de *Front* est suspendue (7). Cette élimination des bureaucrates de Pékin, de l'Université, du département de la propagande a pour les jeunes gens de Peita une significa-

(1) *Pékin-Information* n° 37, 12 septembre 1966. On peut noter le délai écoulé depuis qu'ils ont eu connaissance de la circulaire. Le 25 mai est celui de la révocation des principaux partisans de Peng Chen.

(2) Nee, *op. cit.*, p. 55.

(3) *Ibidem*, pp. 56-57.

(4) Le fait que les protecteurs de Lu Ping aient été révoqués ce jour même laisse ouverte l'hypothèse d'une mise en scène destinée à « *rendre plus vraie* » la rébellion de Nieh et des autres.

(5) S'il n'en avait pas été ainsi, l'affichage de leur *dazibao* aurait constitué une forme de suicide.

(6) Nee, *op. cit.*, p. 57.

(7) *Ibidem* et Daubier, *op. cit.*, p. 64.

tion profonde. Ce sont, sur le campus, une « explosion de joie » et, dans les jours qui suivent, une fébrile activité de dénonciations et de critiques de responsables ainsi que de réjouissances publiques, accrue encore par le retour en masse de nombre des victimes de l'ère Lu Ping, étudiants chassés ou enseignants révoqués les années précédentes (1).

Rien n'est pourtant encore définitivement réglé, et la masse étudiante va bientôt devoir déchanter. Le 7 juillet, en effet, arrive sur le campus un « groupe de travail » pour la « révolution culturelle », envoyé par le nouveau comité municipal, qui ne semble pas partager les sentiments de la majorité des étudiants. Quarante-huit heures après, il fait fermer les portes et contrôler les entrées et sorties, soumet étudiants et enseignants à des enquêtes serrées qui ressemblent à une nouvelle « chasse aux droitiers et contre-révolutionnaires », invite à arracher les affiches et à mettre un terme aux réunions et aux affichages (2). Le groupe de travail de Peita, dirigé par Chang Chenghsien, et celui de Chinghua, dirigé par Wang Kuang-mei — la femme de Liu-Shao-chi — reprennent contre les étudiants et enseignants critiques, et, sous prétexte de traquer la « bande noire », les méthodes même de la « bande noire ». La masse, cette fois, regimbe ; proteste contre l'« éloignement » de Lu Ping qu'elle considère comme une tentative pour le protéger : un groupe réussit à le retrouver, le ramène de force à Peita où il est soumis dans un meeting, à son tour, à une sévère séance de « rectification ». Le « groupe de travail » condamne cette initiative comme « contre-révolutionnaire » et entame des poursuites contre ses responsables (3). Plusieurs étudiants sont

arrêtés — dont Kuei Ta-fu, le chef de file de l'opposition à Chinghua — et de nombreux autres menacés : c'est la période que l'on appellera bientôt « les cinquante jours de terreur blanche » (4).

La résistance des étudiants s'organise cependant peu à peu. Le 12 juillet est placardée une affiche mettant le « groupe de travail » en accusation, condamnant ses méthodes. Le 18, Nieh Yuan-tzu et ses amis réussissent à retourner la situation dans un meeting, à faire approuver, et leurs accusations contre Lu Ping, et le meeting de « rectification » auquel il avait été soumis (5). On peut penser que le conflit violent est inévitable entre le groupe de Nieh et le « groupe de travail ». Or il est déjà réglé. Mao, revenu à Pékin le même jour, s'en est immédiatement pris à l'activité des « groupes de travail ». Le 22 juillet, arrive à Peita une commission d'enquête du « groupe central de la révolution culturelle » : à sa tête, Chiang Ching, Kang Sheng, Chen Po-ta en personne commencent par une lecture attentive des *dazibao*, puis interrogent et écoutent. Le 26, ils publient leurs conclusions : le « groupe de travail » est dissous, les étudiants sont invités à formuler librement leurs critiques et à préparer l'élection par tous de « comités de la révolution culturelle » qui prendront en main la direction de la campagne (6). La joie explose de nouveau et les *dazibao* reflorissent. Les étudiants se lancent frénétiquement dans des discussions où les préoccupations péda-

(1) Nee, *op. cit.*, p. 60. Cependant, aucun des opposants de gauche de 1957 ne reparait.

(2) *Ibidem*, pp. 61-62.

(3) *Ibidem*, pp. 60-64.

(4) *Ibidem*.

(5) *Ibidem*, p. 64.

(6) *Ibidem*, pp. 65-67.

gogiques tiennent — le fait est à noter — autant de place sans doute que la discussion et la « *rectification* » politiques.

Le débat ne va pas rester confiné à l'intérieur de l'université. D'abord, parce que les événements de Peita ont eu un immense écho dans la jeunesse, et qu'ils déclenchent, en contrecoup, un mouvement semblable de critiques par *dazibao* et de meetings de discussion dans de nombreux lycées et même dans certaines entreprises industrielles ou agricoles (1). Ensuite parce que la bataille au sein de l'appareil est entrée dans une phase nouvelle. Maître de la propagande par l'élimination de Chou Yang, assuré de l'obéissance de l'armée par la révocation de Lo Jui-ching, Mao Tsé-toung est désormais en mesure d'exploiter à fond ses premiers avantages. Après des mois d'efforts, au cours desquels il a dû recourir à plusieurs reprises à des pressions de l'extérieur sur ses compagnons réticents, il se décide à frapper un coup décisif à la session du comité central du P.C. dont toutes les chroniques officielles ou officieuses s'accordent à souligner que sa 11<sup>e</sup> session fut « *convoquée et dirigée* » par lui. Les circonstances de cette convocation sont pourtant loin d'avoir été aujourd'hui totalement éclaircies. Il semble que le secrétariat ait envisagé de réunir le comité central sans la présence de Mao, mais que Teng Hsiao-ping ait reculé au dernier moment. Il est également possible, comme on l'a dit, que certains des adversaires déclarés du président aient été empêchés de participer aux délibérations du comité central, et il est certain qu'en revanche les membres du G.C.R.C. et des représentants des étudiants y ont été invités (2). Mao avouera plus tard

qu'il n'a obtenu, au cours de cette réunion, qu'une « *faible majorité* » (3). C'est lui qui donne pour tant le ton, avec son célèbre *dazibao* personnel, placardé le 5 août sous le titre significatif de « *Feu sur le quartier général !* » (4).

Le comité central entérine sa politique dans des conditions et avec des nuances que nous ignorons : lutte contre les dirigeants « *révisionnistes* » par « *bombardement* (figuré) du quartier général », mobilisation sur ordre des étudiants pour « *bombarder* » — en d'autres termes, pour critiquer sans crainte — les responsables, si haut placés soient-ils. Le 18 août, le président reçoit les organisations étudiantes qu'on connaîtra bientôt sous le nom de *gardes rouges* et leur met au bras un brassard rouge (5). La mobilisation, au service de son combat dans l'appareil, des lycéens et des étudiants constitue, bien évidemment, une rupture avec les règles du jeu bureaucratique, même avec l'« *aval* » du comité central, puisque celles-ci interdisent de porter les débats à la base ou à l'extérieur. Mais sans doute Mao Tsé-toung estime-t-il que c'est là, pour lui, l'unique moyen d'obtenir une victoire réelle et durable, sans crainte de la voir annihiler en quelques semaines par la résistance passive et

(1) Joan Robinson, *op. cit.*, p. 125. mentionne une usine d'outillage de Pékin, où un « *groupe de travail* » répond aux ouvriers que la « *révolution culturelle concerne les universités et non l'industrie* ». La biographie de Kouo Kia-hong (*Pékin-Information*, n° 13, 27 mars 1967) raconte un « *soulèvement* » dans une plantation horticole, le 15 juin, qui valut aux héros quatre mois de prison.

(2) Daubier, *op. cit.*, p. 85.

(3) *Ibidem*, p. 290.

(4) *Pékin-Information*, n° 33, 14 août 1967, p. 5.

(5) Daubier, *op. cit.*, p. 90.

l'inertie de l'appareil que contrôlent ses adversaires.

Le risque est sans doute grand, pas aussi important pourtant qu'on pourrait le croire au premier abord : les jeunes gens que Mao Tsé-toung appelle à descendre dans la rue pour diffuser et imposer sa « *pensée* » ont été élevés dans son culte, et ne peuvent qu'accueillir avec enthousiasme cette consigne de critiquer les autorités en toute immunité, avec par-

dessus le marché la caution du « *guide suprême* ». Et, après tout, en 1957, le régime avait montré qu'il était capable de venir à bout sans trop de mal, lors des « *Cent Fleurs* », d'une opposition étudiante lorsqu'elle risquait de devenir par trop inquiétante. L'histoire, pourtant, ne se renouvellera pas et franchira cette fois un pas supplémentaire, car la mobilisation de la jeunesse ira plus loin qu'il n'avait été prévu.

### **UNE MOBILISATION CONTROLÉE : LES GARDES ROUGES**

Pas plus que l'attaque de Yao Wen-yuan contre Wu Han ou celle de Nieh Yuan-tzu contre Lu Ping n'ont été des initiatives individuelles, la formation des *gardes rouges* n'a été spontanée. Là encore, c'est la fraction maoïste de l'appareil, appuyée sur le G.C.R.C. créé et dirigé par elle, disposant des moyens du département de la propagande, qui déclenche ce mouvement de masse de la jeunesse étudiante et lycéenne, une mobilisation initialement étroitement contrôlée. Elle a cependant utilisé à cette fin des groupes existant antérieurement au mois d'août, et notamment les noyaux qui, dans les universités, avaient tenu tête aux « *groupes de travail* ».

Tirant le bilan de la première phase de la « *révolution culturelle* », la 11<sup>e</sup> session du comité central avait défini l'adversaire par cette formule qui allait devenir rituelle : « *les cadres, qui, bien que du parti, se sont engagés dans la voie de la restauration du capitalisme* », en abrégé les *Zou Zi Paï*. Bien qu'il fût évident que le président de la république, Liu Shao-chi, et le premier secrétaire, Teng

Hsiao-ping, avaient au moins favorisé la résistance opposée à Mao, aucun des deux hommes n'était désigné, et la masse du parti ignorait encore l'existence, au sommet, d'un « *conflit entre deux lignes* » : il est même possible que cette formule ait été formellement adoptée par le comité central à titre de compromis et que Tao Chu, le nouveau responsable à la propagande, en ait été, sinon l'instigateur, du moins l'homme qui en était, dans l'application, le garant (1). La « *décision en seize points* » prenait, d'ailleurs, soin de circonscrire à l'avance le champ d'action des épurateurs en distinguant soigneusement entre les « *cadres* », et en soulignant que 5 % d'entre eux seulement pouvaient être considérés comme des *Zou Zi Paï* (2). La « *décision en seize points* » appelait, contre les *Zou Zi Paï*, à « *mobiliser les masses* », mais, à cette étape, cette mobilisation se limitait aux étudiants et lycéens, la jeunesse universitaire à qui était accordée, selon la formule d'Esmein, « *la protection nécessaire contre les poursuites de l'appareil et contre les représailles* » (3). Le fait nouveau était qu'elle leur confiait en quelque sorte officiellement un rôle politique : selon Chou En-lai, les étudiants devenaient « *organes de critique* » (4), et Jean Esmein note que « *les étudiants seuls avaient le privilège de sortir de leur milieu socio-politique, l'Université, pour critiquer les comités du parti et de l'administration* » (5). Il semble que, là encore, les dirigeants de la fraction maoïste ne prennent de risques que calculés. D'une part, le moyen est bon de tenter de gagner la confiance d'une partie de la jeunesse, violemment hostile aux bureaucrates, même si elle l'a jusqu'ici soigneusement dissimulé. D'autre part, la liberté politique ainsi accordée à la jeunesse universitaire

ne comportait pas les risques qu'elle aurait comportés si elle l'avait été aux travailleurs des entreprises industrielles et des mines : la « *mobilisation des masses* » demeurerait ainsi limitée, et plus aisément contrôlable. Malgré ces précautions, les risques étaient cependant, comme le montrera la suite des événements, considérables. La liberté d'organisation, la liberté de presse octroyées aux étudiants, le droit de manifestation qu'ils s'arrogent avec beaucoup de logique vont être très visibles et constituer aux yeux des autres couches de la population un bien très enviable. Ils constituent, en outre, une arme susceptible d'être retournée contre ceux qui ont été les premiers à vouloir s'en servir. On verra bientôt apparaître des *gardes rouges* qui sont prêts à « *critiquer* » ceux-là même qui leur ont donné l'autorisation de critiquer, d'autres dont les objectifs ne sont pas de critiquer, mais de défendre les *Zou Zi Paï*. D'autres couches de la population, au premier chef les travailleurs, réclameront les mêmes droits que les étudiants ; la « *critique* » étudiante, enfin, suscitera, de la part des cadres visés et de ceux qui craignent de l'être, de redoutables réactions.

Les premiers *gardes rouges* ont leur origine dans les groupes semi-clandestins formés au temps de la « *terreur blanche* » ; le mouvement se généralise au lendemain de la 11<sup>e</sup> session du C.C. et c'est alors que les foules de lycéens et d'étudiants font irruption dans la rue. Contrairement

(1) Telle est en gros l'interprétation proposée par J. Daubier du rôle de Tao Chu (*op. cit.*, pp. 103 et 120).

(2) Texte *ibidem*, pp. 279-289.

(3) Esmein, *op. cit.*, p. 120.

(4) *Ibidem*, p. 122.

(5) *Ibidem*, p. 126.

à ce qui a été souvent affirmé, ils n'ont pas d'uniforme à proprement parler et se distinguent seulement par le port de brassards rouges. Ils sont généralement très jeunes, et nombre d'entre eux n'ont pas plus de douze ans. Leur apparition brutale correspond à une nécessité d'action psychologique, bien analysée par Jean Daubier : leurs actions et manifestations spectaculaires avaient pour but de démontrer à tous que les forces bourgeois demeuraient très puissantes et que la lutte de classe continuait contre elles :

« Brusquement donc, et avec toute la puissance qui est sienne, l'appareil de propagande du parti braqua ses projecteurs sur les *gardes rouges* de Pékin qui, sortant des écoles, se répandirent dans les villes » (1).

Les dégâts initiaux furent bien moins considérables que ce qu'on l'a écrit en Occident : tout avait été prévu, et leurs actions demeurèrent d'abord dans les limites prévues. On avait fermé les musées pour protéger les trésors artistiques authentiques et des « *expositions* » soigneusement agencées montrèrent aux foules le butin, lui aussi sélectionné, des jeunes révolutionnaires (2).

Dans une deuxième phase, les *gardes rouges* reçurent une mission plus proprement politique, celle de « *stimuler le dépistage et la critique des cadres engagés dans la voie capitaliste* » (3) ; en d'autres termes, de généraliser le développement de la critique et le débusquage de ceux des cadres qui s'y opposaient. Là non plus, rien ne fut négligé dans l'organisation de cette immense pérégrination de *gardes rouges* de Pékin vers toutes les parties de la Chine et de province vers la capitale : déplacements organisés par l'armée, hébergement par elle de centaines de mil-

liers de jeunes, diffusion massive du « *petit livre rouge* », propagande acharnée pour la marche à pied et orchestration sans fin du thème de la « *Longue Marche* », vastes rassemblements à grands spectacles, chants, gongs et cymbales (4). Tout convergeait pour que l'élimination de la direction du parti des adversaires de la fraction de Mao apparaisse comme le résultat d'une mobilisation des masses de la jeunesse, de l'enthousiasme des « *successeurs* ».

Pourtant les libertés d'association, de manifestation, de presse constituaient en elles-mêmes un facteur de modification du rapport des forces. Bien sûr, un bureau de presse dépendant du G.C.R.C. alimentait en dépêches et textes la multitude des « *journaux rouges* » (5). Mais chacun d'eux avait sa physionomie, ses animateurs, ses nuances par rapport à la « *ligne* », sinon sa ligne propre, et bientôt la polémique fit rage entre eux, aussi bien que contre la multitude des cadres en qui ils découvraient les agents du révisionnisme ou des « *nouveaux seigneurs* » à abattre. Bientôt vont apparaître entre eux les linéaments de conflits politiques qui correspondent à la bataille en train de se livrer au sein de l'appareil, mais parfois en débordent les limites tracées d'avance.

À l'université Chinghua, le « *comité préparatoire* » pour le « *quartier général prolétarien des gardes rouges* » est pris en main, dès le mois d'août, par quelques étudiants qui sont des enfants de hauts dignitaires visés par la campagne contre les *Zou*

(1) Daubier, *op. cit.*, p. 87.

(2) *Ibidem.*

(3) *Ibidem.*, p. 88.

(4) *Ibidem.*, pp. 89-90.

(5) Esmein, *op. cit.*, p. 139.

*Zi Päi* : Liu Tao, fille du président Liu Shao-chi, Ho Peng-fei, fils du maréchal Ho Lung (1). Il est clair que se prépare, à travers l'organisation même des *gardes rouges*, le même type d'opération qui avait permis à l'appareil de faire prévaloir ses vues contre les critiques aussi bien à travers le « *groupe des cinq* » que par les « *groupes de travail* ». La grande majorité des premières organisations de *gardes rouges* semble avoir été dans l'ensemble très disciplinée et d'une audace bien moindre que les étudiants de 1957 : les premières fédérations de *gardes rouges*, étroitement contrôlées par Tao Chu, conseiller du G.C.R.C. et membre du bureau politique, s'abstiennent de toute attaque contre les dirigeants des *Zou Zi Päi*, et notamment contre Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping que le comité central n'a pas désignés comme cible (2).

Mais ce cours modéré se heurte désormais à une opposition étudiante réelle. A Chinghua, l'étudiant Kuai Ta-fu, emprisonné à l'époque de la « *terreur blanche* », s'en prend au comité préparatoire qu'il dénonce dans une « *lettre ouverte* » (3). D'autres critiques de gauche apparaissent dont certains connaîtront pendant un certain temps une réelle popularité, et qu'inspirent peut-être les thèmes — voisins des leurs — de la critique de 1957 : ce sont Tan Li-fu, dont les recueils de citations seront largement vendus, et qui n'hésite pas à s'en prendre à Chiang Ching, Chen Po-ta, Lin Piao, ce sont Yi Lin et Ti Hsi, auteurs d'une lettre ouverte critiquant Lin Piao pour avoir dit que Mao était plus grand que Marx, Engels et Lénine (4). Ces jeunes gens au franc-parler très rude, qu'appuient des organisations comme le *Ching kangshan* de Pékin, formé d'enfants de paysans

pauvres, sont dangereux : traités de « *trotskyistes* », ils seront bientôt éliminés à la fois par l'intervention de la sécurité publique et le développement d'organisations de masse qui reprennent leur langage « *de gauche* » et bénéficient de l'appui officiel.

C'est en effet à l'instigation de la fraction de l'appareil qu'inspire le G.C.R.C., sur les conseils de Chen Po-ta, Chiang Ching, Kang Sheng, c'est-à-dire avec l'appui de Mao, que se constitue au début de septembre le « *3<sup>e</sup> quartier général des gardes rouges* », qui regroupe les organisations les plus combattives et les plus acharnées dans la dénonciation des « *groupes de travail* » et de leurs protecteurs (5) : les *gardes rouges* de Chinghua — animés par Tan Hou-lan et que Kuai Ta-fu rallie après une auto-critique —, ceux de Peita avec Nieh Yuan-tzu, ceux de l'institut d'aéronautique avec Han Ai-chin et Lin Tou-tou, la fille de Lin Piao, ceux des instituts de géologie, du théâtre, du cinéma, ces deux derniers vraisemblablement inspirés par Chiang Chin (6). L'axe politique du « *3<sup>e</sup> quartier général* » est la dénonciation de l'activité passée des « *groupes de travail* », ce qui ne peut signifier, dans les conditions de l'époque, que la préparation de l'offensive contre les deux principaux adversaires de Mao au sommet de l'appareil, Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping. Au début d'octobre, l'éditorial du *Drapeau rouge* consacré à la « *lutte entre deux lignes au sein du parti* » leur apporte à la fois le feu vert et la consécration officielle qu'ils sont bien dans

(1) *Ibidem*, p. 117.

(2) *Ibidem*, p. 114.

(3) Esmein, *op. cit.*, p. 118.

(4) *Ibidem*, pp. 118 et 147.

(5) Daubier, *op. cit.*, p. 114.

(6) Daubier, *op. cit.*, pp. 114-116.

la ligne de la « *pensée de Mao Tsé-toung* ». Quelques jours après, à Chinghua, sont placardées les premières affiches de *gardes rouges* mettant nommément en cause Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping.

La contre-attaque ne se fait pas attendre. C'est à la même époque, dans les premiers jours d'octobre, et peut-être dans la salle même où se réunit le bureau politique à Chungnanhai, qu'est fondé le « *comité d'action unie des gardes rouges des écoles secondaires* » que dirige Li Li-feng, fils du dignitaire Li Ching-chuan, et dont les premiers éléments sont recrutés dans les écoles spéciales pour les enfants de cadres (1), déjà organisés depuis septembre dans le régiment « 9.15 » : ce « *Liangdong* » se fixe comme premier objectif la lutte contre le « 3<sup>e</sup> quartier général » qu'il accuse d'être « *révisionniste* » et « *antimaoïstes* ». Prenant à la lettre la formule de Tao Chu, conseiller du G.C.R.C., de « *critiquer tout le monde sauf Mao* », il s'en prendra aussi bien à Chiang Ching et à Chen Po-ta qu'au G.C.R.C. lui-même, à la « *ligne erronée* » du *Drapeau rouge*, et même à Lin Piao qu'il va jusqu'à qualifier de « *nouveau Khrouchtchev* » (2). Sur les pratiques ultérieures de ce groupe, Jean Daubier, dont les sympathies vont aux *gardes rouges* authentifiés comme maoïstes, écrit :

« Spécialistes du maniement des barres de fer et des chaînes de vélo, ces jeunes gens acquièrent vite une sinistre réputation (...). Ils étaient coutumiers de sauvages équipées nocturnes » (3).

Ce n'est pourtant qu'à la mi-décembre que le *Drapeau rouge* (4) dénoncera dans les groupes comme le *Liangdong* des instruments de la fraction de Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping, admettant ainsi que les deux clans de

l'appareil continuent à s'affronter par *gardes rouges* interposés, sous la fiction de la défense de la « *pensée de Mao Tsé-toung* » et de la « *lutte contre les Zou Zi Paï* ». A cette date, un élément nouveau est intervenu : c'est sur le modèle des *gardes rouges* que s'est constituée à Pékin, dans le courant d'octobre, dans l'usine métallurgique N° 1, une « *organisation de masse* » d'ouvriers, l'*Armée des travailleurs rouges* (5), qui constitue, avec le *Liangdong*, la base de masse des défenseurs du clan liouiste et s'appuie tant sur l'influence de l'appareil syndical officiel que sur les réticences et même les craintes que provoquent en milieu ouvrier les interventions turbulentes et parfois intempestives des *gardes rouges*. Irrésistiblement, et que ses initiateurs l'aient ou non voulu, la « *révolution culturelle* » est en train de gagner les usines dans lesquelles se poursuit le combat entre fractions de l'appareil dans des conditions qui rendent possible l'initiative ouvrière, et en particulier l'expression des revendications de classe et la conquête de la liberté d'organisation. Tout se passe comme si l'Histoire, à défaut de Mao Tsé-toung, avait entendu la voix de Lin Hsi-ling lorsqu'elle avait, en 1957, réclamé que la critique et la discussion ne demeurent pas par ordre confinées dans les couches supérieures de la bureaucratie et l'intelligentsia, et lorsqu'elle s'était écriée :

« Que les masses les plus larges discutent, puis réalisent la synthèse des opinions qu'elles auront émises » (6).

(A suivre.)

(1) Esmein, *op. cit.*, p. 140.

(2) Daubier, *op. cit.*, pp. 116-118.

(3) *Ibidem*, p. 118.

(4) Dans son numéro du 15 décembre.

(5) Daubier, *op. cit.*, p. 124.

(6) *Quotidien du Peuple*, 30 juin 1957.

# L'itinéraire politique de Georges LUKACS

[Deuxième partie]

par Balazs NAGY

Dans l'article précédent (1) j'ai essayé de suivre l'évolution de Lukacs jusqu'à son entrée dans le parti communiste de Hongrie. Cette évolution a été marquée essentiellement par une assimilation livresque des théories et problèmes sociaux, donc par une rup-

ture entre la théorie et la pratique, ainsi que par une attitude profondément étrangère au prolétariat, au mouvement ouvrier en général. Ces traits fondamentaux du jeune Lukacs continueront à le caractériser.

## DANS LA RÉVOLUTION HONGROISE DE 1918-1919

Cette révolution imprime une nouvelle orientation à la vie et à la pensée de Lukacs, bien qu'il conserve sous sa nouvelle peau « *communiste* » ses principales caractéristiques formées auparavant dans l'école des « *avortons posthumes de la philosophie classique allemande* ».

A la fin du mois d'octobre 1918, la révolution éclate en Hongrie. Mais la classe ouvrière, n'ayant qu'un parti

social-démocrate qui entre dans le gouvernement dirigé par la bourgeoisie libérale, est incapable de prendre le pouvoir. Lukacs, qui rejette le bolchevisme à l'aide des considérations de la morale bourgeoise (2), reste d'abord dans les rangs des intellectuels dits progressistes. Avec son ami Karl Mannheim, il adhère au Conseil national, organe suprême du pouvoir de la bourgeoisie, le 29 octobre. Les

(1) Voir *La Vérité*, n° 548, juin 1970.

(2) *Ibidem*.

positions de cette intelligentsia sur toute une série de problèmes politiques sont toujours à la remorque de la bourgeoisie. Ainsi, par exemple, dans la question nationale, elle s'aligne sur la politique « défensiste » de la bourgeoisie au nom de l'intégrité territoriale de l'ancienne Hongrie.

Mais déjà avant la révolution, et surtout depuis Octobre 1917, une lutte de plus en plus intense se développe pour la formation d'un parti révolutionnaire, contre la social-démocratie réformiste. Elle s'amplifie dès les premiers jours de la révolution, unissant les socialistes de gauche, rompant avec la social-démocratie ; les jeunes intellectuels antimilitaristes les plus conséquents et le noyau qui a adhéré au parti bolchevique dans la Révolution de 1917 rentrent au pays au mois de novembre. Après plusieurs tentatives plus ou moins isolées, la fondation du parti communiste de Hongrie est proclamée le 23 novembre 1918.

C'est ce combat pour la constitution de l'avant-garde organisée du prolétariat qui détermine le processus de différenciation politique au sein des intellectuels progressistes. Et ce fort courant vers un parti révolutionnaire exprimant la montée révolutionnaire de la classe ouvrière emporte aussi Lukacs dans le nouveau parti. Quelques semaines après sa condamnation du bolchevisme, Lukacs adhère à ce parti, qui, appliquant la tactique des bolcheviks, gagne rapidement la confiance d'importants secteurs ouvriers. La tension monte entre les masses laborieuses et le gouvernement. La révolution s'avance. Effrayée, la bourgeoisie contre-attaque à l'échelle internationale. Au mois de janvier, l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht marque la volonté du capital d'enrayer coûte

que coûte le développement de la révolution. Le 20 février 1919, la bourgeoisie hongroise à son tour, aidée, comme en Allemagne, par la social-démocratie, déclenche, elle aussi, son offensive. Après une campagne de provocations, elle interdit le parti communiste et arrête les membres de son comité central. Mais telles sont les conditions du jeune parti à peine formé et inexpérimenté que l'intellectuel Lukacs, hier encore anticommuniste, est élu au second comité central mis immédiatement en place.

Il rédige le premier tract annonçant la formation du second C.C. et qui devrait donner des directives claires aux masses. Pour caractériser ce tract, il suffit d'indiquer qu'il n'appelle à aucune lutte, ne dégage aucune perspective et encore moins une forme d'action contre l'interdiction du parti et contre le gouvernement. Terriblement abstrait, il y fourmille de déclarations du genre de celle-ci :

« Les grands poètes, vrais connaisseurs de l'âme humaine, ont souvent démontré de quoi des gens sont capables afin de se libérer des tourments de la mauvaise conscience ; comment ils s'embrouillent dans l'inextricable fouillis des mensonges qu'ils se profèrent à eux-mêmes et aux autres, comment ils sombrent dans le bourbier des plus terribles crimes afin de faire taire les remontrances de leur mauvaise conscience. Si les gens réussissent à se faire croire que celui qu'ils haïssent, car il incarne leur propre mauvaise conscience, ne représente pas le principe dans lequel celle-ci s'incarne ; s'ils réussissent à se faire croire qu'il s'agit d'une toute autre chose, que sa propre trahison et lâcheté n'est qu'une défense légitime contre la méchanceté de l'autre — alors le but, en apparence, est atteint. Mais en apparence seulement, pour de courtes minutes. Car on ne peut pas faire disparaître du monde la vérité... Car ce que la force humaine peut accomplir dans l'histoire n'est pas plus que la prise

de conscience de la nécessité de l'histoire mondiale. C'est cette nécessité que nous avons reconnue... Contre cela tout est vain : la vérité est en route, et les poursuites contre ceux qui l'annoncent ne font qu'accélérer son arrivée » (1).

Et continue ainsi ce langage abracadabrant. La révolution est en danger. Lukacs, dont la conscience élastique l'amènera à soutenir et à justifier les crimes de Staline, n'a qu'une pensée : affirmer ses états d'âme d'intellectuel petit-bourgeois à la recherche éperdue des normes de la morale abstraite. A travers cet exemple, tous les militants peuvent se faire une idée exacte de l'abîme qui toujours séparera Lukacs du mouvement ouvrier. Il est donc facilement compréhensible que la croissance du parti dans la révolution, l'affermissement de son influence ne sont pas dus au travail d'un tel « dirigeant », mais à celui des militants et autres dirigeants du parti qui ont conduit la lutte, à cette période encore, sur la ligne du bolchevisme.

Le « dirigeant » Lukacs, lui, est obsédé par ses problèmes moraux. Avec une différence cependant. Membre du parti, il pose ses problèmes éthiques du point de vue du communisme « pur », mais toujours en tant que problèmes de « l'Individu ». Pendant la révolution, son occupation principale consiste à rédiger une brochure : *Tactique et éthique*, où il écrit entre autres :

« La lutte des classes du prolétariat n'est pas seulement une lutte des classes... mais elle est un moyen pour la libération de l'humanité... Tout compromis obscurcit exactement ce côté de la lutte, et pour cette raison... il est fatal par rapport à ce vrai but final. »

Et il arrive à cette conclusion, après avoir posé la question question :

« Quelle considération morale peut provoquer la décision de l'individu pour que la nécessaire conscience philosophique de l'histoire devienne en lui une correcte action politique, à savoir la composante d'une volonté collective ? » (2).

Il est facile de voir que, immédiatement entré dans le parti, Lukacs évolue vers le gauchisme à travers un anarchisme individualiste et soi-disant éthique.

Il n'est pas possible de traiter, ici, tous les problèmes fondamentaux de la république des conseils, pourtant riche d'enseignements. Il importe cependant de définir l'attitude de Lukacs par rapport au problème central, celui du parti.

La prise du pouvoir par le prolétariat était la conséquence de la totale incapacité de la bourgeoisie à satisfaire les revendications démocratiques. Bien plus, le gouvernement bourgeois reculait devant l'ultimatum des puissances impérialistes. Son extrême faiblesse se révéla par le fait que, devant cet ultimatum, il céda le pouvoir sans combat au prolétariat. Mais les sociaux-démocrates, placés devant la nécessité de prendre le pouvoir, se tournaient vers les communistes. Lâchant l'extrême droite de leur parti, ils demandaient aux communistes de prendre avec eux le pouvoir, à condition d'unifier les deux partis. Bela Kun, qui dirigeait les négociations d'unification, en a dressé les conditions les résumant dans le programme de la dictature du prolétariat, sans poser aucune condition relative au

(1) Cité par Tibor Hadju : *la Révolution démocratique bourgeoise de Hongrie en 1918*. Budapest, 1968, p. 317. Je dois souligner que la traduction de ce tract est absolument exacte ! — B.N.

(2) Georg Lukacs, *Werke*, Band. 2. Geschichte und Klassenbewusstsein. Neuwied und Berlin. Luchterhand Verlag, 1968, p. 48.

parti, et cela sans consulter même la direction du parti communiste. Alors qu'il existait cependant une assez forte tendance au sein du parti, animée par Rudas (l'un des dirigeants de l'opposition combattant dans le parti social-démocrate depuis 1903, et l'un des fondateurs du P.C.), qui s'y opposait, voulant plutôt une coalition des deux partis (1). Or l'unification menée d'une manière putschiste par Bela Kun a mis le parti devant le fait accompli et l'a dissous entièrement dans le marais social-démocrate. Mais, dès les premiers jours de la dictature, les rapports entre les sociaux-démocrates et les communistes vis-à-vis des problèmes essentiels de la dictature commençaient à se détériorer, posant la nécessité d'un regroupement autonome des communistes. Dans les discussions, les militants devaient reconnaître de plus en plus la nécessité de se séparer des réformistes et des centristes. Chaque conflit avec ces derniers autour d'un problème développait la lutte pour constituer un parti authentiquement communiste.

A partir du début du mois de mai, lorsque, devant le nouvel ultimatum des puissances impérialistes et leur attaque militaire (les troupes ennemies se trouvaient à 30 kilomètres de la capitale), les sociaux-démocrates exigèrent la démission de la dictature, Bela Kun lui-même commença à comprendre l'immense erreur commise par une unification sans principe. Mobilisant le prolétariat pour la défense de la dictature, il a alors commencé à entreprendre la clarification du problème du parti, bien que d'une manière inconséquente.

Mais, alors que les communistes cherchaient les formes et les moyens de se séparer des réformistes et des cen-

tristes en bâtissant une tendance, puis une organisation communiste, le nouveau-venu Lukacs devenait le porte-parole d'une tendance liquidatrice. Ce « *philosophe idéaliste* », comme Bela Kun le qualifiait en 1932 (2), représentait la tendance de ceux qui affirmaient que la fusion des deux partis signifiait l'unité du prolétariat et que, par conséquent, celui-ci n'a plus besoin d'aucun parti. Dans le quatrième chapitre de *Tactique et éthique* déjà cité, et intitulé « *Parti et classe* », Lukacs développait cette « *théorie* » de parti. Faisant de la dialectique une abstraction, il affirmait que, dans le capitalisme, la contradiction dialectique se trouve entre, d'une part, l'action de la classe et, d'autre part, celle du parti. Mais opposant ainsi, d'une manière mécanique, le parti au prolétariat, il arrivait nécessairement à la conclusion que la solution de cette contradiction est la dictature du prolétariat, où le parti devient donc superflu.

C'était d'ailleurs l'opinion d'une partie des gauchistes du K.A.P.D. allemand que Lénine stigmatisait dans *la Maladie infantile du communisme*. D'une telle opposition mécaniste du parti au prolétariat, que l'on peut évidemment couvrir de phrases sur la dialectique, peut résulter aussi l'erreur inverse, à savoir la substitution du parti à l'action des masses. Cette inversion de la même erreur sera l'attitude de Lukacs plus tard, et surtout après 1924, lors de son adaptation définitive à la bureaucratie nais-

(1) Voir L. Rudas : *Abenteurer und Liquidatorum. Die Politik Bela Kun und die Krise der K.P.U.* Wien, 1922, p. 279.

(2) Voir Bela Kun : *la République hongroise des Conseils*. Budapest, en français, 1962, p. 415.

sante et triomphante. Victor Serge notera dans ses *Mémoires* qu'à cette époque (1924-25) Lukacs exigeait par exemple que l'histoire soit écrite par les seuls membres du comité central du parti. Dans le premier cas comme dans le second, on retrouve l'incapacité organique de Lukacs à saisir la relation dialectique entre le parti et la classe. Il s'agit d'une rupture de l'unité dialectique du parti et de la classe où l'unité cède la place à l'identification ou, inversement, à une opposition rigide et mécanique, mais où l'interaction de ces contraires, leurs interdépendance et conditionnement réciproques sont totalement absentes.

La source théorique de ces deux attitudes, opportunisme liquidateur et gauchisme ultimatiste, est l'idéalisme qui constitue la base de leur parenté organique. Cet idéalisme consiste à détacher la dialectique de son essence matérielle, en l'occurrence du mouvement ouvrier, en en faisant une philosophie en soi, prête à découvrir des « contradictions » ou de la « totalité » n'importe où. Ce sera la démarche générale de *Histoire et conscience de classe*.

Mais revenons encore en 1919, et d'abord à ce « *Parti et classe* ». Pour le liquidateur Lukacs, l'unification des deux partis est d'importance historique, car la dictature du prolétariat est ainsi possible — ce qui rend superflue l'organisation de tout parti. Et cela est d'autant plus nécessaire que, selon Lukacs, le parti, dans le capitalisme, est corrompu puisqu'il est obligé de lutter sur le terrain même de la société bourgeoise. Pour le P.C., continue Lukacs, ce n'est pas un sacrifice que de « *renoncer à son organisation de parti, car son entière existence était bâtie sur la négation des anciennes formes du parti* ». Dans

cette démarche il est facile de reconnaître le mélange d'un gauchisme avec son parent naturel, l'opportunisme. Mais Lukacs va encore plus loin.

Il élève au niveau d'une vertu universelle l'immense faute des communistes hongrois de ne pas avoir poursuivi jusqu'au bout la lutte contre le réformisme et le centrisme. Pour lui, le combat des bolcheviks contre les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires était une « *lutte fratricide* » bien regrettable. Et, contrairement à la révolution russe, la « *révolution hongroise a montré que cette révolution est possible sans une lutte fratricide des prolétaires* ».

Là, il va beaucoup plus loin que Bela Kun dans l'opportunisme, identifiant le prolétariat avec sa représentation officielle, qu'elle soit réformiste, centriste ou — plus tard — stalinienne.

C'est la première tentative de sa part de renier, bien que très prudemment encore, l'universalité de l'enseignement de la Révolution russe, et cela dans le sens de l'opportunisme.

Ce liquidateur, qui est devenu vice-commissaire du peuple à l'éducation nationale et aux affaires culturelles, ne prend aucune part aux discussions et aux luttes les plus importantes qui agitent les communistes aux prises avec les réformistes, les centristes et leurs propres erreurs. Alors que de sévères luttes se déroulent autour des problèmes vitaux de la dictature du prolétariat : telles la défense de la dictature et les affaires militaires ou la politique agraire, autrement dit l'alliance du prolétariat avec la paysannerie, on ne trouve pas son nom, même dans la lutte ultérieure menée, vers la fin de la république des conseils, par les communistes pour un nouveau parti communiste. En

somme, dans toutes ces questions, Lukacs était un suiviste opportuniste qui s'occupait surtout de l'organisation des rapports avec les écrivains et les artistes, et de la culture en général.

Le seul domaine où il apparaît comme dirigeant politique est l'organisation de la jeunesse, étant donné que celle-ci était rattachée au commissariat à l'éducation nationale. Déjà, ce fait montre l'incompréhension de tous les dirigeants quant à la politique révolutionnaire à mener dans les rangs de la jeunesse. Mais cela convient bien à Lukacs. Sa conception à l'égard de la jeunesse apparaît dans le discours qu'il prononce au congrès des Jeunes communistes, en juin 1919. Ce discours est entièrement conçu dans un esprit liquidateur. Lukacs y explique la nécessité pour la jeunesse de comprendre le « *changement de fonction* » du combat. Car — dit-il — « *la lutte pour la culture, l'éducation de soi, l'étude doivent former le centre du travail de la jeunesse ouvrière* ». Il ne met pas en avant cette éducation à la manière de Lénine qui a donné comme but aux J.C., certes, l'étude du communisme, mais, par là même précisément, dans et par la lutte. Au lieu de cela, Lukacs appelle à l'étude « *pure* », car la lutte politique et économique a, selon lui, cessé avec la prise du pouvoir.

Même plus tard, en 1921, quand le parti en émigration publie le discours de Lénine au III<sup>e</sup> Congrès des J.C., dans sa préface Lukacs écrit :

« Dans son profond et monumental discours le camarade Lénine met au premier plan l'étude, comme la principale tâche de la jeunesse ouvrière

après la conquête du pouvoir... L'étude dont parle Lénine sera le nouveau front de la lutte des classes. Afin d'y arriver, nous devons traverser des combats difficiles. Et il est connu pour tous que la tâche de la jeunesse ouvrière est d'occuper la première place de l'avant-garde de la révolution. »

De nouveau, Lukacs sépare mécaniquement l'étude — après la prise du pouvoir — de la lutte — avant la révolution.

Dans une lutte armée à mort contre l'intervention des impérialistes et au milieu des difficultés de toutes sortes, Lukacs ne se prononce pas sur les problèmes vitaux de la révolution. Ses préoccupations théoriques en sont entièrement détachées. Au mois de mars, il écrit *Qu'est-ce que le marxisme orthodoxe ?* et au mois de juin *le Changement de fonction du matérialisme historique*. Ces deux études seront, légèrement modifiées, parties constitutives de son livre, paru en 1923, *Histoire et conscience de classe*. Je reviens plus loin à l'analyse de ce livre. Retenons cependant que ces études, qui brillent par leur caractère abstrait, ont été écrites au milieu d'un combat acharné de la révolution où, comme nous l'avons évoqué, tous les problèmes fondamentaux du parti révolutionnaire et de la dictature du prolétariat ont été posés.

Que Lukacs eût été un organisateur capable de la vie culturelle, ou bien un utopiste (comme il l'écrit lui-même en 1967), n'a qu'une importance secondaire. Ce qui compte ici c'est de démontrer que l'aurole fabriquée ultérieurement autour de la tête de Lukacs, « *dirigeant marxiste* » de la dictature du prolétariat, n'est qu'une légende mensongère.

## **LE COMBAT DE L'I.C. POUR LA FORMATION DES PARTIS COMMUNISTES ET LA POSITION DE LUKACS**

Après la chute de la république des conseils en Hongrie, Lukacs arrive à Vienne avec d'autres dirigeants de la dictature. La réorganisation du parti commence dans des conditions difficiles et en pleine confusion. Après la défaite et l'écroulement des illusions, et dans l'isolement de l'interne-ment, beaucoup de militants ont perdu espoir. Parmi les communistes mêmes sont apparus des « *chercheurs de dieu* », des tolstoïens, des mystiques de toute sorte. Dans une telle confusion, Lukacs devenait tout naturellement l'un des dirigeants du parti en pleine réorganisation. La base politique de cette réorganisation était fournie par la brochure de Bela Kun : *De révolution en révolution*, parue au mois de janvier 1920 à Vienne (1).

Dans cette brochure, Bela Kun commence à ne pas reconnaître la défaite subie par la classe ouvrière hongroise :

« Même si les ouvriers de Hongrie ont perdu (*la république*)... ils ne l'ont perdue que du point de vue de la lutte des classes internationale. »

Et il fixe comme tâche immédiate à préparer ni plus ni moins que la prise du pouvoir :

« La tâche historique la plus proche de la classe ouvrière est la conquête du pouvoir de l'Etat. »

Puis, il en arrive à ces conclusions. D'une part, que :

« La terreur blanche et la démocratie... ne sont, en fin de compte, pas des obstacles, mais des stimulateurs de l'élargissement et de l'approfondissement du mouvement ouvrier révolutionnaire. »

D'autre part, il refuse d'utiliser le cadre de la légalité, car il y a

(1) En français dans le volume cité de Bela Kun.

« ... impossibilité et inutilité d'un mouvement ouvrier opérant dans le cadre de la légalité. »

Selon lui, il faut se préparer à la conquête immédiate du pouvoir.

« Mener cependant cela à bien n'est point l'affaire de toute la classe ouvrière... mais de l'élite révolutionnaire de cette classe (qui) organisera les troupes d'élite de la lutte des classes révolutionnaire et galvanisera les masses plus ou moins indifférentes. »

Comme on le voit, les gauchistes d'aujourd'hui n'ont rien inventé.

Ce gauchisme n'était pas le lot des seuls communistes hongrois. Il a sévi dans toute l'Europe. L'Internationale communiste avait créé deux bureaux : l'un, au début de 1920, à Amsterdam pour les pays occidentaux, l'autre, en septembre 1919, à Vienne pour l'Europe Sud-Est. Or ces deux bureaux étaient entre les mains des gauchistes : le premier dirigé par les tribunistes hollandais Pannekoek, Gorter, Roland-Holst, le second par les émigrés hongrois Bela Kun, Pogany-Pepper, Varga et Lukacs. Ces deux centres ont fortement contribué à renforcer le gauchisme déjà fort en Allemagne avec le parti scissionniste K.A.P.D., en Italie avec Bordiga et son groupe, en Angleterre avec Sylvia Pankhurst, etc. Il est intéressant de relever ici que Lukacs avait été déjà influencé pendant la guerre par la gauchiste hollandaise Roland-Holst, poétesse dont le socialisme fut largement empreint de considérations morales et éthiques. La revue du bureau de l'Europe Sud-Est à Vienne, *Kommunismus*, était le foyer du gauchisme, ayant des rapports particuliers avec le bureau d'Amsterdam.

La III<sup>e</sup> Internationale, en même temps qu'elle combattait l'opportunisme dans les nouveaux partis, devait attaquer son pendant, le gauchisme.

Non pas par une seule action, mais depuis sa création pendant toute la période des quatre premiers congrès. L'attention principale de l'Internationale, surtout de ses véritables dirigeants, Lénine et Trotsky, était centrée sur l'explication et l'éducation du jeune mouvement communiste, sur la nécessité de gagner les forces décisives du prolétariat et donc sur les méthodes et des moyens d'y parvenir. Au mois d'avril 1920, le comité exécutif de l'Internationale dissout le bureau d'Amsterdam dont la charge est transférée à Berlin. Au mois de juin de la même année, Lénine ouvre le feu en publiant son livre fondamental : la *Maladie infantile du communisme*. Et, le 12 juin, il adresse une lettre à la revue *Kommunismus*, qui critique ouvertement Bela Kun et Lukacs (1). Sa critique est particulièrement acérée contre Lukacs dont l'article dépasse même, en fait de gauchisme, celui de Bela Kun. Lénine constate, d'abord, que la revue « publie l'article du camarade G.L. intitulé « Sur la question du parlementarisme », que la rédaction désigne comme article de discussion avec lequel elle refuse (heureusement) de se solidariser.

Voici ce qu'on trouve, entre autres, dans cet article :

« Le Parlement est le plus ancien instrument de la bourgeoisie, il ne peut donc être qu'une arme défensive du prolétariat. »

Ou encore :

« L'admission de l'activité parlementaire signifie ainsi pour tous les partis communistes la conscience et l'aveu que la révolution est inconcevable dans un avenir plus ou moins rapproché » (2).

(1) Lénine, *Œuvres*, vol. 31, Budapest 1951, pp. 160-162.

(2) Georg Lukacs, *Werke, op. cit.*, p. 97.

Et Lukacs couronne ce gauchisme par l'affirmation que « *là où un conseil ouvrier est possible, le parlementarisme est superflu* » (1).

On retrouve dans ces élucubrations les « *arguments* » de la majorité gauchiste du congrès de fondation du parti communiste allemand, en décembre 1918, qui, malgré l'avis de Rosa Luxembourg par exemple, se prononçait contre la participation aux élections au parlement.

Et voici le passage de la lettre de Lénine sur cet article du Lukacs :

« L'article de Georges Lukacs (2) est très gauchiste et très mauvais. Dans cet article le marxisme est purement nominal ; la distinction entre la tactique « *défensive* » et « *offensive* » est fantaisiste ; il n'analyse pas concrètement les situations historiques exactement données ; il ne prend pas en considération la tâche la plus essentielle (celle qu'il faut conquérir et il faut apprendre à conquérir tous les domaines de travail et les institutions où la bourgeoisie exerce son influence sur les masses, etc.). »

C'est une critique impitoyable. Le ton de Lénine est très dur, différent de celui qu'il emploie contre l'article de Bela Kun, bien qu'il ne fasse aucune concession, non plus, à ce dernier. Et dans ces courtes phrases de Lénine, il y a toute la caractérisation de Lukacs. Rien d'étonnant que, dans cette lettre, Lénine exclue Lukacs des rangs des marxistes, car son « *marxisme* » n'est que nominal, et il en restera ainsi pour toute sa vie ultérieure. C'est dans l'esprit de la lutte contre le gauchisme que le comité exécutif prépare le II<sup>e</sup> congrès de l'Internationale, tenu du 17 juillet au 7 août 1920. Le congrès est principalement consacré à la consolidation des nouveaux partis et, dans ce cadre, à la lutte menée à la fois contre l'opportunisme et le gauchisme. Mais le fait

qu'il dirige le feu contre les séquelles du réformisme (par exemple, par les 21 conditions d'admission) ne doit pas faire oublier le combat mené contre le gauchisme. A cet effet, le congrès souligne que la tâche principale est de gagner la majorité du prolétariat contre les réformistes et les centristes en mettant l'accent sur l'importance décisive, de ce point de vue, du travail dans les syndicats et de la participation au parlement.

Pendant la session du congrès a paru la *Réponse à Lénine* de Hermann Gorter, porte-parole des gauchistes hollandais et allemands (3). Gorter y conteste la validité des expériences des bolcheviks pour les pays occidentaux plus développés, refusant le travail dans les syndicats et l'utilisation du parlement, se fondant uniquement sur l'action et l'éducation d'une organisation « *pure* » par rapport au prolétariat inféodé à l'idéologie bourgeoise et réformiste. C'est à peine s'il ne taxe pas Lénine et les bolcheviks de paysans arriérés qui, selon lui, sont en quête des masses. L'Internationale communiste doit intensifier sa lutte contre le gauchisme. D'autant plus que l'imminence de la révolution, traduite, entre autres, par l'avance de l'Armée rouge sur Varsovie (les délégués du II<sup>e</sup> congrès la suivent avec enthousiasme sur une carte) semble justifier les gauchistes. Parmi les délégués, Bela Kun fait l'écho le plus grand à la conception de Gorter.

Au mois de novembre, il y a une session élargie du comité exécutif où

(1) *Ibidem*, p. 104.

(2) Lénine ne cite que les initiales : G. L.

(3) Herman Gorter, *Réponse à Lénine sur « la Maladie infantile du communisme »*, Librairie ouvrière, Paris, 1930, p. 112. Réimpression.

Gorter personnellement défend sa position. Ce n'est pas Lénine mais Trotsky qui lui répond. Critiquant la conception d'ensemble de Gorter, il voit sa source dans « *la peur des masses* » qui le fait parler « *d'une façon si arrogante de la Troisième Internationale en quête des masses... (car) il manque de confiance en la base matérielle de la révolution — la classe ouvrière.* »

Trotsky pose la question :

« Que propose le camarade Gorter ? Qu'est-ce qu'il veut ? De la propagande ! C'est la substance de toute sa méthode. La révolution, dit le camarade Gorter, est déterminée non par des privations ni par les conditions économiques, mais par la conscience des masses ; tandis que la conscience des masses, à son tour, est formée par la propagande. La propagande est prise ici dans un sens purement idéaliste. »

Et Trotsky continue :

« Que voulez-vous maintenant ajouter en remplaçant le développement dynamique de l'Internationale par les méthodes du recrutement individuel des ouvriers à travers la propagande ? Vous voulez une sorte de pure Internationale des élus et des sélectionnés, mais précisément votre propre expérience hollandaise aurait dû vous suggérer qu'une telle approche conduit à l'éruption des divergences les plus aiguës de l'opinion au sein de l'organisation la mieux sélectionnée. »

Trotsky ne lâche pas prise :

« Selon lui (*Gorter*), nous devons recommencer, partir de nouveau de la tête, à savoir avec des groupes sélectionnés qui, séparés et à l'écart des anciennes formes d'organisation, porteront la vérité immaculée au prolétariat, le purifiant de tout préjugé bourgeois et, finalement, le faire beau pour la révolution prolétarienne. J'ai déjà dit que l'arrogance idéaliste de ce type est le revers du plus profond scepticisme. »

« Le rapport entre le parti et la classe est fixé, selon Gorter — *continue*

*Trotsky* —, par une interrelation purement pédagogique entre une petite société de propagande et le prolétariat infecté par l'embourgeoisement. Mais, précisément, dans une organisation de cette sorte, organisation où règne la peur des masses, où il n'y a pas de confiance dans les masses, où les membres sont recrutés individuellement à travers la propagande, où les activités sont conduites non pas sur la base du combat de classe mais sur celle de l'éclaircissement idéaliste — c'est précisément au sein de telles organisations que les dirigeants sont destinés à jouer un rôle disproportionné » (1).

Il fallait longuement citer cette réponse de Trotsky à Gorter, car elle démonte tout le mécanisme de l'attitude gauchiste. Analyse qui est pleinement valable et applicable à la majorité du groupe des communistes hongrois résidant à Vienne avec Bela Kun et Lukacs. Déjà, avant la session du comité exécutif, et immédiatement après le II<sup>e</sup> congrès de l'Internationale, une conférence des communistes hongrois s'est réunie à Moscou avec 3 000 participants. Elle n'arrivait pas à régler son sort au gauchisme, mais une partie des dirigeants, déjà soupçonneux quant à la justesse de la position de Bela Kun et de Pogany-Pepper, tels Landler et Rudas, avaient entamé la lutte pour corriger ces erreurs. La lutte des deux fractions éclatait dès le début de l'année 1921. Elle prit une forme virulente après la malheureuse « *action de mars* » en Allemagne, cette « *bêtise de Bela Kun* » comme la qualifiait Lénine. Il faut s'arrêter à un moment à cet épisode afin de mieux saisir la conception de Lénine et de Trotsky ainsi que la signification de la lutte

(1) Trotsky, *The First Five Years of the Communist International*. New York, Pioneer Publishers, 1945, vol. 1, pp. 137-152.

fractionnelle dans le parti hongrois et la position de Lukacs.

Au mois de mars 1921, Bela Kun, en tant qu'émissaire de Zinoviev en Allemagne, a joué un rôle prépondérant dans le déclenchement de l'« *action de mars* » qui a entraîné les ouvriers révolutionnaires dans une lutte insurrectionnelle, sans que les communistes aient pu arracher la majorité aux réformistes et aux centristes. Les leçons de l'« *action de mars* » ont clairement démontré la vanité du gauchisme, sa négligence à l'égard des masses du prolétariat, son abandon criminel de la recherche des voies et des moyens de la conquête de la majorité de la classe, majorité qui suivait encore les réformistes et les centristes. Beaucoup plus tard, dans l'*Internationale Communiste après Lénine*, Trotsky écrit sur l'« *action de mars* » :

« ... Le parti communiste allemand fait une tentative pour utiliser le reflux et abattre d'un coup l'Etat bourgeois... Il se trouve, cependant, que, pour vaincre, la résolution de la direction et le mécontentement des masses ne suffisaient pas ; il fallait toute une série d'autres conditions, et d'abord une liaison étroite entre la direction et les masses, la confiance des masses dans la direction. Cette condition manquait. »

Il aurait fallu marcher

« ... vers la conquête du pouvoir par la conquête préalable des masses dans leur vie quotidienne et dans leur lutte » (1).

Tout autre est l'opinion de Lukacs qui, cependant, à la suite de la lettre sévère de Lénine et du II<sup>e</sup> congrès de l'Internationale, se hâte de se séparer de Bela Kun et adhère à la fraction dirigée par Landler et Rudas dans le P.C. hongrois.

Dans son article *Questions organisationnelles de l'initiative révolutionnaire*, il écrit :

« Il n'est pas correct de dire que l'action du parti communiste allemand était fautive, étant donné qu'elle n'était pas saisie par la masse du prolétariat et pour cette raison le parti était conduit de nouveau à l'isolement... La grande faiblesse de l'action de mars (non pas dans son "idée" mais plutôt dans son application) réside plutôt en ceci qu'elle n'était pas saisie rapidement et suffisamment par l'avant-garde révolutionnaire elle-même » (2).

La contradiction est évidente entre l'opinion de Lénine et de Trotsky et celle des gauchistes. Alors que Trotsky met l'accent sur la nécessité de gagner politiquement la majorité du prolétariat, pour Lukacs, l'essentiel est la compréhension par une avant-garde de la nécessité de livrer l'assaut du pouvoir. Et on peut mettre là, le doigt sur la divergence fondamentale. De la situation révolutionnaire, les gauchistes, tombant dans un objectivisme mécanique, concluent à la victoire inévitable du parti révolutionnaire grâce à sa détermination et à sa propagande. Alors que Lénine et Trotsky insistent sur le fait que la victoire révolutionnaire est l'œuvre de la majorité du prolétariat à condition que le parti révolutionnaire conquière cette majorité par des moyens politiques et non pas par la simple propagande.

Dans ces conditions, le III<sup>e</sup> congrès de l'Internationale, du 22 juin au 12 juillet 1921, accentue la lutte contre le gauchisme, contre l'incompréhension des jeunes partis à l'égard de la lutte pour gagner politiquement les

(1) Editions P.U.F., 1969, vol. I, p. 186.

(2) Georg Lukacs, *Werke, op. cit.*, pp. 148-149.

masses laborieuses. Le congrès généralise l'expérience de la lutte contre le gauchisme en faisant un pas en avant important avec l'élaboration de la stratégie du Front unique du prolétariat, comme méthode de la conquête des masses dans les conditions où la majorité de celles-ci suit encore les directions réformistes et centristes. Contre la majorité gauchiste du congrès, dont l'un des porte-parole était Bela Kun, avec l'Allemand Thaelmann, Lénine et Trotsky dirigent un combat implacable pour faire adopter le Front unique. Finalement, la majorité du congrès vote pour la ligne de Lénine et de Trotsky. Et dans la *Thèse sur la tactique* l'Internationale déclare :

« Dès le premier jour de sa fondation, l'Internationale communiste s'est donné pour but, clairement et sans équivoque, non pas de former de petites sectes communistes cherchant à exercer leur influence sur les masses ouvrières uniquement par l'agitation et la propagande, mais de prendre part à la lutte des masses ouvrières, de guider cette lutte dans le sens communiste et de constituer dans le processus du combat de grands partis communistes révolutionnaires » (1).

On peut constater sans exagération que la bataille contre le gauchisme — et en particulier pour que les jeunes partis, au lieu de conclure mécaniquement d'une situation objectivement révolutionnaire à la victoire de la révolution et du parti, aillent à la conquête des masses — fut l'une des plus grandes que l'Internationale, dirigée par Lénine et Trotsky, ait conduites. Bien entendu, prévenant l'opportunisme, cet autre tare des jeunes partis, Lénine et Trotsky ne parlaient pas de la conquête des masses à tout prix. Comme Trotsky le précisa plus tard dans *l'Internationale communiste après Lénine* (2) le « ...III<sup>e</sup> Congrès ne disait

*pas simplement : vers les masses, mais : vers le pouvoir par la conquête préalable des masses. »*

Au cours des quatre premiers congrès de l'Internationale, le combat pour faire assimiler cette ligne a pris une forme de plus en plus élaborée et généralisée. Le II<sup>e</sup> congrès a souligné l'importance du travail parmi les masses, dans les syndicats, et l'utilisation du parlement. Le III<sup>e</sup> congrès a élaboré et adopté la stratégie du Front unique. Et il faut ajouter toute de suite que le IV<sup>e</sup> congrès votera une résolution sur la tâche d'élaborer un programme de transition de l'Internationale.

Dans cette résolution on peut lire :

« Les fondements théoriques de toutes les revendications transitoires et partielles doivent être formulés dans le programme général. Le IV<sup>e</sup> congrès se prononce tout aussi résolument contre la tentative de représenter l'introduction de revendications transitoires dans le programme comme de l'opportunisme que contre toute tentative d'atténuer ou de remplacer les objectifs révolutionnaires fondamentaux par des revendications partielles » (3).

Cette résolution du IV<sup>e</sup> congrès devait être enterrée par la suite, et n'être réalisée que par Léon Trotsky, élaborant le *Programme de transition* de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938, qui est, de ce point de vue aussi, la suite des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste.

Mais revenons à la bataille au temps du III<sup>e</sup> congrès. Déjà, durant ce

(1) Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste, 1919-1923. Paris. Bibliothèque communiste, 1945, p. 95. Réimpression.

(2) Vol. I, p. 190.

(3) Manifestes, thèses et résolution..., *op. cit.*, p. 165.

congrès, Trotsky écrit un article dans la *Pravda* où il caractérise le gauchisme et la revue *Kommunismus* de la façon suivante :

« Une conception purement mécanique de la révolution prolétarienne — laquelle procède du seul fait que l'économie capitaliste continue à décliner — a conduit certains groupes de camarades à construire des théories qui sont foncièrement fausses : la théorie fausse d'une minorité ayant l'initiative et qui, par son héroïsme, secoue "le mur de la passivité universelle" parmi le prolétariat. La fausse théorie des offensives ininterrompues dirigées par l'avant-garde prolétarienne, comme une "nouvelle méthode" du combat ; la fausse théorie des batailles partielles menées par l'application des méthodes de l'insurrection armée. Et ainsi de suite. L'expression la plus claire de cette tendance est la revue viennoise *Kommunismus*. Il est absolument évident que des théories tactiques de cette sorte n'ont rien de commun avec le marxisme. »

Et Trotsky continue devant le congrès de l'Internationale de la jeunesse, le 14 juillet 1921 :

« Vous êtes probablement au courant qu'on a avancé la prétendue théorie de l'offensive. Quelle est l'essence de cette théorie ? C'est que nous sommes entrés dans l'époque de la décomposition de la société capitaliste ; autrement dit, l'époque où la bourgeoisie doit être renversée. Comment ? Par l'offensive de la classe ouvrière. Sous cette forme purement abstraite, c'est naturellement correct. Mais certains individus ont cherché à convertir ce capital théorique en un plus petit numéraire de monnaie et ils ont déclaré que cette offensive consiste en un nombre successif de plus petites offensives. Ainsi surgit la théorie dont la plus pure expression est la revue viennoise *Kommunismus* — la théorie de l'offensive en raison du caractère révolutionnaire de l'époque » (1).

La lutte des fractions, surtout après le III<sup>e</sup> congrès de l'Internationale, faisait rage dans le parti hongrois, empêchant son travail. Au mois d'août

1921, l'Internationale devait intervenir. Le comité exécutif, après avoir convoqué les représentants des deux fractions, vota une résolution conforme à celle du III<sup>e</sup> congrès, puis désigna un comité central provisoire de cinq membres, dont 3 de la tendance Bela Kun et 2 de celle de Landler, prescrivant au parti la lutte pour l'application de la résolution sur la base du centralisme démocratique. Or, dès l'automne, la lutte des fractions se développait allant jusqu'à la formation d'une opposition qui reniait la direction de Bela Kun et fondait son propre journal. Son point de vue était développé dans le livre déjà cité de Rudas, paru en janvier 1922.

Si, pendant un premier temps, comme réaction à leur opportunisme par rapport au problème du parti en 1919, les communistes hongrois étaient tombés dans l'erreur inverse du gauchisme, la lutte de l'Internationale devait permettre le dégagement d'un courant contre l'aventurisme gauchiste incorrigible de Bela Kun et de Pogany-Pepper. Mais le livre de Rudas et l'évolution ultérieure du parti démontrent que même cette fraction n'a pas compris le fond du problème.

Bela Kun et sa fraction s'orientaient vers la construction, dans un avenir immédiat, d'un parti communiste de masse, entraînant des secteurs entiers de travailleurs dans des actions offensives et aboutissant à l'arrestation massive des organisateurs du parti, leur imposant en même temps une tactique qui les faisait exclure des syndicats. Rudas dénonçait violemment cette tactique liquidatrice et aventurière. Il préconisait avec la

(1) Trotsky, *The First Five Years*, op. cit., vol. I, pp. 296 et 303.

fraction Landler le maintien de noyaux illégaux des groupes communistes agissant dans les syndicats et entrant dans le parti social-démocrate légal où, précisément, une forte opposition commençait à se former. Il est hors de doute que cette conception, prise abstraitement, était correcte.

Mais l'argumentation de cette fraction est encore typiquement gauchiste, d'une autre manière. Elle justifie sa tactique proposée par le fait que, en Hongrie, après la défaite, il n'y a pas une situation immédiatement révolutionnaire, et que la terreur impose l'illégalité du parti. Ce qui signifie que pour cette fraction le mot d'ordre de la « conquête des masses » ainsi que le Front unique ne sont valables que dans une situation dite défensive, au moment du reflux de la révolution. C'est exactement la position de Gorter qui, dans sa brochure, déclare que le travail dans les syndicats, l'utilisation du parlement et l'entrée dans les partis ouvriers légaux se justifient uniquement dans les conditions de l'illégalité du parti révolutionnaire (1). En somme, ce gauchisme particulier considère que la « base matérielle de la révolution » n'est pas « la classe ouvrière », comme disait Trotsky, mais la situation objective portant le parti révolutionnaire, quasi obligatoirement, à la tête des masses. Cela explique que la fraction Landler-Rudas condamne le gauchisme de Bela Kun en Hongrie, tout en l'approuvant en Allemagne par exemple. Dans l'« action de mars », elle ne critique que le comportement irréfléchi de Bela Kun, sur un plan pour ainsi dire « psychologique ».

Mais il y a autre chose encore : dans cette conception s'affirme la position de Lukacs, qui établit une opposition rigide et mécanique entre tactique

« offensive » et tactique « défensive », que Lénine dénonçait, ainsi qu'entre légalité et illégalité. Et cette opposition rigide relève de l'opportunisme dans la mesure où elle interdit au parti l'utilisation de toute possibilité de travail légal, son apparition en tant que tel avec son programme, laissant ce terrain aux courants et organisations réformistes et centristes.

Il y a donc une contradiction mécanique entre le programme historique du parti — caché aux travailleurs, — et son programme pour les revendications immédiates. Les deux fractions se fondent donc, en dernière analyse, sur des conceptions mécaniquement opposées, vacillant ainsi entre l'ultra-gauchisme et l'opportunisme. Le fond de l'affaire réside en ce qu'aucune de ces fractions n'a compris que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », et donc que la véritable tâche du parti consiste à les amener de leur situation et de leurs revendications immédiates à l'accomplissement de la révolution. Cette opposition ne sera jamais résolue par les P.C., car elle ne trouvera sa solution que dans le *Programme de Transition* de la IV<sup>e</sup> Internationale élaboré par Léon Trotsky, programme qui constitue ce pont nécessaire par lequel les travailleurs trouvent la voie, à partir de leur situation et de leurs revendications immédiates, vers l'accomplissement de la révolution. Or le Front unique n'est que l'expression organisationnelle de ce chemin, car les travailleurs sont divisés par les appareils ennemis. Par conséquent, c'est aussi la méthode de la construction des véritables partis communistes, ayant la confiance des masses.

(1) Voir sa brochure, *op. cit.*, p. 85.

Pour cette raison, c'est la stratégie de la révolution où l'opposition mécanique entre tactique offensive et tactique défensive n'a aucun sens.

Il est important de souligner que ces problèmes constituent le fond de l'évolution de Lukacs. Il est plus exact de dire : ils motivent son retour en arrière, vers ce personnage antirévolutionnaire qu'il a toujours été. En 1922, sa conclusion définitive n'est pas encore tirée. Mais le fait que pour lui le programme révolu-

tionnaire s'applique seulement à une situation immédiatement révolutionnaire, qui est pour lui quelque chose d'« objectif », indique déjà sa « solution » personnelle qui sera l'abandon de tout programme révolutionnaire, lorsque la « situation objective » ne sera plus — comme il l'affirmera — révolutionnaire. Sa véritable nature est exprimée dans les études diverses qu'il publie, en 1923, dans son livre *Histoire et conscience de classe*.

(A suivre.)

Abonnement couplé

**INFORMATIONS OUVRIERES**  
**JEUNE REVOLUTIONNAIRE**

Au prix exceptionnel de 40 F

Il est offert un abonnement couplé d'UN AN  
à « **INFORMATIONS OUVRIERES** » (48 numéros)  
à « **JEUNE REVOLUTIONNAIRE** » (10 numéros)

Versement au C.C.P. I.O. 21.831.73 - Paris

Rédaction - Administration	<b>ABONNEMENTS</b>	
Correspondance :		
« <b>INFORMATIONS OUVRIERES</b> »	3 mois (12 n <sup>os</sup> ) .....	11 F
39, rue du Faubourg-du-Temple	6 mois (24 n <sup>os</sup> ) .....	20 F
PARIS-10 <sup>e</sup>	1 an (48 n <sup>os</sup> ) .....	38 F
C.C.P. 21.831-73 Paris	Etranger (1 an) .....	50 F

# Le premier congrès de la ligue des communistes (\*)

## DOCUMENT II

### PROJET DE STATUTS

(Impression lithographique d'un manuscrit de quatre pages numérotées, d'une écriture inconnue.)

## S T A T U T S

### LA LIGUE DES COMMUNISTES

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* (1)

#### Section I

#### LA LIGUE

ARTICLE PREMIER. — La Ligue a pour objet l'émancipation des hommes de leur esclavage par la diffusion de la théorie de la communauté des biens et l'introduction pratique le plus tôt possible de celle-ci.

ART. 2. — La Ligue se divise en *communes* et en *cercles*, à la tête desquels se trouve placé comme pouvoir exécutif le *Bureau central*.

ART. 3. — De quiconque veut entrer dans la Ligue, il est requis :

- a) Un comportement viril ;
  - b) De n'avoir commis aucune action déshonorante ;
  - c) La reconnaissance des principes de la Ligue ;
  - d) Des moyens d'existence connus ;
  - e) De n'appartenir à aucune association politique ou nationale ;
  - f) D'être admis à l'unanimité dans une commune
- et
- g) Sa parole d'honnête homme d'agir avec fidélité et de garder le silence.

ART. 4. — Tous les membres de la Ligue sont égaux et frères et se doivent comme tels aide dans toute situation.

ART. 5. — Tous les membres portent des pseudonymes dans la Ligue.

(\*) Voir dans le précédent numéro de *la Vérité* (n° 550) la *présentation* et le premier de ces documents récemment retrouvés et inédits en français.

## Section II

### LA COMMUNE

ART. 6. — Une commune est composée d'au moins trois et d'au plus douze membres. On prévient le dépassement de ce nombre par la division de la commune.

ART. 7. — Toute commune élit un président et un président adjoint. Le président dirige les séances ; l'adjoint gère la caisse dans laquelle sont versées les cotisations des membres.

ART. 8. — Les membres des communes doivent s'employer activement à développer la Ligue en y attirant des hommes de valeur et toujours essayer de faire en sorte que l'on se guide d'après les principes et non d'après telle ou telle personne.

ART. 9. — L'admission de nouveaux membres se fait par l'intermédiaire du président de la commune et du membre qui a amené à la Ligue le candidat à l'admission.

ART. 10. — Les communes sont inconnues les unes aux autres et portent des noms distinctifs qu'elles choisissent elles-mêmes.

## Section III

### LE CERCLE

ART. 11. — Un cercle comporte au moins deux et au plus dix communes.

ART. 12. — Les présidents et présidents adjoints des communes forment le bureau du cercle. Ils élisent d'entre leurs rangs un président.

ART. 13. — Le bureau du cercle est le pouvoir exécutif pour toutes les communes du cercle.

ART. 14. — Des communes isolées doivent, ou bien se joindre à un bureau de cercle déjà existant, ou former avec d'autres communes isolées un nouveau cercle.

## Section IV

### LE BUREAU CENTRAL

ART. 15. — Le Bureau central est le pouvoir exécutif de la Ligue tout entière.

ART. 16. — Il se compose d'au moins cinq membres, et est élu par le bureau de cercle de la localité où il doit avoir son siège.

## Section V

### LE CONGRÈS

ART. 17. — Le congrès est le pouvoir législatif de la Ligue.

ART. 18. — Tout cercle y envoie un délégué.

ART. 19. — Un congrès a lieu chaque année au mois d'août. Le Bureau central a le droit, dans des cas importants, de convoquer un congrès extraordinaire.

ART. 20. — Le congrès détermine chaque fois le lieu où le Bureau central devra avoir son siège pour l'année suivante.

ART. 21. — Toutes les résolutions du congrès ayant force de loi seront soumises aux communes pour être acceptées ou rejetées.

ART. 22. — En tant que pouvoir exécutif de la Ligue, le Bureau central doit rendre compte au congrès de la manière dont il a rempli son mandat ; il siège donc au congrès, mais sans voix délibérative.

## Section VI

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 23. — Quiconque agit de manière indigne d'un honnête homme ou contre les principes de la Ligue sera, selon les circonstances, écarté ou expulsé de la Ligue. L'expulsion exclut la réadmission.

ART. 24. — Les membres qui commettraient des crimes sont jugés par le bureau de cercle qui veille à l'exécution du jugement.

ART. 25. — Toute commune doit surveiller de la façon la plus stricte ceux qui ont été écartés ou expulsés ; elle doit observer avec soin le comportement des individus suspects de son entourage, et informer immédiatement le bureau de cercle de tout ce qui pourrait se produire de leur part de nuisible pour la Ligue ; celui-ci a alors pour charge de prendre les mesures nécessaires à la sécurité de la Ligue.

ART. 26. — Les communes et bureaux de cercle ainsi que le Bureau central doivent se réunir au minimum tous les quinze jours.

ART. 27. — Les communes paient des cotisations hebdomadaires ou mensuelles dont le montant est déterminé par leurs bureaux de cercle respectifs. Ces cotisations sont employées à la diffusion des principes de la communauté des biens et aux frais de port des lettres.

ART. 28. — Les bureaux de cercle doivent rendre compte tous les six mois à leurs communes des dépenses et des recettes.

ART. 29. — Les membres des bureaux de cercle et du Bureau central sont élus pour un an et doivent alors ou bien être confirmés dans leur poste ou être remplacés par d'autres.

ART. 30. — Les élections ont lieu au mois de septembre. Les électeurs peuvent, en outre, à tout moment, révoquer leurs élus, s'ils ne sont pas satisfaits de la manière dont ils remplissent leur mandat.

ART. 31. — Les bureaux de cercle doivent veiller à ce que des sujets de discussions utiles et nécessaires soient soumis à leurs communes. Le Bureau central, de son côté, doit se faire un devoir d'adresser à tous les bureaux de cercle de telles questions qui soient importantes à discuter pour nos principes.

ART. 32. — Tout bureau de cercle ou, à défaut, les communes, et même chaque membre de la Ligue, tant qu'il est isolé, doit rester en correspondance régulière avec le Bureau central ou un bureau de cercle.

ART. 33. — Tout membre de la Ligue qui voudra changer de domicile doit d'abord en informer le président de sa commune.

ART. 34. — Il est laissé au soin de chaque bureau de cercle de prendre les mesures qu'il estimera appropriées pour assurer la sécurité de cercle et une activité vigoureuse de celui-ci. Ces mesures ne doivent toutefois pas contredire les statuts généraux.

ART. 35. — Toutes les propositions de modification des statuts doivent être adressées au Bureau central et soumises par lui au congrès qui en décide.

## Section VII

### ADMISSION

ART. 36. — Après lecture des statuts, les cinq questions suivantes seront posées à celui qu'il s'agit d'admettre par les deux membres de la Ligue désignés à l'article 9. S'il y répond « *Oui* », on lui demandera sa parole d'honnête homme et il sera déclaré membre de la Ligue.

Les cinq questions sont :

- a) Es-tu convaincu de la vérité des principes de la communauté des biens ?
- b) Estimes-tu qu'est nécessaire, pour mettre à exécution le plus tôt possible ces principes, l'existence d'une Ligue vigoureuse, et veux-tu entrer dans une telle Ligue ?
- c) Promets-tu d'agir constamment par la parole et par l'action pour la diffusion et la réalisation pratique des principes de la communauté des biens ?
- d) Promets-tu d'observer le silence sur tout ce qui concerne la Ligue et sur son existence ?
- e) Promets-tu de mettre en application toutes les décisions de la Ligue ?

Alors donne-nous ta parole d'honnête homme en garantie !

Au nom et sur mandat du congrès

*Le Secrétaire :*

HEIDE (2),

*Le Président :*

Carl SCHILL (3).

Londres, le 9 juin 1847.

(1) C'est sur cette circulaire lithographique de juin 1847 (et non seulement, comme on le croyait jusqu'alors, sur le numéro d'essai — resté unique — de la *Revue communiste*, parue seulement en septembre de la même année) que figure pour la première fois cette devise, remplaçant celle jusque-là mise en avant par la Ligue : « *Tous les hommes sont des frères.* »

(2) Pseudonyme de Wilhelm Wolff.

(3) Pseudonyme de Karl Schapper.

## DOCUMENT III

### PROJET DE PROGRAMME

*(Impression lithographique d'un manuscrit de quatre pages numérotées, écriture de Friedrich Engels ; les signatures sont de leurs auteurs.)*

#### PROJET DE CATECHISME COMMUNISTE

##### Question 1

*Es-tu communiste ?*

Oui.

##### Question 2

*Quel est le but des communistes ?*

D'organiser la société de telle sorte que chacun de ses membres puisse développer et employer la totalité de ses dispositions naturelles et de ses forces dans une liberté totale, et sans pour cela porter atteinte aux conditions de base de cette société.

##### Question 3

*Comment voulez-vous atteindre ce but ?*

En abolissant la propriété privée, dont la communauté des biens prendra la place.

##### Question 4

*Sur quoi fondez-vous votre communauté des biens ?*

En premier lieu, sur la masse de forces productives et de moyens d'existence produite par le développement de l'industrie, de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et la possibilité de les accroître à l'infini qui réside dans le machinisme et les ressources de la chimie et autres.

En second lieu, dans la conscience ou le sentiment qu'a chaque être humain qu'il existe certaines thèses qui sont des principes inébranlables, thèses qui, étant le résultat de tout le développement historique, n'ont pas besoin de démonstration.

### Question 5

*Que sont les thèses de cette sorte ?*

Par exemple, chaque être humain aspire à être heureux. Le bonheur de l'individu est inséparable du bonheur de tous, etc.

### Question 6

*De quelle manière voulez-vous préparer votre communauté des biens ?*

En éclairant et en unissant le prolétariat.

### Question 7

*Qu'est-ce que le prolétariat ?*

Le prolétariat est cette classe de la société qui vit exclusivement de son travail, et non du profit de n'importe quel capital ; cette classe dont le bien-être et le malheur, la vie et la mort dépendent de la succession des bonnes et des mauvaises périodes pour les affaires, en un mot des oscillations de la concurrence.

### Question 8

*Il n'y a donc pas toujours eu de prolétaires ?*

Non. Il y a toujours eu des *pauvres* et des *classes ouvrières* ; et ceux qui travaillaient étaient presque toujours les pauvres. Mais il n'y a pas toujours eu de prolétaires ; pas plus que la concurrence n'a toujours été libre.

### Question 9

*Comment est apparu le prolétariat ?*

Le prolétariat est issu de l'introduction des machines qui ont été inventées à partir du milieu du siècle dernier et dont les principales sont : la machine à vapeur, la machine à filer et le métier à tisser mécanique. Ces machines, qui étaient très chères et que seulement des gens riches pouvaient donc se procurer, supplantèrent les travailleurs d'alors, puisque l'on

pouvait, au moyen des machines, livrer les marchandises plus vite et meilleur marché que cela n'était possible auparavant aux travailleurs avec leurs rouets et leurs métiers à tisser imparfaits. Les machines livrèrent donc l'industrie tout entière aux mains des grands capitalistes et firent perdre toute espèce de valeur aux maigres biens des travailleurs, qui consistaient essentiellement dans leurs outils, leurs métiers à tisser, etc. ; si bien que le capitaliste conserva tout, et qu'il ne resta rien au travailleur. C'est ainsi que fut introduit le système des fabriques. Lorsque les capitalistes comprirent combien ce système leur était avantageux, ils cherchèrent à l'étendre de plus en plus à de nouvelles branches de travail. Ils divisèrent de plus en plus le travail entre les ouvriers, si bien que ces derniers, qui avaient d'abord fait chacun un fragment entier de travail, ne firent plus désormais qu'une partie de ce fragment. Ce travail tellement simplifié livrait les produits plus vite et donc meilleur marché, et c'est seulement alors que l'on trouva, dans presque chaque branche de travail, qu'ici aussi les machines pouvaient être appliquées. Et dès qu'une branche de travail fonctionnait selon le système des fabriques, elle passait, exactement comme la filature et le tissage, entre les mains des grands capitalistes, et les ouvriers perdaient les derniers restes de leur indépendance. Nous en sommes peu à peu venus au point où presque *toutes* les branches de travail fonctionnent selon le système des fabriques. Il en résulte que la couche moyenne qui existait auparavant, particulièrement les petits maîtres-artisans, est de plus en plus ruinée, la situation antérieure des ouvriers complètement transformée, et que deux nouvelles classes sont apparues qui absorbent peu à peu toutes les autres.

A savoir :

I. — La classe des grands capitalistes, qui, dans tous les pays avancés, sont les possesseurs presque exclusifs des moyens d'existence et des moyens (machines, fabriques, ateliers, etc.) avec lesquels on produit ces moyens d'existence. Celle-ci est la classe des *bourgeois* (1) ou la *bourgeoisie* (1).

II. — La classe de ceux qui ne possèdent absolument rien, qui sont donc obligés de vendre leur travail à la première classe, aux bourgeois, pour recevoir d'eux en échange des moyens d'existence. Comme, dans ce

commerce du travail, les parties ne sont pas dans une *situation d'égalité*, mais que les bourgeois ont l'avantage, ceux qui ne possèdent rien doivent se plier aux mauvaises conditions fixées par les bourgeois. Cette classe dépendante des bourgeois s'appelle la classe des *prolétaires* (2) ou le *prolétariat* (2).

### Question 10

*Par quoi le prolétaire se distingue-t-il de l'esclave ?*

L'esclave est vendu une fois pour toutes. Le prolétariat doit se vendre à la journée et à l'heure. L'esclave est la propriété de son maître et a de ce fait une existence assurée, si misérable puisse-t-elle être. Le prolétaire est pour ainsi dire l'esclave de la *classe* bourgeoise tout entière, non d'un seul maître, et n'a donc pas d'existence assurée, du fait que personne n'achète son travail si personne n'en a besoin. L'esclave compte pour une *chose*, et non pour un membre de la société civile. Le prolétaire est reconnu comme une *personne*, comme un membre de la société civile. L'esclave *peut* donc avoir une meilleure existence que le prolétaire, mais celui-ci se trouve à un plus haut degré de développement. L'esclave se libère en *devenant prolétaire* et en abolissant, de tous les rapports de propriété, *seulement* le rapport de l'*esclavage*. Le prolétaire ne peut se libérer qu'en abolissant la *propriété en tant que telle*.

### Question 11

*Par quoi le prolétaire se distingue-t-il du serf ?*

Le serf a l'utilisation d'une parcelle de terre, donc d'un instrument de production, en échange d'une fraction plus ou moins grande du produit. Le prolétaire travaille avec des instruments de production qui sont la propriété d'un autre, qui lui concède pour son travail une fraction du produit déterminée par la concurrence. Chez le serf, la part qui revient au travailleur est déterminée par son propre travail, donc par lui-même. Chez le prolétaire, cette part est déterminée par la concurrence, donc d'abord par le bourgeois. Le serf a une existence assurée, le prolétaire n'en a pas. Le serf se libère en chassant son seigneur féodal et en devenant lui-même propriétaire,

donc en entrant dans la concurrence et en se joignant temporairement à la classe possédante, à la classe privilégiée. Le prolétaire se libère en abolissant la propriété, la concurrence et toutes les différences de classes.

### Question 12

*Par quoi le prolétaire se distingue-t-il de l'artisan ?*

Celui que, pour le distinguer du prolétaire, on appelle artisan, tel qu'il existait encore presque partout au siècle dernier, et maintenant encore ici ou là, est, au plus, prolétaire *pour un certain temps*. Son but est d'acquérir lui-même du capital et d'exploiter ainsi d'autres ouvriers. Il peut souvent atteindre ce but là où les corporations existent encore, ou là où la liberté de l'industrie n'a pas encore conduit à un fonctionnement des métiers selon le système des fabriques, à une concurrence violente. Mais dès que le système des fabriques est introduit dans les métiers artisanaux et que la concurrence s'y épanouit, cette perspective disparaît et l'artisan devient de plus en plus un prolétaire. L'artisan se libère donc, *ou bien* en devenant bourgeois ou en passant aux couches moyennes, *ou bien* en devenant un prolétaire par suite de la concurrence (comme c'est ce qui se produit actuellement dans la plupart des cas) et en se joignant alors au mouvement du prolétariat, c'est-à-dire au mouvement plus ou moins consciemment communiste.

### Question 13

*Vous ne croyez donc pas que la communauté des biens était possible à n'importe quel moment ?*

Non. Le communisme est apparu seulement depuis que les machines et autres découvertes ont rendu possible la perspective d'une éducation universelle, d'une existence heureuse pour tous les membres de la société. Le communisme est la théorie d'une libération qui n'était pas possible pour les esclaves, les serfs ou les artisans, mais seulement pour les prolétaires, qui appartient donc nécessairement au XIX<sup>e</sup> siècle et n'était possible à aucune époque précédente.

### Question 14

*Revenons à la sixième question. Si vous voulez préparer la communauté en éclairant et en unissant le prolétariat, vous rejetez donc la révolution ?*

Nous sommes convaincus, non seulement de l'inutilité, mais même du caractère nuisible de toutes les conspirations. Nous savons également que les révolutions ne se font pas intentionnellement et arbitrairement, mais qu'elles sont partout en tout temps la conséquence nécessaire de circonstances qui ne dépendent absolument pas de la volonté et de la direction de certains partis ni de classes entières. Mais nous voyons également que les classes possédantes répriment par la violence le développement du prolétariat dans presque tous les pays du monde et qu'ainsi les adversaires du communisme travaillent par la violence à amener une révolution. Si, par suite de cela, le prolétariat opprimé est finalement contraint à faire une révolution, nous défendrons alors la cause du prolétariat par l'action aussi bien que nous le faisons actuellement par la parole.

### Question 15

*Voulez-vous introduire d'un seul coup la communauté des biens à la place de l'ordre social actuel ?*

Nous n'y songeons pas. L'évolution des masses ne peut pas se faire par décret. Elle est conditionnée par l'évolution de la situation dans laquelle vivent ces masses et progresse donc peu à peu.

### Question 16

*De quelle manière croyez-vous qu'il faudra réaliser le passage de l'état de choses actuel à la communauté ?*

La première condition fondamentale pour l'introduction de la communauté des biens est l'émancipation politique du prolétariat au moyen d'une constitution démocratique.

### Question 17

*Quelle sera votre première mesure, aussitôt que vous aurez obtenu la démocratie ?*

Assurer l'existence du prolétariat.

### Question 18

*Comment voulez-vous le réaliser ?*

I. — Par une limitation de la propriété privée de nature à préparer sa transformation graduelle en propriété sociale, par exemple des impôts progressifs, la limitation du droit d'héritage au profit de l'État, etc.

II. — Par l'occupation des travailleurs dans des ateliers nationaux et des fabriques nationales, ainsi que sur les biens nationaux.

III. — Par l'éducation de tous les enfants aux frais de l'État.

### Question 19

*Comment organiserez-vous cette éducation dans la période de transition ?*

Tous les enfants, à partir du moment où ils pourront se passer des premiers soins maternels, seront éduqués et instruits dans des institutions d'État.

### Question 20

*Est-ce qu'avec l'introduction de la communauté des biens ne sera pas proclamée en même temps la communauté des femmes ?*

En aucune manière. Nous ne nous mêlerons des relations privées entre l'homme et la femme et en général de la famille que dans la mesure où le maintien des institutions existantes nuirait au nouvel ordre social.

Au reste, nous savons fort bien qu'au cours de l'histoire les rapports familiaux ont connu des modifications selon les rapports de propriété et leurs périodes de développement, et que l'abolition de la propriété privée aura donc sur eux la plus grande influence.

## Question 21

*Est-ce que les nationalités subsisteront dans le communisme ?*

Les nationalités des peuples qui s'associeront selon le principe de la communauté seront aussi bien obligées par cette unification de se mêler et par-là de s'abolir que les différences entre les divers états (3) et classes disparaîtront par suite de l'abolition de leur fondement, la propriété privée.

## Question 22

*Est-ce que les communistes rejettent les religions existantes ?*

Toutes les religions qui ont existé jusqu'à présent n'ont été que l'expression des étapes du développement historique des peuples particuliers ou des masses populaires. Mais le communisme est l'étape du développement qui rend superflues et abolit toutes les religions existantes (4).

Au nom et sur mandat du congrès

*Le Secrétaire :*

HEIDE (5),

*Le Président :*

Carl SCHILL (6).

Londres, le 9 juin 1847.

---

(1) Le texte allemand utilise ici (en le soulignant) les mots français « bourgeois » et « bourgeoisie » (comme le fera également le *Manifeste communiste*). Il les écrit en outre en caractères latins (alors que le reste du texte, comme tout texte allemand à cette époque, est écrit en caractères gothiques).

(2) Ces deux mots en caractères latins.

(3) « État » ici au sens de l'ancien régime (comme dans « tiers état » ou « états généraux ») : groupe social jouissant de droits fixés par les lois féodales (et non par sa situation dans les rapports de production).

(4) Jusqu'ici, le document est une lithographie du manuscrit de l'écriture d'Engels. Ce qui suit est ajouté à la main par Wolff et Shapper.

(5) Pseudonyme de Wilhelm Wolff.

(6) Pseudonyme de Karl Schapper.

# Notre père A. D. N. qui êtes aux cieux...

par Michel CHARDIN

« Dès le temps où j'avais commencé à écrire, je m'étais senti matérialiste par intuition, puis matérialiste conscient, et non seulement je ne me sentis pas le besoin de connaître des mondes d'un autre ordre, mais je ne pus jamais trouver un contact psychologique avec des gens qui ont assez de finesse pour avouer simultanément Darwin et la Sainte Trinité. »

(Trotsky - Ma Vie).

Le livre de Jacques Monod, *Hasard et nécessité* (1) est, certes, beaucoup moins riche que ne le sont, parmi les ouvrages récemment parus en France — et pour ne citer naturellement que ceux qui ne sont pas destinés aux seuls spécialistes — la *Biologie moléculaire du gène* de J.D. Watson (2) pour l'exposé des découvertes des vingt dernières années, et la *Logique du vivant* (3) de François Jacob pour l'histoire des idées concernant l'hérédité et leur état actuel ; il ne mériterait pas d'attention particulière si, comme en atteste la campagne menée dans *Le Figaro*, *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*, *L'Express*, à la T.V., etc. — et les « réponses » de compère à compagnon au nom d'un « marxisme » dont la conséquence est, comme nous le verrons, attestée par Monod

lui-même, que lui a faites le P.C.F. — ce n'était pas là le dernier brûlot lancé par l'idéologie bourgeoise contre le marxisme, vraisemblablement destiné à prendre la relève d'un structuralisme déjà usé et, au surplus, actuellement battu en brèche par divers spécialistes dans son bastion natal même, l'anthropologie. Aussi, après avoir avoué (p. 13) qu'« il reste à éviter bien entendu toute confusion entre les idées SUGGÉRÉES par la science et la science elle-même », mais que c'est là un exercice « difficile » dont il « ne prétend pas s'être tiré sans erreur », M. Monod se lance-t-il aussitôt dans cette confusion.

(1) Editions du Seuil, 1970.

(2) Ediscience, Paris, 1968.

(3) Editions Gallimard, 1970.

## LA PROJECTION D'UN PROJET

Restaurant sous de nouveaux oripeaux le vieux fatras dualiste de l'idéalisme, tout particulièrement propre à la théologie chrétienne, il établit immédiatement une séparation radicale entre les êtres vivants et le reste de l'univers :

« L'une des propriétés fondamentales qui caractérisent tous les êtres vivants sans exception est celle d'être *des objets doués d'un projet* (...) Nous dirons que ceux-ci [les êtres vivants] se distinguent de toutes les autres structures de tous les systèmes présents dans l'univers par cette propriété que nous appellerons la *téléonomie* » (p. 22).

Il reconnaît d'ailleurs lui-même que cette « *notion (...) se révèle profondément ambiguë puisqu'elle implique l'idée subjective de "projet"* ». Il oublie toutefois de signaler que *téléonomie* n'est, somme toute, que la traduction en grec du mot *finalisme*, et se garde bien de reconnaître que cette séparation absolue, métaphysique, entre la matière inanimée et la matière vivante est, précisément, ce qui caractérisait les théories vitalistes que certains biologistes du XIX<sup>e</sup> siècle prétendaient opposer au matérialisme, et selon lesquelles les êtres vivants étaient caractérisés par un mystérieux « *principe vital* ». Bien au contraire, le voilà qui consacre le chapitre suivant à dénoncer les « *vitalismes* » et les « *animismes* », comme il les appelle. Parmi les premiers, il ne cite guère que Bergson, avec son « *élan vital* ». Chose digne de remarque, il n'a pas un mot à dire contre la théologie chrétienne traditionnelle (laquelle comporte pourtant bien une certaine conception de la vie et de l'évolution telle qu'elle est codifiée dans la *Genèse*, interpré-

tation symbolique ou pas) mais s'en prend seulement au bon Teilhard. Démolir la réputation scientifique frauduleusement acquise de ce dernier, c'est aujourd'hui enfoncer une porte largement ouverte. On s'étonne davantage de voir Monod écrire :

« Peut-être après tout Teilhard n'était-il pas pour rien membre de cet ordre dont, trois siècles plus tôt, Pascal attaquait le laxisme théologique. »

Mais patience ! Etre vivant lui-même, M. Monod a son « *projet* » qui ne se dévoilera entièrement, comme il convient, qu'au dernier chapitre.

## TOUS LES JÉSUITES NE SONT PAS LAXISTES

Puis il fonce sur l'ennemi, le matérialisme dialectique, « *la plus puissante parmi les idéologies scientistes du XIX<sup>e</sup> siècle* ». Il en donne un résumé en 8 points qu'il commente par ces lignes remarquables :

« On peut, certes, contester cette reconstitution, nier qu'elle corresponde à la pensée authentique de Marx et d'Engels. MAIS CELA EST SOMME TOUTE SECONDAIRE... [*C'est nous qui soulignons cette phrase digne d'une anthologie*]. D'innombrables textes prouvent que la reconstitution proposée est légitime comme représentant au moins la « *Vulgate* » du matérialisme dialectique » (p. 48).

Il faut le reconnaître : M. Monod, s'il n'est pas, lui, un théologien laxiste, tout imprégné qu'il est de la tradition chrétienne à laquelle il emprunte ses métaphores, sait faire preuve, à l'occasion, d'un jésuitisme digne du vieil Ignace en personne. Un peu plus loin, il prête au marxisme l'opinion parfaitement idiote selon laquelle

« il est indispensable pour le matérialisme dialectique que le "Ding an Sich" [on a des lettres ou on n'en a pas],

la chose ou le phénomène en soi, parvient jusqu'au niveau de la conscience, sans altération ni appauvrissement, sans qu'aucune sélection n'ait été opérée parmi ses propriétés. Il faut que le monde extérieur soit littéralement présent à la conscience dans l'intégrité de ses structures et de son mouvement » (pp. 48-49).

Et, après l'avoir appuyé d'une citation d'Henri Lefebvre bon teint, il ajoute avec... ingénuité :

« A cette conception sans doute pourrait-on opposer certains textes de Marx lui-même. Il n'en reste pas moins qu'elle est indispensable à la cohérence logique du matérialisme dialectique, comme les épigones, sinon Marx et Engels eux-mêmes, l'ont bien vu. »

Ainsi donc, Marx et Engels sont des marxistes inconséquents, Staline, lui, est un marxiste conséquent. Comment pourrait-on en douter, puisque l'homme qui s'en porte garant n'est autre, comme nous le verrons, que le prophète de « *l'éthique de la connaissance* » ?

En attendant, M. Monod s'empresse de démontrer qu'il s'entend aux amalgames comme feu Staline en personne :

« C'est en vertu des mêmes principes que Lénine attaquait, avec quelle violence, l'épistémologie de Mach, que Jdanov, plus tard, ordonnait aux philosophes russes de s'en prendre aux "*diablieries kantienne de l'école de Copenhague*", que Lyssenko accusait les généticiens de soutenir une théorie radicalement incompatible avec le matérialisme dialectique, donc nécessairement fausse. Malgré les dénégations des généticiens russes, Lyssenko avait raison. »

Tirons l'échelle !

Ce faisant, il montre le bout idéaliste et même théologique de son éthique oreille. Il commence par couvrir de sarcasmes la notion de la « *chose en soi* », généreusement attribuée par lui aux marxistes, en feignant d'ignorer :

1° Qu'elle est due à Kant, et qu'elle signifiait pour celui-ci, au moins dans le deuxième état de sa philosophie, que l'homme ne pouvait connaître le monde réel des « *choses en soi* », des « *noumènes* », mais seulement l'apparence, le monde des phénomènes ;

2° Que les marxistes, au contraire, soutiennent que le monde réel des « *choses en soi* », loin d'être inconnaissable, est de mieux en mieux connu par l'activité pratique et théorique de l'humanité, sans toutefois l'être jamais totalement — ce que Lénine symbolise par l'image fameuse de la « *spirale de la connaissance* », qui se rapproche de plus en plus de son point-asymptote, le monde des « *choses en soi* », sans pourtant jamais l'atteindre (ce qui suffirait, soit dit en passant, à réfuter cette sottise puérile que, pour les marxistes, nos idées reflètent intégralement et sans déformation aucune la réalité !)

Puis M. Monod vole au secours de Mach qui, on le sait, reprenant au fond l'aspect le plus négatif du système de Kant, soutenait que nous ne pouvons connaître que notre expérience subjective de l'univers et non l'univers lui-même (tout comme, soit dit en passant, le néo-thomisme, la philosophie officielle de l'Eglise), et verse un pleur sur la triste époque où « *personne par exemple ne doutait que la gravitation fût une loi de la nature elle-même...* » (p. 50). A notre grande honte, il nous faut avouer que nous en sommes restés là, et que nous avons même tout récemment été renforcés dans une opinion aussi retardataire par les confirmations expérimentales qu'a reçues, par la mesure de la déviation au voisinage du soleil des on-

des radio émises par deux des *Mariner*, la théorie de la relativité générale, forme actuelle, supérieure (c'est-à-dire beaucoup plus approchée de la réalité) de la loi de la gravitation...

## SI CE N'EST TOI, C'EST DONC TON FRÈRE !

Il faut dire, toutefois, que si M. Monod est un ennemi de la dialectique, il n'en est pourtant pas à une contradiction près. Page 47, « *reconstituant* » le matérialisme dialectique, il écrit : « *La dialectique est constructive... L'évolution de l'univers est donc elle-même ascendante et constructive* », mais, page 130, il nous apprend que les « *animistes* » (pour des raisons que la raison ne connaît pas, mais que Freud, comme nous le verrons, aurait pu sans doute expliquer, M. Monod range le marxisme sous cette rubrique), les animistes, donc, voient « *dans l'évolution le majestueux déroulement d'un programme inscrit dans la trame même de l'univers... Pour eux, par conséquent, l'évolution n'est pas véritablement création, mais uniquement « révélation » des intentions jusque-là inexprimées de la nature.* » Devine si tu peux et choisis si tu l'oses ! De toute façon, les marxistes ont tort. M. Monod n'a-t-il pas inscrit sur son drapeau que « *la vérité de la connaissance ne peut avoir d'autre source que la confrontation systématique de la logique et de l'expérience* » ?

Notons bien d'ailleurs que, à l'occasion de l'énoncé de la deuxième version de « *l'animisme* » selon M. Monod, celui-ci réhabilite en passant Bergson — Bergson, ce

condensé des résidus de la poubelle idéaliste ! — parce que celui-ci « *voyait dans l'évolution l'expression d'une force créatrice absolue...* », autrement dit une entité métaphysique. Le sens du livre de M. Monod, déjà clair, en est encore une fois illuminé : l'ennemi, c'est le marxisme, et lui seul.

Il faut toutefois en souligner encore un autre aspect, nullement contradictoire avec le premier. Nous ne sommes pas dans le secret des dieux de la biologie moléculaire. Mais il est difficile, quand on a lu les deux livres, de ne pas voir dans celui de M. Monod, outre la polémique ouverte contre le marxisme, une polémique voilée contre François Jacob, qui, non content de placer en épigraphe de sa *Logique du vivant* cette phrase d'un « *animiste* » notoire, Denis Diderot :

« Voyez-vous cet œuf ? C'est avec cela qu'on renverse toutes les écoles de théologie et tous les temples de la terre »,

n'hésite pas à écrire (o.c., p. 327) :

« Ce qu'a démontré la biologie, c'est qu'il n'existe pas d'entité métaphysique pour se cacher derrière le mot vie » (pas même la « *téléonomie* », terme qui n'appartient apparemment pas à son vocabulaire).

Et un peu plus loin :

« L'autre condition nécessaire à la possibilité même d'une évolution, c'est la mort. »

On croirait presque entendre le fameux « *Tout ce qui vit est digne de mourir* » de Hegel.

« ... Car l'évolution, c'est le résultat d'une lutte entre ce qui était et ce qui sera, entre le conservateur et le révolutionnaire, entre l'identité de la reproduction et la nouveauté de la variation » (p. 331).

Nous voilà en plein... animisme, n'est-il pas vrai, M. Monod ?

## UN NOUVEAU MARXISTE NATUREL

Mais notre éthique auteur a beau condamner la dialectique, la dialectique ne l'en reconnaît pas moins.

Oubliant pour un instant de vouer le marxisme aux gémonies, il se met à exposer l'essentiel des découvertes récentes concernant le code génétique et le rôle de l'A.D.N., cette molécule géante qui joue le rôle d'« invariant » biologique fondamental en accumulant dans sa structure chimique la quantité croissante d'informations qu'amasse l'évolution, à travers des mutations qui se produisent au hasard et la sélection consécutive, assurant ainsi la permanence des espèces et par là même leur transformation. Et le voilà devenu « marxiste naturel », à rendre jaloux Fidel Castro en personne ! Il a beau souligner (p. 52) que « *la théorie du gène comme déterminant héréditaire invariant au travers des générations, et même des hybridations, est (...) tout à fait inconciliable avec les principes dialectiques* », parce que ces principes sont par essence des principes d'évolution (il a lu cela dans les œuvres du marxiste conséquent Lyssenko) —, il ne paraît pas se rendre compte que ce prodigieux mécanisme d'invariance grâce auquel se réalise et peut seulement se réaliser cette variation d'une amplitude non négligeable qui, en quatre milliards d'années, a conduit sur cette planète de la matière inanimée à l'homme ressemble de façon suspecte à l'un de ces processus dialectiques, l'une de ces contradictions qui sont dans la nature pour la mettre en mouvement avant d'être dans la pensée, dont Engels, l'« animiste » bien connu, est parti pour aboutir au

« désastre épistémologique » (p. 51) que l'on sait...

Le rôle même de l'A.D.N. comme mécanisme de conservation de l'information génétique, par voie de répllication (formation de deux molécules-filles identiques à partir d'une molécule-mère), de traduction de cette information au niveau du cytoplasme, etc., n'a pu prendre sa signification fondamentale pour toute la matière vivante que parce que, tout d'abord, le potentiel de variation de cet A.D.N. invariant était pratiquement illimité (le nombre de molécules d'A.D.N. possibles est incomparablement plus grand que le nombre de particules que compte l'univers entier), parce que, ensuite, ce mécanisme d'invariance fondamental n'a cessé d'aboutir à des changements irréversibles, à des innovations radicales. Si les premières molécules d'A.D.N. ont dû apparaître il y a quelque quatre milliards d'années, celles qui caractérisent notre espèce par exemple ne doivent guère dater de plus de 50 000 ans et le même mécanisme d'invariance qui, lorsque la sélection n'y fait pas obstacle, assure la pérennité de certaines espèces tout au long de 500 millions d'années aboutit, en même temps et par les mêmes voies, à l'apparition d'espèces nouvelles comme à la disparition de celles qu'élimine la sélection.

## LE CONTINGENT, FORME DE MANIFESTATION DU NÉCESSAIRE

Et quand le même Monod, essayant de définir ce qu'il faudrait attendre d'une théorie scientifique universelle. écrit :

« La théorie contiendrait, sans doute, la classification périodique des éléments, mais ne pourrait déterminer que la probabilité d'existence de chacun d'entre eux. De même elle prévoirait l'apparition d'objets tels que des galaxies ou des systèmes planétaires, mais elle ne pourrait en aucun cas déduire de ses principes l'existence nécessaire de tel objet, de tel événement, de tel phénomène particulier, qu'il s'agisse de la nébuleuse d'Andromède, de la planète Vénus, du mont Everest ou de l'orage d'hier au soir. D'une manière générale, la théorie prévoirait l'existence, les propriétés, les relations de certaines classes d'objets ou d'événements, mais ne pourrait évidemment prévoir l'existence ni les caractères distinctifs d'aucun objet, d'aucun événement particulier ».

comment ne pas penser à ce que l'« animiste » Engels, s'inspirant de l'« animiste » Hegel, écrivait il y aura bientôt un siècle, sur le thème « contingence et nécessité » (voir *Dialectique de la nature*, Ed. sociales, pp. 219-223), en concluant, à la fois contre « le bon sens et avec lui la grande masse des savants » qui considèrent nécessité et contingence comme s'excluant mutuellement, et contre le déterminisme qui prétend nier absolument la contingence :

« En face de ces deux conceptions, Hegel apparaît avec des propositions absolument inouïes jusque-là : le contingent a un fond parce qu'il est contingent, et aussi bien il n'a pas de fond parce qu'il est contingent ; le contingent est nécessaire et la nécessité elle-même se détermine comme contingence tandis que, d'autre part, cette contingence est plutôt la nécessité absolue. »

Le nécessaire se manifestant et ne pouvant se manifester que sous la forme du contingent, voilà ce que M. Monod, pour un peu, redécouvrirait. Après tout, la réalité concrète, ce n'est pas l'A.D.N., ce sont les A.D.N., ou, si l'on prend une espèce

biologique déterminée, ce n'est pas le chien de berger allemand, ce sont des chiens individuels. Et c'est pourtant l'espèce qui est seule objet de science, et les lois que cette science découvre ne se manifestent qu'à travers le hasard, la contingence des cas individuels.

Enfin, lorsque M. Monod souligne que, même si les lois de la physico-chimie permettent d'expliquer les êtres vivants, les lois qui régissent les êtres vivants ne se réduisent pas simplement à celles de la physico-chimie, il ne fait que pressentir la théorie dialectique des niveaux (tels que particules subatomiques, atomes, petites molécules de la chimie minérale, macro-molécules de la chimie biologique, êtres humains, sociétés) selon laquelle les lois d'un niveau inférieur expliquent et déterminent celles du niveau supérieur sans que, pourtant, celles du niveau supérieur puissent simplement se réduire aux premières. Transformation de la quantité en qualité... cela sent le fagot, M. Monod ! Que l'on se rassure pourtant, celui-ci restera un marxiste inconscient. Car ils ont des yeux et ils ne verront pas... quand la lutte des classes leur met des œillères.

A propos des niveaux, nous citerons encore ces lignes excellentes de F. Jacob (*o.c.*, pp. 327-329) :

« Des particules à l'homme se rencontrent toute une série d'intégrations, de niveaux, de discontinuités. Mais aucune rupture, ni dans la composition des objets ni dans les réactions qui s'y déroulent. Aucun changement d'« essence »... Cela ne signifie nullement que la biologie soit devenue une annexe de la physique, qu'elle en constitue pour ainsi dire une filiale de la complexité. Avec chaque niveau d'organisation apparaissent des nouveautés, tant de propriétés que de logique... Avec chaque niveau d'intégration, se manifestent quelques caractéristiques nouvelles. Comme l'a

déjà constaté la physique au début de ce siècle, la discontinuité n'exige pas seulement des moyens d'observation différents. Elle modifie aussi la nature des phénomènes, voire des lois qui les sous-tendent. Bien souvent, l'équipement en concepts et en techniques qui s'applique à un niveau ne fonctionne ni au-dessus ni en dessous...»

## LE RÈGNE DES IDÉES

Cependant, le suspense touche maintenant à son terme, et le « projet » de M. Monod se dévoile dans toute son ampleur au dernier chapitre, très évangéliquement intitulé « *le Royaume et les ténèbres* » (M. Monod et le nouveau testament écrivent « *Royaume* » avec un R majuscule). Nous voici à un nouveau niveau, supérieur à tous les précédents, celui de la société humaine : « *Un nouveau règne était né, celui des idées* » (p. 177). L'histoire de l'humanité (ainsi d'ailleurs que sa pré-histoire, depuis l'australanthrope) est donc gouvernée par les idées : conditions matérielles d'existence, rôle du travail dans la formation de l'humanité, progrès technique, production, consommation, rapports sociaux, rien de tout cela n'existe pour notre auteur pour qui, ne l'oublions pas, « *la connaissance objective* » est la « *SEULE source de vérité authentique* » (p. 185). Le marxisme se voit une dernière fois réglé sommairement son compte :

« Pour Marx comme pour Hegel, l'histoire se déroule selon un plan immanent, nécessaire et favorable. L'immense pouvoir sur les esprits de l'idéologie marxiste n'est pas dû seulement à sa promesse d'une libération de l'homme mais aussi, et sans doute avant tout, à sa structure ontogénique, à l'explication qu'elle donne, entière et détaillée, de l'histoire passée, présente et future. Cependant, limité à l'histoire humaine

et même paré des certitudes de la "science", le matérialisme historique demeurait incomplet. Il fallait y ajouter le matérialisme dialectique qui, lui, apporte l'interprétation totale que l'esprit exige : l'histoire humaine et celle du cosmos y sont associées comme obéissant aux mêmes lois éternelles. »

M. Monod a lu cela sans doute chez Staline (ou chez Lyssenko). Ce texte dont chaque mot est un faux se passe de commentaires. A quoi bon rappeler à M. Monod que, pour Hegel, « *comprendre, c'est dominer* », que, pour Marx, le ressort de l'histoire est « *l'homme vivant et agissant* », que la nécessité historique ne peut se réaliser qu'à travers la contingence des événements, que le facteur décisif dans la lutte pour le socialisme, c'est la conscience qu'acquière les masses de sa nécessité et que, précisément pour cette raison, l'histoire n'a ni plan immanent ni fatalité, qu'il y a bien longtemps déjà que ces marxistes inconséquents qui s'inspirent de Marx formulent leur pronostic sous la forme alternative *socialisme ou barbarie*, qu'il n'y a pas, pour le marxisme, de lois éternelles, même pas sans doute pour le cosmos et bien moins encore pour l'histoire humaine, que les lois historiques découvertes par Marx sont toujours relatives à un mode de production déterminé et vouées à disparaître avec celui-ci, et bien d'autres choses encore ? Ne nous a-t-il pas expliqué que les principes du marxisme, c'était, en règle générale, le contraire de ce que Marx a écrit ?

Ce serait évidemment trop demander à M. Monod, avant de combattre Marx, d'avoir consacré à la lecture du *Capital* la centième partie du temps qu'il a employé à la lecture de la *Bible*, d'en avoir lu au moins

la préface, où Marx expose que sa méthode est conforme à celle des sciences de la nature, en ce sens qu'elle est rigoureusement objective, qu'elle prend les hommes comme ils se comportent réellement, et non selon ce qu'ils pensent d'eux-mêmes, qu'elle procède des rapports entre les hommes dans la production des biens nécessaires à l'entretien de sa vie, et qu'à la fois elle ne l'est pas, qu'elle ne se réduit à la méthode d'aucune de ces sciences, parce que la société se situe à un autre niveau, au sens où nous l'avons expliqué plus haut, que leurs objets ; et que les lois des sociétés humaines, comme la méthode pour les découvrir, ne se réduisent pas aux lois et aux méthodes de la biologie, pas plus que celles-ci ne se réduisent à celles de la physique.

Mais non, M. Monod sait à quoi s'en tenir sur Marx : il a lu Lyssenko ! Et dans ce monde des idées qu'est à ses yeux l'histoire, le voilà qui va nous caractériser la crise historique actuelle :

« Je ne parle pas ici de l'explosion démographique, de la destruction de la nature, ni même des mégatonnes ; mais d'un mal bien plus profond et plus grave... »

## LES MALHEURS DE SOPHIE

Arrêtons-nous ici un instant. Le lecteur s'attend peut-être à ce que ce mal bien plus profond et plus grave, ce soit le régime de l'exploitation de l'homme par l'homme, la propriété privée des moyens de production et d'échange, les Etats impérialistes : qu'il se détrompe ! Là où il s'agit de la société où nous sommes et où les classes sont engagées dans une lutte

dont l'issue n'est prédestinée nulle part et dont le destin de l'humanité dépend, M. Monod ne court nullement le risque de retomber dans aucune sorte de marxisme, fût-il « *naturel* » ou « *inconscient* » :

« Ce mal bien plus profond et plus grave, c'est, nous dit-il, UN MAL DE L'ÂME ».

Nous y voilà. On comprend maintenant par quel lapsus freudien M. Monod traite d'animistes ses ennemis les matérialistes. *Animus, anima*, comme disait C.G. Jung, après Swendenborg, Balzac et quelques autres...

Il ne s'agirait sans doute pas de demander à cet homme qui pense que « *la nature est objective, la vérité de la connaissance ne peut avoir d'autre source que la confrontation systématique de la logique et de l'expérience* », ce que c'est au juste, en toute objectivité, que l'âme. Descartes, on le sait, la logeait dans la glande pinéale, mieux connue aujourd'hui sous le nom d'épiphyse ; mais des recherches récentes ont abouti à attribuer à cette glande endocrine un rôle physiologique plus prosaïque encore que mieux défini. Il ne s'agirait visiblement pas de le prier de nous dire dans quelle molécule d'A.D.N., dans quel nucléotide, dans quel gène, dans quel codon ou dans quel opéron est stockée l'information génétique invariante concernant cette âme dont il nous conte les maux. Il est des curiosités déplorables.

Cette âme, les gnostiques, ces mystiques communisants contre lesquels les Evangiles ont été rédigés entre l'an 150 et l'an 200 de notre ère, à seule fin de rendre apte la religion chrétienne à assumer bientôt sa fonction de religion officielle de l'empire,

d'instrument sans égal dans la guerre civile des riches contre les pauvres, des oppresseurs contre les opprimés, des exploités contre les exploités — les gnostiques, dis-je, l'appelaient en grec *sophie*, et ce sont, en effet, les malheurs de Sophie que nous conte désormais M. Monod ; les dernières pages de son livre sont consacrées à un prêchi-prêcha moralisant qui n'est qu'une resucée « scientifique » de ces « principes sociaux du christianisme » dans lesquels Marx et Engels dénonçaient déjà il y a 124 ans « une infâme pouillerie », n'en déplaise aux « chrétiens progressistes » qu'aiment tant les « marxistes conséquents » du P.C.F. Car, voyez-vous, nous dit M. Monod, « l'homme moderne se retourne vers ou plutôt contre la science dont il mesure maintenant le terrible pouvoir de destruction non seulement des corps, mais de l'âme elle-même ». La pauvre âme !

## LE SOCIALISME DES BONNES AMES

Mais tout cela, comme le sait fort bien M. Monod, qui connaît beaucoup mieux la *Bible* que le *Capital*, c'est déjà dans la *Genèse* : ... Les fruits de l'arbre de la science ... Science sans conscience n'est que ruine de l'âme... Quant aux napoléons du Vietnam, aux affamés du Brésil, aux opprimés, exploités, torturés, massacrés de partout, ils apprendront sûrement avec intérêt que c'est avant tout leur âme qui est malade, et que la solution de la crise historique de l'humanité se trouve dans l'« éthique de la connaissance », une « ascèse de l'esprit », « l'inspiration morale d'un

*humanisme socialiste* », « l'éthique qui fonde la connaissance », en n'oubliant pas que, bien entendu, « le seul espoir du socialisme n'est pas une "révision" de l'idéologie qui le domine depuis plus d'un siècle, mais dans l'abandon total de cette idéologie ».

Les choses sont maintenant claires. La bourgeoisie mondiale est entrée en lice avec pour objectif — pardon, pour projet — d'anéantir les positions conquises par la classe ouvrière depuis un siècle et demi et la théorie en laquelle se résume la conscience de celle-ci, le marxisme. Dans cette guerre civile mondiale, M. Monod s'assigne librement la place qui lui convient. Son livre, pour l'essentiel, n'a pas d'autre signification.

## CE QU'EN PENSE LE P.C.F.

Le moment est venu de dire deux mots de la « critique » de Monod par ceux qu'il baptise « marxistes conséquents ». Nous avons sous les yeux la page entière consacrée par *La Marseillaise* du dimanche 15 novembre 1970, sous la signature de Claude Lafon, au livre de Jacques Monod. Pour bien montrer qu'il est un « marxiste conséquent » sauce Monod, ce journaliste consacre plus de la moitié de son article à discuter la question de savoir si la vie, comme incline à le penser Monod, est apparue sur la terre par un pur hasard, ou si elle devait nécessairement y apparaître. Notons bien que, dans l'état actuel de nos connaissances, il n'existe aucune possibilité de répondre dans un sens ou dans l'autre d'une manière scientifiquement démontrable. Quant à penser

qu'il ne s'agit pas là d'une question que l'expérimentation scientifique tranchera et que seule elle pourra trancher un jour, mais que le « *matérialisme* » impose la deuxième réponse, il faut, pour ce faire, être un marxiste aussi conséquent que Lysenko (ou Claude Lafon) ! Ce dernier poursuit en bavardant sur la nécessité, les bonds qualitatifs, ceci, cela et bien d'autres choses, sur tout en un mot, sauf... sur la lutte des classes, le « *socialisme humaniste* » de M. Monod et sa déclaration de guerre à ce qu'il appelle « *l'idéologie qui domine le socialisme depuis plus d'un siècle* ». On ne saurait être plus clair. Dans la guerre civile mondiale qui a commencé, porte-parole de la bureaucratie et idéologues de la bourgeoisie sont dans le même camp. On le savait de reste. Il n'en va pas différemment d'un article de Jacques Milhau dans *France nouvelle* du 28 octobre 1970. L'auteur commence par s'extasier d'avoir trouvé en Monod un philosophe :

« Cela nous change vraiment des contempteurs par principe de toute philosophie, de ces positivistes myopes qui, etc. »

Du mépris de toute philosophie à une philosophie mystique, théologique, ultra-réactionnaire, se résumant à prêcher la croisade contre le marxisme, au nom de la science, le progrès est évident...

Et Jacques Milhau poursuit le panégyrique de Jacques Monod :

« Pas un chapitre qui ne soit un clair et net condensé du savoir présent, un foisonnement d'idées et de questions dont la discussion appelle le concours de tous les spécialistes. »

Que ce foisonnement d'idées soit réactionnaire, au surplus d'une incroyablement planitude et d'une mauvaise

foi sans bornes, cela n'empêche pas l'admiration du Jacques stalinien pour le Jacques antimarxiste. Bien au contraire. Après tout, la mauvaise foi, les amalgames, c'est là un terrain d'entente privilégié pour nos deux Jacques.

Et le Jacques stalinien précise :

« Nous ne nous attarderons pas... sur les conclusions du livre, marquées par des piques acerbes contre le socialisme contemporain. »

Bien sûr, « *on pourrait s'étonner que le professeur Monod* [un professeur vous vous rendez compte ! et un prix Nobel avec ça ! Chapeau bas devant le marquis de Carabas !] *ait pu rédiger une interprétation si personnelle du marxisme* [très personnelle en effet !] *sans s'être confronté à ses collègues marxistes et communistes dont il sait bien que, quelles que soient les divergences théoriques aisément compréhensibles* [voire, voire !] *ils ne peuvent pas ne pas appeler la rectification au moins partielle (?!) de ce qu'il a écrit et sur une base de stricte objectivité scientifique et théorique* [bien sûr, bien sûr !]. *Avec eux la discussion peut en tout cas être féconde...* » [ô combien !].

Au fait, les respectueux « *collègues* » « *communistes et marxistes* » de M. Monod n'ont-ils pas observé de Conrart le silence prudent ? Un professeur, vous comprenez, un prix Nobel...

Il est d'ailleurs facile de voir où le bât du Jacques mystique blesse le Jacques stalinien. Cela tient en un nom propre : « *Lyssenko* ». L'amalgame Lyssenko-Engels-Lénine, c'est tout ce que M. Monod a à dire (comme cela apparaît fort clairement dans une interview du *Monde* du 24 février où, dépouillées de

leurs oripeaux scientifiques à faire pâmer les ignorants, les « *idées philosophiques* » du Jacques théologique apparaissent dans toute leur plate nudité. Et comment voulez-vous que le Jacques stalinien nous parle de Lyssenko ? Lyssenko, c'est Staline, c'est Thorez, c'est Duclos, c'est Aragon, c'est le P.C.F. bénissant le coryphée de la science et approuvant l'extermination des généticiens soviétiques, c'est l'affaire Jaurès Medvedev — oh non, parlons d'autre chose... Décidément nos Jacques sont faits pour s'entendre contre le marxisme.

## L'ÉVANGILE SELON SAINT JACQUES

Mais revenons au nouvel apôtre de la rédemption des âmes. Il nous annonce cette bonne nouvelle que « *seule l'éthique de la connaissance pourrait conduire au socialisme* », car « *elle impose des institutions vouées à la défense, à l'extension, à l'enrichissement du Royaume transcendant des idées, de la connaissance, de la création* ». Ce royaume transcendant des idées, c'est clair, n'est pas de ce monde ; et ce n'est pas nouveau non plus. Il n'y avait pas besoin de ce cinquième Évangile selon saint Jacques pour nous le dire : c'était déjà en toutes lettres dans les quatre premiers, dans les livres sacrés de la religion de *mon doux Jésus* — *mon saint veau d'or* — *mon coffre-fort*, avec cette précision utile que nos bons apôtres de chrétiens progressistes aimeraient assez bien faire oublier : « *Il y aura toujours des pauvres parmi vous* ». Et c'est dans le même style apostolique que M. Monod conclut par

une formule que Paul de Tarse n'aurait pas désavoué :

« A l'homme de choisir entre le Royaume et les ténèbres. »

Il ne manque à notre avis à sa conclusion que le *Notre père* selon le cinquième évangile que le concile de réunification des églises chrétiennes contre le marxisme athée, Vatican III ou IV, ne manquera pas d'ajouter ; nous nous permettons d'en suggérer le texte *ne varietur* à M. Monod :

« *Notre père A.D.N. qui êtes aux cieux*

*Que votre nom invariant soit glorifié dans tous les nucléotides*

*Que votre téléonomie éthique s'accomplisse*

*Que votre Royaume transcendant advienne pour le Salut de nos âmes*

*Et que l'infâme marxisme soit rejeté dans les ténèbres extérieures, là où il y aura des pleurs et des grincements de dents animistes. »*

## POST-SCRIPTUM

La publication de cet article ayant été retardée, il nous est possible d'examiner quelques aspects importants de l'attaque de M. Monod contre le marxisme que nous avions dû laisser de côté. Il s'agit tout d'abord de l'attitude qu'aurait eue Engels à l'égard de certaines découvertes scientifiques. Voici ce qu'écrit Monod :

« Engels lui-même (qui cependant avait de la science de son temps une connaissance profonde) avait été conduit à rejeter, au nom de la Dialectique [c'est M. Monod qui met une majuscule] deux

des plus grandes découvertes de son temps : le deuxième principe de la thermodynamique et (malgré son admiration pour Darwin) l'interprétation purement sélective de l'évolution. C'est en vertu des mêmes principes que Lénine... ; que Jdanov... ; que Lyssenko... » (pp. 51-52).

Et voilà en marche l'amalgame, dont nous avons vu que M. Monod l'élevait à la hauteur d'un principe. L'idéologie réactionnaire de la bureaucratie du Kremlin, au nom du mythe d'une « science prolétarienne » et d'une « science bourgeoise » opposées en toute chose, prétendait interdire à la physique soviétique d'utiliser la théorie de la relativité et la mécanique quantique. Le charlatan de Staline, Lyssenko, au nom de ce qu'il appelait « marxisme » — et qui n'était en fait que l'expression des préjugés vulgaires d'une bureaucratie bornée, de sa peur panique de ce qu'elle ne comprend pas, de sa croyance illimitée en son « bon sens » petit-bourgeois, sans compter les préjugés personnels de ce personnage inculte, ce frère ignorantin qu'était le « coryphée de la science » de MM. Duclos, Fajon et consorts, le dieu vivant des bureaucrates, Staline — prétendait imposer des lois à la biologie, nier les résultats les plus solides de la génétique, fondée sur l'expérience. Au point de vue scientifique, le lyssenkisme n'était rien, en dépit des efforts de MM. Thorez, Duclos, Aragon et C<sup>ie</sup> pour persuader du contraire les biologistes français, il y a 23 ans. Il n'a pris sa signification tragique que parce que l'appui de Staline a permis au Raspoutine de la biologie russe d'en devenir le dictateur, et de diriger contre les généticiens soviétiques l'une des persécutions les plus sanglantes de la terreur stalinienne. Et si, comme l'a montré récemment Jaurès Medvedev, le lys-

senkisme n'est pas mort, c'est seulement parce que sa base sociale, la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin, existe encore. Sa signification tragique, c'est celle du stalinisme : compromettre le marxisme, la théorie indispensable au prolétariat pour son émancipation, dans ses crimes contre-révolutionnaires, mais aussi dans les diverses variétés de son obscurantisme idéologique.

Mais il s'agit, pour M. Monod, de démontrer que Lyssenko et Jdanov, peut-être avec plus de conséquence et moins de culture, ne faisaient finalement que poursuivre dans la voie où Engels (et Lénine) s'était engagé. Lorsque Lyssenko « accusait les généticiens de soutenir une théorie radicalement incompatible avec le matérialisme dialectique », il « avait parfaitement raison ». C'est M. Monod, expert ès matérialisme dialectique, qui nous le certifie. Car, voyez-vous, Engels, lui aussi, niait les résultats de la science lorsqu'ils contredisaient ses préjugés dogmatiques... Et il prétend, nous venons de le voir, en donner deux exemples.

## DE L'ÉVOLUTION DES ESPÈCES...

Notons d'abord que, sur ce que M. Monod entend par « l'interprétation purement sélective de l'évolution » — alors que lui-même écrit (p. 135) que « certains évolutionnistes post-darwiniens ont eu tendance à propager de la sélection naturelle une idée appauvrie, naïvement féroce, celle de la pure et simple « lutte pour la vie », expression qui n'est pas de Darwin d'ailleurs, mais de Spencer », et que (p. 141) « une autre difficulté pour la théorie sélective provient de ce qu'elle a été trop

souvent comprise ou présentée comme faisant appel aux seules conditions du milieu extérieur comme agents de la sélection » — il y aurait beaucoup à dire pour les biologistes eux-mêmes. Mais la question n'est pas là. La question est que M. Monod SERAIT BIEN EN PEINE DE CITER un texte quelconque d'Engels où celui-ci contesterait, pour ce qui est de l'évolution des espèces, la théorie de Darwin, l'homme dont il estimait le génie au point que, parlant sur la tombe de Marx, il n'a pas trouvé de meilleure comparaison pour souligner l'importance de la découverte par celui-ci de la conception matérialiste de l'histoire que de la mettre sur le même rang que la théorie de Darwin !

Ce contre quoi Engels, avec Marx, s'est élevé, c'est l'application frauduleuse du darwinisme à la société humaine — la « théorie » si bien venue selon laquelle, si M. Rockefeller est milliardaire, M. Nixon président des Etats-Unis, M. Pompidou chef de l'Etat français, M. Brejnev à la tête de la bureaucratie du Kremlin, c'est parce que ces personnages sont les plus aptes, qu'ils sont les vainqueurs de la sélection naturelle, qu'ils occupent leur place en vertu d'une loi de la nature, contre laquelle il serait bien vain de se révolter. Il s'agit là, sous une forme particulièrement vulgaire, d'une de ces « confusions de niveaux » dont nous avons parlé plus haut — et Engels peut à juste titre conclure le passage qu'il y consacre dans *Dialectique de la nature* (1), et qui mériterait d'être cité en entier, en ces termes :

« A elle seule la conception de l'his-

toire comme une suite de luttes de classes est plus riche et plus profonde que sa simple réduction à des phases à peine différenciées de la lutte pour la vie. »

Que d'ailleurs ces messieurs, dans le cadre de la lutte mondiale entre les classes, soient d'une certaine façon « les plus aptes », comme M. Monod lui-même, à remplir les tâches réactionnaires qu'il leur a plu d'assumer au nom de leur classe ou de leur caste, c'est ce que nous nous garderons de contester ! Mais de la prétendue opposition dogmatique d'Engels à la théorie de Darwin en biologie, il n'y a pas la moindre trace. Engels écrit encore :

« C'est à l'esprit, au développement et à l'activité du cerveau, que fut attribué tout le mérite du développement rapide de la société ; les hommes s'habituerent à expliquer leur activité par leur pensée au lieu de l'expliquer par leurs besoins (qui cependant se reflètent assurément dans leurs têtes, deviennent conscients), et c'est ainsi qu'avec le temps on vit naître cette conception idéaliste du monde qui, surtout depuis le déclin de l'Antiquité, a dominé les esprits. Elle règne encore à tel point que même les savants matérialistes de l'école de Darwin ne peuvent toujours pas se faire une idée claire de l'origine de l'homme, car, sous l'influence de cette idéologie, ils ne reconnaissent pas le rôle que le travail a joué dans cette évolution » (2).

Que cela déplaît à M. Monod, pour qui l'homme commence avec « le règne des idées » et se distingue des autres êtres vivants par la possession d'une « âme », cela se comprend de reste. Que cela le fasse redoubler de mauvaise foi, également.

(1) Ed. sociales, pp. 316-317.

(2) Idem, p. 178.

## ... A LA MORT THERMIQUE DE L'UNIVERS

Il n'en va pas mieux en ce qui concerne la première accusation lancée par M. Monod contre Engels, la prétendue hostilité de celui-ci au second principe de la thermodynamique. Rappelons brièvement de quoi il s'agit.

Le premier principe de la thermodynamique est celui de la conservation de l'énergie, c'est-à-dire qu'il pose que, dans toutes les transformations physiques d'un système isolé d'un système qui n'échange rien avec l'extérieur), la matière peut changer de composition chimique, d'état physique, etc., l'énergie changer de forme, se répartir différemment entre les diverses parties du système, etc., mais que, dans tous les cas, la quantité totale d'énergie est invariable. Le second principe pose que, *toujours dans un système isolé*, toutes les transformations permises par le premier principe ne sont pas possibles. Un système isolé constitué d'un litre d'eau à 80° et d'un litre d'eau à 20° peut se transformer en deux litres à 50° ; la transformation inverse, elle aussi permise par le premier principe, est interdite par le second, sans fourniture d'une quantité *extérieure* d'énergie sous une forme appropriée.

La vitesse moyenne d'agitation des molécules d'eau à 80° est plus grande qu'à 20°. Le système évolue donc d'une situation où les molécules rapides sont séparées des molécules lentes vers une situation où elles sont mélangées, où la vitesse moyenne est partout la même ; il évolue vers un désordre croissant (il existe une grandeur physique qui mesure ce désordre, qu'on appelle l'entro-

pie ; le deuxième principe s'exprime alors en disant que, dans un système isolé, l'entropie tend toujours au total à augmenter).

Ce principe a été confirmé par toute l'évolution ultérieure de la physique et n'est, à l'heure actuelle, à notre connaissance, contesté par personne. Il ne l'a d'ailleurs jamais non plus été par Engels... De quoi s'agit-il alors ? D'autre chose.

Lorsque, vers 1854-1860, le physicien allemand Clausius, en inventant notamment le concept d'entropie, donna des bases plus rigoureuses au second principe, énoncé sous une forme assez incorrecte par Sadi Carnot en 1824, il prétendit en même temps l'appliquer à *l'univers entier*. Il croyait pouvoir ainsi prédire ce qu'il appela « *la mort thermique de l'univers* » — à savoir que l'univers évolue vers une situation où toutes ses parties seront à la même température, et où toute transformation sera donc impossible.

L'univers entier est sans doute par définition un « *système isolé* », mais c'est un système isolé assez spécial... Dans le cadre même des conceptions de la physique du XIX<sup>e</sup> siècle, celles d'un univers euclidien infini dans l'espace et dans le temps, la théorie de la « *mort thermique* » se heurtait à toutes sortes de difficultés. Par exemple, on pouvait montrer, au moins avec certaines hypothèses d'homogénéité, que si, depuis une durée infinie, l'entropie de l'univers augmente, elle a nécessairement *déjà* atteint son maximum, et que la mort thermique a déjà eu lieu. Ce n'était d'ailleurs là, comme on s'en est aperçu par la suite, que l'une des nombreuses contradictions auxquelles se heurtait la notion d'un univers euclidien infini et, au moins à gran-

de échelle, semblable à lui-même aussi bien dans l'espace que dans le temps. Nous ne pouvons insister sur ce point, qui mériterait une étude spéciale. Mais il s'agit ici d'autre chose. Contrairement au second principe de la thermodynamique, la théorie de la « *mort thermique de l'univers* » n'est pas un résultat de l'étude scientifique de l'univers. Elle n'est pas une découverte de la science. C'est une vue métaphysique — qui fut dénoncée comme telle, dès la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, par de nombreux physiciens, bien loin de faire leur unanimité.

Et ce n'est évidemment pas contre le second principe de la thermodynamique qu'Engels a protesté — mais bien contre son application abusive à l'univers entier, à l'annonce de la fin du monde au nom des lois de la physique, dont les sectataires de *Yahvé - Jésus mon veau d'or*, les idéologues du capital, n'avaient évidemment pas mis longtemps à s'emparer, pour inviter les travailleurs à faire pénitence, et à subir pieusement leur exploitation en attendant le jugement dernier, qui devait avoir lieu tout de suite après la mort thermique — Dieu, pour sa part, échappant évidemment au second principe (l'âme de M. Monod sans doute aussi !)

Quant à la description que, dans un passage célèbre de *l'Introduction à Dialectique de la nature*, Engels donne d'un univers parcourant une succession infinie de cycles, il ne faisait, dans ce texte écrit en 1875 et resté inachevé et inédit de son vivant, qu'exposer une conception parfaitement compatible avec les résultats de la science de la nature à cette date, et, pour cette raison, généralement admise par ceux qui

se refusaient à « *recourir au créateur* ».

Le développement ultérieur de la science a, certes, profondément bouleversé l'idée que nous pouvons nous faire de l'univers, de sa structure spatio-temporelle, de son passé et de son avenir. Condamner, pour cette raison, la synthèse tentée par Engels à cette date, c'est lui reprocher de ne pas avoir résolu des problèmes que la science de son temps n'avait pas encore posés — ou d'avoir voulu arrêter la science au nom d'une métaphysique. Rien n'était plus contraire à ses idées, n'en déplaise à M. Monod. Il ne prétendait pas dicter ses lois à la science de la nature : il combattait, dans les deux cas cités par M. Monod avec cette bonne foi qu'on a pu apprécier chez lui, l'emploi abusif, dans la lutte des classes, de certaines conquêtes de la science, préalablement déformées à cette fin.

Que ce genre de préoccupations n'ait rien perdu de son actualité, le livre de M. Monod suffirait à en témoigner. Mais cela est vrai dans bien d'autres domaines.

C'est ainsi que, depuis bientôt un siècle qu'Engels a laissé inachevé son manuscrit, la conception que les résultats de la science nous permettent de nous faire de l'univers a été profondément bouleversée. Nous savons aujourd'hui que notre univers n'est certainement pas euclidien (un univers euclidien est un univers dans lequel 3 lignes droites perpendiculaires les unes aux autres peuvent être prolongées indéfiniment ; le sentiment « *intuitif* » qui nous fait croire qu'il en serait « *nécessairement* » ainsi n'est que le produit de l'expérience empirique faite à notre échelle, avec nos sens et nos muscles ; à

plus grande échelle l'expérience scientifique montre le contraire) ; qu'il est vraisemblablement fini, encore qu'illimité (c'est-à-dire l'analogue à trois dimensions de ce qu'est la surface d'une sphère à deux) ; que l'espace et le temps ne sont pas des cadres indépendants l'un de l'autre et de la matière qu'ils contiennent, comme l'enseignait Kant, et comme le croyait encore, après Newton, la physique du XIX<sup>e</sup> siècle, mais bien qu'ils sont indissolublement liés, et que c'est la matière qui impose à l'espace-temps sa géométrie (un excellent exemple que c'est la physique qui contribue à élucider les problèmes de la prétendue métaphysique, et non cette dernière qui peut fixer à l'avance et une fois pour toutes ses bornes et ses lois à la science).

Et nous savons enfin — c'est du moins la conclusion admise par la très grande majorité des savants — que l'univers est en expansion rapide, toutes ses parties, à grande échelle (amas de galaxies), s'éloignant les unes des autres ; et qu'il y a quelque douze à quinze milliards d'années la totalité de la matière de l'univers était concentrée dans une étendue quasi nulle avec une densité quasi infinie. C'est à partir de l'explosion qui s'est alors produite, et de la « *boule de feu primitive* » en expansion qui en est résultée, que l'on s'efforce aujourd'hui d'expliquer la formation des structures actuelles de la matière : noyaux atomiques, galaxies, puis étoiles. Depuis dix ans, de nouveaux résultats expérimentaux étayant cette hypothèse n'ont cessé de s'accumuler.

Une autre question est de savoir si cette phase actuelle d'expansion à partir d'une « *singularité primitive* » ultra-condensée a été précédée d'une autre phase, ou s'il s'agit là d'un commencement absolu. Il n'y a pas, dans l'état actuel de nos connaissances, d'expériences ou d'observations déjà faites ou même concevables qui pourraient y répondre. Et, il faut le souligner nettement — en renvoyant pour plus de détails au livre du savant d'Allemagne orientale Robert Haveman, *Dialectique sans dogme*, malheureusement toujours inédit en français — il n'y a pas de réponse à cette question qui soit plus ou moins matérialiste. Le matérialisme dialectique ne permet pas de savoir — n'en déplaie à la section de philosophie du K.G.B. — si l'univers est euclidien ou non, fini ou infini dans l'espace, si le temps passé est fini ou infini. C'est à la science de répondre. Le matérialisme affirme que cet univers est réel, qu'il est scientifiquement connaissable (et qu'il n'y a pas d'inconnaissable, même si l'inconnu est inépuisable), enfin qu'il n'y a rien d'autre que l'univers scientifiquement connaissable. L'idéalisme, ou, si l'on préfère, l'obscurantisme théologique — il y a, aujourd'hui, de moins en moins de différence entre les diverses variétés de philosophies idéalistes et l'obscurantisme — consiste à soutenir que cet univers n'est pas réel, que ne sont réelles que nos relations avec lui, et qu'il s'explique, est manipulé et mis en scène par une autre réalité, la vraie réalité, la seule réelle, qui n'est pas objet de science, mais de révélation, d'intuition, etc., le « *Royaume* » de M. Monod et des évangiles en un mot.

## M. MONOD ET SA SAINTE MÈRE L'ÉGLISE

La première tâche des marxistes (1), en ce qui concerne la science de la nature, c'est d'abord de combattre ces conclusions métaphysiques réactionnaires qu'une voix insidieuse et omniprésente, celle des rapports de production bourgeois, suggère sans cesse à l'oreille des savants de tirer de résultats de la science.

C'est ainsi que les théoriciens de la cosmologie parlent constamment de "création" à propos de la boule de feu primitive. Simple question de langage ? L'un d'eux, dans un article du *Scientific American* de juillet 1970, consacré à l'origine des amas globulaires d'étoiles (il n'est pas nécessaire de savoir de quoi il s'agit pour apprécier ce qui suit), après avoir indiqué que, selon les lois de la physique, si, dans les dix premières secondes d'existence de la "boule de feu primitive", les photons (grains de lumière) donnent constamment naissance à des paires électrons-positons, il n'en est pas de même ensuite, lorsque la température tombe en dessous de 10 milliards de degrés.

Et il ajoute :

« Le fait que dans de telles conditions la plus grande partie de l'énergie de l'univers était sous forme de radiation électromagnétique (photons) donne une signification accrue à la phrase : *'Et Dieu dit : que la lumière soit.'* »

Ce ne sont pas là jeux d'esprit gratuits au moment où l'Église romaine, et avec elle toutes les églises chrétiennes, demeure le plus sûr et le plus fidèle instrument tout terrain de guerre civile du capital contre les masses.

Et cela nous amène à trouver vraiment étrange l'insistance que met M. Monod à démontrer que la vie n'a pris naissance que par un hasard extraordinaire et unique, un événement qui ne s'est produit qu'une fois, dans l'espace comme dans le temps. Nous n'entrerons pas dans la discussion de cette thèse, qui est loin de faire l'unanimité des biologistes. Peut-être M. Monod pourrait-il être un peu moins catégorique, au moment précis où (cela s'est produit en mai-juin 1970 seulement) l'un des points essentiels de ce que les généticiens avaient eux-mêmes baptisé leur "dogme fondamental" (que la transmission de l'information ne peut se faire que de l'A.D.N. vers l'A.R.N. et non en sens inverse) vient d'être réfuté avec éclat par l'expérience. Certes, un point plus important encore de ce "dogme" demeure valide (que l'information ne peut être transmise que des acides nucléiques, A.D.N. ou A.R.N., vers les protéines et non en sens inverse) ; et nous sommes bien d'accord que, dans l'état actuel des connaissances, encore une fois, on ne voit guère comment il pourrait en être autrement. Cet épisode récent pourrait toutefois peut-être inciter certains généticiens à être un peu moins... "dogmatiques". D'autant que le "dogme fondamental" n'est pas sans relations étroites avec la théorie du "hasard unique".

Pour ce qui est de cette théorie, nous en restons à ce que nous avons dit plus haut : il n'existe actuellement aucune possibilité scientifique de conclure dans un sens ou dans

---

(1) Ce n'est sans doute pas la seule, mais nous ne pouvons y insister aujourd'hui.

l'autre. Et nous ne dirons certes pas que, "du point de vue matérialiste", on peut conclure ! Mais précisément pourquoi M. Monod tient-il tant à le faire ?

On peut se le demander, quand on lit dans le *Scientific American* de février 1971 (pp. 46-47) :

« Dans les derniers mois, l'enseignement de l'évolution a fait l'objet d'attaques dans bon nombre d'Etats. La renaissance du fondamentalisme en biologie prend une forme quelque peu nouvelle : ce ne sont pas des théologiens qui combattent les théories courantes sur l'origine de la vie et la diversité des espèces, ce sont des savants. Le mouvement est dirigé par la 'Société de recherche de la création', dont les membres ont témoigné devant les comités de l'éducation et des manuels de l'Etat de Californie. Le credo de la société dit : 'qu'elle s'engage à croire strictement à la relation biblique de la création et de l'histoire primitive' et que son but est 'de réaliser la science sur la base des idées de la création par Dieu'...

Le plus grand succès remporté à ce jour par cette société, c'est d'avoir fait inscrire une formulation nouvelle dans les directives adoptées fin 1969 par le bureau de l'éducation de l'Etat de Californie... Dans le projet préparé par le comité consultatif pour l'éducation scientifique, deux paragraphes indiquaient que la vie est probablement née il y a quelque trois milliards d'années d'une 'soupe de molécules du genre des acides aminés', et que la diversité qui règne entre les espèces actuelles est le résultat de l'évolution par le moyen de la sélection naturelle produite par une adaptation effective aux modifications de l'environnement. C'est cette formulation qu'attaquèrent les représentants du point de vue créationniste... Ils soutinrent que la doctrine de la création spéciale par Dieu mérite un statut égal à celui des autres explications de l'origine de l'homme, car elle n'est pas seulement une croyance religieuse mais aussi une doctrine scien-

tifiquement valable... et que les droits des enfants chrétiens seraient violés par ce qui serait en fait enseigner l'absence de Dieu.

... George F. Howe, du Collège baptiste de Los Angeles à New Hall (Californie), soutint que le créationnisme n'est pas moins 'scientifique' et pas plus 'religieux' que la théorie générale de l'évolution. En fait, le créationnisme résout ce qu'il appela un problème pour les évolutionnistes : L'ÉNORME HASARD QU'IL FAUDRAIT [c'est nous qui soulignons] pour qu'une protocellule vivante, ou même une molécule spécifique de protéine, puisse se former seulement par l'accrétion de diverses substances dans un océan ancien... Dennis S. McCurdie, un géologue, soutint que de fausses conclusions avaient été tirées de la datation au carbone 14 des matériaux fossiles et que le carbone 14 démontre en réalité que la terre a été créée récemment — peut-être il y a dix mille ans.

Le bureau d'éducation de l'Etat de Californie a supprimé les deux paragraphes litigieux. Il leur a substitué une déclaration selon laquelle «...la création en termes scientifiques n'est pas une exigence religieuse ou philosophique... La création et les théories évolutionnistes ne sont pas nécessairement mutuellement exclusives...»

On voit que M. Monod a des émules. Si nous employions la méthode qui lui est chère, nous dirions que MM. Howe, McCurdie et C<sup>ie</sup> sont des "monodistes conséquents", les véritables représentants des idées de M. Monod. Nous n'avons pas besoin de nous abaisser à de tels procédés pour conclure : l'offensive de l'obscurantisme contre le marxisme, sous les formes les plus diverses, y compris les oripeaux "scientifiques" de M. Monod, est aujourd'hui un aspect essentiel de la lutte des classes. Elle doit être combattue et repoussée sur tous les terrains où elle se manifeste.

# La crise de l'impérialisme U.S. la perspective du Labour Party et le Québec

par ALVIN

## POUR L'OUVERTURE D'UN DÉBAT

Après un premier affrontement, le mouvement ouvrier québécois se réorganise, ses éléments d'avant-garde, dressant un bilan, se redisposent sur la carte politique selon de nouveaux axes. Conscient ou non, chaque prolétariat part au combat comme fraction du prolétariat mondial. Ses déterminations ne sont pas saisissables dans le seul cadre national. L'orientation de son combat et, par là même, son expression consciente et organisée ne peuvent être comprises qu'à partir de l'analyse des contradictions mondiales de l'impérialisme. Au moment où les militants d'avant-garde au Québec dressent leur premier bilan et où se redisposent les forces de classe, en tant que trotskystes, membres du Comité International pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous tenons, sinon à être un facteur décisif de clarification (l'absence d'organisation trotskyste au Québec nous interdit pour l'instant cette prétention), du moins à ne pas avaliser la confusion. Nous espérons que ceux qui ont pu développer leur ligne politique précédemment dans *Informations ouvrières*

ne s'arrêteront pas au ton polémique du débat, mais, comprenant l'exigence de clarté, la poursuivront.

Nous ne pouvions que partir d'une analyse de la situation internationale et, ici, plus particulièrement de l'évolution de la place de l'impérialisme U.S. dans le monde, de sa crise. Premièrement, parce que la proximité et la dépendance du Québec de l'impérialisme U.S. conditionnent quotidiennement son existence. L'impérialisme U.S. reste le facteur principal qui révolutionne le monde. Lénine disait que Wall Street fomentait plus de révolutions que la IV<sup>e</sup> Internationale. Cela est particulièrement vrai pour le Canada et le Québec. Deuxièmement, parce qu'il existe une étroite relation dans le rythme même des luttes du prolétariat américain et québécois. L'articulation exacte, nous ne sommes pas à même aujourd'hui de l'analyser, principalement parce que l'élément central de cette articulation, c'est le Canada. Nous ne prétendons pas la connaître. Mais simplement montrer du doigt son existence. C'est pourquoi nous n'avons pas tenté de lier artificiellement les deux parties de cet article.

## POINTS DE REPÈRE SUR LA LUTTE DE CLASSES AUX ETATS-UNIS ET AU QUÉBEC

ETATS-UNIS

QUÉBEC

ETATS-UNIS	QUÉBEC	
1960	Grève de l'acier.	Début de la « <i>révolution tranquille</i> ». Le parti de l'Union nationale de Duplessis est remplacé par le parti libéral et Lesage.
1961	Little Rock.	Naissance des groupes indépendantistes : R.I.N., A.S.I.A., M.O.L.N. « <i>Réformes</i> » économiques et sociales.
1963		Naissance des Comités de citoyens.
1964	Emeute de Harlem. Premiers groupes d'autodéfense des <i>Black Panthers</i> dans le Sud.	Naissance du F.L.Q., de la revue <i>Parti pris</i> et du P.S.Q.
1965	Emeute de Watts (Los Angeles). Assassinat de M. L. King.	Recrudescence des grèves. Chute du gouvernement Lesage
1966	Grève du Transit.	Retour de l'Union nationale D. Johnson. Congrès C.S.N. : le C.C. d'action politique est créé. Grèves de la Fonction publique : hôpitaux, professeurs, ingénieurs.
1967	Grève de la Sécurité sociale. Hôpitaux de New York. Manifestation à Washington contre la guerre. Grève des enseignants de New York.	De Gaulle à Montréal : « <i>Vive le Québec libre.</i> » Grèves violentes : <i>Dominion Ayers</i> , <i>Seven UP</i> , Chantiers de la <i>Vichers</i> .
1968	Grève des dockers. Convention démocrate de Chicago.	Création du P.Q. de Levesque. Congrès C.S.N. : rapport sur le 2 <sup>e</sup> <i>Front</i> . Extension des pouvoirs des C.A.P. Premiers élus ouvriers.
1969	Grève de la <i>General Electric</i> et des Postes.	Lutte contre BIU 63 sur le « <i>bilinguisme</i> ». Novembre : Grève des taxis et émeute.
1970	Grève générale universitaire et manifestations contre le massacre de Kent. Grève <i>General Motors</i> .	Avril : Elections B (libéral) ; Elections P.Q. 27% ; Colloques régionaux C.S.N., F.R.Q., C.E.Q. Septembre : Création du F.R.A.P. ; Mesures de guerre et élections municipales.

## **DÉSIGNATION DES ORGANISATIONS POLITIQUES ET SYNDICALES**

### *UNION NATIONALE*

Parti de Duplessis, dictateur depuis l'avant-guerre jusqu'à 1960, s'appuyant sur le clergé et sur les forces hostiles à l'industrialisation. Fait la chasse aux communistes et interdit les grèves pendant la guerre froide.

### *PARTI LIBERAL*

Lesage, Trudeau, Bourassa. Parti de la bourgeoisie, favorable à l'industrialisation. Revendiquant une place pour la bourgeoisie francophone.

### *PARTI QUEBÉCOIS*

Fusion d'anciens libéraux (René Levesque, J. Parizeau) et du Rassemblement pour l'indépendance nationale, de Pierre Bourgault. Parti bourgeois d'apparence plus radicale et moins lié à la bourgeoisie anglo-saxonne, prônant un capitalisme s'appuyant sur un Etat du Québec « *souverain* ».

### *C.S.N.*

Confédération des syndicats nationaux du Québec. A l'origine les associations corporatives professionnelles, préindustrielles, coiffées par l'Eglise, ont été fédérées contre le syndicalisme américain de Gompers puis contre la C.I.O. Pendant la période d'industrialisation d'après guerre, la C.S.N. se fonde en rupture avec l'Eglise et Duplessis en se rapprochant de la F.T.Q.

### *F.T.Q.*

Fédération des travailleurs du Québec. Fédération nationale de l'A.F.L.-C.I.O., centrale américaine.

### *C.E.Q.*

Centrale des enseignants du Québec. Constituée comme syndicat surtout depuis la séparation de l'enseignement et de l'Eglise et des grèves enseignantes récentes.

### *C.A.P.*

Comités d'action politique mis en place par la C.S.N.

### *COMITES DE CITOYENS*

Comités d'information civique mis en place pendant la « *révolution tranquille* » ayant servi de base aux luttes des travailleurs québécois dans leur quartier sur les questions de logement, de santé, etc.

### *F.R.A.P.*

Front d'action politique, fédérant C.A.P. et Comités de citoyens de Montréal.

### *F.L.Q.*

Front de libération du Québec. Organisation indépendante et se réclamant du socialisme et de méthodes terroristes. Issu du *Parti pris* revue d'intellectuels attirés par le marxisme. Extérieur au mouvement ouvrier.

## **LA PLACE DE L'IMPÉRIALISME U.S., SA CRISE INTERNE ET LE LABOUR PARTY**

Dans le développement anarchique et sauvage du capitalisme en Amérique du Nord, les compromis passés par la bourgeoisie américaine et anglaise avec les séquelles des forces féodales et esclavagistes importées d'Europe ont maintenu, dans le bastion même de l'impérialisme mondial, jusqu'à la seconde guerre mondiale, des jachères non capitalistes abandonnées aux modes d'exploitation les plus rétrogrades, depuis longtemps évincées en Europe et ne survivant que dans les colonies des impérialismes.

Cinquante ans après la victoire de la révolution américaine fondant l'indépendance des Etats-Unis à l'égard de l'Angleterre, la bourgeoisie américaine a préféré voir la révolution bourgeoise canadienne de 1837-1838 écrasée par son ennemi d'hier, l'Angleterre, que de voir s'installer sur le même continent et à ses portes un autre Etat indépendant. A son tour, le capitalisme anglais a préféré laisser le gouvernement des populations francophones, abandonnées là par les armées françaises en déroute un demi-siècle auparavant, aux bons soins du clergé catholique, laisser à ses ouailles le commerce des fourrures et le défrichage de la côte nord, puisque ce clergé très catholique et le tribun « révolutionnaire » Papineau étaient assez bons pour prêter allégeance à la reine d'Angleterre et accepter la confédération.

Quand la bourgeoisie yankee s'est ouvert, par la guerre civile, la voie de l'exploitation capitaliste de

l'Ouest, le parti républicain vainqueur a laissé le Sud en jachère, aux mains des esclavagistes « démocrates » du Sud vaincus ; ce qui permit sous des formes à peine plus subtiles l'oppression des Noirs, le Sud restant jusqu'aux années 30 une immense réserve de main-d'œuvre qui viendra grossir les rangs du prolétariat du Nord, du Centre, puis de l'Ouest après la seconde guerre mondiale.

L'impérialisme U.S., seul impérialisme sorti renforcé de la seconde guerre mondiale par l'écroulement des impérialismes d'Europe continentale et du Japon, seul impérialisme resté intact malgré la montée ouvrière d'après guerre, devra assumer de plus en plus directement dans le monde l'ordre impérialiste dans les anciennes colonies des empires français, japonais ou anglais, et prendre part de plus en plus directement à l'exploitation capitaliste de l'Europe, que la montée du prolétariat exigeait de maintenir morcellée en Etats nationaux, derrière des bourgeoisies nationales débiles et déchues, remises en selle, tant bien que mal, grâce à la fructueuse collaboration de Staline.

Aux Etats-Unis, sur son propre continent les zones d'ombres ont été progressivement éliminées. La jachère du sud des Etats-Unis, maintenue en état d'arriération politique par l'absence de libertés, a été le terrain idéal et privilégié d'industries qui étaient à la recherche d'une main-d'œuvre docile, sans tradition syndicale, et qui essayaient d'échapper aux exigences du prolétariat organisé du Nord. Une part immense des exportations de capitaux U.S. s'est d'abord déversée au Canada pour prendre le contrôle

des richesses naturelles de ce pays et installer des usines sous-traitantes des usines américaines bénéficiant de la main-d'œuvre bon marché du Canada et encore plus du Québec où le chômage chronique n'avait guère cessé depuis l'existence de la province.

## L'EUROPE ET L'EXCLUSION POLITIQUE DU PROLÉTARIAT AMÉRICAIN

Le prolétariat américain, à la recherche de son indépendance politique, a, par deux fois, été rejeté de la scène politique quand les élus des prolétariats européens ont permis d'ouvrir la voie de la guerre en Europe et permis à l'impérialisme américain de garder dans un premier stade une neutralité toute tactique de rapace attendant son heure. Les sociaux-patriotes européens ont été directement responsables des illusions du prolétariat mondial sur le rôle démocratique de l'oncle Sam.

Après s'être rangé chacun derrière sa bourgeoisie, qui contre le tsarisme rétrograde, qui contre le militarisme allemand, les sociaux-patriotes se sont finalement rangés derrière la bourgeoisie la plus forte, l'impérialisme U.S. Dans la débâcle du début de la première guerre mondiale, le parti socialiste d'Eugène Debs qui, en 1912, avait recueilli 10 % des voix aux élections, n'a pas su ou pu mettre en pratique sa menace contre Wilson : « *Si vous engagez les Etats-Unis dans la guerre, nous engagerons la guerre civile.* » L'Internationale communiste n'a pas pu — ou pas su — ouvrir la voie

de la révolution en Europe, et principalement en Allemagne. Moins de dix ans après la révolution russe, Staline inféodait l'activité des partis communistes à la bourgeoisie. En prosternant le prolétariat allemand, en subordonnant les prolétariats français et espagnol, Staline a ouvert la voie de la guerre contre l'U.R.S.S. elle-même.

Le meilleur du parti socialiste d'Eugène Debs s'est rallié à l'Internationale communiste, comme le noyau dirigeant et fondateur du parti communiste des Etats-Unis s'est ensuite rallié à Trotsky pour fonder le *Socialist Workers Party*. Mais les défaites et la division du prolétariat européen après 1936 — la voie de la guerre étant dès lors ouverte — et les illusions qui persistaient sur la neutralité bienveillante des Etats-Unis — plaçaient les bolcheviks-léninistes à contre-courant. Faut-il rappeler que, pendant la guerre, les staliniens luttèrent avec F.D. Roosevelt contre toute grève au nom de l'effort de guerre, alors même que John Lewis, fondateur de la C.I.O., sans être révolutionnaire rompait avec Roosevelt pour déclencher des grèves ?

L'exclusion politique de la classe ouvrière américaine n'est pas une de ses propriétés propres ; elle ne tient pas à sa nature. Chacun de ses combats tend inlassablement à ouvrir la voie d'un parti indépendant. Il serait fastidieux d'en énumérer ici toutes les tentatives. Ses échecs ne sont que l'expression particulière des échecs du prolétariat mondial, étant donné la place particulière de l'impérialisme U.S. dans le monde. Et l'absence, le reflux ou la destruction d'un parti propre à la classe ouvrière a toujours été la

clé de la stabilité politique des Etats-Unis.

Dans le contexte de l'immédiat après-guerre des grandes grèves de 1947, seule l'acceptation du partage du monde par Staline et de la guerre froide a permis, au prix cependant d'importantes concessions (échelle mobile, etc.), la terreur généralisée du mac-carthysme, les lois antigrevé *Taft Hartley* et la paralysie du mouvement ouvrier. La politique réactionnaire de Staline est tout aussi directement responsable de la facilité avec laquelle la bourgeoisie américaine a pu prosterner la classe ouvrière en brandissant le spectre du communisme qu'elle fut responsable de la montée au pouvoir d'Hitler. Le stalinisme est le frein politique majeur de la classe ouvrière américaine ; cela, quelle que soit la force du P.C. américain.

## **LA RÉAPPARITION DU PROLÉTARIAT AMÉRICAIN**

Après l'échec de la guerre de Corée, après que les révolutions chinoise et yougoslave eurent déjà ébranlé l'équilibre du monde établi à Yalta par Staline et Roosevelt, le prolétariat mondial commence à remettre en cause la domination conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. L'impérialisme américain, arbitrant les conflits (Suez), appuyant les impérialismes européens, si possible sans prendre une part directe aux conflits (les Etats-Unis ne signent pas les accords de Genève sur le Vietnam en 1954) pour se réserver la possibilité d'intervenir à terme pour ses intérêts propres, s'efforce principalement de

renforcer la stabilité politique sans cesse compromise en Europe, et particulièrement en France où les grandes grèves de 1953 à 1958 et l'effondrement de l'empire colonial menaçaient sans cesse la pérennité de l'Etat français. Avec l'aide des successeurs de Staline, qui, de leur côté, bloquèrent la montée de la révolution politique en Europe de l'Est en dépeçant l'Allemagne de l'Est et en écrasant la révolution hongroise, la stabilité de l'Europe, et en particulier celle de la France, fut tant bien que mal rétablie (jusqu'à nouvel ordre) avec l'instauration du régime bonapartiste de De Gaulle. C'est pendant ces mêmes années 1950 que commença et se fit le plus gros de la réorganisation industrielle et économique des Etats-Unis, la modernisation des secteurs vétustes (tels que les mines), l'industrialisation du Sud, le développement de l'informatique et des techniques nouvelles qui vont donner aux Etats-Unis dans les années 1960 une suprématie technique incontestable face aux capitalismes européens.

L'absence de grandes luttes de classes aux Etats-Unis dans les années 1950 n'est explicable, outre la répression mac-carthyiste, que par ce repli momentané des Etats-Unis sur eux-mêmes, cette réorganisation interne, cette consolidation de leurs propres positions sur le continent américain. Le mouvement ouvrier américain, écarté de la lutte des classes internationale, va se nourrir de la réorganisation interne du capitalisme américain, qui tend à rationaliser son propre appareil de production, en résistant aux tentatives d'accroître l'exploitation.

Cette résistance sous toutes ses formes s'exprimera d'une manière défi-

nitive en 1960 où, par une grève d'une journée et une menace de grève prolongée, les travailleurs de l'acier mettront en échec les tentatives du patronat américain de passer outre aux accords contractés avec les syndicats. C'est à cette date que les Noirs nouvellement prolétarisés du Sud commencent à exiger les droits que les travailleurs du Nord avaient su préserver. C'est à cette même date que la jeunesse étudiante réapparaît sur la scène politique, et que se fait jour, sous les formes les plus diverses — et au début « *sauvages* » — la résistance de la jeunesse américaine.

Il faudrait vouloir rester myope pour ne pas constater que le début de la « *révolution tranquille* » au Québec en 1960 coïncide très exactement avec les premières grandes luttes de classes aux États-Unis depuis le mac-carthysme, et avec les luttes de résistance du prolétariat européen (en Angleterre, contre le gouvernement Mac Millan, la grande grève belge de 1960-1961, la grève des mineurs français de 1963, la grève générale du Japon de 1960). Le jeune prolétariat québécois, encouragé par la résistance du prolétariat américain organisé, s'est lancé, comme les travailleurs noirs, à la conquête des mêmes droits qu'a obtenus le prolétariat américain et dont il a été spolié dès le début.

Il faudrait vouloir rester myope pour déclarer que la « *révolution tranquille* » aurait pu se poursuivre sans les grandes grèves des années 1960 aux États-Unis, sans la profonde vague de syndicalisation de nouvelles couches de travailleurs, sans le fantastique mouvement d'organisation des Noirs et des Mexicains, sans le mouvement général d'opposition

à Washington de la jeunesse américaine. L'incapacité de Washington de s'occuper plus directement du Québec aujourd'hui et de tenter de mettre un terme brutal aux tentatives d'organisation politique du prolétariat québécois et canadien provient de la crise interne de la société américaine.

## LA CRISE SOCIALE AUX ÉTATS-UNIS

Dans les années 1960, l'impérialisme U.S., s'appuyant sur la stabilité en Europe, reprend de nouveau l'initiative. Dès l'arrivée au pouvoir de De Gaulle, il a poussé l'Europe à constituer un marché à sa mesure (traité de Rome, 1958) en abaissant ses tarifs douaniers. En acculant chaque bourgeoisie à la concurrence, il tendait ainsi à préparer les conditions politiques et sociales de la surexploitation, tout en se taillant la part du lion par des investissements directs en Europe. Là où l'impérialisme français avait failli, ayant reçu le feu vert de Moscou contre la Chine par son engagement à ne pas lui fournir d'armes nucléaires, il reprit la guerre contre-révolutionnaire au Vietnam.

Les masques de l'impérialisme U.S. tombèrent une fois pour toutes. Pour la première fois, l'oncle Sam ne peut même plus apparaître aux travailleurs américains comme le libérateur des colonies des autres, ou comme le sauveur du fascisme. En Grèce, en Indonésie, partout l'impérialisme U.S. apparaît clairement sous son vrai jour de gendarme universel. Qui plus est, pour la pre-

mière fois dans leur histoire, les Etats-Unis ne gagnent pas la guerre. Leur place dans le monde est remise en cause de fond en comble.

C'est là que résident les déterminations profondes de la crise sociale aux Etats-Unis mêmes. Crise qui éclate dans toute sa violence en 1968. La grève générale en France, puis la chute de De Gaulle et la révolution politique en Tchécoslovaquie secouent de manière irréversible la stabilité de l'Europe. Quelques mois après, la jeunesse américaine se heurte à Chicago à la police des « démocrates » Johnson et Dailey et révèle aux yeux de millions d'Américains la nature du parti du « libéral » John Kennedy. Quelques mois auparavant, dans un discours prononcé de son ranch à San Antonio, Johnson prévient que les dangers sont plus internes qu'externes et que la menace principale aux Etats-Unis capitalistes serait qu'une fraction d'Américains se dresse contre une autre. Sans doute pour ne pas cristalliser les débats contre sa politique et ne pas détruire de fond en comble son propre parti, il annonce, dans la même foulée, qu'il ne se présentera pas aux prochaines élections présidentielles. Malgré les précautions prises, deux ans plus tard (à la suite du massacre de Kent), à une échelle et avec une homogénéité sans précédent dans l'Histoire, toute la jeunesse américaine se dresse contre son propre Etat bourgeois, et le mouvement ouvrier, pour la première fois, commence à se mobiliser contre la guerre.

Là encore, il faudrait vouloir rester myope pour ne pas comprendre que l'immense pas en avant du mou-

vement ouvrier québécois que constitue la création, en 1970, d'un parti politique, même municipal, le F.R.A.P., émanation des syndicats et d'association parasyndicales (comités de locataires, etc.), puis la présentation par le F.R.A.P. de candidats ouvriers aux élections, permettant à la classe ouvrière de se compter, procède du même mouvement que celui du prolétariat américain, même s'il prend des formes particulières.

La grève des postes aux Etats-Unis, la première dans une corporation où la grève est interdite, signifie que le mouvement de la classe ouvrière atteint jusqu'au cœur l'appareil d'Etat bourgeois et le lézarde. La milice bourgeoise que constitue la garde nationale se lézarde elle aussi quand il s'agit de casser la grève. Les mouvements d'insoumission et d'organisation sans précédent dans l'armée la paralysent de plus en plus. La bourgeoisie américaine est obligée d'étaler au grand jour ses crimes de guerre en traduisant en justice les massacreurs de My-Long : malgré l'hypocrisie humanisante de dernière heure de la bourgeoisie américaine, elle ne peut empêcher que ce procès ne soit, comme l'explique le principal accusé, St Calley, lui-même, le procès de toute la guerre du Vietnam.

La lutte du prolétariat américain et de sa jeunesse, qui a ses déterminations dans la mise en cause à l'échelle mondiale de l'impérialisme U.S., est, avec celle-ci, le facteur principal d'une crise politique interne de la bourgeoisie américaine. Profondément divisée, la sauvegarde de ses intérêts et de son rôle mondial exige qu'elle se regroupe sur un nouvel axe. Le Premier ministre

britannique a préféré expliciter cet axe à New York plutôt que devant la pacifique et démocrate Angleterre : « *Les années 70 seront des années de guerre civile.* »

Ce qui est à l'ordre du jour de la bourgeoisie internationale, c'est d'infliger une défaite déterminante à un prolétariat avancé.

Le rôle de la bourgeoisie américaine est de lever le drapeau du regroupement des forces de la guerre civile. Les défaites momentanées lui importent peu ; elle est consciente que son salut dépend de sa capacité d'écraser dans la guerre civile un prolétariat avancé. Justifiant l'invasion du Cambodge, Nixon a déclaré : « *Que penserions-nous de nous-mêmes si, au moment où la liberté est menacée, nous ne relevions pas le drapeau ?* »

Bien que l'objectif de la bourgeoisie américaine soit d'infliger cette défaite au prolétariat en Europe, les positions prises par le prolétariat américain constituent un obstacle à la réalisation de ce plan. L'Etat bourgeois américain lézardé doit être réorganisé sur ce nouvel axe. L'exercice généralisé des libertés démocratiques, qui s'est étendu pendant les années 60, sous l'impulsion du prolétariat, des minorités noire, mexicaine et des jeunes, devient gênant pour une telle tâche, de même que l'existence du Sénat : Nixon a tenté une première fois de sauter par-dessus la prérogative du Sénat dans la déclaration de la guerre en décidant l'invasion du Cambodge. Infirmant toutes les idioties de Marcuse, l'utilisation de la télévision, de la radio, de la presse, dans les limites de la démocratie de l'argent,

est devenue elle-même insupportable et le vice-président Agnew part en croisade pour en supprimer les libertés en tentant d'imposer un contrôle d'Etat. L'exercice régulier des droits juridiques, et en particulier le droit de l'accusé de préparer son procès en liberté, devient intolérable à l'Etat bourgeois, et ses législateurs essayent d'introduire la détention préventive, pour la première fois dans un pays habitué à voir même Al Capone en liberté provisoire.

Son opposition à l'acquisition de toute nouvelle liberté, et en particulier par les minorités qui en étaient exclues (Noirs, Mexicains, « *Nègres blancs* » du Québec) procède de ce même besoin de forger un Etat qui puisse agir au-dessus de ces libertés. Et pourtant, le déferlement de revendications de toutes les catégories pour l'égalité est loin d'être enrayée. Quelles que soient les illusions culturelles charriées dans le mouvement féministe, l'égalité qu'il exige montre la profondeur des aspirations démocratiques. Aucune catégorie n'est épargnée. Loin d'être enrayée, cette exigence de liberté de la population laborieuse américaine impuissante l'administration Nixon elle-même devant un projet qui tendrait, non pas à diminuer, mais à accroître l'exercice du parlementarisme, par l'élection directe, sans l'intermédiaire des grands électeurs des Etats, du président des Etats-Unis.

La bourgeoisie américaine a besoin d'un Etat fort et centralisé remettant en cause les traditions fédératives et parlementaires. A opérer cette transition, elle éprouve d'autant plus de difficultés que sa démocratie parlementaire a été acquise par le sang

de deux guerres, la révolution américaine contre les Anglais et la guerre civile, et qu'elle a poussé l'expérience du parlementarisme bourgeois le plus loin et le plus longtemps possible. Les traditions mêmes de la bourgeoisie américaine, forgées au cours de deux siècles, ne la prédisposent pas au combat. Les seules traditions auxquelles une telle entreprise peut faire appel sont les restes de traditions esclavagistes du Sud (Nixon tente de rallier à sa politique les démocrates réactionnaires du Sud), de très anciennes traditions du parti conservateur dans le Nord-Est datant d'avant la guerre civile et de l'établissement du parti républicain (Agnew a ouvertement soutenu Buckley, le premier « *conservateur* » jamais élu dans l'Etat de New York), celles pratiquées par les anciens partisans de MacCarthy, et les aventuriers politiques que le sauvage capitalisme américain se crée comme la pègre, avec une fécondité étonnante. La bourgeoisie dite « *libérale* » manifeste pour cette nouvelle racaille politique un mépris impuissant, qui rappelle étrangement celui de la haute bourgeoisie allemande devant la montée d'Hitler. Ayant épuisé son rôle propre, elle tente, malgré des échecs successifs lamentables depuis l'assassinat de Kennedy, de retrouver un homme capable de sortir du froid, le fantôme de F.D. Roosevelt, comme a tenté de le faire Muskie aux dernières élections. Etant donné les difficultés rencontrées par Nixon lui-même dans son entreprise, la reconstruction en toute hâte du parti démocrate en ruines est une condition essentielle pour boucher les brèches de l'Etat bourgeois et tenter d'éviter que le prolétariat n'ouvre sa propre alternative.

## LA RUPTURE DE L'ISOLEMENT INTERNATIONAL

Dans un pays qui produit des cadavres comme il produit tout : à *l'échelle industrielle*, les deux morts de l'université de Kent n'ont été saisis que comme le point de départ de l'initiative de la lutte de la jeunesse du bastion de l'impérialisme contre son propre Etat. Par là même, ce mouvement protège, permet et annonce le développement de l'initiative des masses opprimées par l'impérialisme. Sur le terrain même de l'internationalisme prolétarien, la jeunesse et le prolétariat des Etats-Unis ont pris ainsi l'initiative, rompant leur isolement séculaire des luttes du prolétariat international, et plus particulièrement depuis la guerre froide.

La victoire de travailleurs de l'automobile organisée par l'U.A.W (*United Auto Workers*) — car c'est une victoire quelles que soient les intentions et les visées des dirigeants de cette grève — a une signification politique qui dépasse l'analyse des avantages matériels considérables qui ont été obtenus. Le rétablissement de l'échelle mobile, le rattrapage des salaires rognés par l'inflation, l'ampleur des augmentations elles-mêmes, la préretraite ont donné un coup de grâce à la politique de Nixon qui visait à augmenter le chômage et à procéder à une nouvelle vague de concentrations.

Face à cette politique, le dirigeant de l'A.F.L.-C.I.O., Abel, le plus en vue à côté de Meany, partisan comme lui de la poursuite de la guerre du Vietnam, avait été obligé, juste après l'arrivée à la présidence de Nixon, d'ouvrir, devant le Congrès

de tous les travailleurs industriels, la perspective d'une lutte pour trente heures payées quarante. Aujourd'hui la bourgeoisie elle-même, et en particulier les idéologues du parti démocrate, comme Galbraith, en mal de programme, ne peuvent plus éluder ce problème. La victoire des travailleurs de l'U.A.W. est une démonstration que la classe ouvrière peut atteindre cet objectif. Quelques jours après les travailleurs de l'automobile, ceux des chemins de fer, parmi les plus touchés par la concentration et les faillites, ont obtenu, sans coup férir, de premières augmentations, le Sénat s'étant cru obligé, pour acheter le report de la grève, d'octroyer directement, par-dessus le patronat, des augmentations minimales. Nixon, se lamentant pour la forme sur l'ampleur de ces augmentations, avant même que la grève n'éclate, a été obligé de ratifier cette loi. Cassant la politique de Nixon, le prolétariat bloque par là même les capacités de regrouper ouvertement les forces politiques, en Amérique et dans le monde, capables de mener l'affrontement direct avec le prolétariat.

Mais, plus fondamentalement encore, la victoire de la grève de l'U.A.W. met fin irrémédiablement aux rapports de classes hérités aux Etats-Unis de la relance de la guerre froide. En 1947, c'est cette même U.A.W. qui lança les travailleurs à la conquête de l'échelle mobile sous contrôle des travailleurs. Ce mouvement fit tache d'huile dans d'autres corporations. La relance de la guerre froide, la chasse aux sorcières aux Etats-Unis et en particulier dans les syndicats ont eu pour condition première le passage du *Taft Hartley Act*, interdisant la grève interprofes-

sionnelle que prônait la C.I.O. Le prix payé en fut l'octroi de l'« *escalator clause* » de réajustement des salaires, dont les syndicats perdirent vite le contrôle. Aujourd'hui le mouvement ouvrier américain repart d'où il s'était arrêté en 1947. Woodcock a dû payer cher sa place de dirigeant de l'U.A.W. : le même prix qu'avait payé Reuther pour en devenir en 1947 le dirigeant incontesté. Depuis la grève de l'acier de 1960, les grandes grèves par corporations se succèdent avec une force croissante. Mais surtout, dans les toutes dernières années, chaque corporation utilise la menace de se mettre en grève en même temps qu'une autre. Le *New York Times*, dans un éditorial à propos de la solidarité rencontrée dans toutes les corporations en faveur des travailleurs de la *General Electric*, expliquait que, pour la première fois depuis 1947, la grève générale était à l'ordre du jour. La victoire de l'U.A.W. rend cette perspective imminente : la réintroduction de l'échelle mobile, non seulement va servir de modèle à tous les autres travailleurs dont les contrats doivent être renouvelés à l'avenir, mais rend caduque l'acceptation des contrats arrachés par les diverses corporations avant la grève de l'U.A.W. Elle remet en cause le cadre même de la négociation par corporations imposé par la loi *Taft Hartley* de 1947, et la fixation trois ans à l'avance du pourcentage d'augmentation. Le mouvement amorcé pour l'objectif de l'échelle mobile ne peut que faire sauter cette loi ou être battu en brèche.

Le mouvement ouvrier américain est amené, malgré les tentatives de scission de Reuther avant sa mort, à

chercher, pour sa propre défense, à se dresser d'un bloc face au patronat et à l'Etat. Toutes les prémisses politiques, l'affrontement global du mouvement ouvrier avec l'Etat traçant de plus en plus clairement les frontières de classe, la mobilisation massive de la jeunesse contre son propre Etat, l'organisation massive des minorités raciales qui ont successivement fait l'expérience de toutes les voies du pacifisme au guérillérisme, la crise de la bourgeoisie, de sa forme et de son appareil de domination, convergent. Expression particulière d'une situation internationale, cette situation rassemble de nouveau, mais avec une dimension nouvelle, toutes les conditions et les besoins immédiats de l'émergence du prolétariat américain sur le terrain politique.

Parce que la classe ouvrière américaine est grosse de cette perspective politique, l'initiative prise depuis quatre ans maintenant dans le mouvement ouvrier québécois qui a abouti aujourd'hui à la création du F.R.A.P., et qui constitue une des expressions les plus avancées en Amérique du Nord de la constitution du parti ouvrier (nous nous expliquerons là-dessus) est un germe mortel pour la bourgeoisie américaine. Parce que nous considérons que cette initiative constitue une des tentatives les plus avancées, l'importance de la discussion de cette expérience dépasse largement le cadre du Québec. Son existence permet au contraire un armement unifiant la théorie et la pratique. Trotskyistes, membres du Comité international pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous nous considérons comme la fraction communiste de l'Internationale à cons-

truire. Pour nous, cette Internationale ne peut-être que la IV<sup>e</sup> et fondée sur le *Programme de transition* qui résume les acquis théoriques et pratiques des combats du prolétariat contre l'impérialisme et le stalinisme, sa chair et son sang, assumant et développant l'acquis des trois premières Internationales. Cette affirmation, nous entendons la démontrer dans l'activité du mouvement ouvrier. Nous ne croyons pas aux ultimatums. Nous savons que les expériences du prolétariat pour s'unifier à l'échelle internationale et établir sa dictature seront longues et passeront par des stades divers, nécessaires pour qu'il se débarrasse de tout ce qui colle à lui du vieux monde. Nous ne concevons pas la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale sans les mots d'ordre transitoires capables de hisser le mouvement ouvrier et ses militants au communisme. En particulier il n'y a pas de combat pour la construction du parti révolutionnaire aux Etats-Unis et en Amérique du Nord sans lutte pour que l'ensemble du prolétariat acquière l'expérience de son indépendance politique, sans que, sur la base de son organisation actuelle dans les syndicats, soit fondé un Labour Party.

Une nouvelle période s'ouvrant dans la lutte des classes aux Etats-Unis, il nous paraît primordial de tirer le bilan de cet exemple avancé que constituent les tentatives au Québec de fonder un parti indépendant des travailleurs. Sachant que le sort définitif de la révolution socialiste ne pourra se régler qu'aux Etats-Unis (que nous le voulions ou non, la réalité est têtue), la question nous paraît fondamentale.

## **PROBLÈMES SOULEVÉS PAR LA TENTATIVE DE CRÉATION D'UN PARTI OUVRIER AU QUÉBEC, EXPRESSION ORGANIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER**

Le trait distinctif essentiel de cette tentative de constitution d'un parti ouvrier est qu'elle est l'émanation directe d'un syndicat québécois, la C.S.N. Sous l'impulsion d'une frange de militants groupés autour de Michel Chartrand, la direction nationale de la C.S.N. fut contrainte, après le congrès de 1966, à accepter l'existence de Comités d'action politique créés sur l'initiative des syndicats, à les coordonner par un Comité central d'action politique, puis, en 1968, à leur donner un réel pouvoir, d'initiative politique à l'extérieur et de décision à l'intérieur même de la C.S.N. Aux élections municipales partielles de 1967-1968, des candidats ouvriers furent élus à des postes de conseillers ; en septembre 1970, à l'initiative du Conseil central des syndicats nationaux de Montréal qui regroupe 30 % des membres de la C.S.N. et est dirigé par Michel Chartrand, fut fondé le Front d'action politique, réunissant tous les Comités d'action politique et Comités de citoyens de Montréal, dont un des premiers objectifs fut d'opposer au maire fascisant, Drapeau, des listes ouvrières dans 13 circonscriptions sur 18. A ces élections, malgré la terreur des mesures de guerre, malgré les menaces de Drapeau, malgré une abstention importante aux élections, ce parti recueillit de 18 à 20 % de voix là où il présentait des candidats, les travailleurs se comptant pour la première fois sur des can-

didats d'un parti qu'ils avaient construit eux-mêmes.

Nous le répétons : l'essentiel dans la caractérisation de cette organisation réside en ce qu'elle est l'expression organique du mouvement ouvrier. L'analyse marxiste se fonde sur l'analyse des racines sociales. « *Racines sociales* », cela ne veut pas dire simplement origine sociale. Des travailleurs peuvent très bien participer à la constitution de partis bourgeois, tel le P.Q. au Québec. Dans ce cas, ces travailleurs participent à un parti qui est contraire à leur intérêt de classe.

Au contraire, les Comités d'action politique et le F.R.A.P. répondent, par leurs actes et leurs revendications, aux besoins de la classe ouvrière. Ils sont l'expression du besoin du mouvement ouvrier en général, et du mouvement syndical en particulier.

Nous aurons le temps de revenir sur la nature collaborationniste de Pépin, dirigeant national de la C.S.N., et sur la nature centriste de la politique de Michel Chartrand. Pépin a été forcé d'accepter les C.A.P., puis de les coordonner. Au début, il tenait à ce qu'ils se limitent à rencontrer les élus... bourgeois. Par cette politique, il a freiné leur développement et les a obligés à soutenir des candidats, la plupart du temps du P.Q. et, dans la majorité des cas, bourgeois. Mais il n'a pu empêcher que les C.A.P. n'en viennent à présenter leurs propres candidats. Chartrand et son courant semblent avoir eux-mêmes freiné l'activité politique propre des C.A.P. au nom de l'anti-électorisme au niveau provincial. Au congrès de la C.S.N., alors que Pépin était obligé de faire un rapport d'appa-

rence radicale, le 2<sup>e</sup> *Front* dont l'objectif était de dévier l'initiative politique des travailleurs et des militants vers le « *front de la consommation* », A. Lheureux, au nom des C.A.P., expliquait qu'il fallait « *organiser le pouvoir politique en dehors des partis politiques* ». Chartrand a beau expliquer : « *Prendre la place des députés ne nous intéresse pas* », après avoir ainsi permis que la classe ouvrière du Québec vote pour le Parti québécois du nationaliste bourgeois Levesque ou s'abstienne aux élections législatives d'avril 1970, c'est massivement que furent présentés des candidats aux élections... municipales d'octobre 1970 à Montréal.

La caractérisation politique d'une organisation politique se fait avant tout à partir de sa politique *incarnée*. L'utopisme d'Owen n'a pas empêché Marx de caractériser les organisations qu'il avait fondées comme des organisations ouvrières. Les illusions réformistes des fondateurs du Labour Party à partir des T.U.C. anglais ne change pas le fait que la rupture avec les libéraux, par la fondation d'un parti indépendant, a constitué un pas en avant fondamental. Si un militant se proclame révolutionnaire, on ne le croit pas sur parole. Pas plus n'a-t-on à conclure que le F.R.A.P. n'est pas un parti ouvrier parce qu'il hésite à se proclamer révolutionnaire. Nous jugeons à partir de ce qu'ils sont, à partir principalement de ce qu'ils font, de leur activité dans la lutte des classes, même si nous savons que ce qu'ils disent peut devenir à son tour un facteur déterminant, et que si la conscience continue à retarder sur l'existence tout sera remis en cause.

Encore une fois, par son activité la signification objective de leur activité — dans la lutte des classes — les C.A.P. et le F.R.A.P. sont des organisations politiques de la classe ouvrière.

Cela étant acquis, reste à les caractériser politiquement avec plus de précisions. Certains camarades qui se sont exprimés récemment dans « *Informations ouvrières* » les ont caractérisés comme « *réformistes* ». Notons premièrement que ces mêmes camarades caractérisent aussi comme un parti réformiste le Parti québécois de Levesque.

## **LE PARTI QUÉBÉCOIS EST-IL RÉFORMISTE ?**

Là encore, le critère pris est ce que Levesque pense de lui-même. Levesque parle de souveraineté nationale dans le cadre d'une association économique avec le Canada. Mais rien, dans son programme, ne l'affilie aux aspirations sociales des travailleurs. Sa clientèle petite-bourgeoise, qui subit elle aussi les conséquences de la domination impérialiste, est sensible à la perspective de l'indépendance nationale. Certains fonctionnaires et bureaucrates d'État préféreraient certainement pouvoir empocher directement une part des dividendes prélevés sur le dos des travailleurs québécois et que s'approprie l'intermédiaire politique que constitue Ottawa. Mais, pas plus que ce qu'il pense de lui-même, sa clientèle petite-bourgeoise ne caractérise politiquement le Parti québécois.

La petite-bourgeoisie, séquelle d'un mode de production dépassé, est incapable d'avoir une perspective,

quant à l'évolution des rapports sociaux, qui lui soit propre. Elle est obligée soit d'accepter les rapports de production capitalistes, soit de se rallier au collectivisme prolétarien. Par là même, elle ne peut pas avoir de voie politique propre. Et la politique ne peut se caractériser qu'en fonction de la position prise quant à l'évolution des rapports sociaux de production. De ce point de vue le Parti québécois de Levesque est un parti bourgeois, procapitaliste. Le fait qu'il recueille des voix petites-bourgeoises et même ouvrières n'y change rien. Le parti radical en France, le parti libéral en Angleterre recueillent aussi des voix petites-bourgeoises et recueillaient, avant, des voix ouvrières.

Par sa nature même, la bourgeoisie québécoise francophone est incapable de développer l'exploitation capitaliste à son compte. Impulsée principalement et directement par l'impérialisme américain, cette exploitation a pour base la disparité entre les conditions de vie et de travail des travailleurs québécois et des travailleurs du Canada anglais, d'une part, des travailleurs des États-Unis, de l'autre. Elle a pour base l'oppression du Québec, l'arriération de l'éducation qui est restée sous l'emprise de l'Église, puisqu'en 1962 les libertés politiques et démocratiques élémentaires sont absentes, les travailleurs francophones étant dans l'impossibilité de travailler, de désigner et de contrôler leur contrat de travail dans leur langue. Il est certain que la bourgeoisie américaine n'a pas intérêt à modifier cet état de fait. L'acquisition par le prolétariat des libertés démocratiques qui accompagnent un régime de démocratie parlementaire s'oppose diamétra-

lement à l'extension et l'accentuation de l'exploitation capitaliste. Les conditions politiques et sociales nécessaires à l'exploitation par la bourgeoisie francophone, précocement sénile, sont les mêmes. Le Parti québécois, en demandant l'autonomie, ne demande qu'à en tirer bénéfice pour lui-même, il aspire à ce que la bourgeoisie francophone devienne, elle, l'intermédiaire politique qui prélève une part des coupons au passage. L'intérêt objectif de cette bourgeoisie francophone, s'il n'est pas identique à celui de la bourgeoisie canadienne anglaise et américaine, est néanmoins lié à ces dernières quant au maintien du régime politique. Son intérêt de classe ne réside plus dans un réel exercice de la démocratie. Sa seule divergence d'intérêt avec la bourgeoisie anglophone réside en ce que cette dernière la spolie de la possibilité de jouer le rôle de bourgeoisie *compradore*. Sa seule prétention en tant que classe dans les relations impérialistes en Amérique ne peut être que de devenir une bourgeoisie *compradore*, ce qu'elle n'est même pas. L'intérêt particulier de la fraction francophone de la bourgeoisie n'implique en rien l'accomplissement réel de l'indépendance nationale et l'accomplissement des tâches démocratiques bourgeoises. La forme de domination qui correspondrait à ses intérêts ne peut que nier le libre exercice des libertés qu'une démocratie parlementaire implique et tendre à réinstaurer un régime de dictature. Seul un tel régime lui permettait de remplir son rôle de bourgeoisie *compradore*.

Avant d'être « réformiste », le Parti québécois est *bourgeois*. Et même sur le terrain des intérêts de la bour-

geoisie, il n'est « réformiste » que de nom.

Un des caractères déterminant, justement, l'importance de la création par la C.S.N. des C.A.P. et du F.R.A.P., est qu'elle a engagé la voie de la rupture des organisations ouvrières et des voix ouvrières avec le P.Q., même si cette rupture n'est pas encore consommée par des frontières de classe tranchées au couteau. Les C.A.P. que Pépin voulait cantonner à la discussion avec les « élus », dont ceux du P.Q., ont été amenés à présenter leurs propres candidats. Pendant un temps, ils avaient souvent permis l'élection de candidats du P.Q. en l'absence de candidats ouvriers. A l'inverse, la présentation de candidats ouvriers tend à saper au contraire l'audience du P.Q. chez les travailleurs. Il reste au sein du F.R.A.P. des militants ouvriers qui sont encore membres aussi du P.Q. L'indépendance de classe ne s'acquiesce pas du jour au lendemain mais dans l'expérience du conflit des intérêts des classes. Même l'Internationale communiste a pris un temps pour interdire la double appartenance de ses membres au parti communiste et à la franc-maçonnerie. Le processus de rupture a été engagé. Sera-t-il mené à son terme ? Cela dépend de l'intervention des militants d'avant-garde, du programme et des perspectives qu'ils tentent de donner à ce parti naissant.

## **LE F.R.A.P. EST-IL RÉFORMISTE ?**

Les camarades québécois qui soutenaient dans *Informations ouvrières* et *Jeune Révolutionnaire* que le C.A.P. et le F.R.A.P. étaient des

organisations de nature réformiste, prenaient à témoin, entre autres, les revendications et la plate-forme du F.R.A.P. dans les récentes élections municipales.

Voici la plate-forme du F.R.A.P. pour les élections municipales que nous reproduisons intégralement pour les lecteurs français.

### 1° *Logement*

Dans Montréal, la majorité est locataire (trois Montréalais sur quatre, alors qu'à Toronto il n'y en a qu'un sur trois).

Mais c'est une majorité sans protection (nous avons le bail que nous imposent nos propriétaires).

Une majorité qui paie très cher son loyer (près de 25 % de son revenu), ce qui est un des taux les plus élevés si on le compare aux grandes villes du Canada, des Etats-Unis et de l'Europe. L'administration actuelle : un gros zéro pour le logement.

0,4 % du budget de la ville (1969-1970). 2.000 logements démolis chaque année. Mais seulement 2.238 logements à prix modique mis en chantier ou terminés en dix ans.

Alors qu'il en faudrait 10.000 minimum par année d'après le Service d'urbanisme de Montréal.

Face à cette situation, le F.R.A.P. propose aux Montréalais : *urgence logement*.

10.000 logements publics par année.

Rénovation complète des vieux quartiers. Faire en sorte que les citoyens participent à la rénovation de leur quartier et administrent l'ensemble des maisons qui y seront construites.

Faire disparaître la spéculation foncière qui fait monter le coût de nos loyers.

Défendre les droits des locataires par :

1° Un bail type de locataires qui les protégerait vis-à-vis de leurs propriétaires ;

2° Le contrôle de tous les loyers grâce à une régie renouvelée.

### 2° *Santé*

A Montréal, la population se soigne quand elle peut et où elle peut. Les quartiers du bas de la ville comptent sept fois moins de médecins qu'ils devraient en avoir.

Des secteurs complets sont privés de soins psychiatriques.

Conséquence : l'état de santé des familles des salariés montréalais est lamentable (mortalité infantile, rendements scolaires, accidents de travail, etc.).

L'administration actuelle : un gros zéro pour la santé.

À Montréal, on attache plus d'importance à *Terre des hommes* et aux jeux olympiques qu'à la santé des citoyens. Sur \$ 280 millions de budget par année, moins de 3 % est consacré à la santé des Montréalais.

Résultat : 10 % seulement de nos enfants peuvent passer un examen médical complet dans les écoles de Montréal.

Face à cette situation,

Le F.R.A.P. propose aux Montréalais : *urgence santé*

La création de cliniques populaires de quartiers en commençant par les quartiers qui en ont le plus besoin.

Ces cliniques seraient administrées par les citoyens du quartier en collaboration avec l'équipe médicale.

Ces cliniques au service du quartier travailleraient aussi en collaboration avec les hôpitaux du secteur.

### 3° Développement économique et social

Avec l'administration actuelle, on improvise : personne ne sait où l'on s'en va, quel avenir nous réserve l'administration actuelle et où se situe ses priorités.

On voudrait nous faire croire que le développement économique et social d'une ville aussi importante que Montréal repose sur une base aussi fragile que des projets qui, tout en étant spectaculaires, sont temporaires : *Expo 1967*, jeux olympiques.

Et pourtant, il y a 25 ans, l'administration de la ville de New York avait la même politique de prestige que l'administration actuelle de Montréal. Aujourd'hui, New York est un monstre inhabitable où 400 habitants sont hospitalisés chaque jour à cause de la pollution, du bruit, du stress.

De plus, Montréal accuse un retard économique considérable sur Toronto, selon les conclusions d'une récente étude gouvernementale (rapport Higgins). On laisse faire l'entreprise privée à sa guise : le gâchis qu'est en train de cau-

ser *Concordia Estates* dans le district St Louis est un exemple probant.

On ne tient pas la population au courant : on lance des campagnes de publicité bien orchestrées sur de grands projets sans nous dire ce que nous aurons à payer pour ça et quel sort nous attend. On cache l'information.

On prend encore moins l'avis de ceux qui sont concernés : exemple, les citoyens de la *Petite Bourgogne* qui n'ont rien eu à dire dans la transformation de leur quartier.

On n'a pas de politique sociale vigoureuse à long terme : l'administration actuelle improvise, n'est capable d'aucune planification et ne tient pas compte des besoins urgents des salariés. \$ 8 millions sont consacrés à la santé et au logement en 1970 sur un budget de \$ 280.

Face à cette situation inquiétante le F.R.A.P. propose aux Montréalais :

Un plan de développement de la ville qui nous sortirait de l'anarchie dans laquelle nous plongeons des entreprises privées laissées à leurs profits.

Une véritable démocratie politique : 50 des 52 conseillers actuels à l'hôtel de ville sont des professionnels, hommes d'affaires, industriels, qui ne forment qu'une minorité de la population. Il faut que les salariés qui, pour 80 %, composent la population soient représentés. Ils instaureront à l'hôtel de ville une véritable politique d'information, de consultation, de décentralisation des décisions au niveau des quartiers. Une modernisation des structures administratives à l'hôtel de ville : création d'un Office du plan, regroupement et coordination des services, décongestion des centres de décisions, etc.

Un réaménagement des priorités à partir des besoins urgents des salariés, qui forment 80 % de la population, dans les domaines du logement, de la santé, des transports, des loisirs et de la culture populaire.

### 4° Transport

À Montréal, la situation du transport se détériore : la C.T.M. a augmenté ses tarifs de 66 % depuis deux ans et de 500 % depuis 10 ans. La circulation automobile est de plus en plus dense : le centre ville est congestionné et il est impossible d'y stationner gratuitement.

L'anarchie la plus complète règne dans

l'industrie du taxi. Les chauffeurs sont exploités : ils gagnent \$ 0.93 cents l'heure et travaillent 75 heures par semaine.

Le métro et les autobus sont un service public dont le coût ne repose que sur les seuls usagers et n'est pas réparti sur l'ensemble de ceux qui en profitent (les grands magasins du centre-ville, par exemple).

Face à cette situation le F.R.A.P. propose aux Montréalais :

Que la ville accorde priorité au transport en commun sur la circulation automobile.

Qu'elle vise à long terme à une réduction des tarifs, voire même à la gratuité : un urbaniste-conseil américain (qui a souvent travaillé pour la ville de Montréal), Hans Blumenfeld, affirme que c'est possible. En attendant il faut éviter toute hausse de tarifs et accorder un tarif réduit à certains groupes, en particulier les personnes âgées. Une régie du taxi, avec une centrale de radio unifiée, donc la disparition des flottes qui causent l'anarchie actuelle et l'exploitation des chauffeurs.

### 5° Loisirs et culture

Avec l'administration actuelle : plus de 40 % des Montréalais n'ont pu encore se payer le luxe de mettre les pieds une seule fois à l'*Expo 67* et à *Terre des hommes*.

Des quartiers complets sont privés de terrains de jeux et de parcs. Rien n'est prévu en fonction d'une culture populaire dans nos quartiers mais des millions sont dépensés pour l'art officiel et des éléphants blancs comme la place des Arts (et peut-être un opéra) où nous n'avons pas les moyens de mettre les pieds.

Face à cette situation le F.R.A.P. propose aux Montréalais :

La création d'un véritable service de loisirs relié à des conseils de quartiers où nous aurions tous notre mot à dire. Une nouvelle utilisation de *Terre des hommes* :

lui donner un caractère permanent ; l'orienter en fonction des besoins des salariés et des jeunes pour la création d'une université populaire gratuite, la création d'un centre de jeunesse...

Cette plate-forme est-elle en soi réformiste ? Il faut revenir à des questions fondamentales de la stratégie révolutionnaire.

Dans la période du capitalisme ascendant, les méthodes qui élargissaient les positions de classe indépendantes du prolétariat, non seulement la bourgeoisie pouvait les intégrer comme réformes, mais ces revendications immédiates agissaient comme éléments permettant l'élargissement des relations capitalistes. À l'époque de l'impérialisme, la satisfaction de ces revendications entre en conflit direct avec l'accentuation de l'exploitation d'un capitalisme qui ne s'élargit pas et sont incompatibles, à la longue, avec la survie du capitalisme. Si, déjà, Marx ne concevait pas la lutte pour la révolution prolétarienne sans la lutte pour ces positions, à l'époque de l'impérialisme, les marxistes doivent y prêter une attention d'autant plus grande que la lutte pour ces positions pose d'une manière directe la question du pouvoir et du régime.

De ce point de vue, les revendications de 10.000 logements publics, un bail type de protection des locataires, des cliniques de quartiers sous contrôle des travailleurs, la réduction des tarifs de transports publics, la nationalisation des taxis, la gratuité de l'enseignement supérieur sont des revendications qui exigent la constitution de nouvelles positions ouvrières qui ne peuvent que rentrer en conflit avec l'Etat bourgeois. Elles ne peuvent pas être satisfaites et maintenues par un « *Office du Plan* » de l'Etat bourgeois, même si des militants et organisations ouvrières y participaient ; leur participation ne pourrait que cautionner une politique contradictoire aux intérêts de leur classe. Seul le contrôle propre des travailleurs peut garantir l'obtention et le

maintien de telles revendications. Certes, cette plate-forme est ambiguë de ce point de vue. Avancer le mot d'ordre transitoire de nationalisation (des taxis, par exemple), si cela n'exige pas que la classe ouvrière comprenne à l'avance que seule elle peut la mener à son terme, exige, pour le lui démontrer dans l'expérience, qu'on ne sème pas préalablement des illusions sur la nature d'une planification bourgeoise. Quelles que soient ces ambiguïtés, il n'en reste pas moins que le F.R.A.P. appelait les ouvriers à se mobiliser pour ces objectifs, sans les subordonner, dans les actes jusqu'à présent, aux partis bourgeois.

L'existence de la plate-forme du F.R.A.P. avançant des revendications de la classe ouvrière, cela n'est pas réformiste en soi. Elle a un contenu éminemment révolutionnaire. La bourgeoisie ne s'y est pas trompée. Le danger de voir se cristalliser les aspirations ouvrières autour de ses propres revendications avancées par une organisation issue de ses rangs et de son activité était réel. Malgré la terreur de Drapeau, jamais formation ouvrière n'a fait d'irruption aussi rapide sur la scène politique en Amérique du Nord. La mise en avant de ces revendications en termes politiques a posé dans le mouvement même du prolétariat la question de l'Etat, certainement plus brutalement que les militants d'avant-garde ne s'y attendaient. La démonstration de la nature révolutionnaire de ces mots d'ordre s'est faite dans la vie. La capacité des militants d'avant-garde d'en assumer jusqu'au bout la nature révolutionnaire, bien sûr, reste en suspens. Le communisme devient d'autant plus urgent que la simple

conquête de ces positions pose le problème de l'Etat bourgeois.

## **LA PARTICIPATION AUX ÉLECTIONS, EST-CE DU RÉFORMISME ?**

Une des autres preuves du « *réformisme* » du F.R.A.P. donnée par ces mêmes camarades est la participation aux élections bourgeoises. En cela ils ne se distinguent pas tellement de Chartrand qui explique : « *Prendre la place des députés ne nous intéresse pas* ». En soi, l'insurrection n'a rien de plus intéressant ni de plus attrayant que des élections, sauf pour le romantisme révolutionnaire. Le problème n'est pas de savoir à quelle image les révolutionnaires aimeraient que la classe ouvrière ressemble, et, en fonction de cette image, que ceux-ci engagent seuls une action exemplaire que la classe ouvrière devrait imiter.

Telle qu'elle est, la classe ouvrière est une classe de la société capitaliste, c'est-à-dire que, porteuse d'un nouvel ordre social supprimant les classes sociales, elle reste une classe qui charrie avec elle tous les restes du vieux monde et qui doit s'en débarrasser.

La démocratie parlementaire bourgeoise avait justement pour fonction de permettre aux différentes fractions de la bourgeoisie de tâter les pouls de la classe ouvrière tout en lui barrant la route de la politique. Mais le prolétariat ne franchira pas du jour au lendemain le pas de la passivité politique à la dictature de sa politique. Pour pouvoir se débarrasser de toutes ses illusions sur la nature du parlement bourgeois, il

est nécessaire qu'il fasse l'expérience que l'activité politique sur son propre terrain est possible et constitue la position indispensable à acquérir pour pouvoir la dépasser.

Cela est particulièrement vrai pour le prolétariat d'Amérique du Nord, celui des Etats-Unis comme pour celui du Québec, même si les raisons sont opposées. Leur trait commun est l'inexistence quasi totale de toute organisation politique ouvrière.

Aux Etats-Unis, parce que cet impérialisme a pu, tant bien que mal, maintenir son système parlementaire à l'abri de crises prolongées. Au Canada et au Québec, parce que la conquête coloniale de l'impérialisme anglais, puis la domination du continent par l'impérialisme U.S. a interdit l'établissement réel d'une démocratie parlementaire réelle. Les illusions parlementaires ne peuvent qu'être renforcées, aux Etats-Unis par deux siècles de parlementarisme bourgeois, au Canada et au Québec par l'inexpérience totale de la force. Ces mêmes camarades québécois expliquent que la classe ouvrière québécoise se tient, par tradition, à l'écart des consultations électorales, et qu'il y a toujours une forte abstention. Etant donné l'ersatz de parlementarisme qui existe au Québec, ce n'est pas étonnant. Mais ces mêmes camarades expliquent que beaucoup d'ouvriers votent pour le Parti québécois. N'est-ce pas la preuve des illusions parlementaires existantes ? Les votes ouvriers pour le P.Q. sont l'indication d'un élément de l'absentéisme : certains votent P.Q. parce que le P.Q. se réclame de la souveraineté nationale, d'autres s'abstiennent parce qu'elle n'existe pas. Tant que ne sera pas extirpée de la conscience de la classe ouvrière

re l'illusion que le parlementarisme, existant ou non, puisse la servir, elle ne sera pas mûre pour établir sa dictature.

C'est sur le terrain électoral que la bourgeoisie entend bloquer les tentatives du prolétariat québécois. Le ministre fédéral de la Justice a précisé qu'il ne révélerait pas les vraies raisons des mesures de guerre avant les élections de 1973. En même temps qu'il avoue explicitement que les enlèvements organisés par le F.L.Q. ne constituaient pas la vraie raison, il indique très précisément que les vraies raisons sont liées aux élections, et plus particulièrement celles de 1973. Ou bien la tentative du F.R.A.P. sera généralisée à l'ensemble du Québec par la constitution d'un parti indépendant de travailleurs à l'échelle nationale regroupant tous les Comités d'action politique créés par la C.S.N., ou bien cette tentative sera bloquée et, une fois de plus, les travailleurs seront forcés de voter pour des candidats et partis bourgeois, ou de s'abstenir. L'enjeu est de taille dans le contexte politique aux Etats-Unis mêmes, où la crise qui déchire la bourgeoisie américaine est ouverte au grand jour et où le parti démocrate est à peine sorti du déchirement de 1968 et tente de se reconstruire en toute hâte pour les élections de 1972, alors que le système bi-parti lui-même est mis en cause par l'apparition de partis d'extrême droite (Wallace, Buckley...).

## **RÉFORMISME OU GAUCHISME ?**

Ignorer le terrain électoral, cela ne peut objectivement vouloir dire que laisser le terrain à la bourgeoisie.

L'expression la plus poussée de cette politique a été donnée par Lheureux au congrès de la C.S.N. de 1968. Au nom du Comité central d'action politique, il expliquait qu'il fallait « *organiser le pouvoir politique en dehors des partis politiques* », non pas en dehors des partis politiques bourgeois mais des partis politiques tout court.

Le « *pouvoir politique des travailleurs* » de Lheureux — ce que d'autres appellent encore plus vaguement le « *pouvoir populaire* » — c'est, pour certains, les Comités d'action politique, pour d'autres les Comités de citoyens (regroupement par quartiers), Comités de locataires ou Comités d'usine, pour d'autres encore les deux indistinctement. Deux problèmes de principe sont soulevés ici : premièrement, quelle est la forme du pouvoir de la classe ouvrière ? deuxièmement, ces formes suffisent-elles en dehors d'un parti centralisé distinct ?

Depuis la Commune de Paris, inlassablement, le prolétariat retrouve et recrée les mêmes formes d'organisation de son pouvoir : les conseils, fédérant les comités d'usine et de quartier, dans les villes et à l'échelle nationale, centralisant le pouvoir de la classe ouvrière.

Mais ces formes ne peuvent s'établir comme forme de gouvernement de la société qu'en détruisant l'Etat bourgeois, de même qu'elles ne naissent que dans la lutte contre celui-ci.

Vouloir les cantonner dans une activité parallèle à celle du gouvernement bourgeois, c'est, en puissance, les condamner à la mort.

## LA OU L'OPPORTUNISME ET LE GAUCHISME SE REJOIGNENT

Michel Chartrand explique que les travailleurs doivent être « *propriétaires de leurs institutions* ». « *Il ne s'agit pas de surveiller le pouvoir, mais de l'exercer* ». Mais une situation de double pouvoir ne peut pas se maintenir longtemps. Une des deux classes doit à terme soumettre l'autre. S'agit-il bien de cela ?

Chartrand explique par ailleurs : « *Il faut que le pouvoir politique soit au-dessus du pouvoir économique pour orienter les développements et abolir les injustices de l'exploitation résultant du profit* ». Cette phrase pourrait facilement être reprise par Pépin. Il ne s'agit pas d'abolir le système du profit par la suppression des rapports sociaux de production de l'exploitation capitaliste ; mais simplement les « *injustices résultant* » de ce système. Les pouvoirs politiques sont l'expression de la classe qui dicte son mode de production. Un Etat indépendant du « *pouvoir économique* » est impossible parce que ce « *pouvoir économique* » réside justement dans les *rapports sociaux* de production que dicte une classe à l'autre. Le pouvoir des travailleurs ne peut se sceller que par l'abolition des rapports sociaux de production.

Faire croire, comme le fait Chartrand, qu'un Etat, au-dessus des classes, puisse opérer une « *répartition égale entre les classes* », « *ne plus satisfaire la minorité, mais la majorité* », c'est semer des illusions réformistes ; « *l'Etat arbitre entre les classes* », c'est le réformisme le plus classique. Les intérêts de la bourgeoisie et du prolétariat sont

antagonistes et inconciliables. Ne pas le dire, c'est, à terme, cantonner la classe ouvrière dans ses positions acquises et laisser les mains libres à la bourgeoisie pour les détruire. Si tel était l'objectif réel de Chartrand, on comprendrait pourquoi « prendre la place des députés ne l'intéresse pas ». Présenter des candidats ouvriers aux élections (pas dans tous les cas, mais en avril 1970 certainement), c'était poser la question du pouvoir et ne pas laisser les mains libres aux bourgeois pour régler leurs problèmes entre eux sur le dos de la classe ouvrière tout en leur permettant d'attirer démagogiquement les voix ouvrières ; la position politique prise par le F.R.A.P. à sa fondation de présenter des candidats aux élections municipales de Montréal est en contradiction, admise ou non, avec cette position.

La deuxième question soulevée par la définition du « pouvoir politique des travailleurs en dehors des partis » ou « pouvoir populaire » découle de la première : la destruction de l'appareil centralisé de la bourgeoisie, l'Etat bourgeois, est-elle nécessaire ? En conséquence, la centralisation de la classe ouvrière pour détruire l'Etat bourgeois, abolir ses rapports de domination par la socialisation des moyens de production, expropriant les propriétaires privés, est-elle nécessaire ? Si la réponse est non, on condamne la classe ouvrière à rester soumise dans le cadre du système capitaliste. Pis : à l'époque de l'impérialisme, comme on ne peut plus élargir les relations capitalistes, la survie de ce système est liée à la destruction barbare des principaux acquis de l'histoire de l'humanité.

Si la réponse est oui, la question : comment centraliser la classe ouvrière contre l'Etat bourgeois pour la prise du pouvoir ? devient la question stratégique fondamentale. Chartrand explique : « *Ce que nous voulons, c'est le pouvoir populaire autonome, principalement par la voie des C.A.P. de la Centrale.* » D'autres parlent du F.R.A.P. comme « direction autonome » de la classe. Laissons de côté la question de savoir si le pouvoir « autonome » du peuple peut coexister avec le pouvoir « autonome » de la bourgeoisie. Laissons aussi de côté la question soulevée par le mot « populaire ». Cette phrase soulève une troisième question : un parti, une organisation politique de la classe ouvrière, peut-il constituer le pouvoir de classe ? Ou, inversement, les organisations autonomes de la classe (comités de grève, d'usines, conseils), expression du mouvement de la classe prenant son avenir en main, suffisent-elles à assurer que le mouvement aboutisse à la destruction de l'Etat bourgeois et érige son propre pouvoir en maître ? Le mouvement organique de la classe suffit-il à assurer sa centralisation jusqu'au bout ? Bref, un parti qui ne s'identifie pas au mouvement autonome de la classe n'est-il pas nécessaire à la centralisation totale de la classe ouvrière ?

## **LE PARTI PEUT-IL DICTER SA POLITIQUE ?**

Et c'est sur cette question que pèsent le plus le poids de l'isolement du mouvement ouvrier américain du prolétariat international et la discontinuité de ces tentatives politiques. L'identification du communis-

me avec le stalinisme lègue une image complètement déformée de ce qu'est un parti ouvrier. Pour les travailleurs américains, un parti ouvrier ne peut être vu que sous l'espèce des partis communistes d'Europe de l'Est comme de l'Ouest, du Labour Party anglais ou du S.P.D. d'Allemagne. L'image des premiers est simple : ce sont les chars qui écrasèrent les travailleurs hongrois en 1956, les chars qui entrèrent en Tchécoslovaquie en août 1968 ; ce sont eux qui constituent l'argument ultime de la bureaucratie contre les ouvriers en Pologne. Pour eux, l'expérience d'un parti distinct de la classe est une expérience de dictature. La social-démocratie anglaise et allemande, si elle ne paraît pas aux travailleurs américains s'être dressée comme une force dictant sa politique à la classe ouvrière, c'est parce qu'elle a peu de signes distinctifs d'une organisation ouvrière et qu'elle semble bien plus collaborer à la dictature, démocratique ou non, de la bourgeoisie.

Ces « impressions » ne sont que des « illusions » colportées par la bourgeoisie et ses agents (sociaux-démocrates ou staliniens). Mais ces « illusions » ont leurs racines dans la classe ouvrière elle-même. Le révisionnisme ne peut prendre que parce que l'apparence ressemble à ce que dit le révisionnisme. Une classe ouvrière divisée, isolée, n'a pas de moyens de dépasser l'apparence impressionniste, c'est-à-dire la théorisation d'un aspect particulier. Pour cela, il lui faudrait pouvoir saisir la totalité des phénomènes et leur unité. L'empirisme du mouvement ouvrier américain n'est pas une tare originelle. Il provient de son isolement du prolétariat international,

qui lui interdit de saisir l'unité mondiale (dont son propre impérialisme est un facteur dominant) qui détermine sa lutte. Quand l'Internationale existe, l'empirisme se surmonte : il y a très peu d'empirisme, par exemple, dans la politique de défautisme révolutionnaire d'Eugène Debs.

Sur cette question, il faut être clair. La dictature du prolétariat est une dictature au même titre que la démocratie bourgeoise : toutes les deux imposent le mode de production qui est propre aux intérêts de sa classe. A ceci près que le mode de production nécessaire au prolétariat n'implique pas l'introduction de nouveaux rapports sociaux de domination dans la production contre une autre classe, mais leur suppression définitive. Mais cette dictature de classe (supprimant les classes) est la forme la plus poussée de démocratie qui existe.

Le régime de délégation et de contrôle direct par les travailleurs que constituent les conseils est la forme la plus achevée de gouvernement démocratique avant la disparition de l'Etat. Le régime de dictature de la bureaucratie stalinienne qui a usurpé la révolution russe n'a aucune affiliation légitime avec la dictature du prolétariat. Elle s'y oppose diamétralement comme les premières tentatives de révolution politique en 1956 puis en 1968, et aujourd'hui même en Pologne, le démontrent.

De même, l'image d'un parti dictant sa politique à la classe ouvrière est étrangère au mouvement ouvrier. Elle a été introduite par les sociaux-patriotes et les staliniens, agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, par des petits-bourgeois qui transposent les rapports de domina-

tion de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. Les rapports bourgeois imposent la passivité aux prolétaires. Le combat des travailleurs tend à constituer des positions de classe pour prendre leur avenir en main. Les rapports de domination doivent nécessairement en être exclus progressivement jusqu'à la révolution. Les rapports entre le parti et la classe ne peuvent pas être des rapports de domination sous peine d'aller en sens contraire de l'émancipation des travailleurs qui ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes. De tels rapports sont ceux que les dirigeants des partis ouvriers-bourgeois (réformistes) et des partis ouvriers-staliniens (dits partis communistes) tentent d'introduire. De telles relations entre le parti et la classe sont contraires à toutes les théories et pratiques des organisations communistes depuis le *Manifeste du parti communiste* jusqu'aux partis communistes, jusqu'à ce que la bureaucratie stalinienne ne les retourne contre le prolétariat.

## **LE MOUVEMENT PEUT-IL SE SUBSTITUER AU PARTI ?**

La nécessité du parti ne procède pas de l'incapacité du prolétariat à se centraliser, mais de la nécessité organique de sa centralisation totale contre les Etats bourgeois. D'une classe divisée, par nations et professions, il doit se centraliser en une unité.

Si, de son propre mouvement organique, il y tend, il ne peut pas saisir la totalité de ses objectifs et des déterminations de sa lutte quotidienne sans détacher de lui-même une avant-garde distincte de lui, sup-

primant les divisions professionnelles, sociales et nationales, pour analyser et déterminer ses objectifs en fonction de la totalité de ses intérêts d'ensemble, et le guider dans la lutte vers ces objectifs. La création de cellules ou de sections n'a pas été une invention de Marx, mais le besoin ressenti par les ouvriers communistes d'avant 1848 de se détacher des divisions de la classe pour mieux assumer ses intérêts historiques et la totalité de ses besoins dans la lutte quotidienne.

Ainsi, vouloir se limiter au mouvement, comme Bernstein, c'est, à terme, faire ramper la classe ouvrière au ras du sol, la condamner à rechercher sa centralisation en lui cachant son objectif. La « *taupe* », la maturation souterraine de la révolution, était un ressort principal de l'histoire pour Marx. Mais à ses yeux, cela n'était pas une justification pour vouloir que ce mouvement ne sorte jamais de terre. Au contraire, l'apport essentiel de Marx en fondant la Ligue des Communistes sur le programme du *Manifeste* a été de fonder l'indépendance théorique et politique totale de la classe ouvrière, qui ne pouvait se faire qu'en se distinguant des autres courants du mouvement ouvrier, sans pourtant se couper de ce mouvement dans son ensemble, dont elle était l'expression consciente des aspirations immanentes.

De plus, le parti ne peut remplacer le mouvement autonome de la classe, pas plus que le mouvement autonome ne peut faire office de parti. Leurs rapports paraissent le plus clairement définis par un des fondateurs du F.R.A.P., Favereau :

« Cette organisation des travailleurs a pris diverses formes dans l'Histoire, mais il semble qu'expérimentalement les tra-

vailleurs s'organisent dialectiquement dans un rapport entre le parti politique et la structure parallèle. C'est-à-dire que, tout en se formant en organisation politique indépendante, ils se groupent aussi en comités prêts à prendre en charge l'organisation socio-économique de la société socialiste à bâtir et la prise effective du pouvoir politique.

« Les comités parallèles permettent à tous les travailleurs de se grouper en organes du pouvoir socialiste et de gérer la société socialiste.

« Déjà, on peut dire que les comités de travailleurs ou de citoyens, maintenant appuyés par les C.A.P., sont des organes de pouvoir parallèle. D'autre part, ceux qui organisent ces comités selon une stratégie consciente forment le noyau de l'organisation politique des travailleurs, et c'est le rôle du F.R.A.P. »

## **PEUT-ON IGNORER LA DIRECTION EXISTANTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE ?**

L'identification du parti et de la classe a toujours pour corollaire de nier qui gouverne (la bourgeoisie) et qui gouverne le mouvement ouvrier (les agents de la bourgeoisie en son sein). La direction de la société et celle de la classe ouvrière sont des problèmes inséparables. Jusqu'à nouvel ordre, l'Etat québécois est un Etat bourgeois, et le mouvement ouvrier québécois, jusqu'à présent organisé essentiellement en syndicats, est dominé par Pépin, collaborationniste de classe, et ses homologues de la F.T.Q. Le mouvement ouvrier ne se débarrassera des agents de la bourgeoisie en son sein que dans sa lutte contre la bourgeoisie : la lutte contre l'Etat et pour une direction révolutionnaire du mouvement ouvrier sont étroitement liées.

La « gauche syndicale » de Chartrand à la C.S.N., quelles que soient les affirmations de ce dernier sur

la possibilité du pouvoir parallèle des travailleurs, n'ignore pas dans les actes l'existence d'une direction centralisée du mouvement ouvrier. Elle a obtenu que ce soit la direction de la C.S.N. et la C.S.N. dans sa totalité qui mettent en place les C.A.P. et les organisent. Et c'est en cela que réside l'immense pas en avant qu'a fait franchir au mouvement ouvrier tout entier cette « gauche syndicale ». Pas plus que le prolétariat a choisi l'Etat bourgeois, pas plus n'a-t-il choisi les séquelles bourgeoises qu'il traîne à sa direction. Bonne ou mauvaise, la direction actuelle qui domine la classe ouvrière québécoise est constituée par les directions de la C.S.N., la F.T.Q. et le Syndicat enseignant C.E.Q.

Nos camarades québécois qui ont écrit dans *Informations ouvrières* seront d'accord avec nous pour dire que Pépin est moins que « réformiste ». Faut-il en conclure qu'il faut lui abandonner sans conteste la direction de la C.S.N. et, ce qui serait encore plus grave, l'initiative d'un parti ouvrier en toute liberté ? Au nom d'un aristocratismes d'idées, ce serait se rendre étranger au mouvement ouvrier.

Ce n'est que dans sa lutte avec ses organisations constituées contre l'Etat que le prolétariat peut faire l'expérience de sa direction, la pousser en avant et se débarrasser d'elle si elle ne veut pas rompre avec la bourgeoisie. Pas plus qu'on ne peut ignorer l'Etat, on ne peut ignorer la direction existante de la classe ouvrière. Et il ne peut y avoir de terrain pour la direction révolutionnaire du prolétariat si les éléments de cette direction future ne font pas faire à l'ensemble du prolétariat

l'expérience jusqu'au bout des liens avec la bourgeoisie de sa direction actuelle. En Amérique du Nord en particulier, il n'y a pas de terrain pour une direction révolutionnaire sans que se soient en même temps extirpées les illusions apolitiques du prolétariat, sans bataille pour qu'une émanation de l'ensemble de la classe ouvrière ne fasse l'expérience de l'organisation de classe indépendante. En Amérique du Nord, pour être une émanation de l'ensemble de la classe ouvrière, un parti indépendant des travailleurs doit être l'émanation des syndicats, même s'il en devient distinct.

La stratégie et la tactique élaborées par les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, la stratégie du Front unique, qui est l'expression stratégique de ce que Marx appelait la constitution de la classe comme classe organisée dans tous ses éléments, sont la somme concentrée de ces problèmes. Elles lient la lutte pour que la classe tout entière se dresse face à l'Etat bourgeois, la lutte pour que les directions existantes du mouvement ouvrier organisé la mobilisent contre l'Etat, à la construction du parti révolutionnaire. La question de l'Etat est au centre. C'est toujours par rapport à la question de l'Etat que le centrisme (c'est-à-dire un courant entre les deux classes de la société) s'est différencié du marxisme.

Le mouvement qui a donné naissance au C.A.P. et au F.R.A.P. est un *mouvement centriste qui a fait franchir au prolétariat des pas essentiels dans la rupture avec la bourgeoisie et son Etat*. Et si ce mouvement se poursuit jusqu'à la constitution d'un parti ouvrier national, *il restera nécessairement centriste*

tant que ne sera pas réglée en totalité la question de l'Etat. Une des conditions essentielles pour que cette évolution soit menée à son terme en faveur du prolétariat est justement que se détache une fraction de communistes qui indique la voie de la rupture à la classe, force les dirigeants à la prendre ou à se démettre et pave ainsi la voie de la direction révolutionnaire.

## **UN FREIN : LA QUESTION DE L'ÉTAT**

Au cœur de tous ces problèmes, il y a une question centrale : la question de l'Etat, pierre d'achoppement éternel du mouvement ouvrier. Et il est évident que cette question prend une importance particulière dans un pays où la révolution bourgeoise n'a pas été réalisée, où le peuple a toujours subi une oppression soit du capitalisme anglais, soit du capitalisme américain, où des libertés fondamentales des démocraties bourgeoises n'existent pas. La question de l'Etat ne se pose pas dans l'abstrait sans avancer les mots d'ordre transitoires nécessaires pour que le prolétariat puisse la saisir. Selon la caractérisation du type d'Etat bourgeois que l'on donne à l'Etat québécois ou fédéral, selon la nature que l'on attribue à ses institutions, ces mots d'ordre changent et par là même la manière dont on peut formuler la perspective d'un gouvernement ouvrier. Les travailleurs du Québec peuvent-ils concevoir la lutte pour un gouvernement ouvrier, de leurs organisations à l'échelon fédéral, dans les institutions mêmes qui furent toujours employées pour leur interdire l'exercice de la démocratie parlementaire ? La

question semble même être posée pour tous les travailleurs canadiens qui posent le problème du gouvernement à l'échelon des provinces, comme le Manitoba, mais en opposition avec les prérogatives qu'attribue au fédéral une constitution déposée à Londres. Les travailleurs canadiens, francophones ou anglophones, peuvent-ils même se battre pour des gouvernements ouvriers dans leurs provinces sans exiger une refonte, même sur le terrain démocratique, de l'exercice des libertés ?

Nous savons que cette question difficile est la source de la prudence des militants ouvriers sur la question du type d'Etat, vu la proximité omniprésente du géant voisin. Nous ne nions pas l'importance de cette question et encore moins son existence. Nous savons qu'elle n'est pas et ne doit pas être une affaire privée, avec laquelle les travailleurs québécois et canadiens auraient à se débrouiller tout seuls, pas plus que le droit aux peuples allemand et indochinois à la réunification de leur pays. Cela concerne tout le mouvement ouvrier international.

Mais la seule manière d'aborder la question est de partir de la nécessaire indépendance de classe du prolétariat, faute de quoi on risque de le subordonner à des intérêts qui ne sont pas les siens. Lénine et Trotsky, avant 1917, avaient des divergences sur la nature du gouvernement révolutionnaire qui devait être issu de la révolution russe. Mais, quelles que soient ces divergences, quelles que soient les hypothèses de Lénine sur la possibilité d'une couche sociale autre que le prolétariat d'assumer des tâches révolutionnaires, jamais Lénine n'a placé son activité et celle de son parti sur un

terrain autre que la défense des intérêts propres du prolétariat. Même si la bourgeoisie avait encore un rôle révolutionnaire, cela n'impliquerait pas qu'on lui subordonne l'activité du prolétariat. Et c'est parce que Lénine et Trotsky se situaient tous deux sur le terrain du prolétariat qu'en 1917, dans l'expérience historique de la faillite de la bourgeoisie russe, l'accord sur les *Thèses d'avril*, postulant la nécessité de la prise du pouvoir par le prolétariat et ses soviets, a pu se faire. L'indépendance de classe était la condition préalable à la résolution de cette question.

Jusqu'à présent les idéologues bourgeois ont monopolisé l'explication de l'oppression nationale du Québec, question qui pourtant est prioritaire pour la majorité laborieuse. Le prolétariat ne peut se saisir de cette question sur son propre terrain, avec ses propres intérêts que s'il conquiert son indépendance.

Les marxistes sont pour le droit inaliénable à l'autodétermination ; dans l'autodétermination les marxistes ont à proposer la solution qui répond aux intérêts du prolétariat. Mais il ne peut être question d'autodétermination sans que le prolétariat acquière son indépendance politique, sans qu'il ait son porte-voix à lui. C'est pour cela que nous nous sommes limités, à ce stade, à la question centrale de son indépendance politique.

## CONCLUSION

Organiquement, le mouvement ouvrier du Québec a posé le problème d'un parti indépendant des travailleurs. Tous les problèmes de fond de sa constitution sont soulevés dans

l'expérience. Parce que nous estimons qu'il ne s'agit là que du prodrome de l'apparition sur la scène politique du prolétariat américain dans son ensemble, il nous a paru essentiel de soulever ces problèmes qui se retrouveront à une dimension nouvelle aux U.S.A. tôt ou tard.

Léon Trotsky, dans les années 1930, avait avancé le mot d'ordre de Labour Party comme répondant organiquement aux besoins du mouvement ouvrier américain. Il l'avancait comme un mot d'ordre transitoire nécessaire pour que le prolétariat américain accède à la politique, le problème de l'Etat, se débarrasse de ses illusions démocratiques. La tentative du mouvement ouvrier au Québec est une confirmation fondamentale de la justesse de son *Programme*.

Trotskyistes, membres du Comité international pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, restés fidèles au *Programme* de sa fondation, le *Programme de Transition*, nous nous considérons comme fraction de la IV<sup>e</sup> Internationale à reconstruire, persuadés que la démonstration continuera à se faire que le *Programme de Transition* rend compte de tous les développements organiques du mouvement ouvrier. Comme les militants des pays sous domination stalinienne ont été forcés de retrouver pas à pas, au cours de la révolution politique amorcée en 1953, les éléments de ce *Programme*, nous sommes certains que l'expérience du mouvement ouvrier en Amérique du Nord l'amènera au même résultat. Mais la redécouverte pas à pas des éléments du programme du communisme ne suffit pas pour la victoire. Il faut que le mouvement ouvrier puisse en saisir consciemment toutes

les déterminations et les objectifs pour que le temps joue en sa faveur. Seul le détachement d'une fraction consciente reliant son activité aux intérêts historiques du prolétariat mondial, au-delà des divisions nationales, permet de le faire.

Si le mouvement ouvrier est amené à retrouver par bribes le programme de la révolution mondiale, parce que le prolétariat est divisé, il ne peut secréter que la théorisation du moment particulier de son combat, n'opérer des généralisations que sur ce qu'il saisit : le particulier. Le centrisme est une sécrétion naturelle de son mouvement. Le combat contre le centrisme est une obligation pour faire avancer le mouvement ouvrier. En particulier, ceux qui se sont adaptés successivement au mouvement de droits civiques (justifiant l'intervention de Kennedy à Little Rock), au « *pouvoir noir* », au pacifisme contre la guerre du Vietnam et qui maintenant refusent de lutter pour le Labour Party dans les syndicats américains (tout cela au nom du... trotskysme), les renégats liquidateurs de la IV<sup>e</sup> Internationale, Pablo, Frank et Mandel, constituent un écran entre les travailleurs et le *Programme* de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Dans la perspective d'une crise sociale où s'affrontent les forces de classe, la polémique distinguant les courants politiques du mouvement ouvrier est une absolue nécessité pour que la classe ouvrière s'y retrouve et fasse l'expérience des programmes. Nous sommes persuadés que la discussion amorcée se poursuivra.

Décembre 1970.

# Les troubles de mémoire d'un vieux marcheur

par Georges MAZET

Dans son numéro du 18 décembre 1970, *la Gauche*, l'hebdomadaire belge d'Ernest Mandel, consacre, sous le titre « *Dix ans après...* », un article leader à l'anniversaire de la grève générale belge de décembre 1960-janvier 1961.

On se souvient que, le 20 décembre 1960, les travailleurs communaux belges, les plus directement menacés par la loi antiouvrière baptisée « *loi unique* » qu'avait déposée au parlement, le 7 novembre, le gouvernement Eyskens, se mettaient en grève illimitée, bientôt suivis par toutes les corporations.

Le mot d'ordre qui concentrait la volonté de lutte des masses pour le pouvoir, pour le renversement du gouvernement et de l'Etat, et jailissait spontanément dans toutes les manifestations à partir des derniers jours de décembre, c'était : « *Marche sur Bruxelles !* » La direction droite du P.S.B., parti qui contrôle la très grande majorité de la classe ouvrière belge, appuyée par le petit P.C.B., et par la majorité de la cen-

trale syndicale F.G.T.B., ne devait rien négliger pour enliser la grève dans le marais parlementaire.

Un rôle spécial fut dévolu au dirigeant de la gauche de la F.G.T.B., André Renard. Celui-ci, qui avait fait sien le mot d'ordre de « *réformes de structures* » sans dissimuler nullement que ce mot d'ordre n'avait rien de révolutionnaire, s'était acquis une popularité immense, notamment pour avoir, dès le 16 décembre, déposé au comité national de la F.G.T.B. une résolution tendant à la grève générale illimitée, et qui ne fut battue que de quelques voix dans cette assemblée composée surtout de membres de l'appareil syndical. André Renard était le principal dirigeant des travailleurs wallons, et c'est en Wallonie que la grève avait atteint son maximum de puissance.

Mais, le 3 janvier, dans un meeting, Renard condamnait formellement le mot d'ordre de la marche sur Bruxelles, y opposant le mot d'ordre démobilisateur de « *l'aban-*

*don de l'outil de travail* » (qu'il devait d'ailleurs bien se garder d'appliquer). Au même moment, alors que la grève commençait à s'étendre en Flandre, il portait un nouveau coup au mouvement en mettant en avant des revendications fédéralistes et des mots d'ordre régionalistes.

Sans direction et sans perspective, la grève devait se terminer le 20 janvier sur un échec.

Mais qu'avait fait *la Gauche*, organe, à l'époque, d'une minorité du P.S.B. ? Qu'avait fait Mandel ? chose presque incroyable, ce n'est pas dans l'article anniversaire que nous citons en commençant, article qui tient quatre pages du journal que nous le trouverons ; il n'y a pas un mot à ce sujet. Pas une citation d'un titre de *la Gauche* d'il y a dix ans, pas une ligne, rien ! Faut-il croire que son auteur, F.V., est un nouveau-venu ? qu'il n'a pas de collection de son propre journal à sa disposition ? qu'il n'a pas la moindre relation avec son rédacteur en chef Mandel ? ou qu'il y a quelque chose à cacher dans le royaume de Germain ?

Dans le cadre restreint de cette note, nous ne pouvons malheureusement analyser en détail l'article de F.V. (1). Il nous faut nous borner à quelques brèves remarques.

« La grève », écrit F. V., « ...ne put aboutir à sa conclusion logique : un gouvernement de la classe ouvrière issu de l'action directe des masses ».

Comment se fait-il que *la Gauche* d'il y a dix ans se soit bien gardée de le dire ?

Pourquoi, tout en « *proposant* » un « *gouvernement des travailleurs appuyé sur les syndicats* ». Mandel demandait-il dans *la Gauche* du 24 décembre que des députés socialistes

« *déposent une loi-cadre (...)* reprenant l'essentiel du projet de réforme fiscale élaboré en commun par la F.G.T.B. et la C.S.C. » (la centrale chrétienne des briseurs de grève, avec laquelle, notons-le, *la Gauche* recommande actuellement l'unité syndicale, dans la démocratie bien entendu) ? Pourquoi ouvrirait-il la perspective d'un « *renversement des alliances* » au parlement, et se prononçait-il pour une participation du P.S.B. à un gouvernement bourgeois, à condition que ce gouvernement abandonne la « *loi unique* » et « *soutienne l'essentiel des réformes de structures* » — ce programme pour lequel *la Gauche* menait campagne, et dont *l'Express* du 29 décembre 1960 pouvait écrire qu'il était « *remarquablement modéré pour un Français et pour un Italien* » et que « *M. Baumgartner pourrait approuver ce programme* » (M. Baumgartner, ancien gouverneur de la Banque de France, était alors ministre des finances de de Gaulle), ce qui n'empêchait pas *la Gauche* de l'époque de le qualifier de socialiste.

Et *la Gauche* d'aujourd'hui ? Eh bien, elle pense (comme Ernest Germain et le Secrétariat unifié... après la grève, en 1961) — que ce programme des réformes de structures était « *plein d'ambiguïtés* » : « *néo-capitaliste* » ou « *anticapitaliste* », mais qu'il a « *éduqué des centaines de travailleurs dans l'esprit qu'il fallait opposer une solution ouvrière* »

(1) Pour l'historique et les traits fondamentaux de la grève, nous renvoyons à la brochure de Serge Simon, *la Grève générale belge* ; pour l'étude des évolutions multiples de cette complexe personnalité à facettes, Mandel, Germain, Gousset, à l'article *Quelques enseignements de la grève générale belge* paru dans *la Vérité* n°s 522 et 523.

aux « rationalisations » de la « bourgeoisie ». Un programme ambigu (en fait bourgeois) a donc éduqué les travailleurs « dans l'esprit d'une solution ouvrière » (1).

Quant à la trahison d'André Renard, voici ce que F.V. trouve à en dire :

« Le mot d'ordre de 'fédéralisme', lié aux réformes de structures, répondait incontestablement aux aspirations profondes des travailleurs wallons. Mais les termes dans lesquels ce mot d'ordre a été avancé et le choix du moment de son lancement ont incontestablement déconcerté l'aile marchante en Flandre... Pourtant la signification générale du mot d'ordre a été assimilée par l'avant-garde : la grève générale a mis à l'ordre du jour l'unification politique de la classe ouvrière... »

Ainsi, en contribuant efficacement à diviser la classe ouvrière au moment décisif, Renard a mis à l'ordre du jour son unification politique ! On voit que Mandel a fait école ; il peut être fier de son élève F.V.

Dans l'ensemble, Renard est apprécié par F.V. de façon tout à fait positive (d'autant qu'il est mort depuis), et le Mouvement populaire wallon, fondé par lui avec l'appui de Mandel après la grève, ce parti bourgeois particulariste, est défini par *la Gauche* comme étant, à l'origine, « une organisation centriste à mi-chemin vers un parti révolutionnaire », dont F.V. déplore qu'il se soit, depuis, regrettamment enlisé dans la collaboration de classes, le chauvinisme, etc. Au surplus, Renard est fréquemment cité (et presque toujours positivement) dans les colonnes de *la Gauche*, à côté de Trotsky et beaucoup plus souvent que celui-ci !

Mais, au fait, l'un des traits saillants de la trahison de Renard, il y a dix ans, n'a-t-il pas été de s'opposer à la

marche sur Bruxelles ? Qu'en dit *la Gauche* d'aujourd'hui ?

Eh bien, F.V. nous dit bien que

« la conquête du pouvoir par la classe ouvrière grâce à l'action directe extra-parlementaire des travailleurs était possible, si on le mesure à la combativité et à la volonté... des masses ouvrières ».

Mais cette volonté s'exprimait par le mot d'ordre de la marche sur Bruxelles ? Mais il fallait donc soutenir ce mot d'ordre ? Mais qu'a donc fait Mandel à l'époque ?

Le 1<sup>er</sup> janvier 1961, *la Gauche* titrait en rouge : « *Organisons la marche sur Bruxelles* » (en se gardant bien toutefois de relier cet appel au mot d'ordre organisationnel qui lui aurait donné son plein sens, celui du congrès des comités de grève — de ce mot d'ordre, Mandel ne voulait pas plus en 1961 que ses amis français en 1968 de celui du Comité central de la grève générale, et pour les mêmes raisons). Le 7 janvier,

---

(1) Il est vrai que F. V. ajoute : « En 1970, c'est la revendication révolutionnaire de contrôle ouvrier qui occupe le devant de la scène... N'est-il pas symptomatique que la notion du contrôle ouvrier est reprise dans le rapport Delunne — le secrétaire général de la F.G.T.B. (tout en étant amputé de son caractère révolutionnaire...) » Ainsi, voilà une revendication qui, elle, n'est pas ambiguë, mais révolutionnaire par essence et que, cependant, les bureaucraties réformistes peuvent reprendre en l'amputant de son caractère révolutionnaire ! Une chose est claire : le mot d'ordre du contrôle ouvrier, pris isolément, séparé de l'ensemble du programme des revendications transitoires, notamment de la lutte pour la destruction de l'Etat bourgeois et la constitution du pouvoir des conseils ouvriers, devient, comme tout autre mot d'ordre pris à part, platement réformiste. Il est d'ailleurs clair, et il faudra y revenir, que ce mot d'ordre occupe aujourd'hui pour les pablistes belges la place qu'occupaient naguère les « réformes de structures anticapitalistes. »

*la Gauche* expliquait que « toute marche qui voudrait se concentrer sur un seul jour » était « une folie », et proposait l'infiltration, « dans les jours qui suivent », de « milliers de Wallons et de Flamands » à Bruxelles. Et le 14 janvier... *la Gauche* ne disait plus rien de la marche sur Bruxelles. Plus un mot. Renard avait commandé, Mandel avait obéi.

Mais qu'en pense *la Gauche* aujourd'hui ? Qu'en dit F.V. ? Eh bien... il n'en dit rien. Rien du tout ! Les jeunes lecteurs de *la Gauche* ne doivent pas savoir que cette question s'est posée.

Faut-il croire que F.V. est l'un de ces jeunes militants mal informés ? qu'il n'est pas au courant ? qu'il n'a

pas eu l'occasion d'en parler avec son rédacteur en chef ? ou que celui-ci, désespéré de ne pas avoir marché sur Bruxelles, en a freudienement refoulé tout souvenir ?

Nous l'ignorons. Mais quelles tristes auspices pour la formation de la « Ligue révolutionnaire des travailleurs » dont *la Gauche* annonce à grands sons de trompe la « constitution prochaine » !

Le Programme de la IV<sup>e</sup> Internationale appelle à « dire la vérité aux masses, quelque amère qu'elle soit ». Mandel, lui, doit dissimuler aux jeunes le passé de l'organisation pabliste qu'il les appelle à rejoindre — et son propre rôle. Nous n'en vions pas son sort.

*Des documents indispensables :*

**LISEZ**

- « Conférence des étudiants des pays de l'Europe de l'Est » **3 F**  
(Résolutions et autres documents adoptés par la Conférence).
- « Les militants des pays de l'Est et la IV<sup>e</sup> Internationale »  
(Suppl. à LA VERITE n° 549) **7 F**  
(Documents de la conférence constitutive du comité d'organisation des pays de l'Est).
- « Bas les pattes devant la révolution en Pologne ! » **5 F**  
(Revue de presse de la révolution politique).

En vente à la Librairie S.E.L.I.O.  
87, rue du Fg-St-Denis - PARIS-10<sup>e</sup>

# Messages et déclarations aux journées d'études sur la crise internationale des P.C., des 17 et 18 octobre 1970

## Message d'une militante tchécoslovaque

Camarades,

La discussion d'hier m'a incitée à intervenir brièvement sur la question de la véritable alternative au stalinisme.

J'ai suivi de très près l'évolution du « *Printemps de Prague* ». Avec ma famille, communiste de longue date, j'ai participé à des débats passionnés. De tels débats se déroulaient tous les jours, dans tous les journaux, tous les collectifs, toutes les familles.

Comme la majorité des Tchèques et des Slovaques, j'ai cru au renouveau du parti communiste tchécoslovaque, à sa « *renaissance* », sa démocratisation sous la poussée des masses et de la presse libre. J'ai cru que, une fois ouvertes les écluses,

la bureaucratie lâcherait le pouvoir sous la seule pression des masses qui, d'ailleurs, commencèrent vite à se regrouper en des organisations indépendantes du pouvoir.

J'ai cru que, après les années de déchéance novotnyenne, s'ouvrirait enfin la voie libre vers le socialisme véritable dans mon pays. Avec la plupart des communistes, j'ai pensé naïvement qu'il suffisait pour cela de « *remplir nos obligations internationales* », de rester dans le pacte de Varsovie, de satisfaire à nos accords économiques, de faire la politique internationale de l'Union soviétique. Enfin, comme l'écrasante majorité de mes concitoyens, moi aussi j'ai pensé : « *Ils n'oseront pas* ».

Ils ont osé. Et le 28 août, pour beaucoup, le monde s'écroulait. Dubcek

pleurait à la radio, Svoboda entamait sa carrière de Pétain.

Mais je pense que l'intervention nous a fait aussi du bien. Elle a balayé les illusions. Assimilons bien la leçon des tanks : la bureaucratie est une force sociale internationale, elle ne sera renversée que par une révolution, une révolution internationale. La leçon, c'est la lutte des classes, la démocratie ouvrière, la révolution, l'internationalisme, l'Internationale.

Les illusions sont parties. Cependant, je suis fermement persuadé qu'il serait extrêmement nuisible de rejeter avec elles *tous* les fruits des recherches du « *Printemps* ».

La question centrale que se posaient les Tchèques et les Slovaques dans beaucoup de discussions, c'était la question des garanties. Comment empêcher la montée d'une nouvelle dégénérescence, comment empêcher la montée d'une nouvelle bureaucratie ?

Je connais la réponse des trotskystes : la dégénérescence stalinienne est le résultat d'une conjoncture historique particulière : la révolution dans un seul pays, l'encerclement capitaliste de la Russie, la pression de l'impérialisme. Mais d'où savons-nous que cette dégénérescence ne se reproduira pas *dans d'autres conditions* ? Aucun exemple de pays socialiste non dégénéré ne nous est donné jusqu'à maintenant. Et pour cause, je sais, car il ne pourra être le fruit que d'une révolution menée par une avant-garde marxiste, dépendant seulement de la classe ouvrière.

Malgré nos efforts pour construire l'Internationale, d'où savons-nous que la révolution vaincra dans tous les pays du monde *en même temps* ?

Ce n'est pas trahir l'internationalisme que d'envisager de telles possibilités. Lors d'une montée révolutionnaire dans quelques pays seulement, ou dans un seul pays, comme ce fut le cas en France durant mai 1968, nous ne dirons, certes, pas : terminons la grève, attendons, les autres ne sont pas prêts. L'histoire ne suit pas toujours la pensée des théoriciens, la révolution russe nous l'enseigne clairement.

Comment empêcher alors qu'un nouveau Staline, représentant d'une nouvelle couche de fonctionnaires, ne choisisse la voie du « *socialisme dans un seul pays* » ? La démocratie, même ouvrière, est une fleur fragile, et la question de ses garanties subsiste.

Après 20 années d'un étouffement quasi complet du marxisme, il n'est pas étonnant que les réponses de la plupart des Tchèques et des Slovaques à la question des garanties étaient : garanties institutionnelles, nouvelle Constitution, pluripartisme, élections libres, pouvoirs accrus du Parlement, droit de tendance au parti communiste. Sur la base de la socialisation des moyens de production, ce sont certainement d'excellentes choses, et indispensables, mais qui ne suffisent pas. Une proposition est essentielle : la gestion des usines par les ouvriers eux-mêmes.

Comment peut-on dire de l'autogestion qu'elle est un mot d'ordre des ennemis de la classe ouvrière si l'on sait que ce fut par la création *spontanée* (eh oui !) de conseils ouvriers que la classe ouvrière tchécoslovaque manifesta le réveil de sa conscience de classe ? Ce n'est pas parce que les gaullistes et le parti communiste parlent de cogestion, ou que Tito se pare d'une « *au-*

*togestion* » qui n'en est pas une, qu'il nous faut rejeter ce mot d'ordre. Il faut, au contraire, lui donner un contenu. Il ne suffit donc pas non plus de dire : d'abord la dictature du prolétariat, on discutera de ses formes après. On ne mobilisera pas la classe ouvrière des pays de l'Est européen en lui proposant la perspective de sa dictature par un Etat centralisé, *sans rien de plus*.

Le pouvoir réel de la classe ouvrière ne réside ni *seulement* au bout du fusil ni *seulement* dans son Etat centralisé. Son pouvoir doit s'appuyer sur son règne dans les usines. La véritable garantie que les conquêtes socialistes n'échappent des mains des travailleurs, c'est la classe ouvrière armée, son Etat des conseils, son pouvoir central incarné par le Conseil

des conseils qui est responsable de son économie planifiée. Non, la planification n'est point en contradiction avec l'autogestion, comme se l'imaginent certains... Mais cette question sort déjà du cadre de notre débat.

Pour conclure, je veux répondre à une objection possible : que cette contribution à la discussion ne répondait pas au thème de ces Journées d'études. Si, elle y répondait : le sens profond de la crise internationale des partis communistes est, à mon avis, justement la recherche d'une véritable alternative au stalinisme. Pour la trouver, répéter les analyses de Lénine et de Trotsky certes, géniales, c'est bien, mais cela ne suffit pas. Car le nouveau, dans l'histoire, existe réellement.

---

## Déclaration de Balazs NAGY

Adhérent aux Jeunesses communistes hongroises dans l'illégalité, en 1943, je voudrais, comme l'a fait le camarade Roger Pannequin, parler de mon expérience, celle d'une génération qui a vu le principal dirigeant du P.C. hongrois dans la résistance à Hitler-Horthy, le camarade Rajk, pendu sur ordre de Staline pour avoir cru qu'il était possible de construire le socialisme sous la direction de l'appareil d'un parti communiste dominé par la bureaucratie du Kremlin.

Camarades,

J'ai entendu, au cours de la séance de samedi, des camarades parler des

problèmes de l'U.R.S.S. et des pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme, et je me permettrai, à la lumière de mon expérience, d'apporter ma contribution.

Je m'élève en faux contre l'assertion qui tendrait à faire croire que, en Hongrie ou en Union soviétique, il y aurait une nouvelle classe exploiteuse. C'est là calomnier la paysannerie et le prolétariat hongrois qui, comme un seul homme, se dresseront contre ceux qui voudraient rétablir le système de l'exploitation.

En 1945-1948, le peuple hongrois, prolétariat en tête, s'est levé pour

exproprier les capitalistes et les grands propriétaires fonciers. Ceux qui bavardent et « sociologisent » n'ont pas connu l'enthousiasme des travailleurs hongrois quand ils ont jeté à bas le système de la propriété privée. Ils n'ont pas connu le bonheur qui envahissait des millions et des millions d'hommes, de femmes et de jeunes, dans les villes et les campagnes, quand, appuyant les milices armées, nous jetions les bases du socialisme en expropriant les expropriateurs.

Camarades,

Il est toujours gênant de parler de soi, mais, aujourd'hui, j'estime de mon devoir de le faire au nom des militants qui ont fondé le cercle Petöfi, foyer dirigeant de la révolution hongroise des conseils en octobre 1956, dont j'étais l'un des secrétaires, militants emprisonnés, pendus, tombés le fusil à la main pour défendre les conquêtes socialistes et pour en redonner le contrôle aux masses en chassant la bureaucratie.

Au nom de militants comme l'ouvrier communiste Pal Maletér, organisateur de la résistance armée et qui tomba dans un traquenard monté par les bureaucrates, fusillé sans procès.

Au nom de militants comme le vieux communiste Imre Nagy qui, ayant cru en la parole de Tito, a accepté de se livrer aux bureaucrates russes. Imre Nagy, président du gouvernement ouvrier-paysan révolutionnaire, qui a tenu jusqu'au bout sans capituler, et fut pendu parce qu'il a voulu honorer la parole qu'il avait donnée au peuple, de défendre ses conquêtes.

Camarades,

Je n'accepte pas,

Militants du parti communiste français, des J.C.,

Militants, vous n'accepterez pas qu'on calomnie la révolution hongroise des conseils ; car une chose est certaine : les ouvriers et les paysans hongrois ont pris les armes pour défendre les conseils, les soviets, la commune qu'ils avaient construits, pour défendre les conquêtes socialistes, non pour rétablir ou défendre le capitalisme et l'exploitation, comme les staliniens et les bourgeois du monde entier tentent de le faire croire.

Je n'accepte pas qu'on calomnie les ouvriers de Poznan et les étudiants de Varsovie qui, en 1956, se sont engagés de même dans la révolution politique et que Gomulka a trahis.

Je n'accepte pas qu'on calomnie les soldats soviétiques qui, lors de la première intervention, ont fraternisé avec les travailleurs hongrois.

Camarades, sachez que Khrouchtchev et Brejnev ont été contraints de retirer ces troupes et d'en envoyer d'autres, casernées en Sibérie, auxquelles, lors de la deuxième intervention, ils ont fait croire qu'elles allaient défendre l'U.R.S.S. attaquée par l'impérialisme allemand.

Je n'accepte pas qu'on calomnie la révolution des ouvriers, des paysans et intellectuels tchécoslovaques qui, comme nous Hongrois, ont voulu, en 1968, édifier les bases de la démocratie socialiste dans le cadre d'un régime où la propriété privée des moyens de production a été abolie en 1948.

Je ne l'accepte pas et vous ne l'accepterez pas parce que ce serait trahir le combat des valeureux militants communistes Iakir, Grigorenko, Martchenko, Youri et Larissa Daniel, Pavel-Litinov, Soljenitsyne, les centaines d'ouvriers et d'intellectuels soviétiques qui, emprisonnés, se dressent contre la bureaucratie pour défendre

les conquêtes de 1917. Ce serait trahir le combat des militants communistes polonais et tchécoslovaques emprisonnés par les Gomulka et les Husak.

Camarades,

J'ai entendu, hier, des orateurs, en tribune, vanter les mérites de l'« *autogestion* ». Que ces camarades m'excusent de le leur dire : vous parlez sans savoir — du moins, j'ose l'espérer.

Vous ne connaissez rien des résultats de la fameuse « *autogestion* » en Yougoslavie : des centaines de milliers de chômeurs, des dizaines de milliers d'ouvriers et d'étudiants contraints de s'expatrier dans les pays capitalistes pour tenter de trouver du travail... La menace la plus directe contre les conquêtes socialistes : l'impérialisme fonde des sociétés mixtes pour prendre le contrôle des usines « *autogérées* ». Voilà ce qu'est le modèle yougoslave du socialisme. Vous parlez sans savoir. Vous n'avez jamais réfléchi à ce qu'est une économie socialiste qui ne peut être édifiée que sur la base d'une économie planifiée où tous les moyens de production doivent être entre les mains de l'État ouvrier.

Vous n'avez jamais réfléchi à ce qu'est un soviét, un comité d'usine, un conseil, par lesquels les masses peuvent assurer le contrôle ouvrier sur l'économie planifiée.

Vous n'avez pas réfléchi au fait que la prétendue « *autogestion* », les réformes économiques en cours ne peuvent aboutir qu'à disloquer l'économie planifiée, qu'à rétablir la concurrence et l'anarchie entre les diverses branches de l'économie, entre les usines et les trusts, qu'à opposer la ville à la campagne ; en un

mot, que c'est là la voie du rétablissement du capitalisme.

Excusez-moi une nouvelle fois de vous le dire, vous êtes des ignorants.

Il faut apprendre, répétait Lénine. Et Marx avant lui, qui, polémiqueant contre Proudhon et les ancêtres petits-bourgeois de l'« *autogestion* », déclarait en substance :

« *Jamais on ne construira le socialisme avec l'ignorance* ».

Pour en terminer, camarades, j'ai écouté avec émotion les camarades militants du P.C.F. ou qui en ont été exclus nous expliquer ce que le parti a pu ou peut encore représenter pour eux. Tous les communistes hongrois, ou du moins l'immense majorité d'entre eux, ont adhéré au parti communiste de la révolution socialiste. Et cela nous a posé et pose encore aux militants communistes hongrois les mêmes problèmes que ceux qui vous agitent, militants du parti communiste français.

Lorsque nous avons été emprisonnés au moment du procès Rajk, nous ne comprenions pas pourquoi notre parti nous jetait en prison, nous demandait de nous calomnier nous-mêmes, nous demandait de nous salir nous-mêmes.

Puis en 1956, après le 20<sup>e</sup> congrès du P.C. de l'Union soviétique où Khrouchtchev révéla les crimes de Staline, nous pensions que le parti, notre parti communiste, allait redevenir un véritable parti communiste, nous pensions que le P.C. de l'Union soviétique était redevenu un véritable parti communiste, nous avions repris confiance dans l'U.R.S.S., patrie du socialisme.

Camarades,

Ce n'est pas tant les chars qui ont entraîné la défaite de l'insurrection

ouvrière de Budapest, ce sont nos illusions. Nous ne pouvions croire qu'un pays « socialiste », l'U.R.S.S. en l'occurrence, allait réprimer dans le sang la révolution hongroise des conseils.

Nous ne savions pas ce qu'était la bureaucratie, nous n'avions jamais réfléchi sur la nature sociale de la bureaucratie, sur son origine.

Lorsque, mandaté par mes camarades, après la défaite, je me suis réfugié en Occident, il a fallu encore parcourir un long et douloureux chemin.

De 1957 à 1962, avec d'autres militants du P.C. hongrois, nous avons cherché à comprendre. Nous avons rejeté le stalinisme, je pensais qu'il était possible de rassembler, en Hongrie et à l'échelle internationale, des groupes et des courants qui, les uns estimaient que l'U.R.S.S. et la Hongrie étaient des pays capitalistes, les autres qu'en U.R.S.S. et en Hongrie il y avait des conquêtes socialistes à défendre ; je pensais également qu'il pouvait y avoir des « modèles » nationaux du socialisme (le mot n'était pas encore à la mode, mais la chose existait déjà) ; je n'avais pas réglé mon compte avec la théorie stalinienne du « socialisme dans un seul pays » par laquelle la bureaucratie a édifié ses privilèges, avec laquelle Staline a détruit le parti bolchevique, l'Internationale communiste et ses partis.

C'est en 1962 que j'ai fait ma rencontre avec Trotsky et les organisations trotskystes adhérant au Comité international pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Je suis devenu trotskyste pour rester communiste.

Nous avons, mes camarades et moi, engagé la bataille pour la construction d'un nouveau parti communiste en Hongrie, en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie, en Pologne.

Tâche difficile, certes — mais ce qui nous renforce dans notre conviction qu'il faut, pour vaincre, un nouveau parti communiste, une nouvelle Internationale communiste, c'est le 14<sup>e</sup> congrès clandestin du parti communiste tchécoslovaque car, contrairement à ce qu'a affirmé un camarade, les communistes tchécoslovaques qui voulaient mener à son terme le « *Printemps de Prague* » ont dû faire sauter l'appareil bureaucratique et reconstruire un véritable parti communiste tchécoslovaque.

Camarades, militants du parti communiste français, tel a été mon itinéraire. Je suis persuadé que la solution aux problèmes soulevés par la crise du mouvement communiste mondial passe par la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est là ma conviction profonde. Mais je comprends parfaitement que d'autres militants du parti estiment devoir en choisir d'autres.

Je crois que nous serons tous d'accord avec Pierre Lambert et Roger Pannequin pour affirmer que, quelle que soit la solution d'organisation que nous estimons devoir prendre, le mouvement communiste mondial ne redeviendra communiste que dans la libre et fraternelle discussion entre militants communistes, animés de la même volonté de combattre dans chaque pays et à l'échelle internationale pour la défense des conquêtes du prolétariat, pour la révolution prolétarienne, pour le parti révolutionnaire, pour l'Internationale.

# Message de militants tchécoslovaques du Comité d'organisation des communistes des pays de l'Est

Camarades !

Il nous semble nécessaire d'intervenir dans le cadre de ce débat car les problèmes posés par ce qu'on appelle le « *Printemps de Prague* », par l'intervention soviétique, le 21 août, et enfin par la « *normalisation* », se situent au cœur même de cette discussion. Car à travers les événements de 1968, à travers les discussions passionnées autour du 14<sup>e</sup> congrès transparaît clairement la question de la possibilité ou non de redressement d'un parti communiste et, par-là, tout le problème de la nature du stalinisme est posé.

Cet exposé ne veut, évidemment, pas épuiser l'ensemble des questions que pose la lutte des classes en Europe de l'Est, non plus que l'ensemble des questions que pose aujourd'hui le développement de la Tchécoslovaquie.

D'autres camarades de ces pays ont soulevé et soulèveront encore différents aspects de ces problèmes.

1968, c'est la grève générale en France, ce sont les manifestations et les grèves des étudiants à Belgrade et à Varsovie, c'est le nouvel essor de l'opposition communiste en Union soviétique. Partout, les mêmes problèmes sont posés. Leur dénominateur commun, c'est la crise de la direction internationale de la classe ouvrière.

Or la montée des masses tchécoslovaques aspirant à débarrasser le socialisme de son hideux visage, du stalinisme, doit se trouver au centre de

tous ces éléments du même mouvement des travailleurs à travers le monde.

Contre qui avons-nous combattu en Tchécoslovaquie ? Nous avons lutté contre un régime qui tout en parlant avec emphase du socialisme, le caractérisant comme l'expression de la liberté humaine, étouffait la vie publique, la noyait dans le mensonge et la calomnie, et dont la police, les tribunaux, la censure liquidaient la libre expression des travailleurs. De plus, ce régime a offert des privilèges aux dirigeants et, à beaucoup d'autres, la prison et la pauvreté.

Ce régime nous a conduits à une profonde crise économique. Bref, le régime de Novotny, même en se représentant comme celui des travailleurs, a amené le pays au bord de l'abîme.

Partout où les travailleurs et la jeunesse ont lutté contre ce régime, dans le but, précisément, de sauver leurs conquêtes et de redécouvrir le visage du socialisme, ils se sont heurtés aux mêmes ennemis.

Voilà trois ans, les étudiants de Prague qui manifestaient contre les conditions de vie et de travail dans les cités universitaires se sont heurtés à la police qui les a sauvagement matraqués. Leurs camarades organisés dans la Jeunesse communiste voulurent les défendre en expliquant qu'il n'est pas possible qu'une « *police socialiste* » matraque les étudiants socialistes dont, de surcroît, la plupart sont

fil d'ouvriers. Ces camarades se sont fait menacés d'être expulsés de la faculté, et de voir leur section de J.C. dissoute.

Un peu plus tard, les ouvriers, en revendiquant de meilleurs salaires, de meilleures conditions de vie et moins de gaspillage de leur travail, ont rencontré les mêmes obstacles. Les artistes, en demandant la liberté de création, ont aussi subi le même sort. Nous nous sommes tous, dans différents cas, en luttant pour nos revendications, heurté à l'appareil du parti, des organisations de masses et, bien sûr, à l'appareil d'Etat. C'est lui qui nous a exclus des cellules de notre parti, quand nous nous sommes posé la question : « *Est-ce le socialisme ?* »

Dans cette lutte pour changer notre vie quotidienne, pour une société meilleure, l'obstacle principal à nos aspirations a été cet appareil.

En 1968, nous sommes partis à l'assaut. Nous lui avons arraché pas à pas, petit à petit, nos droits les plus élémentaires et pourtant les plus fondamentaux : la liberté de la critique, c'est-à-dire la liberté de la presse, la liberté de réunion et la liberté d'organisation. Les travailleurs tchécoslovaques revendiquaient la liberté des syndicats, comme par exemple ceux des équipes roulantes des chemins de fer.

Ces équipes ne voulaient qu'une seule chose : les syndicats ne peuvent servir à leur défense que s'ils sont indépendants. Même chose pour les étudiants, qui fondaient leur *union* sur le même objectif. Ce n'étaient pas des anarchistes ni des irresponsables comme on l'a souvent dit, mais des travailleurs qui militent pour leurs droits contre ceux qui les en ont privés.

Au parti, c'était la même chose : on se battait pour la libre discussion d'une ligne politique servant véritablement les intérêts de la classe ouvrière car dans le parti les militants voyaient leur parti. On demandait aux dirigeants des comptes sur la politique des vingt années passées, des comptes sur le gaspillage de la force des travailleurs, des comptes sur la politique arbitraire de leurs dirigeants.

Contre qui se sont-ils battus ? Le nom de ces gens est très familier aux militants tchécoslovaques : les *aparatchiki* — les hommes de l'appareil. Cette bataille se déroulait à tous les niveaux de la vie du parti, de l'Etat et de la société.

C'est au nom de ce combat qu'on a réclamé et arraché à la direction Dubcek la convocation du congrès extraordinaire et ensuite la libre élection de ses délégués « *à la manière des communistes des aciéries de Kladno* », comme on disait à Prague. Une longue lutte se déroulait autour de la revendication du droit de tendance, indispensable à une réelle discussion.

Rien n'a été accordé sans lutte acharnée. Toutes ces conquêtes, il a fallu les arracher par la force à l'appareil stalinien. Dans le socialisme, la démocratie doit dépasser, dit-on, la meilleure démocratie bourgeoise, et pourtant nous avons dû lutter pour les droits démocratiques les plus élémentaires. Cela, afin de débattre, de façon libre et responsable, du sort de notre pays et du socialisme.

C'est là l'essentiel des conquêtes de 1968.

Mais l'appareil stalinien international entend faire la politique à son propre compte et défend ce privilège. Nous reviendrons plus loin sur

la nature de cette politique. Pour l'instant, retenons qu'à Prague il a envoyé ses chars.

Au lendemain de l'occupation du 21 août, dans une usine gardée par les milices ouvrières, se réunit clandestinement le 14<sup>e</sup> congrès extraordinaire.

Il rompt les liens avec l'appareil bureaucratique de Moscou et commence à organiser la résistance. Cela n'était possible qu'au prix de la destruction de l'appareil au sein du parti tchécoslovaque, sa soumission au congrès.

Tout le pays était prêt à combattre, à continuer la résistance et à l'élever à un niveau supérieur. Le congrès devait diriger et centraliser cette résistance, en être la conscience et le cerveau.

En fait, le choix pour les délégués était le suivant :

*la résistance, oui ou non ?*

*Donc la grève générale illimitée, oui ou non ?*

et les problèmes que pose son *organisation consciente*.

Dans notre cas, il ne s'agit pas de n'importe quelle grève, mais d'une grève avec ses conséquences insurrectionnelles. Il ne s'agit donc pas seulement d'armer la population, et puis... que rien n'arrive.

La question du pouvoir se pose. Le choix est simple : ou le pouvoir de la classe ouvrière, qui ne peut s'organiser que dans son Etat, centralisant toutes ses forces à travers ses conseils pour sa défense. OU LE POUVOIR DES BUREAUCRATES.

Il ne s'agit nullement d'une « *autogestion* » plus ou moins démocratique selon les données d'une ou même plusieurs usines. La Tchécoslovaquie était occupée. Sa classe ouvrière se trouvait en état de siège. Il fallait

se décider à la défendre de toutes ses forces.

Je ne veux pas m'étendre sur une analyse critique et détaillée de ce qu'est l'« *autogestion* ». Les camarades yougoslaves et polonais expliqueront mieux qu'il ne s'agit là que d'un gadget pour les travailleurs afin de les tromper et les détourner du véritable problème : celui du pouvoir.

Camarades, pour se décider à résister en mobilisant toutes les forces dont dispose la classe ouvrière, IL FAUT BIEN SAVOIR CONTRE QUI L'ON RÉSISTE ET POURQUOI.

Le parti tchécoslovaque, qui venait de rompre avec Moscou, n'arrivait pas pour autant à poser le problème dans toute sa dimension.

Pourquoi ?

La pensée de la plupart des camarades ne franchissait pas la limite d'une réforme. Apparemment à juste titre, d'ailleurs. Jusqu'alors, la direction du parti, celle de Dubcek, reculait devant les revendications des travailleurs. Cela l'amenait à croire que les intérêts de l'appareil stalinien et ceux des travailleurs n'étaient pas diamétralement opposés. En d'autres termes, cette direction estimait l'appareil capable d'une réforme — avec ou sans la pression des masses, ce qui revient au même.

C'est parce qu'elle voyait le conflit enfermé dans les frontières de la Tchécoslovaquie où la réforme, apparemment, marchait. Dubcek leur accordait ce qu'ils voulaient, et ils estimaient qu'en U.R.S.S. l'appareil dirigeant ne devait pas être, *a priori*, aussi hostile qu'il semblait. Ou encore mieux, qu'il s'agissait là d'un « *malentendu tragique* », comme Dubcek l'expliquait souvent.

Précisément, parce que ces camarades pensaient qu'il existe des « modèles » du socialisme, l'un stalinien, l'autre « moins stalinien » ou « au visage plus humain », ils pouvaient considérer le conflit comme une querelle, grave sans doute, de « deux frères » qui se fâchent, et surtout ils ne pouvaient pas considérer les bureaucrates du Kremlin comme leurs ennemis irréconciliables. Ils ne pouvaient comprendre non plus la signification de tous les acquis qu'ils avaient arrachés au cours de la précédente lutte. Plus que de simplement pouvoir choisir ses responsables, le sens de ces conquêtes était que leur maintien est incompatible avec le règne de la caste des bureaucrates et que la lutte pour défendre ces conquêtes ne peut se faire que CONTRE ces bureaucrates.

C'est pourquoi ils ne pouvaient pas organiser le véritable pouvoir des conseils ouvriers, centralisés et en même temps démocratiques — et à partir de là organiser une résistance irréductible. C'est pourquoi, par contre, ils commencèrent à négocier avec Brejnev en espérant, sans doute sincèrement, qu'ils pourraient par-là sauver au moins une partie de leurs conquêtes, en épargnant le sang des travailleurs.

C'est là, en gros, la description de la politique de l'aile qui, au sein du congrès et du parti, soutenait inconditionnellement Dubcek, au moment de l'intervention et au cours de négociations dont ils attendaient des résultats positifs. Par opposition à une « effusion de sang », expliquaient-ils. Mais, au congrès, existait une autre fraction, qui voulait déclencher la grève illimitée. Dans notre cas concret, outre ce que nous avons dit, cela signifiait rompre les négociations

avec Dubcek, et à ce moment-là rompre avec Dubcek et la fraction au congrès qui le suivait.

Il faut savoir, dans certains moments, rompre l'unité d'un parti, précisément pour œuvrer à l'unité de la classe. Parce qu'une telle unité a été gardée autour de Dubcek, c'est-à-dire autour des négociations, l'application de ce que l'on appelle le diktat de Moscou a été rendue possible.

Après le retour de Dubcek, il ne leur restait qu'à tenir le triste rôle de « démobilisateurs des travailleurs ». Camarades, comment tout cela fut-il possible ?

Les racines de cette attitude résident dans les illusions sur la possibilité de la coexistence pacifique des différents « modèles du socialisme », l'un « stalinien », l'autre « démocratique », ce qui revient à croire à la possibilité de redresser le parti.

Ni les uns ni les autres ne comprenaient le caractère international de leur lutte, c'est-à-dire celle du prolétariat contre la bureaucratie à travers et contre les frontières qu'elle impose.

Beaucoup d'entre eux ont commencé à se douter d'une telle nécessité, mais jamais leur niveau de conscience de ce problème ne dépassait celui d'une solidarité pure et simple.

Parce que l'ennemi est international, ses forces de combat sont internationales et, de plus, centralisées. IL EST DONC NÉCESSAIRE DE MENER CONTRE LUI UNE LUTTE ELLE AUSSI CENTRALISÉE ET DIRIGÉE AU NIVEAU INTERNATIONAL.

En conséquence, pour mener à bien une telle lutte, il faut rompre, non seulement avec l'appareil international du Kremlin, mais aussi avec toute sa doctrine qui cantonne les ouvriers dans les frontières que cet

appareil leur impose, qui sont l'expression et la condition de son maintien au pouvoir. Il s'agit bien ici de la doctrine du « *socialisme dans un seul pays* ». Vouloir réformer les partis dominés par cet appareil signifie alors accepter d'emblée son cadre, ce qui signifie se barrer d'avance la route.

Cela signifie qu'il faut, à travers toutes ces luttes, non pas redresser les partis communistes, mais bâtir un parti communiste international.

A notre avis, c'est à cette œuvre que doit contribuer ce débat.

Nous sommes parfaitement conscients que notre ton peut paraître à certains un peu sévère, dans ce bilan que nous faisons de l'intervention en Tchécoslovaquie et de l'œuvre du 14<sup>e</sup> congrès.

Mais il faut être sévère dans notre critique, car nous ne pouvons pas nous permettre de faire des cadeaux, ni à nous-mêmes ni à nos adversaires.

Passons maintenant à l'analyse des conséquences de l'intervention.

Comme il découle logiquement de ce que nous avons dit, beaucoup de militants tchécoslovaques et nous-mêmes faisons partie de ceux qui croyaient qu'on peut avoir la liberté de presse, de réunion, de vote, avec l'armée de Brejnev dans notre pays, ou de ceux qui n'ont pensé qu'à « *sauver les meubles* » et à se limiter à la résistance passive.

Pourquoi Brejnev est-il intervenu, sinon pour reprendre toutes ces conquêtes car la classe ouvrière, à l'échelle du monde, le menaçait immédiatement dans son pouvoir.

La « *normalisation* » n'a pas d'autre objectif : elle est la solution contre-révolutionnaire à la crise.

Concrètement, qu'est-ce que cela veut dire ?

Les organisations de travailleurs et de jeunesse sont dissoutes ou domestiquées et, pour ceux qui s'y opposent, c'est la répression, l'expulsion de la faculté et du travail, sinon la prison. Un exemple : l'Union des étudiants tchécoslovaques était dissoute en 1969. Ses dirigeants, aujourd'hui, comparaissent devant un conseil disciplinaire à la faculté qui les menace de les envoyer au service militaire.

Certains mêmes sont emprisonnés, comme Petr Uhl, J. Basta, J. Suk, J. Frolík et vingt-deux autres, qui avaient eu l'audace de s'exprimer clairement sur l'intervention et ses conséquences, sont accusés aujourd'hui de « *trotskyisme* » et encourent de lourdes peines de prison. Ce sont les années 50 qui renaissent.

Des sections syndicales entières sont dissoutes, comme celle des cheminots qui demandaient en 68 le droit à l'indépendance syndicale.

Sur le chiffre des cartes imprimées en 70, on peut voir jusqu'où va la « *normalisation* » : 300 000 en 1970 contre 1 500 000 en 1968. Ce n'est plus le même parti. Il a été détruit purement et simplement ; et ses meilleurs militants, comme Lubos Kohout, membre du comité de parti de la ville de Prague — ce même comité qui a convoqué le 14<sup>e</sup> Congrès — comme J. Hochmann, le journaliste de *Reporter*, tribune de l'opposition communiste en 68, et Ludvík Vaculík, célèbre auteur des *2 000 Mots*, pour n'en citer que quelques-uns, sont emprisonnés, tandis que des milliers d'autres sont arrêtés. La police de Husak fait régulièrement (tous les trois mois) des rafles. A la veille du 1<sup>er</sup> Mai, la fête des travailleurs, 1.500 arrestations. Le 21 août 70, 3 500 ar-

restations. Ce sont des chiffres fournis par Husak lui-même.

Pour le chiffre des arrestations, on peut faire confiance à sa modestie ! D'ores et déjà la bureaucratie doit déclencher toute cette répression pour régner. Mais elle ne s'arrête pas là.

Elle attaque les conquêtes fondamentales de la classe ouvrière. Pour ne citer qu'un exemple, c'est le droit à l'instruction qui est atteint : des facultés entières sont épurées de leurs enseignants. On parle de liquidation de la faculté de lettres. Les étudiants en lettres qui ne témoignent pas, par écrit, de leur fidélité au gouvernement ne peuvent pas obtenir leur diplôme... C'est la classe ouvrière qui est visée.

On prépare des lois draconiennes pour maintenir la discipline de travail. On punit des mécontents. Comment peut-on expliquer autrement les arrestations de ces milliers de jeunes traités de « *hooligans* » ?

L'institut d'histoire du mouvement ouvrier de l'académie des Sciences est dissous. Ses membres deviennent terrassiers ou sont chômeurs.

La pénurie économique s'accroît, l'inflation est galopante. Arrêtons-nous là pour l'instant, ces quelques faits parlent d'eux-mêmes.

D'autre part, les membres de la « *Jeu- nesse communiste* » fantoche reçoivent des salaires de ministre.

Ce n'est pas le socialisme, c'est la contre-révolution, la réaction sur toute la ligne.

La bureaucratie stalinienne, pour se maintenir au pouvoir, doit continuer son œuvre. Elle peut aller jusqu'à la pendaison de militants. Elle doit écraser la classe ouvrière. Il n'y a pas d'autre terme pour son œuvre. Tout cela, il le faut, POUR CONCLURE les

accords germano-soviétiques, pour que Pompidou puisse voyager à Moscou pour y déclarer qu'il n'y a pas de désaccord fondamental entre lui et Brejnev. Toute la bourgeoisie internationale applaudit, car c'est sa victoire. Et tout cela au nom du communisme. Ce n'est que pour mieux vendre la classe ouvrière des pays de l'Est à la bourgeoisie. Voilà le prix du « *socialisme dans un seul pays* », le prix du *statu quo* mondial. La répression en Tchécoslovaquie en est partie intégrante.

C'est pourquoi nous sommes pour le combat international, pour UNE COMMISSION D'ENQUÊTE. Et, inversement, le combat pour le socialisme à l'échelle du monde et la construction du parti nécessaire à ce combat sont la meilleure défense des militants tchécoslovaques. Voici pour nous la deuxième leçon de la déclaration invitante à ce débat.

Il faut diriger de façon centralisée l'ensemble du mouvement ouvrier à l'échelle internationale. Nos camarades polonais, yougoslaves, hongrois et enfin nous-mêmes affirmons que les combats de Kuron et Modzelewski, de Larissa Daniel, P. Litvinov et P. Grigorenko, et aussi ceux des délégués du 14<sup>e</sup> congrès tchécoslovaque n'aboutiront qu'à condition d'être menés de façon consciente contre l'ennemi, contre la bureaucratie du Kremlin. C'est seulement en s'engageant sur la voie de la construction de l'Internationale qu'ils pourront donner aux problèmes de la bureaucratie stalinienne leurs véritables dimensions.

La « *normalisation* » s'étend aujourd'hui à travers le monde, car, en 1968, c'est la classe ouvrière internationale qui s'élevait. Nous avons dit que les manifestations à Varsovie en

mars 1968, à Belgrade ou sur la place Rouge expriment, chacune à sa façon, les aspirations, de l'ensemble des travailleurs. C'est pourquoi les procès ne se déroulent pas seulement à Prague. Rappelons-nous aussi la chasse aux sorcières en Pologne, les procès intentés aux militants des grèves de mars. En U.R.S.S., le stalinisme est en train de ressusciter le spectre des camps, des procès, de la répression, cela parce que le processus, en 1968,

c'était la montée du prolétariat mondial. Parce qu'en Tchécoslovaquie cette montée s'élevait au plus haut niveau, la pointe de la répression doit viser avant tout la classe ouvrière. A travers la répression, à Prague, la bureaucratie stalinienne s'attaque à l'ensemble de la classe ouvrière mondiale. C'est pourquoi en la défendant en Tchécoslovaquie les militants défendent le socialisme à travers le monde.

## Message de militants polonais du Comité d'organisation des communistes des pays de l'Est

Camarades,

La discussion d'hier a montré, entre autres, que, une fois ouvert un véritable débat entre communistes sur la crise des directions staliniennes de la classe ouvrière, il est impossible de s'enfermer dans le cadre, si riche soit-il en expériences, du seul mouvement communiste français.

Le débat qui a lieu dans cette salle est un événement majeur dans le mouvement ouvrier international. Non seulement par le fait que, après tant d'années de muselage et de répression exercés par les appareils sur les militants ouvriers, ceux-ci commencent à se rassembler au grand jour, en dépit de divergences compréhensibles, contre la bureaucratie

traître, mais aussi parce que — pour la première fois depuis la guerre, en France et dans le monde — des militants ouvriers de pays dominés directement par cette bureaucratie viennent prendre part physiquement à un tel débat, apportant toute leur expérience vécue de communistes qui, ayant rompu avec les appareils au pouvoir, ont rejoint voilà dix mois la place qui est la leur dans les rangs du mouvement ouvrier international. Il a été dit, hier, à cette tribune qu'on ne saurait se battre pour le socialisme en France sans mobiliser la jeunesse et les travailleurs français contre les crimes que, dans nos pays, commettent les appareils staliniens, jour après jour, à l'égard de notre classe ouvrière et de notre jeunesse.

C'est une vérité que l'on ne saurait suffisamment répéter. Et les camarades du Parti communiste français doivent connaître, plus que quiconque, la réalité qui est celle de nos pays, des pays des conquêtes d'Octobre.

Quelle est donc cette réalité en Pologne ?

Deux années et demie à peine nous séparent des mémorables journées de mars 1968 au cours desquelles des dizaines de milliers d'étudiants polonais, dans toutes les villes universitaires, se sont violemment heurtés à la police de Gomulka. L'appareil les a traités de « fauteurs de troubles », de « hooligans » et de « voyous ». Or il se trouve que ces « voyous », ces « hooligans » scandaient leur attachement au socialisme, manifestaient leur désir de construire une nouvelle société, libre et démocratique, où il ne serait plus possible de matraquer impunément les gens, de les emprisonner pour leurs opinions, d'expulser les étudiants des universités ou de lâcher des chiens policiers dressés contre les travailleurs. Et dire que ces meetings ininterrompus, ces grèves d'occupation — bref, que tout ce mouvement de masse était parti d'un simple meeting de 5.000 personnes, qui entendaient se dresser *pacifiquement* contre la censure préventive et contre la répression à l'université de Varsovie ! Pacifiquement et dans le cadre même de la légalité, c'est-à-dire dans le cadre de droits démocratiques assurés formellement par la Constitution. Des milliers d'étudiants scandaient leur solidarité avec leurs camarades emprisonnés, exigeaient le respect de la Constitution, exigeaient le renvoi des policiers déguisés en étudiants qui surveillaient étroitement les pas de chaque étudiant dans

sa faculté. Comme ils étaient naïfs ! profondément naïfs ! car ils croyaient sincèrement que la répression qui les avait frappés était une tragique erreur... Comment — se demandaient-ils — peut-on matraquer et emprisonner ceux qui se réclament du socialisme dans un pays socialiste ?

Pendant des semaines ils ont lutté contre un monstrueux appareil de propagande et d'intoxication. En vain. Aucune de leurs revendications n'a été satisfaite.

Par contre, ils devaient apprendre avec stupeur qu'ils se sont laissé entraîner, duper, tromper — par... des « agents du sionisme mondial ». Ils devaient apprendre, par la presse et la radio aux ordres de l'appareil, que le déclenchement de leur énorme mouvement de masse avait déjà été décidé en 1967... « *par la congrégation des rabbins de Jérusalem* » (nous citons textuellement), la quelle congrégation avait confié le rôle d'agents de la cinquième colonne en Pologne au « sioniste » Karol Modzelewski et à son complice Jacek Kuron, qui, avec d'autres « *sionistes notoires* » ont bâti un plan pour saper le pouvoir des travailleurs polonais.

*Voilà ce que la bureaucratie de Gomulka et de Moczar essayait de faire croire aux masses universitaires !*

*Voilà un exemple éclatant des moyens les plus bas et les plus réactionnaires dont la bureaucratie stalinienne, cette excroissance parasitaire, est capable de se servir dans le but de sauvegarder, quand elle est contestée, sa domination sur le prolétariat !* Mais il ne suffisait pas d'expliquer ce que personne ne croyait et dont tout le monde se gaussait, entre quatre murs, dans un appartement, faute d'autres moyens de résistance. Pour

briser ce mouvement spontané de la jeunesse polonaise, la bureaucratie a mobilisé tout son appareil, toute cette horde corrompue de journalistes et propagandistes, pour dresser la classe ouvrière de notre pays contre notre jeunesse. Ainsi on a pu voir à la télévision des travailleurs brandissant des pancartes disant : — « *Sionistes en Israël* » — « *La Pologne aux Polonais* » — « *Chaque Polonais n'a qu'une seule patrie* » — « *Les ouvriers aux machines, les écrivains à la plume, les étudiants à l'université* »... !

Non, camarades !

Il n'est pas vrai que notre classe ouvrière se soit dressée contre les étudiants en lutte ! il n'est pas vrai qu'elle ait apporté son appui à la bureaucratie. Les travailleurs ne savaient rien de ce qui se passait dans les universités.

Les moyens d'information massive avaient dressé un mur épais de silence sur le flot de résolutions et de textes adoptés par les jeunes dans leurs meetings et manifestations. Les staliniens ont pris bien soin d'entourer de forces de police toutes les usines importantes dans les villes universitaires et d'empêcher que de multiples délégations d'étudiants puissent pénétrer sur les lieux du travail. Les portes des usines étaient bien gardées et les papiers vérifiés. L'appareil du parti et des syndicats entraînait, par la force et le chantage, les ouvriers de différents ateliers à l'intérieur des entreprises, afin que tout cela puisse donner les apparences du soutien de la classe à sa direction traître. Il fallait voir ces travailleurs écouter dans un silence profond, interrompu de temps en temps par la claque des mercenaires payés, la lecture par les hommes de l'appareil d'ignobles mo-

tions et résolutions faites en leur nom. Les ouvriers, atomisés atelier par atelier, menacés de licenciement par leurs supérieurs et surveillés étroitement pendant le vote étaient obligés de lever la main.

Tel fut le prétendu « *soutien populaire* » à la lutte contre le prétendu « *sionisme* ». Néanmoins, les travailleurs entreprirent des actions directes pendant ces *journées de mars*. A Nowa Huta, près de Cracovie, les jeunes travailleurs de la plus grande aciérie de Pologne sont sortis dans la rue pour exprimer leur appui aux revendications de la jeunesse. 112 d'entre eux ont dû être hospitalisés, après que la police de Gomulka eut lâché contre eux des chiens entraînés aux combats de rues ! A Wroclaw, les ouvriers de la plus grande usine de l'équipement ferroviaire ont organisé un meeting de soutien à la lutte des étudiants. De même, les travailleurs des chantiers de Gdansk et de Gdynia ont participé avec les étudiants aux affrontements de rues contre les forces de l'ordre.

Mais les conditions n'étaient pas réunies pour assurer la victoire de la jeunesse et des travailleurs polonais. La jonction entre ouvriers et étudiants ne se produisit pas, faute principalement de la direction consciente de ce mouvement.

Ces exemples simples et précis démontrent clairement à quel point les staliniens ont peur du prolétariat qu'ils trahissent, à quel point la bureaucratie est effrayée par la seule pensée d'une possible jonction entre la jeunesse en lutte et les travailleurs. Elle a peur, car elle sait que la réalisation de cette jonction, signifiant l'entrée en scène du puissant prolétariat polonais, aurait d'un coup renversé le rapport de forces au détri-

ment de l'appareil. Enfin elle a peur, parce qu'elle est consciente du fait que 1968 n'était pas la même chose que 1956, période où elle put, au niveau de tous les pays de l'Est et de toute l'Europe, résoudre sa crise en s'appuyant sur les énormes illusions des masses.

Ainsi, après 4 semaines de lutte, des milliers d'étudiants polonais sont rentrés chez eux sans rien obtenir. Une démoralisation profonde, si compréhensible après chaque grande défaite, ravageait ses rangs.

Nous avons pris part à cette lutte. Nous essayions de l'organiser et de lui donner des armes contre la bureaucratie. Mais nous-mêmes nous ne comprenions pas grand-chose. Pendant longtemps nous avions nourri l'espoir d'une démocratisation possible de l'appareil. Nous luttions à l'intérieur de nos organisations, que ce soit le parti lui-même ou l'organisation de la Jeunesse socialiste. Et, comme nombre de militants du P.C.F., nous refusions le chemin de la construction d'une nouvelle organisation de la classe et de la jeunesse — jusqu'à notre exclusion. Nos illusions se sont rapidement dissipées. Nous avons décidé de lutter pour abattre les appareils staliniens, bien que nous ne voyions pas du tout comment nous devons nous y prendre.

Arrêtons-nous un instant sur l'illusion de cette « réforme » du parti de l'intérieur, car, après la discussion d'hier, elle mérite le rappel de quelques faits précis.

Camarades,

Vous savez tous qu'en 1956 notre pays a vécu un grand mouvement de tous les travailleurs pour ce qu'on appelait à l'époque la « déstalinisation ». Les travailleurs polonais, après avoir vécu des années sous un joug insup-

portable, se sont dressés en masse pour exiger l'augmentation des salaires et des prestations sociales, le rétablissement de l'autonomie syndicale, le droit de grève, la réforme de la planification dans l'intérêt des travailleurs, le retrait des troupes soviétiques et le rétablissement de l'indépendance nationale. Ils revendiquaient les libertés de parole et de presse, le renvoi et le châtement des fonctionnaires coupables d'abus de pouvoir. Enfin, ils exigeaient des conseils ouvriers — et ils ont commencé à en constituer eux-mêmes. Néanmoins, cet impressionnant mouvement a pu être canalisé par la bureaucratie polonaise, conjointement avec ses complices du Kremlin. Profitant de l'absence d'une direction révolutionnaire dotée du programme clair de la prise du pouvoir par le prolétariat polonais — qui aurait pu mener ce prolétariat vers l'instauration d'une république polonaise des conseils ouvriers — la bureaucratie a pu exploiter toutes les énormes illusions qui sévissent dans chaque mouvement spontané de classe et faire accepter aux travailleurs le résultat d'un odieux marchandage. La confiance placée par la classe ouvrière polonaise en la personne de Gomulka a signifié pour elle sa propre défaite. Gomulka — ce symbole de la « voie polonaise vers le socialisme », ce « titiste » condamné en 1949 par les fidèles serviteurs de Staline — était pour les travailleurs et le peuple tout entier l'incarnation de la lutte pour l'indépendance nationale, contre l'étouffante tutelle de la bureaucratie du Kremlin.

On parlait, hier, de la possibilité de réformer de l'intérieur un parti stalinien. Nombreux sont les camarades du Parti communiste français, qui

croient sincèrement à cette possibilité. Et ils ne sont pas les seuls à y croire. La même illusion a conduit à la défaite politique des jeunes révolutionnaires polonais, appelés couramment « *la gauche d'Octobre* », regroupés autour de leur journal, le fameux *Po Prostu*. De même que les travailleurs dans leur mouvement spontané, ils ont placé toute leur confiance en Gomulka, expression, à leurs yeux, de la possibilité d'une rénovation, d'une résurrection, d'un véritable parti communiste. Toutes les aspirations au nom desquelles les masses avaient formé ce prodigieux mouvement étaient condensées dans le mot d'ordre du retour de Gomulka au pouvoir.

Camarades,

Il faut être très clair et conséquent, et bien apprécier ce que signifie cette prétendue « *autoréforme* » d'un appareil bureaucratique stalinien !

En mai 1956, les ouvriers polonais commencent à se constituer en conseils ouvriers. Rapidement le mouvement gagne la majorité des entreprises. Il sera consacré, en termes très voilés naturellement, par Gomulka lors du fameux 8<sup>e</sup> plénum du comité central du parti polonais, en octobre.

« Il faut saluer de tout cœur l'initiative de la classe ouvrière pour rationaliser la gestion de l'industrie et pour faire participer les travailleurs à la gestion de leurs entreprises. Cela témoigne de la foi vigoureuse et légitime de la classe ouvrière dans le socialisme. Les organes dirigeants de notre économie, de notre politique et de l'Etat doivent travailler intensément en vue d'aider l'initiative ouvrière et en vue de procéder, là où cela est possible, à une certaine généralisation des formes proposées. »

Et, six mois après le début de la prétendue « *autoréforme* » du parti stalinien polonais, ce même Gomulka déclarait le 15 mai 1957 :

« J'ai déjà souligné que l'une des directions évolutives de l'édification du socialisme dans notre pays était constituée par les conseils ouvriers. Depuis longtemps une discussion publique s'est engagée autour des conseils ouvriers, qui, outre des idées très saines et justes, révèle parfois des tendances nuisibles... Les conseils ouvriers ne sont pas les organes du pouvoir politique de la classe ouvrière que furent, dans l'histoire du mouvement ouvrier, les soviets de députés ouvriers. Ils ne sont pas les maillons de l'appareil administratif de l'Etat populaire. Les conseils ouvriers sont des organes à travers lesquels la classe ouvrière participe à la gestion de l'économie nationale en prenant bien plus largement et beaucoup plus profondément qu'avant part aux fonctions organisationnelles et économiques de l'Etat de la démocratie populaire, c'est-à-dire de l'Etat qui édifie le socialisme... Bref, toute cette conception (*des conseils ouvriers en tant qu'organes du pouvoir centralisé de la classe*) n'est qu'une manifestation d'utopisme anarchiste. Il ne vaut pas la peine d'en discuter plus longtemps. »

Cinq mois plus tard, tout en approfondissant et en concrétisant à sa manière cette « *autoréforme* » qui est censée mener à l'émancipation définitive de la classe ouvrière polonaise, Gomulka fait suspendre le journal *Po Prostu*, après que celui-ci eut lancé sur ses colonnes le mot d'ordre : « *Tout le pouvoir aux soviets* ». Ce mot d'ordre signifiait, aux yeux de la « *gauche d'Octobre* », le passage nécessaire à l'étape suivante et décisive de la révolution des ouvriers polonais.

Et ce sera la tâche de *Trybuna Ludu*, cet organe « *révolutionnaire* » de l'appareil, de justifier en pleine « *autoréforme* » cette mesure de répression :

« *Po Prostu* tire la conclusion que les ouvriers et les conseils ouvriers devaient en venir à l' "étape décisive de notre révolution" et détruire l'appareil d'Etat populaire, au nom du mot d'ordre "Tout le pouvoir aux Soviets". Ce slogan démagogique et poussant à la révolte, qui

reprenait de façon absolument déformée le mot d'ordre historique de la révolution d'Octobre, était en fait dirigé contre le pouvoir populaire et rejoignait les slogans de la réaction qui cherchait, elle, une "seconde étape" des transformations en Pologne : affaiblir et miner notre Etat populaire. »

Camarades !

*Peut-on qualifier de communiste une direction réprimant à l'aide de la police ceux qui crient : « Tout le pouvoir aux Soviets » ? Non, une telle direction est carrément contre-révolutionnaire !*

Quant au droit de grève, citons de nouveau les paroles de celui qui était censé mener les travailleurs polonais à la victoire.

Le 8<sup>e</sup> plénum d'octobre 56 écoutait Gomulka déclarer, avec toujours beaucoup d'euphémismes :

« La classe ouvrière a donné dernièrement à la direction du parti et au gouvernement une leçon douloureuse. Les ouvriers de Poznan, ayant recouru à l'arme de la grève et manifesté dans les rues au cours de ce sombre jeudi de juin, ont proclamé à grands cris : "Assez ! On ne peut plus continuer ainsi ! Il faut abandonner cette fausse voie !" »

La classe ouvrière n'a jamais utilisé à la légère la grève comme arme dans sa lutte pour ses droits. A plus forte raison aujourd'hui dans la Pologne populaire, gouvernée en son nom et au nom de tous les travailleurs, elle n'a pas fait ce pas à la légère. »

Si nous envisagions comme solution la « réforme » du parti stalinien, nous pourrions admettre à la rigueur que les paroles qu'il prononcera quelques mois plus tard étaient l'effet de la mauvaise mémoire de Gomulka. Car, le 17 mai 1957, au 9<sup>e</sup> plénum, il déclara :

« Il faut souligner que notre parti s'oppose aux grèves, qu'il ne peut ni les organiser ni les soutenir. Mais nous ne voulons pas recourir à des moyens administratifs lorsque les ouvriers abandon-

nent leur travail... Sans priver les ouvriers du droit de grève, nous devons leur dire : la grève ne conduit pas au mieux-être, elle n'augmente pas, au contraire elle diminue, la ration de pain dans le pays. Aussi est-il préférable de ne pas la faire. »

Ces paroles annoncent la suppression définitive de droit de grève, à la suite de la grève des tramainots de Lodz des 13 au 17 août. Au lendemain de cette grève, le chef du parti « autoréformé » a pu constater :

« Les forces de sécurité ont fait preuve à l'égard des grévistes d'une tolérance qui a dépassé de beaucoup les limites normales. »

Il nous semble que tous ces propos se passent de commentaires.

La conception d'une « réforme » de l'appareil stalinien suppose la possibilité d'instaurer la démocratie socialiste et de liquider les derniers vestiges du stalinisme. Or, non seulement Gomulka n'a pas nettoyé le parti de hauts fonctionnaires ultra-staliniens, mais dès que son pouvoir fut quelque peu consolidé, il entreprit une épuration massive, cette fois-ci de tous les militants de la gauche d'Octobre, épuration couronnée par la dissolution de *Po Prostu*. Ainsi a commencé, au lendemain des *journées d'octobre*, un processus constant de liquidation à froid des acquis arrachés par le combat de la jeunesse, des travailleurs et des intellectuels polonais.

A notre avis, tout ce que nous venons d'exposer prouve, en dépit de l'absence de développements plus poussés, le danger de l'illusion qui consiste à croire que les communistes pourraient changer la nature d'un appareil stalinien bureaucratisé par la voie de sa renaissance intérieure. Pour nous, une telle position politique, qu'elle soit avancée par de cyniques bureaucrates ou par des militants communistes sincères et dévoués, signifie en

réalité l'abandon du terrain de la classe ouvrière et de ses intérêts historiques. Pour être plus net, cette illusion reste dans le cadre du mode de penser et d'agir introduit et développé par les appareils et — qu'on le veuille ou non — elle amène inévitablement à tourner le dos au marxisme et à faire le jeu du stalinisme.

A ceux qui rétorquent qu'en 1956 en Hongrie et en 1968, en Tchécoslovaquie, les directions Imre Nagy et Alexandre Dubcek auraient été en mesure de réaliser toutes les aspirations des travailleurs, c'est-à-dire, une fois de plus, de « réformer » efficacement le parti stalinien, si les chars russes n'étaient pas intervenus à Budapest et à Prague — nous disons que, dans de pareilles conditions, et Nagy, et Dubcek auraient suivi tôt ou tard, vu les particularités spécifiques de chacune de ces révolutions et les périodes historiques distinctes dans lesquelles elles eurent lieu, le même chemin que la direction traître de Gomulka. Néanmoins, si ces chars sont quand même intervenus, c'est précisément parce que, et la solution militaire, et la solution dite de « sagesse », « à la Gomulka », ne sont en dernière analyse que deux aspects d'un seul et même visage : celui de la bureaucratie.

La discussion d'hier et les divers propos qui y ont été tenus nous obligent à prendre position quant au problème de la défense des conquêtes d'Octobre 1917.

Il nous faut répondre ici à une question : « *Qu'a apporté Octobre 1956 et la direction Gomulka aux travailleurs de notre pays dans le domaine des fameuses « réformes économiques ?* » Le cadre de ces prétendues « réformes » fut donné par l'orientation gé-

nérale qu'avaient prise la direction Khrouchtchev et ses satellites après le XX<sup>e</sup> congrès. Cette orientation, on le sait, signifie l'ouverture des économies planifiées à la division internationale du travail, au marché impérialiste. Les besoins économiques de la Pologne exigeaient et exigent toujours l'augmentation des échanges commerciaux avec les Etats bourgeois hautement industrialisés. En réalité, cela veut dire l'accroissement des importations de biens indispensables en provenance de ces Etats, payables par les exportations de produits susceptibles d'être écoulés sur le marché capitaliste. Etant donné que ce n'est pas l'économie polonaise qui peut dicter aux capitalistes le choix des produits ni les conditions d'échange, les besoins dans le domaine des importations imposent une adaptation des structures de la production aux exigences du marché international capitaliste. Cela, naturellement, est en contradiction avec les besoins d'une économie planifiée.

En Pologne, cette politique se traduit par une croissance importante des facteurs du marché, au détriment du plan. Ainsi l'objectif primordial de l'activité des entreprises et de l'économie polonaise tout entière, à savoir la satisfaction des besoins des travailleurs et des autres couches de la population, est peu à peu sacrifié au profit de ce que l'on appelle la « rentabilité directive », c'est-à-dire au profit des lois aveugles du marché. L'indice de rentabilité, introduit timidement après 1956, aboutit à une différenciation dans la situation matérielle des travailleurs. Au cours des années 60, on voit nettement se cristalliser une minorité d'ouvriers des entreprises rentables, dites « modèles », rémunérés bien au-dessus de la

moyenne nationale, disposant de primes élevées liées au profit et à la productivité du travail ainsi que de prestations sociales considérables.

Cependant, l'énorme majorité des travailleurs des usines non rentables et déficitaires vit dans des conditions extrêmement pénibles. Les conditions de travail se dégradent constamment et, le plus souvent, ne répondent même pas aux exigences les plus élémentaires d'hygiène et de sécurité. Les maladies professionnelles se développent à une vitesse vertigineuse, obligeant l'appareil à rendre la chose publique. Pour n'en citer qu'un exemple parmi tant d'autres, disons que les milliers d'ouvrières et ouvriers du centre textile de Lodz souffrent tous de silicose, sans qu'ils puissent pourtant bénéficier d'une compensation quelconque.

La politique de logement, ce besoin élémentaire de chaque travailleur, se voit soumise depuis 10 ans à la règle : *« Celui qui a de l'argent peut se loger décentement »*. Car, pour obtenir un appartement, il faut d'abord payer 25 000 zlotys comptant, ce qui équivaut à 13 mois de travail pour un ouvrier de l'industrie. Et ce n'est là qu'une moyenne nationale, dont, en tant qu'indice, nous doutons tous de la valeur. Tout cela sans compter les 9 ans (toujours en moyenne) que chaque travailleur doit attendre pour que son logement soit construit, tout en continuant à payer chaque mois environ 300 zlotys.

Enfin, voilà que le spectre du chômage, ce vestige ignoble de la société bourgeoise, est bel et bien réapparu. Selon les propos officieux du bureau politique du parti polonais, réuni en janvier 1970, le chiffre *« planifié »* des chômeurs dans notre pays s'élève, camarades, à... 200 000 ouvriers !

*Camarades, par ces quelques exemples, nous voyons clairement le sort que la bureaucratie réserve aux travailleurs polonais !*

Gomulka est obligé de recourir à l'aide de l'économie capitaliste, car, lui aussi, voit, à sa manière, que le *« socialisme dans un seul pays »* est impossible. De 1956 jusqu'à nos jours, la bureaucratie polonaise passe d'une conception à l'autre devant l'impérialisme. Si les *« réformes »* économiques n'ont pas pu être réalisées conformément à la volonté, maintes fois exprimée, des staliniens polonais, la raison en est que le contenu même de ces *« réformes »* est obligatoirement l'introduction, sous une forme ou sous une autre, des rapports de production capitalistes. Ce processus se heurte alors à la résistance ouverte ou cachée de la classe ouvrière. Une résistance dont l'existence et le développement nous sont révélés par la bureaucratie elle-même, quand elle parle des arrêts de travail, du manque de discipline, de l'augmentation des absences injustifiées, de l'abaissement des cadences et de la productivité et enfin, tout récemment, des sabotages délibérés de l'appareil productif (incendies, destruction des machines).

Mais, les directions staliniennes sont décidées et le récent accord Gromyko-Scheel nous le démontre, à s'engager, beaucoup plus résolument cette fois-ci, sur la voie de l'ouverture de l'économie planifiée tout entière à la bourgeoisie européenne.

Camarades !

*C'est le monopole du commerce extérieur qui est en jeu ! Ce sont les principes mêmes d'une planification dans l'intérêt de larges couches de la population qui sont en train d'être sacrifiés au profit de la solution stalinienn-*

ne de la crise qui secoue les appareils parasitaires, au profit de la bourgeoisie internationale et de ses intérêts. Tel est le sens des « réformes économiques » à la Gomulka !

Nous avons entendu, hier, certains camarades dire qu'au fond il n'y a plus rien à défendre dans les pays de l'Europe de l'Est. On nous dit, par exemple, que si nos pays ne sont pas socialistes, eh bien, ils sont *a fortiori...* capitalistes ou impérialistes comme l'U.R.S.S. le serait elle-même — bref que la défense des bases sociales de nos pays — issues de la révolution d'Octobre et du combat de milliers de travailleurs à l'échelle mondiale — équivaut à la défense pure et simple du capitalisme, ou de cette nouvelle sorte d'impérialisme.

C'est pour nous une étrange dialectique. Et nous répondons avec vigueur à de tels propos : Non ! Car il s'agit là des conquêtes de tous les travailleurs, qu'ils soient polonais ou chinois, arrachées au cours de luttes séculaires par les ouvriers de tous les pays du globe.

Et nous espérons que par notre contribution, si modeste soit-elle dans le cadre de ces Journées d'études, les camarades animés d'une telle conception voudront bien se pencher de nouveau sur la portée de leurs affirmations !

*Et c'est justement au nom de la défense de ces conquêtes d'Octobre que les masses se lèvent dans toute l'Europe de l'Est.* Au nom de ces conquêtes les masses de nos pays revendiquent le socialisme. Et c'est précisément pour cette raison que les appareils stalinien frappent, et frappent dur.

En Pologne, depuis 1968, la bureaucratie organise des procès contre les militants communistes qui, au cours

des événements de mars, avaient exprimé à haute voix ces aspirations profondes des travailleurs polonais et avaient essayé d'impulser le combat pour la défense du socialisme en Tchécoslovaquie. L'appareil, qui pourtant devait se rénover en 1956, met en prison des militants communistes, tels les camarades Jacek Kuron et Karol Modzelewski et beaucoup d'autres, expédie les militants dans des camps punitifs de l'armée, les expulse de l'université et leur retire le droit au travail.

La prise en charge de la défense des militants communistes polonais, emprisonnés et persécutés, est l'affaire de tout le mouvement ouvrier international. En particulier nous nous adressons à nos camarades membres du P.C.F.

Nous leur disons :

C'est à vous d'être parmi ceux qui se trouvent au premier rang dans cette lutte pour la défense des militants emprisonnés !

*Libération immédiate de Jacek Kuron et de Karol Modzelewski ainsi que de tous les autres militants arrêtés dans les prisons polonaises !*

Bien que nous ne puissions le faire personnellement, pour les raisons que vous comprenez, nous, communistes polonais, nous joindrons à ceux qui porteront à l'ambassade de Tchécoslovaquie la motion exigeant l'arrêt de la machine répressive en Tchécoslovaquie. Car, pour nous, la défense des militants soumis à la répression — aussi bien en Pologne qu'en U.R.S.S., en Yougoslavie, en Allemagne de l'Est ou dans d'autres pays de l'Est — passe aujourd'hui par la défense active des militants tchécoslovaques contre les procès stalinien, par la défense de tous les travailleurs tchécoslovaques.

# Tribune de discussion pour la 4<sup>e</sup> conférence du Comité international pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

## PRÉHISTOIRE DU PABLISME

par Gérard BLOCH

Au moment où la discussion internationale doit se développer et embrasser tous les problèmes de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, donc de la construction des partis révolutionnaires nationaux, sections de la IV<sup>e</sup> Internationale ; au moment où par conséquent, et quelque temps qu'il faille pour cela, cette discussion devra, *nécessairement*, embrasser et analyser, à un niveau historique plus élevé, tous les problèmes que s'est posés le mouvement ouvrier au cours de son histoire — car il est dans la nature de ce mouvement et de son histoire, comme le soulignait Marx dans une phrase fameuse du *Dix-huit Brumaire*, de reposer toujours les mêmes problèmes, jusqu'à leur solution finale par la victoire mondiale de la révolution — il peut être utile de jeter un coup d'œil sur la période de la vie de l'Internationale qui va de la reconstitution du Secrétariat eu-

ropéen (1943) à l'explosion du révisionnisme pabliste (septembre 1950), période où les germes du pablisme commençaient à se développer, tandis que la politique développée par la direction internationale restait *formellement* correcte, et où, il faut le souligner, *personne*, parmi les militants du mouvement trotskyste international, n'avait conscience de l'extrême fragilité de la direction internationale de l'époque, et du péril latent qui résultait de sa tendance croissante à voiler les faiblesses réelles du mouvement sous des affirmations de principe abstraitement correctes — mais de plus en plus éloignées de la réalité de l'intervention des sections dans la lutte des classes.

Nous renvoyons, pour l'étude plus complète de cette période, à la brochure *les Enseignements de notre histoire*, et nous nous bornons à quel-

ques brèves indications sur certains aspects politiques qui nous paraissent importants.

Si l'on feuillette aujourd'hui les résolutions de la *Conférence européenne* de février 1944, ce qui frappe, c'est d'une part, que les militants qui en ont rédigé les documents essayaient bien de se poser les problèmes de la construction de l'Internationale et de ses sections :

« La IV<sup>e</sup> Internationale, tout en gardant la plus ferme attitude idéologique envers ces tendances centristes [*les tendances nouvelles que l'on s'attendait à voir naître en dehors des organisations traditionnelles*], doit apprécier leur caractère progressif et tâcher par tous les moyens de faciliter leur passage définitif dans ses rangs. Elle doit en particulier éviter de prendre envers ces courants une attitude professorale, sectaire et dogmatique, et montrer, par son travail pratique, par son autocritique sérieuse et sincère, par son régime intérieur sain, qu'elle possède toutes les garanties politiques d'une tendance prolétarienne appelée par l'histoire à jouer le rôle du centre d'assimilation pour tous les courants révolutionnaires progressifs »,

qu'ils étaient, d'autre part, bien conscients de ce que :

« dans l'espace de temps limité qui nous reste encore jusqu'à l'éclatement et l'épanouissement de la gigantesque crise révolutionnaire qui jaillira du conflit impérialiste actuel, la IV<sup>e</sup> Internationale doit accomplir une véritable révolution intérieure relativement à ses conceptions concernant le travail politique dans les masses et l'organisation du Parti »,

ce qui les conduisait à proclamer que « chaque organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale doit, dès maintenant, élaborer un plan concret adéquat et diriger passionnément et avec persévérance toute l'activité quotidienne de ses militants vers les usines »,

mais qu'étant absolument hors d'état, en dépit d'un usage surabondant de l'adjectif « concret », d'apporter aucune sorte de réponse concrète au

problème posé, comme de comprendre que le *courant principal* des masses allait passer nécessairement par les organisations « traditionnelles », ils recouraient au *volontarisme*, c'est-à-dire à l'*objectivisme*, selon ce syllogisme digne des tenants de la révolution culturelle : l'époque est révolutionnaire ; pour vaincre, il faut donc avoir la foi en la révolution ; pour porter la IV<sup>e</sup> Internationale à la tête des masses, il faut croire que c'est inéluctable, il faut avoir la foi (et — au fond — cela doit suffire) :

« Cela implique, en premier lieu, qu'une conception nouvelle de leur activité doit imprégner tous les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale et qu'une foi sans bornes doit les animer et les convaincre des immenses possibilités de travail qui s'ouvrent devant eux et qui transformeront de fond en comble la physiologie, le rythme et les tâches des sections actuelles. La tâche de créer dès maintenant le climat psychologique et la mentalité appropriée au caractère de l'époque révolutionnaire qui s'ouvre est primordiale. (...)»

(...) Vingt années de luttes des bolcheviks-léninistes doivent aboutir demain à mettre la IV<sup>e</sup> Internationale à la tête de la gigantesque montée révolutionnaire des masses. Mais ce processus ne sera toutefois pas automatique, il restera entièrement déterminé, et jusqu'au dernier moment, par notre effort conscient et inlassable d'être chaque fois à la hauteur des événements et des tâches nouvelles. » (1)

Citons encore une phrase naïve par laquelle se termine un « article de discussion » de la même époque sur *La crise de la direction révolutionnaire, unique cause des défaites de la révolution mondiale* (2) :

(1) Thèses de la conférence européenne de février 1944 sur la liquidation de la deuxième guerre impérialiste et la montée révolutionnaire. *Quatrième Internationale*, nos 4-5, pp. 9, 10 et 11.

(2) Voir *Quatrième Internationale* nos 8, 9 et 10 de juin, juillet, août 1944.

« La clef du processus historique est entre nos mains. »

Sans doute, serait-on tenté de dire, mais le malheur est qu'aucun trotskyste, à cette époque, n'avait d'idée précise sur la manière de se servir de cette clef ni sur l'endroit où pouvait bien se trouver la serrure... Poser le problème de la construction du parti et de l'Internationale, c'était d'abord comprendre que les organisations trotskystes de l'époque, l'organisation française notamment, *n'étaient pas le parti*, mais seulement l'organisation qui lutte sur la base du *Programme* pour la construction du parti — et que *la même chose était vraie à l'échelle internationale*. C'était assimiler ce qu'avait écrit Trotsky en 1935 :

« La IV<sup>e</sup> Internationale, bien entendu, ne souffrira pas dans ses rangs de "monolithisme" mécanique. Au contraire, une de ses plus importantes tâches est de régénérer, à un niveau historique plus élevé, la "démocratie révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne". Les bolcheviks-léninistes se considèrent comme une fraction de l'Internationale qui se bâtit. Ils sont prêts à travailler la main dans la main avec les autres fractions vraiment révolutionnaires. Mais ils refusent catégoriquement d'adapter leur politique à la psychologie des cliques opportunistes et de renoncer à leur propre drapeau. » (1)

Et, à cette époque, répétons-le, *personne* ne le comprenait. Aurait-il pu en être autrement, ou était-ce le produit inéluctable des conditions historiques ? Nous n'approfondirons pas cette question, à nos yeux tout à fait factice. Faire de la politique au conditionnel passé est un exercice assez vain. Le fait est que de nombreuses années s'écouleront avant que, laissant derrière eux leur ancienne thèse implicite et simpliste :

« Nous sommes la direction révolutionnaire. L'histoire le veut. Il faut seulement persévérer »,

les trotskystes parviennent à dire :

« Nous *ne sommes pas* la direction révolutionnaire. Mais nous avons le programme nécessaire à sa construction, nous sommes l'organisation qui porte et exprime ce programme : c'est par cette organisation que passe donc la construction du parti et de l'Internationale révolutionnaire ; il reste à en définir les termes concrets, donc, en fonction de l'intervention dans la lutte des classes sur la base du *Programme*, les formes d'organisation transitoires vers le parti et l'Internationale. »

En 1944, c'est là un problème que les trotskystes ne peuvent même *aborder* correctement. Quand ils posent la question des « *groupes ouvriers* » qui devaient être de telles formes d'organisation transitoires vers le parti (2), ils y voient des embryons de soviets ; et ils opposent le « *Front ouvrier* » au « *Front unique* » (Résolution sur la stratégie des sections européennes de la IV<sup>e</sup> Internationale dans les luttes ouvrières, point 10), défini de manière purement formelle, car les organisations traditionnelles vont bientôt s'effondrer et laisser la place aux soviets :

« Le Front ouvrier exprime la nécessité d'unir les masses ouvrières sur la base de l'entreprise contre les exploités et contre l'oppression impérialiste. (...) L'affaiblissement du contrôle des vieilles organisations politiques et syndicales sur la classe ouvrière facilite le chemin pour l'organisation directe des ouvriers au sein de leurs organismes autonomes. La politique du Front ouvrier pousse à une telle organisation. Elle aide les ouvriers à déborder les cadres des organisations traditionnelles réformistes ou staliniennes qui ont joué dans le passé un rôle considérable pour endormir, paralyser la classe ouvrière et la dévoyer de la

(1) L. Trotsky, « *Etiquettes et numéros* », 7 août 1935, dans *le Mouvement communiste en France*, pp. 525-526.

(2) Pour plus de détails sur les « *groupes ouvriers* », voir *les Enseignements de notre histoire*, pp. 37 et 38.

lutte révolutionnaire. Elle ouvre aussi la route vers les soviets.

(...) Chaque fois que c'est utile, les militants de la IV<sup>e</sup> s'adressent aux partis qui se réclament de la classe ouvrière pour l'organisation commune des travailleurs au sein des groupes ouvriers, des comités d'entreprise ou de toute autre organisation directe des travailleurs. Ils s'adressent pour cela notamment aux militants et aux cellules d'entreprise des partis communistes, afin de démontrer aux militants de ces partis que les diviseurs de la classe ouvrière ne sont pas les B.L., qui veulent l'unir contre son ennemi de classe, mais les dirigeants réformistes et stalinien qui veulent l'unir à son ennemi de classe et n'hésitent pas pour cela à briser l'unité de ses rangs et à opposer les ouvriers de chaque pays à ceux des autres pays. »

Le Front unique est ainsi compris, non comme une stratégie fondamentale de la mobilisation de la classe en tant que classe, avec ses organisations, mais comme une simple manœuvre pour démasquer des directions traditionnelles dont le contrôle sur les masses est, de toute façon, en train de s'évanouir avec, au surplus, un relent gauchiste très net de Front unique à la base qui ne s'explique que par cette perspective d'« *affaiblissement* » des organisations traditionnelles.

On sait comment l'histoire a traité ces illusions. La mobilisation des masses est passée — et elle ne pouvait passer ailleurs — par les organisations traditionnelles, avant tout les syndicats, au moyen desquels la classe ouvrière se constitue comme classe ; et les trotskystes, pour l'essentiel, sont restés en dehors.

Passons maintenant, quatre ans plus tard, au « *deuxième congrès mondial* » (1948), que nous allons voir réaffirmer les mêmes positions, avec une différence importante. Ce qui était naïvement due à l'inexpérience,

« *acte de foi* », comme les textes que nous avons cités le disent eux-mêmes, va devenir raidissement hiératique et hiérarchique. L'histoire n'a pas reconnu le S.I. comme direction révolutionnaire ? C'est l'histoire qui a tort. On ne le dit pas en propres termes, mais on lui adresse des sommations, et, d'abord, on singe l'Internationale communiste : chaque 1<sup>er</sup> mai, on adresse solennellement un manifeste aux travailleurs du monde — formellement correct, répétons-le, mais qui n'a aucun contenu concret, qui ne s'insère dans aucune action, qui ne correspond à aucune ligne d'intervention dans la lutte des classes de cette « *direction mondiale du prolétariat* ».

« *Mondial* », en effet. Là où Trotsky avait, dans les statuts adoptés en 1938, baptisé d'un nom correspondant à sa réalité : « *Conférence internationale* », l'instance suprême de la IV<sup>e</sup> Internationale, le S.I. Pablo-Germain-Frank, ne pourra se contenter à moins d'un « *congrès mondial* », révisant même, rétrospectivement, l'appellation de la conférence de fondation de 1938 pour pouvoir baptiser « *deuxième congrès mondial* » la réunion qui se tient dix ans après et qui sera « *l'assemblée internationale la plus représentative tenue jusqu'à présent par le mouvement trotskyste mondial* » (1), formule sacramentelle qui sera désormais employée à chaque « *congrès mondial* ».

Et si l'analyse politique générale restera, répétons-le, formellement correcte, elle tournera de plus en plus à un académisme que symbolise le titre intemporel de la « *résolution politique générale* » : *La situation*

(1) *Quatrième Internationale*, vol. 6, n<sup>o</sup> 3, 4, 5, p. 6.

*mondiale et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale, où l'on peut lire :*

« Dans les pays de l'Europe occidentale, et particulièrement en France et en Italie, où la polarisation est la plus avancée et la menace réactionnaire la plus précise, nos sections ont le devoir d'insister sur la nécessité de l'unité d'action et du front unique de toutes les forces de la classe ouvrière, sur la base d'un programme liant les revendications économiques et politiques des masses aux mots d'ordre du contrôle ouvrier, des milices et du gouvernement ouvrier et paysan.

Elles doivent préconiser inlassablement la formation de comités de front unique dans les entreprises, les syndicats, les quartiers ouvriers, les villages, qui deviendront les organismes de préparation et de direction des luttes de toute la classe ouvrière et des autres couches exploitées, en défense contre l'offensive économique et politique de la bourgeoisie, et en préparation d'une contre-attaque orientée vers la prise du pouvoir par le gouvernement du front unique. Elles doivent préconiser constamment la nécessité d'une amplification et d'une coordination des luttes, et dénoncer les directions traditionnelles qui s'y opposent... » (1)

« Insister », « préconiser inlassablement », « dénoncer », tout cela, c'est clair, reste sur le terrain littéraire, propagandiste dans le meilleur des cas. Et la conclusion de cette résolution réaffirmera le dogme : *puisque* la IV<sup>e</sup> Internationale est le parti mondial, *elle doit être* la direction révolutionnaire du prolétariat. Il suffit de faire preuve de « plus de résolution » et de « plus de fermeté ».

« D'une façon générale, la tâche principale, dans la période présente, de la IV<sup>e</sup> Internationale, considérée en tant que parti mondial, est de s'inscrire avec une détermination plus grande que par

le passé dans les mouvements de masse des pays capitalistes et des pays coloniaux, pour y faire progresser les solutions socialistes et révolutionnaires plus nécessaires que jamais...

... En ce sens, la IV<sup>e</sup> Internationale peut et doit affirmer son rôle, en tant que direction du prolétariat révolutionnaire et, avec l'acquis de ses cadres, de son expérience et de son influence croissante, aller vers les masses, avec plus de résolution, avec plus de fermeté, et avec plus de clarté politique que jamais. » (2).

Cette fois, répétons-le, le volontarisme objectiviste a dépouillé toute naïveté pour adresser un ultimatum solennel à l'histoire.

L'histoire le rejettera, naturellement : ce sera donc la faute du manque « de résolution » et de « fermeté » — sinon de « clarté politique » — des trotskystes. Le temps n'est plus éloigné où le S.I. va chercher ailleurs sa reconnaissance comme direction révolutionnaire, et un substitut à la tâche trop lourde pour lui de la construction du parti mondial de la révolution et de ses sections nationales : tout d'abord du côté du P.C. yougoslave en rupture avec Moscou, et, sans, pour cela, avoir encore besoin de réviser le programme marxiste ; puis, à partir d'août-septembre 1950, au début de la guerre de Corée, du côté de la bureaucratie du Kremlin, en jetant par-dessus bord le programme « périmé », cette lettre de change que l'Histoire avait refusé d'honorer en la personne du S.I. Pablo-Germain-Frank.

(1) *Idem*, p. 23.

(2) *Idem*, p. 24.

OFFRE SPECIALE DE LA S.E.L.I.O.  
(Société d'Édition, Librairie, Informations Ouvrières)

87, rue du Fg Saint-Denis - Paris-10<sup>e</sup> — C.C.P. 31-697-97 La Source.

AUX LECTEURS DE *LA VERITE*  
AVEC D'IMPORTANTES REDUCTIONS !  
LES OUVRAGES SUIVANTS DES EDITIONS DE L'HERNE

Léon TROTSKY - "ÉCRITS MILITAIRES" - Tome I

(Comment la Révolution s'est armée.)



« Jamais publiés jusqu'alors, les "Ecrits Militaires" de Trotsky donnent pour la première fois la possibilité d'apprécier ce que fut la guerre civile dans laquelle était plongée la révolution russe naissante. Ils nous apprennent comment s'arma la révolution pour vaincre au cours d'une guerre civile qui faisait suite à une guerre internationale ».

K. MARX et F. ENGELS - "ÉCRITS MILITAIRES"

Marx  
Engels  
Ecrits  
militaires



« Dès le début, nous avons jugé qu'il ne fallait absolument pas cacher nos idées... Il n'existe qu'un seul moyen de concentrer, d'abrégé et de simplifier les souffrances d'une société agonisante et les douleurs sanglantes de l'accouchement d'une société nouvelle ; "le terrorisme révolutionnaire" (Marx, p. 266). Violence et constitution des Etats européens modernes.

Piotr GRIGORENKO

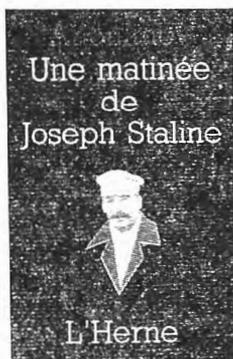
"STALINE ET LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE"

Piotr  
Grigorenko  
Staline  
et la deuxième  
guerre mondiale



« Dans cet ouvrage, le général Grigorenko répond à la question posée au XX<sup>e</sup> congrès : pourquoi la seconde guerre mondiale s'est-elle ouverte en U.R.S.S. sur une terrible hécatombe qui faillit tourner en tragédie nationale ? Qui est responsable ? La réponse de Grigorenko est sans équivoque : Staline et le système stalinien ».

ANONIMOV - "UNE MATINÉE DE JOSEPH STALINE"



« Qui est l'auteur de ce récit ? Nous l'ignorons. Il a voulu garder l'anonymat. Il ne sait pas que son récit est publié. Il se situe en 1947, comme *le Premier Cercle* de Soljenitsyne. Ses personnages sont des êtres réels : Staline, son fameux secrétaire Poskrebichev, son aide de camp, Vlasik et le puissant chef de la police, Béria. Rien ne semble inventé, ni les traits des protagonistes ni la situation. Il nous montre Staline sans masque, dans l'intimité. Hanté par les fantômes de ses victimes passées et futures, par son obsession, par sa propre image de père du peuple ».

**MARS  
1871  
GOUVERNEMENT  
OUVRIER**

**LA VÉRITÉ**

**MARS  
1971  
GOUVERNEMENT  
OUVRIER**

*Le prochain numéro de la VERITE sera un numéro spécial exclusivement consacré au centenaire de la Commune (Lettres inédites de Marx, textes traduits pour la première fois en français de membres de la Première Internationale, etc.) - 64 pages.*

**OFFRE SPÉCIALE DE LA S.E.L.I.O.**

*(Société d'Édition, Librairie, Informations Ouvrières,*

*87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10<sup>e</sup>) — C.C.P. 31697-97 La Source)*

**RESERVÉE AUX LECTEURS DE "LA VÉRITÉ"  
AVEC D'IMPORTANTES RÉDUCTIONS  
LES OUVRAGES SUIVANTS DES ÉTUDES  
ET DUCUMENTATION INTERNATIONALES (E.D.I.)**

- Le Socialisme français et le pouvoir (A. KRIEGEL)
- La Question chinoise dans l'I.C. (P. BROUÉ)
- Pologne-Hongrie 1956 (BROUÉ, MARIE, NAGY)
- La Nouvelle Economique (E. PRÉOBRAJENSKY)
- L'Economie politique du rentier (BOUKHARINE)
- La Révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen (BROUÉ, NAGY, FAY, etc.)
- Otto Bauer et la révolution (Y. BOURDET)
- Conception matérialisme de la question juive (A. LÉON)
- La Grève générale en France (R. BRÉCY)
- Pannekoek et les conseils ouvriers (BRICANIER)
- Blanqui (M. DOMMANGET)
- La Théorie Générale du Droit (PASUKANIS)

Le présent numéro de LA VERITE est, nous l'espérons, techniquement meilleur que le précédent. Mais si le changement de format permet une amélioration de la présentation et de la facilité de lecture, il reste encore beaucoup à faire en ce domaine, avec les moyens qui sont les nôtres.

Ce numéro, vendu à un prix légèrement supérieur, contient une série de documents très riches et d'études qui s'étendent sur 160 pages.

Etant donné la hausse des tarifs d'imprimerie, le prix de cette revue reste extrêmement modéré, en tout cas très en dessous des frais réels de sa fabrication.

A cela s'ajoute l'augmentation des tarifs postaux. Nous devons tôt ou tard nous incliner et augmenter les abonnements.

Mais le tarif actuel des abonnements sera maintenu, en dépit du gouvernement, jusqu'au 31 juillet 1971.

En améliorant la revue et en la maintenant à l'accès de tout militant et de tout travailleur, nous entendons répondre à une nécessité : celle de lutter pour que le plus grand nombre possible de militants ouvriers s'arment de la méthode du marxisme, fassent leur LA VERITE.

